TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 225 | DERNIÈRE ÉDITION | MARDI 3 MARS 1981



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 5 kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 20.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél : 246-72-23

La Chine va prendre de sévères mesures de redressement financier

LIRE PAGE 4 L'ARTICLE DE MANUEL LUCBERT

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Trêve au Pays basque ?

L'ETA politico-militaire a décidé, samedi 28 février, de libérer les trois consuls qu'elle retenait en otages depuis le 20 février, de mettre fin jusqu'à nouvel ordre à ses actions violentes. Cette décision ne suffira certes pas à restaurer la paix civile au Pays basque espagnol. Du moins constitue-t-elle un élément nouveau et un encouragement pour tous ceux qui, à Madrid comme en Euskadi, veulent encore croire possible une solution négociée et pacifique de l'interminable drame basque.

La tentative de putsch aux Cortès n'est certainement pas étrangère à ce revirement. A la fois directement — il était devenu par trop manifeste, depuis le 23 février, que la violence des séparatistes faisait le jeu de l'extrême droite — et indirectement : les circonstances nouvelles permettent à l'organisation d'annoncer un cessez-le-feu sans perdre la face. Mais, d'une manière plus générale, les « polimilis », comme on les appelle, avaient pu mesurer depuis plusieurs années que leur stratégie, souvent incohérente, « passait » de moins en moins bien dans l'opinion nationaliste basque. *Celle-ci comprenait mal que* cette branche de l'ETA, qui s'était séparée des « militaires » du mouvement en 1974 pour donner à la démarche des indépendantistes un caractère plus politique et plus réfléchi, se soit ensuite lancée à plusieurs reprises dans des formes particulièrement aveugles, dévastatrices et politiquement malencontreuses de terrorisme.

En outre, plusieurs formations basques plus modérées ont mené une campagne contre le recours à la violence, qui n'est pas restée sans écho dans l'opinion. Même si celle-ci n'a pas ménagé son soutien à l'ETA lorsque fut connu le martyre d'un de ses militants présumés, plusieurs opérations récentes de l'une ou l'autre branche de l'organisation ont créé un véritable malaise dans l'opinion nationaliste, tout particulièrement l'assassinat de l'ingénieur Ryan.

Les politico-militaires ont voulu en tirer les leçons, considérant que la lutte armée était devenue, dans la situation actuelle, « un élément qui peut empêcher que se réalisent et se consolident » les accords entre formations basques, et vouerait ainsi à l'échec « les solutions politiques qui constituent le véritable objectif de toute pratique armée révolutionnaire ». Leur décision devrait être cette fois-ci plus durable que la trêve annoncée en 1977. Mais deux considérations peuvent en limiter l'effet, la première à Madrid et la seconde au Pays basque.

A Madrid, si les libéraux peuvent se féliciter de ce début d'apaisement, les récents événements rendent plus difficiles que jamais de nouvelles concessions de fond de la part du pouvoir central.

Mais, au Pays basque même, il n'est pas sûr que le cessez-le-feu proclamé par les politico-militaires suffise à provoquer une véritable détente. Les premiers commentaires d'Herri Batasuna, formation proche de l'ETA militaire, ainsi que les attentats qui ont aussitôt suivi l'annonce de la trêve, laissent redouter que l'autre branche, particulièremeot active, de l'organisation séparatiste n'envisage aucunement de se rallier à cette nouvelle stratégie. Plus vraisemblablement, l'ETA militaire verra dans l'attitude de ses rivaux en nationalisme une confirmation du bien-fondé des accusations qu'elle portait contre leur indécision et leur manque de combativité réelle.

La décision de l'ETA politico-militaire laisse le champ libre aux séparatistes les plus durs. En même temps, elle peut les isoler et donner une caution « patriotique » aux partisans de la négociation. La situation à Madrid et sur place n'autorise pour l'instant aucun camp à triompher. Au Pays basque, tout peut encore arriver.

(Lire page 7).

L'annonce de la candidature de M. Valéry Giscard d'Estaing relance la campagne électorale

M. Valéry Giscard d'Estaing devait rendre publique, lundi 2 mars, à 19 heures, une déclaration précisant ses intentions quant à sa candidature à l'élection présidentielle.

Dans les heures qui précédaient cette initiative, personne ne doutait que le chef de l'État solliciterait un nouveau mandat. Cette déclaration, longue d'une dizaine de minutes, avait été enregistrée à l'Elysée vers 17 heures.

Dans sa dernière émission « Une heure avec le président de la République », le 27 janvier, M. Giscard d'Estaing avait indiqué qu'un délai « de vingt à cinquante jours » lui paraissait « la durée normale pour l'information des Français ». On était lundi à cinquante-cinq jours du premier tour...

L'annonce de la décision devait prendre la *forme d'une* déclaration radio-télévisée et sa publi*cation* avant la *fin* de la *journée* illustrait le souci du chef de l'*Etat — et du candidat* — de ne pas encourir le reproche de privilégier la télévision.

A l'Elysée, on avait entretenu le mystère sur le moment de cette intervention jusqu'à lundi matin. Toutefois, avant cette date, on n'avait pas manqué d'évoquer le « souvenir » de 1965. C'est en *effet* par une *déclaration diffusée* du palais présidentiel que le général *de Gaulle, le 4 novembre 1965*, avait fait savoir qu'il se présenterait à l'élection présidentielle de décembre. M. Giscard d'Estaing semblait devoir suivre cet exemple : son propre message devait être relativement bref ; celui du général n'avait pas duré plus de huit minutes... Et à relire cet appel vieux de seize ans, on peut en effet se demander *si l'actuel chef de l'Etat* n'est pas déjà allé y puiser l'inspiration. C'est *en effet* dans cette allocution que Charles de Gaulle avait évoqué « *la République (...) qui s'écroulerait* » et « *la confusion désastreuse* » qui gagnerait l'Etat si les Français ne le reconduisaient pas dans ses fonctions. Cette phrase, qui avait suscité des polémiques, avait été traduite dans l'opinion par la formule « *Moi ou le chaos* ».

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 8.)

De la crédibilité économique

par PAUL FABRA

Au cours des campagnes présidentielles précédentes, le débat économique avait été dans ce pays d'un insigne pauvreté. La propension des candidats à brandir des chiffres servait le plus souvent à masquer les contradic*tions inhérentes aux* différents programmes présentés. A gauche, on préconisait de larges nationalisations tout en plaidant pour une croissance forte comme si le passage d'importantes entreprises du secteur privé au secteur public ne risquait pas de déclencher un exode des capitaux propre à désorganiser pendant une longue période l'activité économique. A droite, on cherchait plutôt à créer l'impression du raisonnable en *essayant de faire oublier que le statu quo*, dans un pays comme la France où les vraies réformes à accomplir ne manquent pas, est une autre forme de déraison.

En sept ans, les temps ont changé. Il n'est plus à la mode de parler de taux de croissance, ce qui est à la fois une bonne et une mauvaise chose. Une bonne chose dans la mesure où — M. Georges Marchais mis à part — plus personne ne semble croire *aujourd'hui qu'il suffit* de se fixer des objectifs ambitieux et de pratiquer une politique dite « volontariste » pour obtenir le résultat recherché. Une mauvaise chose dans la mesure où l'opinion publique semble avoir été plus ou moins convaincue par l'argument inlassablement rappelé par les hommes du pouvoir que la hausse des prix du pétrole rend inéluctables et la stagnation du pouvoir d'achat et le déficit extérieur et l'inflation.

(Lire la suite page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Déclaration

Le choix du lieu pour déclarer sa candidature était infini, mais, c'est vrai, de Chamalières, cela aurait fait déjà vu. D'un château familial, c'eût été inutilement provocant, et, du haut du Mont-Saint-Michel, faussement élevé. De chez Renault, le risque eût été grand de désespérer Billancourt. En pleine nature, pour faire un clin d'œil aux agriculteurs et aux écologistes, ou de Corrèze, pour faire bisquer l'autre, aurait manqué de grandeur et de simplicité. En revanche, sur la place de la Concorde, pour plaire aux bonapartistes, avec en toile de fond l'Assemblée nationale pour séduire les républicains, c'eût été un geste d'union très royal qui aurait même pu ensuite prendre la valeur d'un symbole.

MICHEL CASTE.

Le développement sanitaire de l'Afrique noire est confié aux États-Unis

La France a approuvé cet accord confidentiel

Aux termes d'un accord, resté jusqu'à présent confidentiel, passé entre les six pays occidentaux membres de l'ACDA (Association concertée pour le développement de l'Afrique), créée sur l'initiative personnelle de M. Giscard d'Estaing, par la France, la Belgique, l'Allemagne fédérale, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada, l'ensemble des actions de développement sanitaire menées en Afrique noire est placé sous la direction des États-Unis depuis le début de 1981.

D'ores et déjà de nombreux experts américains se sont rendus en Afrique noire pour jeter les bases de ce projet, fort précis, pour lequel le Congrès américain a voté un crédit de 35 millions de dollars. Une autre mission d'experts doit se rendre en Afrique dans les jours qui viennent pour préciser davantage encore le projet.

L'émotion provoquée en France dans les milieux directement touchés par ce programme est très vive.

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 13.)

Une démission européenne

L'engagement qu'a pris la France, avec quatre autres pays occidentaux, de confier aux Etats-Unis, et plus précisément à leur « bras séculier » dans le tiers-monde, l'USAID (Agency for International Development) de vastes responsabilités dans l'action sanitaire en Afrique noire pose de toute évidence des questions de fond.

La première porte sur la genèse d'une telle affaire. Alors que le président de la République porte à l'Afrique noire une attention qui, malgré tant de déboires, ne s'est jamais démentie, comment expliquer qu'il ait accepté de concéder aux Etats-Unis un secteur aussi important que celui du développement sanitaire ?

L'affaire est d'autant plus étrange que certains des partenaires de l'ACDA (Action concertée pour le développement de l'Afrique), en particulier l'Allemagne fédérale et la Belgique, se sont montrés extrêmement réticents à concéder aux Etats-Unis une telle voie de pénétration politique, dans une zone où la prééminence de l'Europe s'était affirmée depuis des décennies.

Certains Américains et non des moindres, tels que le professeur Jonas Salk, inventeur du premier vaccin antipoliomyélitique — qui se révèle comme le seul applicable dans les pays tropicaux — s'étonnent eux-mêmes d'une telle démission européenne et la déclarent « incompréhensible ». Bien des responsables et industriels français utilisent pour le moins le même qualificatif.

Aussi se pose la question ultime : pourquoi ? Pourquoi la France a-t-elle accepté de signer un texte lourd de tant de conséquences ? Y avait-il une contrepartie diplomatique ou militaire restée secrète, et dans ce cas, laquelle ? Y a-t-il eu, hypothèse plus pessimiste encore, une absence totale de contrepartie, qui porte un nom : l'abandon ?

Pauvres de toujours et pauvres d'aujourd'hui

La récession a plongé encore un peu plus dans l'indigence les « pauvres de toujours » et a engendré dans notre pays — dont il sera uniquement question ici — des groupes divers de « nouveaux pauvres », malgré des secours qui équivalent souvent à une pure et simple assistance. Un rapport commandé par le président de la République à M. Gabriel Ohèix, conseiller d'Etat, ancien délégué à l'emploi, doit être incessamment remis au chef de l'Etat.

I. — Les ratés de l'école et de l'administration

par MICHEL CASTAING

Elisabeth, dix-huit ans, et Francis, vingt et un ans, unissent, *depuis deux ans, la précarité* de leurs jeunes existences, pour tenter de sortir du tunnel social, qui conduit généralement les *familles du quart-monde*, droit du berceau au tombeau, dans le *noir de la pauvreté, sur les rails* du mépris, dans la fumée de l'oubli. *Un sous-prolétariat français*, évalué à deux millions de personnes, rejeté sur les ballasts de l'ignorance, écrasés par les trains de vie.

Elisabeth et Francis se sont rencontrés durant le service militaire du garçon, effectué dans un régiment d'infanterie, à Epinal. Ils devaient, presque fatalement, se reconnaître. *Elle*, un minuscule bout de femme qu'un sérieux handicap de la parole n'empêche pas d'exprimer une pensée lucide, est née dans une famille de treize enfants, dont onze sont vivants et dont les quatre derniers âgés de huit à treize ans, ont été placés par les services de l'aide sociale à l'enfance. Ils sont quelque deux cent mille gosses dans ce cas, retirés aux parents. Les jeunes frères et sœurs d'Elisabeth reviennent, du samedi midi au dimanche soir, dans la masure familiale, louée 150 F par mois.

Lui, Francis, qui paraît d'un naturel placide, plutôt costaud dans son genre, a été, dès sa plus tendre enfance, ballotté de nourrice en nourrice. Il sait seulement qu'il est né dans une famille de huit enfants, dont il ignore tout. Avant son service militaire, il a fait un an de charpente et deux ans de peinture en bâtiment. *Non-qualifié*, payé au *moindre* tarif. On interroge le jeune couple, ce matin-là de janvier, dans les locaux du Secours catholique d'Epinal, qui a *trois mille fiches* de la même teneur et qui indique *que* le *nombre* des appels de détresse s'est accru, dans les Vosges, de 40 % de 1978 à 1979 et de 60 % entre 1979 et 1980. *Ici, le coupable*, c'est d'abord la crise du textile.

(Lire la suite page 10.)

Un entretien avec M. Beullac

« Nous voulons intégrer dans l'enseignement l'orientation professionnelle »

(Lire page 12 les principales déclarations de M. Christian Beullac au Monde de l'éducation.)

LE CARNAVAL DE VENISE

Cérémonie des cendres

Le matin du 26 février, le visage de Maurizio Scaparro, responsable des spectacles au carnaval de Venise, s'éclaire : la ville, qui jusqu'alors s'enveloppait de mélancolie austère dans un jour blanc très strehlerien, prenait un coup de jeune sous l'effet du soleil, le ciel était bleu, les invités, artistes et journalistes, souriaient. Et puis, la grève *des conducteurs de vaporettos* venait de prendre fin, les équipes de nettoyage pouvaient écumer les bouteilles et détritus dérivant, lamentables, sur les eaux opaques.

Ce même jeudi, 17 heures : un fil traverse la place Saint-Marc, du Campanile jusqu'à une estrade au bord du canal. La foule piétine. Des *masques grotesques*, hissés sur des échasses, avancent en cortège jusqu'à l'estrade, déchirent une feuille de calendrier, c'est l'enterrement du carême, accompagné de fifres acides, de tambours, de crécelles, de clochettes qui jouent tandis qu'au sommet du Campanile, un ange s'accroche au fil. Le vent fait bouffer sa robe grise. Il descend lentement. A mi-chemin, il lance des sacs de confettis au milieu des pigeons en colère, joue de la trompette. Arrivé à l'estrade, il prend un micro : « *Salut*, dit-il, *salut Venise, ville de contrastes...* » Il donne le top *officiel* au carnaval. Les masques felliniens tournoient, dévoilent de grosses jambes à jarretelles. Au loin, sur les îles, quelques monuments légendaires prennent la pose. Venise, vouée au culte de son passé, s'offre d'elle-même en carte postale.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 14.)

Le Monde

idées

COMMUNISME

On n'a pas fini de parler du communisme, cette *« épopée majeure,* selon Dominique Desanti, *du vingtième siècle ».* Les Mémoires d'Angelica Balabanova, qui viennent de paraître et dont rend compte Philippe Robrieux, apportent sur sa phase léniniste des aperçus révélateurs. Jacques Madaule se demande si l'on n'entend pas, en Pologne, un premier craquement de la banquise, tandis que Lily Marcou analyse le comportement de ce qu'elle appelle *« le peuple militant »* à l'égard du P.C.F. alors que s'engage la campagne électorale.

Les Mémoires de Balabanova ou la rébellion permanente

par PHILIPPE ROBRIEUX

EN 1878, sous les tsars, à Tchernigov, près de Kiev, dans les vingt-deux pièces d'une demeure de maître, un riche notable vit au milieu des siens. Gros propriétaire foncier et homme d'affaires prospère, il ne se distingue en rien des puissants de ce temps. Sauf en ceci qu'il vient de voir naître son seizième et dernier enfant. Une fille.

Les sœurs sont déjà mariées. Dotée d'un tempérament dur et tyrannique, obsédée par la perspective du grand mariage aristocratique de rigueur, la mère rabâche ses interdits et conformismes, et la fillette grandit en vase clos. Prisonnière des gouvernantes, des éternelles répétitions de langues, de musique, de danse ou de broderie et des sempiternelles leçons de savoir-vivre, privée d'amies, n'ayant pas même le droit de jouer avec ses frères, s'apercevant qu'il y a d'un côté ceux qui commandent et de l'autre ceux qui obéissent, elle raconte — dans une biographie publiée pour la première fois en 1938 aux Etats-Unis et rééditée par Balland avec une préface très éclairante de Branco Lazitch — comment elle en vient à se ranger « instinctivement » du côté des seconds, dans le temps même où elle amorce sa révolte contre une mère qui l'étouffe et incarne à ses yeux l'image du despotisme. Le choc de la misère découverte lors des inévitables visites de charité à l'hospice accélère son évolution et la conduit à la rupture.

Partie pour l'Europe occidentale après avoir renoncé à ses droits de succession en faveur de l'un de ses frères, bientôt socialiste, elle est et demeurera dans la grande tradition des *narodniki* (populistes) russes, ces fils et filles de famille qui ont rompu totalement avec le monde des privilégiés.

Actrice, mais aussi observatrice née, elle sait prendre du recul et traite les hommes et les événements avec autant de finesse que de pénétration. Ce qui nous vaut quelques portraits inoubliables, dont ceux de Rosa Luxemburg ou de Jean Jaurès, saisis en pleine action. Mais l'évocation la plus saisissante et la plus surprenante est sans conteste celle de Mussolini, jeune homme timide, les doigts crispés sur un grand chapeau noir, isolé au fond d'une salle de meeting.

Aidé, sauvé, puis perpétuellement assisté par Balabanova, le futur dictateur entre dans la voie des confidences. Ce n'est qu'un long cri de haine et de frustration contre ces vieilles Anglaises qui déjeunaient sur le banc d'un parc et à qui il a arraché leur nourriture, ou, plus généralement, contre tous ceux qui se paient du bon temps quand il doit, lui, voyager en troisième classe et se contenter de repas de quatre sous. Ramenant tout à lui, il est de ces révoltés par aigreur, si différent de tous ces militants pour qui le socialisme est une révolte morale, un credo politique et une manière de vivre la solidarité humaine avant de la faire triompher.

Grâce au récit d'Angelica Balabanova, on le suit dans le parti socialiste italien, tout au long d'une ascension due à de réelles qualités de propagandiste et d'orateur mêlées à cet arrivisme à tous crins qui favorise toujours et partout les égocentriques cyniques aux dépens des altruistes et des convictions fortes.

Comme si nous y étions

Mussolini s'en tire à chaque fois en sollicitant la pitié de sa dévouée protectrice et de quelques autres. Il apparaît d'ailleurs ici comme un grand angoissé en perpétuel déséquilibre. Craignant de rentrer seul dans la nuit, il avoue un jour à Balabanova avoir peur, dans l'obscurité, *« des arbres, des chiens, du ciel aussi bien que de son ombre ».* Il y a enfin le récit impressionnant de cette réunion de la direction du parti socialiste italien, où il est mis en accusation pour avoir abandonné le pacifisme en publiant dans l'organe officiel du parti un éditorial favorable à l'entrée de l'Italie dans la guerre mondiale. Bien qu'il ait déjà en poche le contrat lui assurant l'argent — probablement d'origine gouvernementale française, vraisemblablement transmis par les soins de Marcel Cachin — qui va lui permettre de fonder le quotidien belliciste *Il Popolo d'Italia*, il commence par nier l'évidence puis lance à ses accusateurs un étonnant : *« Vous me persécutez parce que vous m'aimez ! »*

Les rencontres avec Lénine et les activités à la tête du Komintern constituent le deuxième temps fort du livre. Le leader du parti bolchévique est décrit comme un esprit subtil et pénétrant, tendu vers le but unique de sa vie et doué en même temps de la faculté à concentrer toute son attention sur un problème à la fois, considérant chaque événement social et même chaque individu du point de vue du stratège révolutionnaire.

Bien entendu, Balabanova est là lors du premier meeting auquel Lénine participe en Suisse, après l'annonce de la révolution russe. Et elle explique d'une manière particulièrement saisissante pourquoi il est le seul à saisir la situation et à vaincre. Après la révolution d'Octobre, c'est l'engrenage de la guerre civile. Apprenant que Lénine a été victime d'un attentat et que sept cents adversaires des Bolcheviks ont été fusillés à titre de représailles, elle est profondément bouleversée. Revenue en Russie, elle apprend que l'un de ses frères a été massacré par des déserteurs qui ont saccagé sa maison et découpé son corps en morceaux.

La voici devant Lénine qui vient de faire allusion dans la conversation à Dora Kaplan, la jeune femme qui lui avait tiré dessus et qu'on avait exécutée, ainsi qu'à la terreur rouge qui s'était ensuivie. C'est comme si nous y étions. Kroupskaïa devient extrêmement nerveuse, profondément affectée à l'idée qu'un pouvoir révolutionnaire puisse condamner à mort d'autres révolutionnaires... Balabanova critique l'exécution d'un groupe de mencheviks accusés de propagande contre-révolutionnaire. Lénine répond : *« Ne comprenez-vous pas que si nous hésitons à fusiller ces quelques dirigeants nous nous retrouverons bientôt dans une situation où nous serons obligés de fusiller dix mille ouvriers. »* Ni cruel ni indifférent, mais exprimant une tragique nécessité, le ton du leader révolutionnaire l'impressionne profondément.

Que l'on n'aille pas en conclure qu'elle verse dans l'hagiographie et l'éloge inconditionnel de la période léniniste. Au contraire, tout en prenant grand soin de le resituer dans son contexte, en un temps où de terribles besoins matériels pouvaient transformer et défigurer des êtres humains qui avaient vécu jusque-là toute leur vie pour leurs idées, rognant *« les ailes de la révolution elle-même »*, elle décrit et analyse la réapparition des privilèges et des privilégiés.

C'est, par exemple, Radek qui se livre à un scandale en gare de Petrograd parce que le wagon mis à sa disposition pour voyager n'est pas assez confortable ; furieux, il lance un significatif : *« C'est vous qui déshonorez l'Union soviétique quand, membres du gouvernement, vous acceptez de voyager dans de telles conditions... suffisantes pour les autres, mais pas pour nous... »*

Décrochage moral

C'est la Balabanova qui s'était, elle, refusée à intervenir en faveur des siens et devait apprendre quelques années plus tard que sa sœur et son beau-frère rencontrés suppliants à Odessa étaient morts de faim quelque temps plus tard à Constantinople. C'est très vite aussi le rôle corrupteur du pouvoir et de l'argent inconsidérément distribué et faisant surgir à chaque pas de nouveaux opportunistes. Ce sont, saisies sur le vif, les méthodes conspiratrices, basées sur la Realpolitik et l'utilisation de provocateurs policiers dans le plus pur style de l'Okhrana, c'est enfin toute l'évolution d'un pur révolutionnaire comme Djerjinski devenu le chef suprême de la Tcheka... Que Balabanova proteste auprès de Lénine, et ce dernier se borne à lui répondre, comme *« le ferait un père à un enfant qui ne comprend pas que la vie oblige à des compromis et des concessions — en l'occurrence à utiliser des méthodes héritées de l'ancien régime »*, par un : *« Camarade Angelica... qu'est-ce que vous allez bien pouvoir faire dans la vie ? »*

On comprend comment elle a pu être amenée à juger de plus en plus sévèrement l'œuvre tout en maintenant son estime pour le fondateur dont le désintéressement personnel transparaît jusque dans l'évocation de son logement et des modestes repas pris à sa table. Dès lors on suit parfaitement le décrochage moral progressif, du vivant même de Lénine, d'une pure révolutionnaire et les étapes d'une mise à l'écart à laquelle s'oppose Trotski. La voilà qui décide de partir et va voir Lénine qui l'accueille avec une extrême gentillesse. Sur une feuille de papier qu'il lui tend, elle lit : *« La camarade Angelica Balabanova est membre du parti depuis de nombreuses années. C'est une des plus importantes militantes du communisme international. »* Ne pouvant maîtriser son émotion, elle s'entend finalement demander ce qu'elle reproche à cette note et parvient à balbutier : *« Je n'ai rien à lui reprocher. N'importe quel autre communiste donnerait dix ans de sa vie pour obtenir de vous un tel certificat... mais pour moi...*

— Bon, que puis-je faire pour vous satisfaire, pour vous rendre heureuse ?

— *Ce que je souhaiterais par-dessus tout, vous ne pouvez pas me le donner : la possibilité politique et morale de passer en Russie le restant de mes jours.*

— Et, alors, pourquoi ne le faites-vous pas ? Qu'est-ce qui vous oblige à partir ?

— *Vous le savez bien,* réplique-t-elle alors avec désespoir : *la Russie ne semble pas avoir besoin de gens comme moi. »*

Anxieuse, terriblement grave, peut-être déjà chargée d'un sombre pressentiment, venant en tout cas du fond de l'être, la réponse jaillit : *« Mais nous, si. Nous sommes si peu. »* Entre celui qui bientôt tombera malade, perdant totalement le contrôle des événements, et celle qui va partir, pour rompre avec le parti bolchévique aussitôt après la mort de son fondateur, ce tragique dialogue ne prend-il pas tout son sens aujourd'hui ?...

★ Angelica Balabanova, *Ma vie de rebelle*, Editions Balland, 304 pages, préface de Branco Lazitch. Environ 69 F.

Le bruit d'un craquement

par JACQUES MADAULE

« MANQUE de cadres, incapacité des responsables aux différents échelons, organisation inadéquate, gestion défectueuse, inertie de la base, indécision et dogmatisme au sommet, manque de discipline, relâchement de la « morale révolutionnaire », mécontentement croissant de la population... » *Je n'ai pas lu cela dans une correspondance de Pologne, mais dans une lettre du Vietnam publiée par* Politique aujourd'hui *en juillet-août 1980.*

Tout cela ne se serait-il point appliqué trait pour trait à la Pologne de ce temps-là, celle qui était précisément sur le point de bouger ? Voilà aussi ce dont il ne cesse d'être question en Pologne depuis 1956 au moins. Cette année-là Gomulka prit le pouvoir porté par les espoirs du peuple. Douze ans plus tard, en 1968, Gomulka, parce qu'il n'avait pas accompli les réformes attendues, était remplacé par Gierek, qui arrivait tout neuf de Silésie. Et l'été dernier Gierek à son tour... A présent on dit que tout est de sa faute : il n'avait rien fait, lui non *plus. On avait changé de gouvernement, mais on n'avait pas vu de réforme.*

Il faut qu'il y ait une raison à cela. Autant qu'on sache Gomulka et Gierek étaient des hommes de bonne volonté. Cette fois-ci, n'ayant sans doute personne d'autre sous la main, on a pris M. Kanya. Il n'avait pas une bien grande réputation de réformateur et c'est peut-être lui, finalement, qui fera les réformes. Si on l'y oblige, car tout est là.

Telle est la crise qui se prolonge en Pologne depuis vingt-cinq ans, qui a pris un tour aigu depuis six mois, et qui n'est *pas près, je crois, de se terminer. Il ne s'agit pas tant de faire de nouveaux règlements que d'épurer le personnel dirigeant. Non pas celui du sommet, où les cliques rivales se disputent comme elles l'ont toujours fait, mais celui des zones intermédiaires, des préfets, des voïvodes comme on dit là-bas,* des *maires et autres directeurs de ceci ou de cela, pour la plupart incapables et souvent prévaricateurs. Ils ont peur des réformes efficaces parce qu'ils y perdraient leurs prébendes. A-t-on remarqué que ces questions de changements de personnes, de révocations, soulèvent autant ou plus de difficultés que les réformes d'envergure ?*

On peut toucher à tout, sauf aux principes, aux privilèges et aux privilégiés. M. Jagelski a failli se trouver mal la première fois qu'on a parlé de privilèges. « Des privilèges ? Mais vous n'y pensez pas ! Il n'y a pas de privilèges en Pologne, et ceux qui en parlent montrent bien par là leurs mauvaises intentions cachées, leur antisocialisme pour tout dire. » *En effet, prétendre qu'il existe des privilèges dans un pays socialiste, c'est le calomnier. La loi punit le plus régulièrement du monde de pareils propos.*

Or ce qui a sauté en Pologne, c'est ce tabou. Dès lors tout devient possible, même des réformes efficaces. Mais le combat n'est pas terminé. Il a tous les caractères d'une véritable lutte de classes. Les prébendiers de Russie, d'Allemagne de l'Est et de Tchécoslovaquie sont prêts à voler au secours de ceux de Pologne, car le malheur des uns, s'il venait à se consommer, pourrait entraîner celui des autres. Il faut circonscrire et éteindre la contestation comme on fait d'un incendie. Les Chinois mêmes commencent à s'émouvoir.

La parade est étrange et surprendrait en un temps moins jobard que que le nôtre, qui se croit si averti. L'Internationale nomenklaturiste a imaginé de classer à droite tous ceux qui secouent son pouvoir. Il faut avouer que les Polonais s'y prêtent. Qu'est-ce que ce Walesa qui va tous les jours à la messe, qui consulte le pape et le cardinal, qui demande que la messe soit télévisée le dimanche ? Vous voyez bien, hommes de gauche d'Occident, où sont les vrais progressistes en Pologne et ailleurs ! On a vu bien des choses, en effet ; mais on n'avait pas encore vu que les adversaires de l'injustice établie, que les ennemis des privilèges, fussent des hommes de droite.

C'est le monde renversé. Mais qui sait si les événements de Pologne ne sont pas en train justement de ruiner beaucoup d'idées reçues ? En particulier ces notions de droite et de gauche, à quoi il est si commode de s'accrocher et qui vous permettent de classer n'importe qui en moins de deux. Simone de Beauvoir avait là-dessus, voici quelques années, fourni des recettes assez pertinentes. Va-t-il falloir réviser (oh ! l'horrible mot !) tout cela ? Ce serait vraiment là une révision déchirante, le cœur dérangé de sa place.

Pourtant, si l'on veut sainement apprécier les événements de Pologne, je crois qu'il faut renoncer à un classement trop facile en gauche et droite. On comprend très bien que Moscou, Berlin et Prague regardent avec inquiétude du côté de Varsovie, mais il ne s'ensuit pas que le socialisme authentique soit en péril à Varsovie. Ce qui est en danger, c'est seulement sa caricature.

De là-bas nous parvient le bruit d'un craquement, comme au printemps quand la banquise se défait. C'est un moment dangereux, certes, mais aussi plein d'espoir où bien des choses qu'on n'espérait plus deviennent possibles. Peut-être allons-nous savoir enfin ce qui germait sourdement sous le gel...

Entre la dérive et le spectacle

par LILY MARCOU (*)

JUSQU'OU le P.C.F. voudra-t-il combler par le spectacle la grande dérive dans laquelle il glisse depuis le vingt-troisième congrès ? De nombreux observateurs relèvent ce qui leur semble être un état d'esprit constant : la tentation de la forteresse (1), du repli, du ghetto. On évoque d'autres époques pendant lesquelles le parti a déjà connu le goût doux-amer de l'isolement : à la fin des années 20 et au début des années 30, à la suite du fameux mot d'ordre « classe contre classe » ; ou entre 1939 et 1941 dans le sillage du pacte germano-soviétique ; ou, enfin, lors de la guerre froide entre les deux camps qui venaient de naître. Périodes charnières dans l'histoire du mouvement communiste international au cours desquelles le P.C.F. a connu un isolement qui ne peut lui être entièrement imputé. Elles étaient marquées par des tragédies et des duperies que nous connaissons tous, mais aussi par une certaine grandeur qui puisait ses sources dans la lutte contre le fascisme montant, dans l'encerclement réel de l'U.R.S.S., dans les victoires de l'Armée rouge contre le nazisme allemand et dans l'héroïsme de la Résistance.

Le parti communiste français, avec son leader charismatique, Maurice Thorez, avait sa place, une place importante dans l'Internationale communiste, et après la guerre, dans le Kominform et aux grandes messes staliniennes du Mouvement de la paix et des festivals de la jeunesse. Si, à ces moments là, il a aussi cautionné les procès, ceux de Moscou des années 30, et ceux des démocraties populaires des années 45, il ne fut pas seul. Mais tout cela relève de l'histoire et toute analogie trop poussée risque d'occulter les phénomènes nouveaux. Les temps ont changé, et malgré les retards et les retours. Il ne faut pas aller chercher des explications à Moscou, mais bien et uniquement à Paris.

Après la rupture de l'union de la gauche, après la mise à l'écart des options eurocommunistes, le P.C.F., en quête de renouveau, ne cesse de nous intriguer par les choix et les méthodes populistes, pour ne pas dire rétrogrades, dont il use. Mais la base suivra-t-elle toujours ?

La laïcisation

Nous oublions trop souvent, à force de fixer notre attention sur les dirigeants, cette immense force que représente la base du parti, ces hommes et ces femmes fidèles et honnêtes avant tout à leur idéal, à qui on assène, au fil du temps, décisions, lignes, mots d'ordre, tournante, marches en zig-zag. « *Quant aux mots d'ordre essentiels, ils sont tombés d'en haut les uns après les autres. Ce fut le temps des grands parachutages* », remarquait Louis Althusser à propos de la campagne législative de 1978 (2). *On* est toujours en plein parachutage dans la campagne présidentielle de 1981. Mais, phénomène nouveau, cette masse militante est de plus en plus, et plus que jamais, remuante, hétérogène, à l'écoute du temps, et surtout en cours de « laïcisation ». La force monolithique des P.C. telle qu'elle fut forgée par le Komintern et par le stalinisme de la dernière période a commencé, et déjà depuis un bon moment, de s'effriter.

Ce phénomène d'une base diversifiée et traversée par des courants contradictoires représente un des aspects les plus novateurs du communisme occidental en crise. Les clivages qui traversent cette base ne reflètent pas forcément les différences de générations ou de catégories professionnelles ; elle ne se scinde pas uniquement en pro-soviétiques ou eurocommunistes. La réalité est plus complexe, mais c'est grâce à elle que le parti a une chance de sortir de la grande dérive où les dirigeants actuels l'ont engagé. Oubliées les promesses du *Manifeste de Champigny*, trahies les démarches novatrices et courageuses de Waldeck Rochet et de Jean Kanapa, et même de Georges Marchais — celui qui fut un des artisans de l'union de la gauche jusqu'en septembre 1974 et tribun eurocommuniste de la conférence de Berlin de juin 1976, — enfin et surtout oubliées les ouvertures dont était porteur le vingt-deuxième congrès.

Au-delà des intellectuels, en crise depuis longtemps et qui, en silence ou avec éclat, s'en vont ou restent (quand on ne les rejette pas) en « âmes mortes » — comme l'a si bien formulé Catherine Clément avant d'être exclue, — les militants communistes dans leur grande majorité ne se sentent pas mobilisés par la rocambolesque campagne de Georges Marchais. La crise du peuple militant est beaucoup plus grande qu'on ne se l'imagine. Certains restent pour attendre en silence des jours meilleurs ; d'autres restent dans l'espoir d'œuvrer de l'intérieur à un changement ; certains partent broyés par un parti qui, certes, leur avait offert une structure d'accueil chaleureuse, mais aussi un encadrement rigoureux pour les conditionner à l'immuable centralisme démocratique, broyés et incapables de se remettre du choc du désenchantement ; d'autres, enfin, naviguent vers des horizons différents en quête d'un substitut. On ne quitte jamais facilement et sans traces le parti communiste.

(*) Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Cf. notamment l'article d'André Fontaine *Tenir la forteresse*, (le *Monde* du 21 février).

(2) Louis Althusser, *Ce qui ne peut plus durer dans le parti communiste* (articles publiés dans le *Monde* du 24 au 27 avril 1978), Paris, éditions Maspero, 1978, 125 pages.

AMÉRIQUES

LA CRISE DU SALVADOR

Washington veut éviter de mettre le doigt dans un engrenage « à la vietnamienne »

Neuf « techniciens » américains, avant-garde d'une équipe de plusieurs dizaines de spécialistes qui doivent renforcer le groupe des conseillers de Washington auprès des forces armées salvadoriennes, ont quitté les Etats-Unis, indique notre correspondant à Washington. L'administration Reagan, estime-t-il cependant, paraît hésitante sur la suite à donner aux événements en Amérique centrale et caraïbe : elle semble peu désireuse, en tout cas, de mettre le doigt dans un engrenage « à la vietnamienne ».

Le républicain Jesse Helms, président de la sous-commission sénatoriale pour les affaires inter-américaines, a assuré, le dimanche 1er mars à Washington, que le gouvernement Reagan avait décidé de supprimer son aide économique au Nicaragua. Cette aide avait été suspendue en février. Elle comporte le reliquat (15 millions de dollars) d'une assistance pour un total de 75 millions, votée sous l'administration Carter, ainsi qu'un contrat de vente de blé d'un montant de 9,6 millions de dollars.

Le Père Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères de Managua, a rejeté les accusations américaines relatives à la fourniture d'armes par son pays aux rebelles salvadoriens. Dans une récente interview, le ministre de l'intérieur nicaraguayen, M. Tomas Borge, a, cependant, admis que des armes avaient pu transiter par son pays, et que des soldats sandinistes avaient pu s'enrôler dans les rangs des guérilleros salvadoriens hostiles à la junte, indique le correspondant de l'agence U.P.I. de Managua.

A Tegucigalpa, un porte-parole militaire hondurien a déclaré, le dimanche 1er mars, que le risque d'une guerre avec le Nicaragua était sérieux. L'armée nicaraguayenne a été placée en état d'alerte, indique le quotidien pro-gouvernemental de Managua « Nuevo Diario ». Cette mesure aurait été prise après l'évacuation par les Honduriens de leurs populations civiles frontalières de Nicaragua.

De notre correspondant

Washington. — Aussitôt après son élection, le président Reagan reçut le conseil suivant de M. Richard Nixon : *« Mettez la politique étrangère entre parenthèses pendant quelques mois et concentrez toute votre attention sur le redressement de l'économie nationale. »* Cette recette donna l'impression d'être suivie jusqu'à la mi-février. Dans les propos présidentiels, l'économie se taillait la part du lion : son renforcement était présenté comme la condition de la puissance internationale. Si Washington haussait le ton à l'égard de Moscou, c'était surtout pour gagner du temps, manifester un changement de style et se mettre ainsi en meilleure posture pour négocier.

M. Reagan a donc étonné en montant soudain en épingle la guerre civile au Salvador. Aucun péril imminent ne se manifestait sur le terrain. Au contraire, les forces gouvernementales venaient de repousser une offensive de la guérilla d'extrême gauche, qui paraissait affaiblie et coupée de la population. Le président des Etats-Unis avait-il reçu des rapports inquiétants sur l'engagement de régimes communistes dans la guerre civile, comme on l'affirme toujours avec insistance à Washington ? Ou cherchait-il à exploiter l'affaire pour en faire un exemple et un test ? Les deux hypothèses ne s'excluant pas.

Toujours est-il que ce pays d'Amérique centrale — grand comme l'Etat du Massachusetts et moins peuplé que l'agglomération de Philadelphie — occupe désormais une place considérable dans les commentaires. L'ombre du Vietnam réapparaît, aussi bien chez les adversaires d'une intervention américaine que chez ceux qui voient dans le Salvador une petite revanche « à domicile » capable d'exorciser le cauchemar asiatique des années 70.

« Nous n'entendons pas avoir un autre Vietnam, et nous engager dans un autre conflit sanglant dont la source est extérieure à la zone considérée », précisait, la semaine dernière, le général Haig aux ambassadeurs des pays alliés. Mais, au cours de cette réunion, le secrétaire d'Etat américain a présenté une fois de plus les événements du Salvador comme une agression communiste et une menace pour l'ensemble de l'Occident. Selon lui, les Etats-Unis ont *« un objectif urgent »* : arrêter les livraisons d'armes aux guérilleros par l'intermédiaire du Nicaragua. *« Nous ne resterons pas passifs devant un effort systématique bien financé, sophistiqué, d'imposer un régime communiste en Amérique centrale »*, a ajouté le secrétaire d'Etat.

La manière dont M. Reagan considère le Salvador est bien différente de celle de son prédécesseur. Il assimile le terrorisme aux mouvements révolutionnaires, alors que M. Carter craignait surtout l'extrême droite et son influence sur la junte en place. Le président actuel dénonce d'autre part les menaces extérieures, alors que son prédécesseur mettait l'accent sur les problèmes internes du Salvador. Enfin, il attache à ce pays une importance considérable, détournant l'attention de l'Afghanistan et de la Pologne.

Cette attitude ne rencontre pas partout l'enthousiasme. Les Européens ont bien voulu reconnaître les ingérences étrangères au Salvador et les condamner — mais pour défendre une solution politique de la crise, et des réformes économiques. Même le président de la junte salvadorienne, M. Duarte, vient de prendre ses distances en déclarant au *New York Times* que son pays avait surtout besoin d'une aide économique : 300 millions de dollars. *« Il est inutile d'avoir la plus grande et la meilleure armée du monde si le peuple est en train de mourir de faim »*, a dit ce démocrate-chrétien, de plus en plus tiré vers la droite. Il est, bien sûr, intéressé par l'arrêt des fournitures d'armes à la guérilla ; mais il se déclare capable, pour le reste, de faire face à la situation.

Les hésitations de M. Reagan

Tel n'est pas l'avis des experts du Pentagone. Selon un rapport remis à M. Reagan, les forces gouvernementales salvadoriennes ressemblent à *« une gendarmerie du dix-neuvième siècle »*, non à une armée moderne. A quatre contre un (quinze mille hommes en armes contre moins de quatre mille guérilleros), elles n'auraient *« pas d'espoir »* de vaincre. Le Pentagone craint une nouvelle offensive en avril, grâce à des fournitures d'armes provenant du Honduras par voie terrestre, du Nicaragua par la mer, et de ces deux pays par des moyens aériens. Le général Haig a, d'autre part, cru devoir faire allusion à une éventuelle intervention directe du Nicaragua, au cours de son entretien avec les ambassadeurs des pays alliés.

Ceux-ci ont noté que Washington n'avait *« pas encore décidé quel acte précis serait entrepris »* pour affronter la situation. On est frappé, en effet, par les contradictions de l'administration américaine, qui souligne un jour son attachement aux réformes sociales au Salvador, et laisse entendre le lendemain qu'un blocus de Cuba n'est pas exclu. Seule mesure militaire annoncée jusqu'à présent : l'envoi de neuf nouveaux *« techniciens »* pour aider la marine salvadorienne (cela porte à vingt-cinq le nombre de ces spécialistes, qu'on ne veut pas appeler *« conseillers »*). Selon le porte-parole du département d'Etat, Washington évitera *« des envois massifs d'armes ou de personnel »*. M. Reagan semble hésiter à mettre le doigt dans l'engrenage, même s'il a toujours soutenu — comme le général Haig au demeurant — que la guerre du Vietnam aurait pu être gagnée par un engagement plus rapide et moins timide des forces américaines.

Une petite opposition s'organise, avec l'appui de plusieurs journaux, pour tempérer l'ardeur des partisans de la manière forte. On souligne la petite taille du Salvador, sa situation géographique, son absence de frontière avec un pays communiste. N'est-ce pas un mauvais choix à un mauvais moment pour démontrer quoi que ce soit ? Même l'envoi de *« techniciens »* est jugé dangereux. Que se passerait-il si tel ou tel d'entre eux était tué ? Les puristes vont jusqu'à noter que les lois américaines interdisent de soutenir une police étrangère. Or l'armée salvadorienne compte une bonne moitié de membres de *« forces de sécurité »*. Peu sensibles à ce genre d'argument, MM. Reagan et Haig semblent soucieux, en revanche, de ne pas détériorer leurs nouveaux rapports avec les pays d'Europe occidentale et d'Amérique latine, notamment le Mexique, qui vient justement de réaffirmer son amitié avec Cuba dans un geste considéré ici comme une rebuffade, sinon une provocation.

ROBERT SOLÉ.

LES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT EN FRANCE

Polémique entre le P.S. et M. François-Poncet

L'affaire du Salvador a des retentissements dans la vie politique française. Une polémique s'est déclenchée à ce propos entre le ministre des affaires étrangères français, M. Jean François-Poncet, et le parti socialiste. Le P.C., d'autre part, a choisi de ferrailler avec le P.S. sur ce sujet également.

Commentant les déclarations de M. Jean François-Poncet lors de l'émission *« Cartes sur table »*, le parti socialiste avait dénoncé l'*« opportunisme »* qui, selon lui, tient lieu de politique à la France en ce qui concerne le Salvador. (Le ministre avait déclaré avoir reçu *« des preuves que des armes sont introduites au Salvador »*, ce qui lui paraissait *« l'équivalent d'une ingérence étrangère »*, situation *« toujours condamnée »* par la France. *« Cela ne signifie pas*, avait ajouté le ministre, *que les problèmes du Salvador peuvent être résolus par des moyens militaires. Il faut rechercher la réconciliation nationale »*.)

De Boston, M. Jean François-Poncet a déclaré le 27 février : *« Le P.S. vient une nouvelle fois d'afficher son ignorance et son irresponsabilité. Ignorance partisane des positions françaises telles qu'elles ont été publiquement exposées et comprises par tous. Irresponsabilité face à la situation au Salvador, qui exige, à la fois, des réformes économiques et sociales, une politique de réconciliation et l'arrêt des ingérences extérieures. »*

Interrogé à ce propos, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S. nous a déclaré : *« Le ministre des affaires étrangères ne tient pas compte, lorsqu'il évoque le problème des ingérences étrangères du fait qu'il y a aussi ingérence des Etats-Unis, par l'envoi de leurs conseillers au Salvador. Plus gravement encore, M. Jean François-Poncet paraît ignorer que l'opposition salvadorienne est confrontée à un régime qui pratique la terreur, l'assassinat, l'élimination des opposants sans même parler des représentants d'organisations charitables, comme les religieuses américaines. Le problème de la lutte armée ne se poserait pas dans ce pays si le régime de M. Duarte acceptait le pluralisme politique, la manifestation des opinions, l'existence des partis. M. Guillermo Ungo, chef de l'opposition, est partisan de méthodes pacifiques et de la démocratie. Mais il ne peut pas rentrer dans son pays sans se faire assassiner. Il est scandaleux d'ignorer cette réalité. Durant la période de la Résistance, en France, aurait-on recommandé la réconciliation avec les forces de la Milice, par exemple ? »*

La polémique entre le P.C. et le P.S. porte, elle, notamment, sur la question de la suspension de l'aide humanitaire de la C.E.E. aux populations du Salvador. *L'Humanité* a, à plusieurs reprises, insisté sur le fait que c'était les pressions américaines qui avaient abouti à une telle suspension. Elle laissait entendre que les influences socialistes qui s'exercent auprès de la Commission des Communautés à Bruxelles avaient péché, à tout le moins par inefficacité, dans cette affaire. Mme Véronique Neiertz, secrétaire nationale du P.S., a répondu dans un communiqué du 28 février : *« en dépit des pressions américaines, la Commission des Communautés européennes a maintenu sa demande d'aide alimentaire aux gouvernements des Dix. »* Elle ajoute : *« Lionel Jospin, le bureau exécutif du P.S., les parlementaires socialistes européens, que ce soit à Bruxelles, Strasbourg ou Paris, ont constamment réaffirmé leur solidarité avec le Front démocratique révolutionnaire en lutte contre la junte militaire. La direction du P.C., en prenant une fois de plus le P.S. pour cible, choisit de dédouaner Giscard. »*

J.-P. C.

● *M. Willy Brandt proposé comme médiateur au Salvador.* — Les délégués de la réunion extraordinaire de l'Internationale socialiste, qui a eu lieu dimanche 1er mars à Panama, ont demandé à l'ancien chancelier d'Allemagne fédérale, M. Willy Brandt, d'accepter une mission de médiation dans le conflit opposant les guérilleros à la junte soutenue par les Etats-Unis au Salvador.

« Nous avons choisi Brandt pour cette mission en raison de sa réputation de démocrate et parce qu'il a eu le prix Nobel de la paix », a déclaré un porte-parole de l'Internationale.

L'Internationale socialiste a également décidé d'appeler les Etats-Unis, l'Union soviétique et Cuba à cesser d'intervenir au Salvador. Les délégués ont unanimement condamné la junte salvadorienne, *« responsable de la violence qui ensanglante le pays »*. — (A.P.)

● *Le conflit entre le Pérou et l'Equateur.* — L'Equateur et le Pérou ont fait un pas de plus vers la paix en acceptant d'opérer un retrait de leurs troupes « à distance raisonnable » de leurs zone frontalière et d'organiser des réunions de leurs chefs militaires, a-t-on appris, récemment, à Brasilia. Ces deux décisions importantes avaient été proposées par les quatre pays garants du protocole de Rio-de-Janeiro de 1942 (Argentine, Brésil, Chili, Etats-Unis), qui se sont réunis pratiquement quotidiennement depuis le début du conflit de la cordillère du Condor.

Le Monde

publiera dans son prochain numéro

- IDÉES : Présidentielle (Yvon Bourges, Pierre Marcilhacy, Philippe de Saint-Robert).
- TOULOUSE, victime de la croissance.
- « LE MONDE DE LA MÉDECINE » : Quatre vingts millions d'enfants à vacciner.

Argentine

La police a arrêté plusieurs responsables d'organisations de défense des droits de l'homme

Au moins six personnes proches d'organisations de défense des droits de l'homme sont détenues au secret, depuis le vendredi 27 février, au siège de la police fédérale, à Buenos-Aires, ont annoncé diverses sources en Argentine et à l'étranger. Parmi elles figurent des personnalités de premier plan, comme M. Emilio Mignone, avocat, ancien secrétaire d'Etat à l'éducation, et fondateur du Centre d'études légales et sociales (C.E.L.S.), organisation indépendante de défense des droits de l'homme ; le coprésident de l'Assemblée permanente pour les droits de l'homme, l'avocat Augusto Comte McDonnell ; M. Boris Pasik, homme politique, de tendance socialiste ; M. José Westerkamp, physicien ; M. Marcelo Parili, avocat, et Mme Carmen Lapacó. Trois autres personnes, qui avaient également été arrêtées lors du « coup de filet » lancé le 27 février dans la soirée par la police contre des organisations de défense des droits de l'homme, ont été relâchées le 1er mars : il s'agit de Mlles Iribarne, de nationalité canadienne, et Salazar, et de M. Reinaldo Saccone.

Les arrestations ont eu lieu au siège du C.E.L.S., ou aux domiciles des personnalités. Le Centre d'études légales et sociales a été fouillé, et des documents saisis. La plupart des détenus avaient commencé à militer dans des organisations de défense des droits de l'homme après l'enlèvement, ou l'arrestation sans procédure judiciaire, d'un de leurs proches parents. Tel est, en particulier, le cas de M. Mignone, dont la fille, Monica Maria, a disparu le 14 mai 1976, alors âgée de vingt-quatre ans.

En septembre dernier, M. Mignone avait témoigné auprès du groupe d'étude des Nations unies sur les disparitions. Le rapport de ce groupe d'étude présenté la semaine dernière à Genève à la commission de l'ONU pour les droits de l'homme, comporte des extraits de ce témoignage. M. Mignone s'était vu interdire de sortir du territoire argentin, le mois dernier, pour participer à Paris au récent colloque sur « La politique de disparition forcée de personnes » (*le Monde* du 3 février). Il avait, d'autre part, présenté, la veille de son arrestation, un recours devant un tribunal fédéral argentin pour la libération de trois cent vingt-neuf personnes détenues pour des motifs politiques.

Bolivie

Les militaires compromis dans le trafic de la cocaïne ont été éliminés du gouvernement

Retour d'un récent séjour en Bolivie, notre correspondant à Berne analyse ici les implications du remaniement ministériel dans ce pays (« le Monde » du 28 février).

Plus qu'un simple remaniement ministériel, c'est une petite révolution de palais qui a eu lieu le 26 février en Bolivie. Ce n'est sans doute qu'après d'âpres tractations au sein des forces armées que le chef de l'Etat, le général Garcia Meza, a finalement obtenu l'éviction du ministre de l'intérieur, le colonel Luis Arce Gomez, longtemps considéré comme l'homme fort du régime. Mais la mise à l'écart des éléments les plus compromettants du gouvernement issu du coup d'Etat du 17 juillet 1980 était indispensable pour tenter d'améliorer une image des plus discréditées.

Principal artisan de l'impitoyable répression déclenchée contre l'opposition, le colonel Arce Gomez s'était forgé un véritable pouvoir personnel dans le pays. Il avait, en particulier, pris en main le contrôle de la télévision et de la presse. Surnommé le « *Idi Amin de l'Altiplano* », le colonel Arce Gomez représentait une tendance ouvertement fasciste. Ami personnel de Klaus Altmann-Barbie, il avait ouvert le ministère de l'intérieur à l'ancien chef de la gestapo de Lyon, qui lui prodiguait ses conseils. Pour accomplir ses basses besognes, il s'était entouré d'une garde prétorienne forte de quelque mille sept cents hommes de main pour la seule ville de La Paz. C'est également lui qui avait froidement organisé l'assassinat, le 15 janvier dernier, de neuf des treize dirigeants de l'intérieur du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Parmi les victimes se trouvait le fils d'un général, M. Suarez Guzman. Les traces de tortures relevées sur les cadavres étaient si horribles que certains militaires s'en sont scandalisés.

Les liens notoires du colonel Arce avec la mafia de la drogue avaient fortement contribué à discréditer l'actuel régime. Avec le colonel Ariel Coca, ministre de l'éducation, qui vient également d'être limogé, le colonel Arce Gomez avait été directement mis en cause par le département d'Etat américain à propos du trafic de cocaïne. C'est d'ailleurs à la suite de ce que l'on avait appelé « *le putsch de la coca* », que les Etats-Unis avaient rappelé leur ambassadeur et suspendu leur aide militaire et économique à la Bolivie.

En se débarrassant des éléments les plus encombrants, et en faisant entrer des civils dans son cabinet, le général Garcia Meza cherche visiblement à rompre son isolement international, et surtout à faire reconnaître son régime par les Etats-Unis. Il y a quelques jours déjà, le Pérou avait renoué avec la Bolivie, et la reprise de l'aide extérieure est devenue d'autant plus urgente pour les autorités de La Paz que les caisses de l'Etat sont vides et la situation économique chaotique.

Ce remaniement marque aussi le retour aux affaires des partisans du général Hugo Banzer, qui avait gouverné le pays d'une main de fer, de 1971 à 1978. Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Mario Rolon Anaya, avait été, à l'époque, ambassadeur de Bolivie auprès des Nations unies, et, en 1979, candidat à la vice-présidence sur le « ticket » de l'ex-dictateur. Egalement proche du général Banzer, le nouveau ministre des finances, M. Jorge Tamayo Ramos, avait été son candidat à la vice-présidence aux élections de 1980.

Cette rentrée des « banzéristes », dont le parti avait recueilli 16 % des voix lors du scrutin de l'année dernière, devrait apporter une certaine assise, bien nécessaire, au gouvernement du général Garcia Meza. Jusqu'ici, le régime n'avait d'autre soutien que les forces armées, et son impopularité était à la mesure de son incompétence à résoudre les graves problèmes du pays.

Ce remaniement, tout comme les promesses, fort vagues, de « démocratisation » lancées par le général Garcia, sont surtout un clin d'œil en direction de Washington, dont on attend désormais un geste de bienveillance.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

ASIE

Chine

INFLATION, ENDETTEMENT, DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Les dirigeants ont décidé d'administrer un traitement de choc à l'économie

De notre correspondant

Pékin. — Les responsables de l'économie chinoise sont en passe d'administrer un véritable remède de cheval à leur pays. M. Yao Yilin, vice-premier ministre et président de la commission de planification, a révélé ces derniers jours devant le comité permanent de l'Assemblée nationale quelques détails de ce traitement de choc dont on n'ose prédire dans quel état il laissera le malade.

La ligne tracée est sévère, l'objectif clair : il s'agit de parvenir, dès la fin de cette année, à rétablir les grands équilibres (budgétaire, commercial, monétaire) perturbés depuis 1979. Pour arriver à ce résultat, des coupes claires sont annoncées dans le domaine des investissements de base, qui seront réduits de 45 % par rapport aux prévisions, et le plan de développement économique pour 1981, déjà revu en baisse en septembre dernier, se voit fixer des objectifs encore plus modestes.

Ce refroidissement de la machine économique sera obtenu notamment par le biais d'un moindre engagement de l'Etat : grâce à une diminution des dépenses de plus de 13 % par rapport à la masse fixée primitivement, l'équilibre budgétaire sera rétabli, alors que les responsables envisageaient il n'y a pas si longtemps, pour cette année 1981, un déficit de l'ordre de 5 milliards de yuans (1 yuan équivaut à 3 F). C'est donc un véritable programme d'austérité — le vocabulaire actuel préfère parler de « *réajustement accru* » — qui a été présenté par M. Yao Yilin. Ce projet draconien, qui traduit dans les chiffres l'orientation définie lors de la conférence de travail du parti tenue en décembre, montre à quel point les dirigeants de Pékin sont inquiets devant l'évolution économique de leur pays et, en particulier, devant l'apparition récente de certains phénomènes (inflation, dette extérieure, déficit commercial et budgétaire) inconnus jusque-là. Il reflète aussi leurs tâtonnements.

A aucun moment, en effet, M. Yao Yilin ne semble avoir parlé, d'après les extraits de son discours publiés dans la presse, de l'état d'avancement des travaux visant à mettre sur pied un nouveau plan de dix ans (1981-1990) et un nouveau plan quinquennal pour la période 1981-1985, dont l'élaboration avait pourtant été annoncée par M. Hua Guofeng en septembre dernier devant l'Assemblée nationale populaire. D'autre part, il apparaît que, dans cette phase de consolidation, le programme de *réformes* visant la gestion des entreprises — un des objectifs du gouvernement de M. Zhao Ziyang — va être mis en veilleuse pour une durée plus ou moins longue, les responsables se contentant, sauf apparemment dans le secteur agricole, d'analyser les résultats *déjà obtenus* et de « *perfectionner* » les expériences engagées dans quelque six mille entreprises sur un total d'environ quatre cent mille. On ne peut sans doute *pas parler d'un retour à une* direction complètement centralisée de l'économie, mais il est de nouveau question d'un renforcement de l'intervention administrative afin, est-il dit, d'éviter « *l'anarchie* ».

Les plus lourds sacrifices dans ce *programme de rigueur* sont exigés de l'industrie lourde. Le volume des investissements de base a été *fixé* à 30 milliards de yuans (90 milliards de francs) au lieu de 55 initialement (165 milliards de francs). La production d'acier, qui s'est élevée en 1980 à 37 millions de tonnes, ne *devra pas dépasser* cette année 33 millions de tonnes, celle du pétrole, qui plafonne depuis plusieurs années à 106 millions de tonnes, ne sera pas *supérieure* à 100 millions de tonnes.

L'industrie légère reste prioritaire

L'industrie légère reste prioritaire, M. Zhao Ziyang ayant dit en marge de la session du comité permanent que la production de biens de consommation était une tâche de premier plan. Mais le taux de croissance de ce secteur, qui avait été fixé à 8 %, est simplement maintenu, alors qu'il a été en 1980, selon M. Yao Yilin, de 17,4 %.

Aucun chiffre n'est fourni pour les perspectives globales de la croissance industrielle, mais, compte tenu des mesures envisagées, celle-ci ne pourra qu'être inférieure à celle de 1980 (+ 8,4 %, dont 1,6 % seulement pour l'industrie lourde).

Quant à l'absence de détails sur les espoirs mis dans le développement agricole, elle s'explique aisément : la Chine connaît des déboires importants dans ce domaine à la suite de phénomènes climatiques désastreux : grande sécheresse dans le nord, inondations dévastatrices dans le centre et le sud. En 1980, la récolte de céréales a été officiellement de 316 millions de tonnes, en recul de plus 15 millions de tonnes par rapport à 1979. Cette situation a provoqué un état d'alerte alimentaire dans certaines provinces, en particulier dans le Hebei et le Hubei (région de Wuhan). Il semble bien à ce sujet que, sans vouloir le dire ouvertement, la Chine pourrait examiner favorablement des propositions d'aide internationale pour franchir cette mauvaise passe.

Ces difficultés repoussent en tout cas à un avenir plus lointain l'objectif initialement prévu pour 1985 de 400 millions de tonnes, jugées nécessaires pour assurer l'autosuffisance alimentaire à l'immense population chinoise.

L'assainissement financier, ardemment souhaité, sera-t-il vraiment réalisé à la fin de cette année ? Outre les restrictions budgétaires annoncées, le gouvernement, renouant avec une méthode abandonnée, va procéder d'ici l'été à l'émission de bons du Trésor pour un montant de l'ordre de 4 à 6 milliards de yuans (12 à 18 milliards de francs) dont l'achat sera proposé aux entreprises d'Etat et collectivités, aux administrations et même aux unités de l'armée et à des personnes privées. D'autre part, le gouvernement central va opérer, est-il dit, une ponction exceptionnelle sur les finances des gouvernements provinciaux, jugées plus florissantes et invitées, par conséquent, à alimenter les caisses de l'Etat. Quelque 8 milliards de yuans (24 milliards de francs) sont attendus de cette mesure, dont on ne sait pas si elle a été accueillie très favorablement par les autorités locales. Les marchandages ont dû en tout cas être rudes et ne sont peut-être pas terminés — y compris et surtout avec l'armée qui a été amenée à accepter une réduction de son budget. Il ne semble pas toutefois qu'un effort supplémentaire ait été exigé des militaires par rapport à celui déjà connu et qui est de l'ordre de 6 milliards de yuans (9 milliards de francs).

La logique interne de ce plan de redressement est tout à fait discernable. *Il n'est pas niable que certaines mesures*, déjà prises l'année dernière, en particulier dans le domaine du commerce extérieur, où la situation a *bien été rétablie*, le *déficit ayant été ramené* à 500 millions de dollars en 1980, contre 1,6 milliard de dollars en 1979, ont porté leurs fruits. On peut toutefois s'interroger sur la finalité sociale d'une telle politique et sur les risques qu'elle comporte, alors que le nombre des sans-emploi atteindrait, selon les dernières évaluations, le chiffre de 26 millions de personnes. D'autre part, il n'est pas sûr que le report des réformes de gestion, dont les principaux responsables s'accordent pourtant à dire qu'elles sont indispensables à une amélioration du système, soit la meilleure façon d'augmenter l'efficacité de l'économie sur laquelle on se lamente actuellement. Or c'est aussi sur les résultats dans ces deux domaines que sera jugée politiquement l'équipe au pouvoir.

MANUEL LUCBERT.

Le contentieux avec les Pays-Bas a pour origine la « politique de réajustement » en matière d'importations

De notre correspondant

Pékin. — Dans une note adressée par le ministère des affaires étrangères à l'ambassade des Pays-Bas à Pékin, la Chine vient d'annoncer sa décision de rappeler son ambassadrice à La Haye, (qui au demeurant, n'avait pas *rejoint son poste* depuis la *visite* de M. Van Agt, en Chine, en octobre 1980) et a prié les autorités néerlandaises de faire de même en ce qui concerne le chef de leur représentation à Pékin (*le Monde* du 28 février). Celui-ci devrait quitter la capitale chinoise dans les prochains jours.

Cette décision était attendue depuis que le gouvernement néerlandais, passant outre à un vote du Parlement, avait confirmé le 20 février son intention d'autoriser la vente, par l'entreprise R.S.V. de Rotterdam, de deux sous-marins à Taïwan. Aux yeux du gouvernement chinois, cette transaction, étant donnée sa nature, dépasse les limites du fonctionnement normal du commerce » de peuple à peuple ». Pour Pékin, en effet, Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois et ne se soustrait que provisoirement à l'autorité du régime communiste. Aussi bien le gouvernement chinois n'avait-il pas caché depuis quelque temps la vive irritation que lui causait l'intention du gouvernement de La Haye de permettre la vente aux autorités nationalistes de l'île d'une technologie de pointe — y compris dans le domaine nucléaire. Le 19 janvier, Pékin avait prévenu La Haye que, si les Pays-Bas persistaient dans leur décision » erronée », le niveau des relations diplomatiques en souffrirait et devrait être abaissé à celui des chargés d'affaires. Cet *avertissement* n'a pas été entendu par le gouvernement néerlandais, les intérêts à long terme de la coopération sino-hollandaise ayant apparemment pesé moins lourd dans sa décision que l'attrait *d'une opération commerciale* avec Taïwan, peut-être prometteuse pour l'avenir. Il faut dire que, parmi les membres de la Communauté européenne, les Pays-Bas ont été l'an dernier les plus touchés par la « politique de réajustement ».

Les exportations hollandaises ont, en effet, enregistré une chute de plus de 50 %. Cette évolution peu encourageante des échanges avec Pékin pourrait avoir pesé dans la décision de La Haye. On estime aussi ici qu'en adoptant une attitude vigoureuse à l'égard des Pays-Bas, la Chine met indirectement en garde les Etats-Unis contre la tentation de réévaluer leurs relations avec Taïwan afin de leur donner davantage d'ampleur. Il n'est certes plus question à Washington de suivre les propos électoraux du candidat Ronald Reagan et d'établir entre les Etats-Unis et Taïwan des relations « officielles » tout en conservant les rapports diplomatiques actuels avec la Chine populaire. Depuis l'entrée en fonctions du nouveau président, le gouvernement américain a fait savoir à Pékin qu'il honorerait les documents (communiqué de Shangai de 1972, accord sur la normalisation des relations diplomatiques de 1979) signés avec la Chine. Mais la crainte existe toujours ici que la nouvelle administration américaine, sous l'influence de certains cercles proches du président Reagan, en vienne à sous-estimer l'importance de ses relations avec la Chine populaire et garde une porte ouverte pour consolider et élargir ses liens avec Taïwan. — M. L.

Corée du Sud

PLUS DE CINQ MILLE PERSONNES BÉNÉFICIENT DE MESURES D'AMNISTIE

Séoul (*A.P.*). — Le gouvernement du président Chon Doo-Hwan a annoncé lundi 2 mars une amnistie pour 5 221 personnes. Sur ce total, 2 417 seront relâchées, 646 verront leur peine réduite, 167 retrouveront leurs droits civiques et 968 seront libérées sur parole.

Les 1 023 personnes restantes, des Coréens vivant à l'étranger qui ne pouvaient rentrer dans leur pays en raison de leurs activités dissidentes ou pour des infractions à la législation sur les passeports, seront autorisées à le faire.

Le communiqué du gouvernement précise que 307 personnes arrêtées lors des émeutes sanglantes de mai 1980, dans la capitale provinciale de Kwangju, bénéficient de cette amnistie.

En revanche, les personnes convaincues de crimes contre l'Etat ou de meurtre ne sont pas concernées par cette mesure.

[Avant l'annonce de ces mesures, Amnesty International avait publié un communiqué indiquant qu'elle lançait ce lundi « une campagne mondiale dans le but de persuader les autorités sud-coréennes de faire cesser l'usage de l'emprisonnement politique, de la torture et de procès iniques ». Le communiqué ajoutait : « Amnesty International déclare qu'elle a accueilli avec satisfaction la levée de la loi martiale en janvier, ainsi que la libération de quelques prisonniers et les réductions de peine accordées à quelques autres, mais elle fait remarquer que d'autres lois encore en vigueur autorisent les autorités à énoncer de lourdes peines pour des critiques ou désaccords non violents ».]

PROCHE-ORIENT

Les négociations égypto-israéliennes

LE CAIRE ET TEL-AVIV DIVERGENT SUR LA COMPOSITION ET LE ROLE DE LA FORCE MULTINATIONALE DANS LE SINAÏ

(*De notre correspondant.*)

Le Caire. — La question de la création d'une force multinationale dans le Sinaï avant le retrait total d'Israël en avril 1982 fait toujours l'objet de divergences entre l'Egypte et Israël. M. Michael Sterner, envoyé de l'administration américaine au Proche-Orient, a fait état dimanche au Caire de « *l'existence de divergences* » mais a ajouté que celles-ci ne posent pas « *d'obstacle sérieux* ».

L'Egypte conçoit cette force multinationale comme devant essentiellement jouer un rôle d'observation alors qu'Israël y voit un corps armé puissant devant veiller au respect du traité de paix. La composition même de cette force oppose Le Caire à Tel-Aviv. L'Egypte voudrait y voir représentés des pays africains ou sud-africains (M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, a affirmé dimanche que plusieurs pays latino-américains avaient donné leur accord de principe) tandis qu'Israël est en faveur d'une force surtout américaine.

M. Begin, rappelle-t-on, avait laissé entendre que le retrait israélien du dernier tiers du Sinaï pourrait être différé si la question de la force multinationale n'avait pas trouvé de solution avant l'échéance de 1982 tandis que les Egyptiens minimisent la question en déclarant « *qu'elle est facile à résoudre* ».

M. Sterner a quitté Le Caire dimanche soir pour Washington et reviendra dans la région dans une quinzaine de jours après avoir soumis les points de vue israélien et égyptien au secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig.

(*Intérim.*)

La guerre irako-iranienne

LA MISSION ISLAMIQUE DE BONS OFFICES SE HEURTE A L'INTRANSIGEANCE DES DEUX BELLIGÉRANTS

Les entretiens entre l'Irak et la mission islamique de bons offices dans le conflit irako-iranien ont commencé dimanche soir, 1er mars, à Bagdad. La réunion était présidée par le chef de l'Etat, M. Saddam Hussein, du côté irakien, et par le président guinéen, M. Ahmed Sekou Touré, du côté de la mission islamique. La délégation, qui avait eu des entretiens avec les dirigeants iraniens samedi et dimanche, a pu mesurer le fossé qui sépare les deux pays en guerre.

Le président Bani Sadr avait défini les conditions mises à la paix. « *Aussi longtemps que l'agresseur restera sur notre territoire*, a-t-il déclaré à ses interlocuteurs, *nous ne pourrons accepter un cessez-le-feu.* » L'Irak a adopté une attitude tout autant catégorique : il ne retirera pas ses troupes avant le règlement de son contentieux avec l'Iran.

En recevant la délégation, dimanche matin, l'imam Khomeiny a accueilli les visiteurs en les remerciant de s'être déplacés, « *pour constater les choses et faire la différence entre l'agressé et l'agresseur* ». » *Si un groupe de soi-disant musulmans attaque un autre groupe de musulmans, alors — selon le Coran — c'est une obligation que de défendre le peuple agressé*, a-t-il dit. *La paix ne signifie rien entre l'islam et l'hérésie. Sous la bannière de l'islam, les deux peuples d'Iran et d'Irak sont frères et ennemis du gouvernement du tyran.* »

L'imam a également demandé aux membres de la délégation : « *Qu'a fait le sommet de Taef* (dont l'Iran était absent) *pour les opprimés tels que les peuples d'Iran, de Palestine et du Liban ? Il ne suffit pas de crier à l'islam. Nous ne devons pas nous contenter de références.* » — (*A.F.P.*)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● « *L'ADMINISTRATION REAGAN se dirige lentement vers la fourniture ouverte d'équipements aux résistants afghans* », déclare Lord Bethnell, député européen, dans un article publié par le *Sunday times* du 1er mars. M. Bethnell vient de passer une semaine à Washington, où il a accompagné deux membres de la résistance, MM. Gailani et Aryobi, du Front national islamique. Ils ont été reçus par des parlementaires et des hauts fonctionnaires du département d'Etat. L'un de ces derniers leur a déclaré que « *la politique américaine à l'égard du Pakistan fait l'objet d'un réexamen approfondi et urgent* ». L'ambassadeur américain à Islamabad a été rappelé en consultation aux Etats-Unis.

Algérie

● Mme DALILA ZEGHAR, Algérienne enlevée en avril 1978 à Montréal et ramenée en Algérie par son frère qui n'appréciait pas son mariage avec un étudiant français, a réussi à tromper la surveillance de sa famille et a regagné samedi 28 février le Canada. Mariée en 1979 à un professeur d'allemand algérien qui lui avait été imposé par sa famille, elle a décidé de rentrer au Canada avec M. Dalil Maschino, le mari qu'elle avait choisi dès 1975 et dont elle n'était pas divorcée, la loi algérienne ne reconnaissant pas l'union civile qu'elle avait contractée en France, en mars 1975. Les enquêteurs montréalais et le ministre canadien des affaires étrangères de l'époque, M. Jamieson, avaient acquis la conviction que Mme Dalila Zeghar avait été enlevée par son frère Messaoud. Le couple Maschino est placé sous la protection de la police canadienne. — (*A.F.P.*).

Égypte

● LE PRESIDENT SADATE a déclaré, le dimanche 1er mars, que les communistes n'auront plus le droit d'occuper des fonctions dans les organes d'information en Egypte. *Tout communiste athée n'aura plus en Egypte de poste qui serait en contact avec l'opinion publique* », a-t-il déclaré en posant la première pierre de la maison d'édition « Mai », à quelques kilomètres des pyramides de Guizeh. Le président a souligné que ces mesures concernent essentiellement les postes dans les organismes de presse et d'information dans le pays. — (*A.F.P.*)

Inde

● L'ETAT DE MANIPUR a été placé, samedi 28 février, sous l'autorité du gouvernement de New-Delhi. Le Congrès-Indira avait perdu récemment, à la suite de la démission d'une dizaine de ses parlementaires, le contrôle de l'assemblée législative locale, et l'opposition n'a pas été en mesure de former une coalition de remplacement. Le Manipur, situé aux confins orientaux de l'Inde, limitrophe de la Birmanie et peuplé d'un million d'habitants, connaît de longue date une agitation politique. — (*U.P.I.*)

Italie

● UN GROUPE s'intitulant » détachements communistes combattants » a fait parvenir à l'agence de presse ANSA un communiqué qualifiant de » *grave erreur politique* » la libération le 15 janvier dernier du juge D'Urso, et invitant « *les camarades à resserrer les rangs* ». Ce texte indique « *la voie à suivre* » en évoquant plusieurs meurtres commis depuis novembre dernier, et qui avaient été revendiqués par la « colonne Walter Alassia » des Brigades rouges, considérée comme la plus extrême. D'autre part, à Turin, M. Marco Donat Cattin a été interrogé pendant plus de vingt heures depuis son extradition de France, le 27 février. Selon son avocat, il n'a pas revendiqué la qualification de prisonnier politique et « *son comportement a été responsable, digne et même courageux* ». Il ne s'est pas comporté en « *repenti* », a « *assumé pleinement ses responsabilités et n'a rien négocié avec les magistrats* ». — (*A.F.P.*).

Liban

● A BEYROUTH, un membre de l'ambassade tunisienne a été enlevé, le samedi 28 février, par des individus armés qui l'ont retenu pendant quelques heures, l'ont roué de coups, avant de le relâcher. L'enlèvement de M. Fara Belhatba a eu lieu lorsque sa voiture est entrée en collision avec un autre véhicule, immatriculé en Syrie. Le diplomate tunisien n'a pas porté plainte. (*A.F.P.*)

Pays-Bas

● M. JOOP DEN UYL, ANCIEN PREMIER MINISTRE, a déclaré qu'il serait » *sans réserve tête de liste* » du Parti du travail (socialiste) pour les élections législatives du 26 mai, au terme du congrès de son parti, qui avait auparavant rejeté une proposition visant à la dénucléarisation totale des Pays-Bas. M. Den Uyl avait menacé de ne pas être candidat pour son parti si le congrès adoptait cette proposition. Le parti socialiste, dans l'opposition depuis mai 1975 — bien qu'il ait été le grand vainqueur des élections il y a quatre ans (il a obtenu 53 des 150 sièges à la Chambre des députés) — envisage son retour prochain au pouvoir, de préférence avec l'appui des autres partis de gauche. — (*A.F.P.*)

Pologne

● DES MANŒUVRES DU PACTE DE VARSOVIE ONT COMMENCÉ EN POLOGNE. — Quelque trente-cinq mille hommes des troupes polonaises et des unités soviétiques stationnées sur place ont commencé le 2 mars des manœuvres qui dureront une semaine. Les autres pays du pacte ont délégué des officiers d'état-major et des unités de communications. — (*Reuter.*)

هكذا من الأصل

IENT

irako-iranienne

ION ISLAMIQUE
ONS OFFICES
L'INTRANSIGEANCE
BELLIGÉRANTS

dès le 9 mars CANAL 75, 24 h sur 24 sur F.M. 88.8 MHz.



« Une radio pour gagner la bataille de l'information et de la communication. »

M. SEVENO - T. MENDÈS-FRANCE

Soyez nos banquiers! Abonnez-vous à CANAL 75 :

A RETOURNER A M. SEVENO « UNE PREMIÈRE » - 29, AV. TRUDAINE, 75009 PARIS - Tél. : 526-57-90

3 FORMULES A VOTRE DISPOSITION :

- Membre Fondateur de CANAL 75 500 F ☐
- Membre Bienfaiteur de CANAL 75 250 F ☐
- Carte d'Auditeur* de CANAL 75 100 F ☐

Nom : ____________________

Prénom : ____________________

Adresse précise : ____________________

____

Je choisis la formule marquée d'une croix et joins mon règlement à :
Monsieur Jacques Bleibtreu
Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles PARIS BOURSE - N° de Compte : 02219539117

* La Carte d'Auditeur « Canal 75 » donne droit à des réductions allant jusqu'à 25 % dans un certain nombre de cinémas, magasins, et restaurants parisiens.

DIPLOMATIE

La visite de Mme Thatcher à Washington

Vives critiques arabes et britanniques contre le projet de force navale occidentale dans le Golfe

La mise sur pied d'un dispositif militaire international pour la défense des intérêts occidentaux dans la région du Golfe a été évoquée la semaine dernière à Washington, notamment lors de la visite de Mme Thatcher. Quittant jeudi 26 février le président Reagan, le premier ministre britannique avait suggéré que « certains pays de l'OTAN agissant ensemble » contribuent avec les Etats-Unis à la création d'une force navale dans le Golfe. « Nous avons là-bas des unités navales, a-t-elle ajouté, et nos amis Français aussi. »

Ces propos sont l'objet de vives critiques dans les pays arabes. Le quotidien saoudien « Al Nadwa » écrivait dimanche : « Ces déclarations ont soulevé une vague de protestations qui reflète le refus de toute tentative d'ingérence et d'hégémonie étrangères visant à ramener les monopoles occidentaux dans la région. »

Quant à la France, s'il est vrai qu'elle entretient une force navale dans la région (quinze navires de guerre dans l'océan Indien, selon M. François-Poncet), il n'est pas question qu'elle l'intègre dans un dispositif international.

La visite de Mme Thatcher à Washington fournit, d'autre part, l'occasion à plusieurs organes de presse américains et britanniques de découvrir le document de travail sur le Proche-Orient adopté par le Conseil européen du 2 décembre (« le Monde » daté 23-24 novembre et du 4 décembre 1980). Selon le détail des options suggérées par ce document, les territoires occupés, qu'Israël évacuerait en totalité, devraient être contrôlés pendant six mois soit par l'ONU, soit par la Jordanie, soit par les maires et notables locaux, soit par une autorité israélo-jordano-palestinienne, jusqu'à ce que la population puisse choisir entre un Etat palestinien, l'adhésion à une fédération avec la Jordanie ou à une fédération avec la Jordanie et Israël. Ces précisions provoquent de nouvelles protestations en Israël de toute la presse israélienne contre l'« initiative européenne » au Proche-Orient. « Israël n'acceptera jamais aucune négociation sur de telles bases », écrit le quotidien « Haaretz », ce lundi 2 mars.

De notre correspondant

Londres. — Les déclarations de Mme Thatcher au cours de sa visite à Washington provoquent des remous dans les milieux politiques, notamment dans ceux de l'opposition travailliste dont le chef, M. Foot, s'apprête à questionner le premier ministre pour lui faire préciser si ses propos sur la contribution de la Grande-Bretagne à une force internationale d'intervention, appelée ici R.D.F. (Rapid Deployment Force) représentent une simple et vague promesse ou un engagement ferme.

Les premières réactions négatives de plusieurs journaux du monde arabe renforcent les travaillistes dans leur critique de Mme Thatcher emportée, disent-ils, par son zèle antisoviétique. La création d'une R.D.F., à l'étude depuis longtemps, pose en effet de sérieux problèmes, à commencer par celui de son financement. Si Mme Thatcher entend aller au-delà de la contribution actuelle de la Grande-Bretagne à la force navale opérant dans le golfe Persique, elle devra, compte tenu des limites financières qu'elle a elle-même imposées, amputer les forces navales et terrestres actuellement au service de l'OTAN.

D'autre part, il lui est difficile de diminuer des forces déjà réduites à un minimum, stationnées en Irlande du Nord, à Belize, Gibraltar et Hongkong. Enfin, se demande-t-on à Londres, comment sera assuré le commandement d'une telle force internationale ? Bref, dans les milieux proches du ministère de la défense, on estime qu'il y a encore beaucoup à faire avant que cette R.D.F. puisse voir le jour.

A dire vrai, aussi bien dans le domaine international qu'à l'intérieur, la rhétorique agressive de Mme Thatcher contredit son aptitude à s'ajuster aux réalités. De toute évidence, le premier ministre a dit aux Américains ce qu'ils voulaient entendre et, selon l'expression familière, elle en a « rajouté ». Les correspondants britanniques qui accompagnaient Mme Thatcher, à Washington indiquent que lord Carrington, dans ses entretiens avec le secrétaire d'Etat, M. Haig, a été beaucoup plus prudent et a maintenu les réserves de la Grande-Bretagne qui sont aussi celles des Européens, à l'égard des positions de la diplomatie américaine concernant notamment le Proche-Orient et le Salvador. Sur ce dernier point, on note que Mme Thatcher elle-même a déclaré à la télévision américaine que tout nouvel effort pour soutenir le gouvernement salvadorien « *concernait seulement les Etats-Unis* ».

Les milieux officiels se déclarent très satisfaits d'une visite qui, dans leur optique, doit permettre à la Grande-Bretagne d'influencer la politique étrangère américaine en gestation. D'autre part, on laisse entendre que les conversations entre Sir Frank Cooper, secrétaire permanent au ministère de la défense, et M. Weinberger, ministre américain de la défense, permettent d'espérer que Washington est disposé à négocier d'importants contrats d'armements dans le cadre d'un programme conjoint de défense.

Les paroles et les actes

D'une manière générale, le Foreign Office souligne que pour Mme Thatcher, la Grande-Bretagne et les Européens ne peuvent influencer la politique de Washington que s'ils expriment d'abord et sans équivoque leur solidarité avec les Etats-Unis et leur donnent un appui moral.

En adoptant une attitude trop négative au départ, les alliés se priveraient de tout moyen d'action sur les dirigeants américains. Mais les adversaires *travaillistes de Mme Thatcher* soulignent qu'elle risque de décevoir sérieusement l'opinion américaine et le gouvernement de Washington si ses actes de demain ne correspondent pas aux belles paroles d'aujourd'hui. Ils notent encore que l'antisoviétisme virulent du premier ministre n'a nullement empêché le gouvernement de maintenir et même de développer des échanges commerciaux et culturels avec l'Union soviétique. Enfin, ils affirment que le gouvernement américain *ne se fait pas d'illusions* sur la position affaiblie à l'intérieur de Mme Thatcher, aux prises avec des difficultés économiques et sociales grandissantes. Bref, les travaillistes considèrent la visite de Mme Thatcher comme une opération de relations publiques.

Les réactions de la presse sont partagées. Le *Guardian* (indépendant) reproche à Mme Thatcher de n'avoir pas tenu compte des propositions de M. Brejnev d'une conférence sur la sécurité dans le golfe Persique. « *La formule d'une R.D.F. est proposée comme si M. Brejnev n'avait jamais parlé ou comme s'il avait dit le co[...]re et annoncé un système d'[...]ce avec les dirigeants du G[...].* Le journal reproche aussi au premier ministre d'avoir ignoré *la sensibilité* des pays arabes. De même, le *Times* (indépendant) note que les pays du Golfe ont déjà exprimé leur inquiétude à l'égard d'une présence militaire occidentale dans la région; en ajoutant que cela ne veut pas dire que la R.D.F. doit être abandonnée, mais, ajoute le quotidien, « *c'est une formule dangereuse en* l'absence *d'un accord plus large entre les puissances sur les moyens de régler les problèmes du Proche-Orient* ».

HENRI PIERRE.

LA CONFÉRENCE DE MADRID DÉCIDE DE PROLONGER SES TRAVAUX

Madrid (A.F.P.). — Trois mois et dix-sept jours après son ouverture, le 11 novembre dernier, la Conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) a formellement reconnu qu'elle n'était pas prête à se séparer à la date initialement prévue du 5 mars.

A la réunion plénière de vendredi 27 février, les trente-cinq participants (toute l'Europe moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) sont convenus à l'unanimité de prolonger leurs travaux « au moins jusqu'au 13 mars ».

Compte tenu de l'absence de tout accord *substantiel sur les sujets qui* occupent la C.S.C.E., il est probable que ce premier ajournement de la date de sa clôture n'est que le début d'une série de reports. De semaine en semaine, la C.S.C.E. s'accordera ainsi des sursis qui pourraient la maintenir en vie jusqu'à l'été. L'objectif essentiel demeure la rédaction d'un document final, qui porte sur deux sujets : l'avenir du processus de la C.S.C.E. lui-même et la convocation d'une conférence sur la détente militaire. Sur ce dernier point, le discours de M. Brejnev du 23 février et l'intérêt manifesté en retour par le président Reagan ont contribué à faciliter la prolongation des travaux.



EUROPE

Union soviétique

Les délégués au XXVIe congrès du P.C. se sont bornés à justifier les propos des principaux dirigeants

De notre correspondant

Moscou. — Dans son rapport au vingt-sixième congrès, M. *Leonid Brejnev* avait demandé, selon la formule rituelle, une lutte intransigeante contre le *chablon* (la langue de bois), les « *formules toutes faites* », le « *langage creux et bureaucratique* ». A en juger par les interventions des délégués, ce principe n'a pas encore été totalement assimilé. « *Le Soviétique est instruit, cultivé*, avait poursuivi le secrétaire général, *quand on lui parle avec des lieux communs il débranche tout simplement la télévision ou la radio et met de côté son journal.* »

Le congrès *n'échappe* pas à ces défauts. Il s'agit moins d'un vrai débat, où des critiques, fût-ce sur des points de détail, seraient apportées à l'action des dirigeants, où de nouvelles propositions seraient avancées, que d'une illustration par des exemples locaux de la justesse des propos venus d'en haut. Comment pourrait-il en être autrement puisque « *chaque proposition* (du rapport de M. Brejnev), *chaque pensée sont en harmonie profonde avec ce que tous nous vivons, ce que nous pensons, ce à quoi nous aspirons* », selon les termes d'une ouvrière textile de Ivanov.

Les délégués ne sont pas venus pour discuter. Le sentiment de participer à un événement historique de portée mondiale leur suffit : « *La voix du congrès, c'est la voix de la conscience de la planète, la voix de la raison et de la vérité, la voix de la paix et de la justice* », s'est écrié M. Kisselev (Biélorussie).

Depuis quelques congrès déjà, les principaux membres du bureau politique ne prennent pas la parole en séance plénière, sauf ceux qui représentent en même temps une organisation régionale. Les autres orateurs sont soit des dirigeants locaux, soit des ministres auxquels s'ajoutent quelques « *travailleurs de base* » aux mérites particuliers. La structure des interventions est pratiquement immuable : haute appréciation du rapport Brejnev, louanges pour la personne du secrétaire général, succès économiques de la région, critique des insuffisances souvent baptisées « *réserves inemployées* ».

Seuls peut-être le discours de M. Romanov (Leningrad), par son caractère très militant — il est un des rares à avoir évoqué le « *processus révolutionnaire mondial* », — et celui de M. Chevarnadzé (Géorgie), par son ton très direct, sortaient quelque peu de la grisaille. Le chef du parti géorgien a même provoqué une certaine animation dans la salle en critiquant l'absence de « *signes de qualité* » sur les boissons alcoolisées. C'est soi-disant pour lutter contre l'alcoolisme, mais, a ajouté M. Chevarnadzé avec bon sens, « *si quelqu'un veut en goûter, mieux vaut encore que ce soit des bonnes* ».

Bien que la résolution sur la modification du programme du parti ait été adoptée comme il se doit à l'unanimité (*le Monde* du 28 février), quatre orateurs seulement sur quarante ont expressément approuvé cette proposition : MM. Grichine (Moscou), Solomentsev (Russie), Romanov et Kisselev (déjà cités). Il serait erroné d'en conclure que les autres éprouvent quelque réticence, car il existe une « *division des tâches* », au moins tacite, entre les intervenants. Certains ne font aucune allusion à la politique internationale, un autre insiste sur la solidarité avec les peuples d'Indochine, comme M. Chakirov (Bachkirie), un autre sur le danger chinois, comme M. Kounaiev (Kazakhstan). L'aggravation de la lutte idéologique est un thème plus courant, tandis que la Pologne a surtout été évoquée, directement ou indirectement, par les dirigeants des *régions contiguës*. C'est ainsi que M. Grichkiavicus (Lituanie) a exprimé son soutien à la politique du parti, qui vise à « *riposter aux tentatives d'ingérence impérialistes dans les affaires intérieures d'un pays frère, qui est un des maillons indétachables de la communauté socialiste* ».

La responsabilité des difficultés « internes » est généralement rejetée sur le Gosplan, les ministères et l'administration qui « *ne travaillent pas dans l'esprit des exigences de l'époque* », (M. Kounaiev). Les erreurs de planification coûtent cher car, comme l'a souligné M. Chevarnadzé, « *il faut des années pour les corriger, mais les milliards de roubles ne se retrouvent jamais* ». Les dirigeants locaux se plaignent constamment des irrégularités dans les fournitures de matières premières, les problèmes de main-d'œuvre dus à l'absence de logements et d'équipements sociaux... Si la plupart ont insisté sur le renforcement de la discipline du plan et du travail, M. Romanov a été l'un des seuls à parler de la réforme économique avec l'introduction de nouveaux indices et la généralisation du travail par brigades autogérées.

De même, la priorité reconnue à l'industrie des biens de consommation a été très rarement évoquée, mais M. Solomentsev a mis l'accent sur la nécessité d'augmenter le niveau de vie et pas seulement les salaires nominaux.

La majorité des orateurs a aussi traité des problèmes de l'agriculture, certains soutenant ouvertement la proposition de programme alimentaire spécial présenté par M. Brejnev, d'autres insistant sur la nécessaire augmentation de la qualité, les troisièmes regrettant l'absence de matériel agricole fonctionnant correctement. Le ministre de l'agriculture lui-même, M. Messiats, n'a pas craint de mettre le doigt sur la plaie : malgré une augmentation de la production et de la livraison d'engrais, « *la moitié environ des champs de céréales de l'U.R.S.S. ne reçoivent actuellement aucun produit fertilisant* ».

DANIEL VERNET.

LA SUBVERSION PAR LA MUSIQUE

(De notre correspondant.)

Moscou. — Les représentants de l'Union des écrivains et de celle des compositeurs n'ont pas manqué de s'en prendre aux tentatives, naturellement vouées à l'échec, des ennemis de l'U.R.S.S. pour détacher l'intelligentsia de son parti et l'opposer à son peuple.

Le premier, M. Markov a mis en cause les services spéciaux occidentaux qui cherchent « par tous les moyens possibles à inspirer des manifestations malsaines » *dans les milieux littéraires soviétiques. Le second, M. Khrennikov a accusé les ennemis idéologiques de l'U.R.S.S.* « d'utiliser la musique comme une arme dans leur campagne de subversion ». Il a *mis en cause les stations de radio américaines installées en R.F.A., parce qu'elles diffusent, sans doute, une musique « subversive » qui a rompu avec le principe sacro-saint de la mélodie et qui se livre à des expériences modernistes*, coupées *de la vie des travailleurs.*

MM. Markov et Khrennikov s'en sont pris aux Etats-Unis « pour avoir rompu les liens culturels avec l'Union soviétique ». *Les Américains considèrent comme dangereux les tableaux de Rembrandt simplement parce qu'ils viennent des musées soviétiques, a dit M. Markov, tandis que M. Khrennikov louait la « force de caractère » des artistes soviétiques, exposés, dans leurs tournées outre-Atlantique, « aux pressions et* au terrorisme ». *Bref, dans le domaine culturel aussi, la vigilance est plus que jamais à l'ordre du jour.* — D. V.

Un florilège de louanges pour Leonid Ilitch

De notre correspondant

Moscou. — Prudence ou coquetterie ? Contrairement à ce qu'il avait fait au vingt-cinquième congrès, M. Brejnev n'a *rien dit*, cette *année*, contre « *le culte de la personnalité* ». Depuis cinq ans, la liste des titres et des *honneurs dont il est couvert* s'est encore allongée mais si les louanges qui lui ont été tressées par les orateurs ne dépassent guère le niveau antérieur, elles n'en tracent pas moins le portrait idéal du dirigeant du parti et de l'Etat. Une règle *non* écrite de la rhétorique soviétique veut que le nom de M. Brejnev, que certains orateurs appellent familièrement Leonid Ilitch (par son prénom et par son patronyme), soit *mentionné* chaque fois qu'il est question du comité central ou du bureau politique. Dans les interventions, son *nom* revient ainsi à la cadence *moyenne* d'une fois par minute.

Qui est M. Brejnev ? La réponse est multiple : il est « *le continuateur de l'œuvre immortelle de Lénine* ». Homme politique « *perspicace et souple* », il se classe « *parmi les personnalités les plus en vue de notre siècle* » dont le nom est devenu « *sur tous les continents, symbole de liberté, de bonheur, de justice et de progrès* ». De la paix il est soit « *le combattant inlassable* », soit « *le porte-drapeau confirmé* ».

« *Marxiste léniniste militant* » — c'est bien le moins pour le chef du parti du premier Etat socialiste, — il est un « *organisateur de talent* » qui « *sacrifie toutes ses forces, tout son talent, toute sa riche expérience au service du peuple, à la cause du communisme et de la paix* ». Il met au service des travailleurs sa « *sympathie profonde pour tous les hommes* », son « *talent inépuisable* », son « *ardeur* », sa « *clairvoyance* », son « *activité débordante* », la « *profondeur et la force de ses analyses, de ses généralisations théoriques* ». Il a le don d'exprimer « *avec sagesse, à la Lénine, les pensées et les aspirations du peuple* ». Son « *esprit puissant* » et son « *cœur vif* », la « *taille énorme de son âme* » lui permettent de « *prendre sur lui tous les maux et toutes les angoisses de notre monde peu tranquille* ».

Rien d'étonnant que les sentiments qu'il inspire soient à la hauteur de ses traits de caractère : les Soviétiques mais aussi « *tous les hommes de bonne volonté* » éprouvent à son égard « *un respect sincère* », une « *reconnaissance universelle* », une « *confiance et une affection sans bornes* ». — O. V.

AFRIQUE

Tunisie

Fondée à Tunis le 28 février

L'Interafricaine socialiste s'est donné une charte et un bureau directeur

De notre correspondant

Tunis. — Instrument de rapprochement pour les uns, et de division pour les autres, l'Interafricaine socialiste a été officiellement fondée le samedi 28 février à Tunis, où s'établira son siège permanent (*le Monde* du 27 février). M. Bourguiba en assure la présidence d'honneur et M. Senghor, au nom du parti socialiste sénégalais, préside le bureau directeur, qui réunit les représentants de l'Istiqlal du Maroc, du People*'s National Party* du Ghana, de l'Union socialiste du Soudan, du parti socialiste destourien de Tunisie et du parti social démocratique de l'île Maurice.

Onze partis appartenant à neuf pays (1), sur les vingt-deux invités, ont participé, en tant que membres, au congrès constitutif et ont signé la charte de la nouvelle organisation, qui se donne pour tâche d'œuvrer au renforcement des relations entre les « *partis socialistes démocratiques* » afin de « *promouvoir, dans l'égalité et le respect mutuel*, une *coordination féconde et permanente au profit du développement du continent et de l'émancipation de ses peuples* ». La déclaration politique accompagnant ce document rejette « *toute velléité hégémonique* » en Afrique et se réfère à « *l'authenticité africaine* », qui doit inspirer l'action du « *socialisme démocratique* ».

Si pour M. Bourguiba, promoteur, avec M. Senghor, de ce rassemblement, l'Interafricaine doit aider à la définition des « *voies africaines du socialisme* » dans le but de « *construire des modèles africains de démocratie sociale, économique et politique* » ne s'inspirant ni de l'Est ni de l'Occident, pour l'ancien chef d'Etat sénégalais, il s'agit aussi, semble-t-il, de constituer une sorte de front politique. C'est du moins ce qu'il a laissé entendre en relevant que les pays socialistes et libéraux n'ont pas réussi jusqu'ici à établir *une stratégie commune* et efficace, alors que ceux « *qui se réclament du marxisme-léninisme ou se disent progressistes* » savent établir « *leur tactique* » en se concertant régulièrement avant toute conférence continentale ou régionale. « *Qu'il s'agisse du Sahara occidental*, du *Tchad*, des droits de l'*homme*, a-t-il dit, *nous avons en face de nous un groupe d'Etats dont la vertu première est l'esprit d'organisation, sinon la méthode et la solidarité.* » Ce sont ces mêmes pays que M. Senghor a accusés d'être les premiers à avoir créé des clivages en Afrique. Il ne s'est pas étonné des critiques qu'ils formulent à l'encontre de la réunion de Tunis, car « *ce sont les voleurs qui crient au voleur* ».

Les membres de l'Interafricaine socialiste, qui ont réaffirmé leur attachement au principe du non-alignement, se sont prononcés pour l'établissement de relations avec les organisations régionales et internationales s'inspirant du socialisme démocratique. S'ils *n'envisagent pas une affiliation* à l'Internationale socialiste, ils sont, par contre, disposés à nouer des liens particuliers avec les socialistes européens, dont ils ne veulent pas être des « *copies conformes* ».

MICHEL DEURÉ.

(1) Outre les six partis représentés au bureau directeur, étaient présents l'O.S.F.P. du Maroc, le parti travailliste de l'île Maurice, le parti progressiste de Gambie, le Conseil révolutionnaire de Somalie et la Ligue populaire de l'indépendance de Djibouti.

M. BEN SALAH ACCUSE LES SCISSIONNISTES DE SON PARTI DE S'ÊTRE « RALLIÉS AU POUVOIR »

M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre tunisien de l'économie et secrétaire général du Mouvement d'unité populaire (MUP), a, le vendredi 27 février, condamné « *sans réserve les initiatives* » d'un groupe de militants de ce mouvement qui viennent de faire scission. Plusieurs militants du MUP ont récemment, contre l'avis du bureau politique de ce mouvement d'opposition non reconnu, demandé officiellement l'autorisation de se constituer en parti politique légal. Certains d'entre eux avaient été reçus par le président Bourguiba qui a d'ailleurs décidé de gracier la plupart des condamnés appartenant au MUP (*le Monde* daté 15-16 février).

« *Il n'est plus permis de douter que ce fait nous subissons à travers l'action de ce groupe* une *nouvelle vague de répression* », a déclaré M. Ben Salah dans un texte dicté par téléphone à l'A.F.P. « *Tout dans leurs déclarations, comme dans leur tentative de confisquer le mouvement avec l'appui et les faveurs du pouvoir, démontre qu'ils se sont ralliés à ce même pouvoir qui poursuit la répression contre les forces populaires, contre la jeunesse, contre notre mouvement... qui veut continuer la lutte pour un changement démocratique profond du régime dans notre pays.* »

Dans cette déclaration, M. Ben Salah, qui vit en exil en Europe depuis son évasion d'une prison tunisoise, appelle « *tous les militants du MUP à poursuivre la lutte* ».

LA SITUATION EN ESPAGNE APRÈS L'ÉCHEC DU PUTSCH

Le roi Juan Carlos tente de reprendre l'armée en main

De notre envoyé spécial

Madrid. — C'est maintenant l'heure de la réflexion et des mises en garde, de la prudence officielle à l'égard des responsables du coup d'État manqué, des rappels à l'ordre en direction des milieux politiques et d'une presse que l'on commence, en haut lieu, à juger trop curieuse et trop incisive.

Une semaine après la tentative de putsch, toutes les craintes ne sont pas dissipées. Rien n'est vraiment réglé. Quarante-huit heures après les impressionnantes manifestations populaires en faveur de la Constitution et des libertés, les leaders de la gauche, communistes et socialistes, insistent beaucoup sur les dangers qui menacent la démocratie espagnole. Et l'atmosphère est encore si lourde que des dirigeants de la droite libérale confient, à portes closes, leur inquiétude.

La question des rapports entre le roi et les forces armées est très clairement au premier plan de la crise. Juan Carlos s'est opposé, le 23 février, aux généraux qui lui demandaient d'une manière ou d'une autre d'approuver les plans des militaires insurgés. Il a choisi la défense de l'ordre constitutionnel, et il est intervenu lui-même pour rétablir la discipline, non seulement auprès de capitaines-généraux réticents, mais en appelant directement des commandants d'unités sur le point de faire mouvement, ou qui avaient déjà envoyé des avant-gardes dans le cadre d'une opération prévue depuis au moins six mois.

Le rôle positif et déterminant du roi est souligné par l'ensemble de la classe politique et par l'opinion, qui voit en lui, aujourd'hui, le seul et véritable rempart contre une éventuelle dictature militaire. Vendredi soir, à Madrid, des communistes levaient le poing en criant : « *Vive le roi !* »

En revanche, l'attitude adoptée par Juan Carlos a suscité, et suscite encore, des mouvements divers dans les forces armées. « *Le roi a eu tort. Il s'est coupé des forces armées...* » L'apostrophe du général Armada, ex-chef d'état-major adjoint de l'armée de terre et ancien précepteur de Juan Carlos, n'est pas le cri de colère isolé d'un officier très conservateur, mais très au fait des affaires politiques. Le malaise est très sérieux dans une armée dont il est clair aujourd'hui qu'elle était, à des degrés divers et sur des formules différentes, très engagée dans une tentative de remise en cause du gouvernement civil.

Ce n'est pas seulement la presse libérale qui le proclame. Les journaux de tendance conservatrice, qui minimisaient, mercredi encore, le coup de force du lieutenant-colonel Tejero, qualifié d'« *illuminé isolé* », reprennent maintenant la même thèse. Dans un éditorial exceptionnel signé par son directeur, le journal monarchiste conservateur *A.B.C.* a parlé, dimanche, de « *la pointe de l'iceberg* » à propos de l'équipée des gardes civiles au Congrès des députés.

« Prudence »

« *Parlons clair*, écrit *A.B.C. Il y a eu coup d'état le 23 février. Trois scénarios distincts avaient été minutieusement préparés, avec des ramifications dans différentes régions militaires, des centres logistiques, auprès des forces spéciales et de commandos civils. Le premier scénario visait à exercer une pression au plus haut niveau pour dénaturer progressivement le système démocratique ; la seconde formule était la prise du pouvoir négociée, et la troisième, le coup de force violente. Le premier scénario (...) avait l'approbation de très larges secteurs de l'armée...* ». *A.B.C.* ajoute, avec une ironie inhabituelle : « *Que certains professionnels de la guerre ne sachent pas organiser un coup ne nous autorise pas à déformer la réalité* ». Accusation identique dans *Ya*, journal catholique conservateur, qui avait été particulièrement circonspect depuis une semaine.

M. Suarez était naturellement informé de ces « *pressions croissantes* » des forces armées, et c'est en grande partie pour tenter de désamorcer les tentatives de putsch qu'il a remis sa démission fin janvier. Une formule sibylline sur la « *démocratie entre parenthèses* » de son message télévisé, au lendemain de sa démission, prend tout son sens aujourd'hui.

En réalité, le départ inattendu et théâtral de M. Suarez, ouvrant une crise politique longue et grave, dévoilant les sévères dissensions internes de l'U.C.D. et révélant la fragilité du régime, a encore accéléré les préparatifs des putschistes. « *Le vide du pouvoir* » est un argument mis en avant par les généraux rebelles depuis le 23 février.

Le roi n'ignorait pas davantage cette montée du péril militaire. Depuis cinq ans, il s'est tenu informé des moindres commentaires des militaires conservateurs, des propos de table lors de *réunions secrètes* d'officiers, multipliant en retour les invitations à la Zarzuela, les explications et aussi les mutations destinées à « neutraliser » les généraux connus pour leurs sentiments violemment antidémocratiques. Ce long travail prudent — « *trop prudent et trop long* », dit M. Felipe Gonzalez (P.S.O.E.) — n'a *manifestement* pas suffi pour éteindre toutes les mèches. Les conseillers de Juan Carlos citaient volontiers, ces dernières semaines, les régions militaires et les unités jugées les plus « dangereuses » : Alcala-de-Henares, la division blindée Brunete, qui dispose de chars AMX 30 et peut occuper la capitale en moins de deux heures, Saragosse, Burgos, Séville, Valladolid, Valence.

Les conseillers du roi décrivent maintenant un Juan Carlos « *très préoccupé* » depuis le 23 février par les remous dans l'armée. C'est le mot « prudence » qui est apparu le plus fréquemment dans les allocutions et dans les déclarations du souverain. Recevant les leaders des principales formations politiques au lendemain du putsch manqué, il a insisté sur la nécessité de faire preuve de sagesse et de pondération dans la recherche des responsabilités. De bonne source, on affirme qu'il n'était pas favorable aux manifestations populaires de vendredi dernier, de crainte qu'elles ne dégénèrent en protestation contre les forces armées ou que des incidents graves ne donnent un nouveau prétexte aux partisans de l'ordre militaire.

Le 6 janvier dernier, Juan Carlos avait déjà adressé un message aux forces armées, les exhortant à une « *unité sans fissure* ». Samedi, à l'occasion d'une cérémonie solennelle de serment au drapeau et à la Constitution, en présence de ses camarades de promotion, à l'Académie militaire de Saragosse, le roi, entouré de la reine Sophie, du prince héritier et des deux infantes, a demandé avec fermeté aux forces armées de comprendre que « *l'on ne contribue pas à la sécurité de la patrie par des actions irréfléchies, qui mettent l'armée et l'État en général dans des situations critiques et sans issue digne dans le monde où nous vivons* ». Mais il a aussi affirmé que « *les récents événements* [devaient] *servir de leçon, à l'armée d'un côté et à toutes les forces politiques du gouvernement ou de l'opposition de l'autre, pour adapter leur conduite afin d'obtenir l'ordre, la sécurité et le bien de l'Espagne* ».

« *Il n'est pas indiqué*, a ajouté Juan Carlos, *que les actions politiques ou les campagnes des médias puissent créer un climat de malaise ou de répression au sein des forces armées ou des forces de l'ordre, qui ont si souvent souffert des attentats dans leur chair, et des critiques et de l'incompréhension dans leurs esprits* ».

Chef d'État et commandant suprême des forces armées, Juan Carlos a, depuis le 23 février, le soutien sans faille de toutes les formations politiques, communistes compris. Mais il doit reprendre en main une armée réticente, convaincue que ses objectifs (en particulier l'unité de la nation, la lutte contre le terrorisme et le séparatisme basques) ne souffrent pas de concession.

MARCEL NIEDERGANG.

● *Le roi Juan Carlos* a décerné le jeudi 26 février le titre de duc de Suarez à l'ancien président du gouvernement M. Adolfo Suarez, en récompense des services rendus pendant la période de transition du franquisme à la démocratie.

Ce titre, précise le roi, lui est octroyé « *en témoignage de* [son] *affection et pour récompenser la loyauté, le patriotisme et l'esprit de sacrifice dont il a fait preuve dans les missions qui lui ont été confiées, notamment comme président du gouvernement, pendant la période historique de la transition politique, qu'il a dirigée avec abnégation, tact, prudence, au service de la réconciliation de tous les Espagnols dans la liberté* ». — *(A.F.P.)*

Après avoir libéré les trois consuls enlevés le 20 février

L'ETA politico-militaire suspend « inconditionnellement » la lutte armée

De notre envoyé spécial

Saint-Sébastien. — Quel mois de février ! Secoués par des tempêtes successives, l'assassinat de l'ingénieur Ryan par l'ETA militaire, la mort sous la torture d'un « etarra », José Arrigui, l'enlèvement des consuls d'Autriche, d'Uruguay et du Salvador par l'ETA politico-militaire, puis la tentative de coup d'État aux Cortès, les Basques ont été ballottés d'une émotion forte à l'autre.

Pourtant, le dernier jour a été plus heureux. Samedi 28 février, la branche politico-militaire de l'organisation séparatiste a annoncé qu'elle « *cessait le feu* » et qu'elle *demandait à ses commandos* de « *suspendre sans conditions, et pour une durée non déterminée, les actions prévues* ». Et elle a, dans la matinée, libéré les trois consuls. Les otages, qui avaient été enlevés le 20 février dernier, ont été retrouvés sains et saufs à 100 mètres à peine du palais du gouverneur civil de la *province de Guipuzcoa*. Ils venaient d'être abandonnés, cachés sous des couvertures, dans une Land-Rover volée la veille. Fatigués, le visage orné d'une barbe de huit jours, ils ont été interrogés aussitôt par la police, mais n'ont pu fournir que peu de détails sur leur séquestration : ils avaient sans doute été détenus dans une ferme de la campagne basque et avaient été bien traités.

Cette conclusion heureuse n'a pas vraiment surpris. Depuis quelques jours déjà, les milieux basques bien informés faisaient part de leur optimisme. Des rumeurs de plus en plus pressantes laissaient entendre qu'une négociation générale entre les autorités et l'ETA politico-militaire allait aboutir.

« *J'ai de bonnes raisons de penser*, nous confiait quelques heures plus tôt M. Pedro Aristegui, gouverneur civil de Guipuzcoa, *que toutes les conditions sont peut-être réunies pour une trêve.* » Après la libération des trois consuls, M. Aristegui a très officiellement remercié le député Juan Maria Bandrès, leader de la coalition parlementaire Euskadiko Eskerra, pour son rôle d'intermédiaire.

Dans une *conférence de presse* clandestine à laquelle avaient été conviés samedi quelques journalistes espagnols, trois dirigeants de l'ETA politico-militaire ont admis que les événements du 23 février avaient forcé la décision de leur organisation. Plus attachés à la « lutte de masse » que les militaires, plus légalistes *aussi, n'hésitant pas à présenter* les plus meurtriers de leurs attentats comme des erreurs, les « poli-mili », comme on les appelle ici, avaient vu s'effriter ces dernières années leur capital de sympathie dans la population basque. Ces derniers mois, leurs « correspondants » politiques, regroupés dans la coalition Euskadiko Eskerra, avaient dénoncé sans relâche le recours à la violence.

« Il faudra du temps... »

Au cours de sa conférence de *presse*, l'ETA politico-militaire a notamment indiqué qu'elle réclamerait, « *par des moyens politiques* », l'accession de la Navarre au statut d'autonomie, l'amnistie pour les prisonniers et exilés basques, un référendum sur la centrale nucléaire de Lemoniz, l'abrogation des lois antiterroristes et l'« *épuration des éléments fascistes* » des forces de l'ordre.

L'opinion basque, apparemment, veut croire à cette rémission. Le 1er mars, dans les furies du carnaval de Saint-Sébastien, a été, selon un observateur, un « *jour béni* ». Il reste cependant bien des obstacles, ici comme à Madrid, avant que le Pays basque connaisse une vie politique *normale*. Certains représentants officiels font cependant preuve d'une certaine compréhension, en affirmant qu'une amnistie au moins *partielle* est la condition indispensable à la reddition des séparatistes basques. « *Il faudra du temps, beaucoup de temps* », note un centriste de l'U.C.D. Il suffirait *en attendant, estime-t-on à Saint-Sébastien*, que le gouvernement relâche sa pression policière sur les militants présumés de ETA politico-militaire, et que ceux-ci, tout en demeurant provisoirement dans la clandestinité, donnent des signes réguliers et progressifs de leur bonne volonté. Selon certaines informations, des stocks d'armes volées pourraient être rendus à la police dès cette semaine, comme premier geste.

Il sera plus difficile aux « poli-milis » de persuader leurs « frères ennemis » de l'ETA *militaire* de renoncer eux aussi à la lutte armée. La réponse de ces derniers ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Ils ont détérioré, samedi, deux centrales électriques. Et, dimanche, trois policiers qui patrouillaient en voiture dans la région de Bilbao ont été blessés — l'un très grièvement — par deux bombes lancées par un inconnu.

Ph. Bg.

République fédérale d'Allemagne

MALGRÉ L'INTERDICTION DU RASSEMBLEMENT

Plus de cent mille personnes ont participé à la manifestation antinucléaire de Brokdorf

De notre envoyée spéciale

Hambourg. — Énorme succès pour le mouvement antinucléaire ouest-allemand. La manifestation du samedi 28 février, à Brokdorf, est présentée comme la plus importante depuis la création de la République fédérale. Cent mille personnes au moins ont, malgré l'interdiction du rassemblement, répondu à l'appel des « verts » et de la fédération des comités pour la protection de l'environnement (B.B.U.).

La dissuasion n'a donc pas joué. Ni celle des pouvoirs publics, qui avaient fait savoir que trente mille policiers étaient mobilisés dans la région de Brokdorf, ni celle d'une large partie de la presse qui, depuis plusieurs jours, décrivait presque par anticipation l'horrible champ de bataille qu'allaient devenir les abords du site nucléaire. La volonté d'éviter les violences de l'énorme majorité des participants a prévalu, et les incidents qui, en fin de journée, ont opposé quelques centaines de manifestants aux forces de l'ordre ne suffisent pas à discréditer le mouvement antinucléaire. Ils ont fait trente et un blessés, dont quatre blessés graves parmi les policiers.

Des centaines d'autocars, des milliers de voitures, avaient, depuis l'aube, déversé les manifestants venus de toute la R.F.A. à proximité des communes d'Itzehoe et de Wilster, à une dizaine de kilomètres du site nucléaire. En fin d'après-midi, comme deux énormes colonnes de fourmis se déplaçant en sens inverse sur la lande plate et nue, la foule des derniers arrivants croisant encore le flot de ceux qui, fatigués par une nuit de voyage et des heures de marche dans le vent glacial, prenaient le chemin du retour. Il avait fallu toute la nuit aux écologistes de Brême, à force de routes barrées et de contrôles policiers, pour arriver. Sur les 80 kilomètres qui séparent Hambourg de Wilster, le cortège presque ininterrompu des véhicules avait l'allure d'un exode, comme si toute la ville dans le petit matin se vidait de ses habitants.

Le jour n'était pas encore levé qu'un millier de manifestants parmi les premiers arrivés, tentaient de forcer un barrage à Itzehoe. C'était le premier incident : il n'y en a pas eu d'autre jusqu'à la fin de journée. Vers midi, deux cortèges s'étaient rejoints sur la route menant au site nucléaire. Le vent soufflait avec une telle violence qu'on avait dû replier les banderoles ; les drapeaux étaient rares et seuls les cirés jaunes de très nombreux manifestants coloraient cette foule, une foule très calme, ne scandant même pas de slogan, dans laquelle on avait peine à repérer (à leurs casques de motards ou à leurs foulards en position « antigaz ») les fauteurs de troubles présumés, les « Chaoten », comme on les appelle ici.

Des citoyens moyens, en somme, jeunes, mais pas adolescents, des écologistes tout simplement. Seuls quelques groupes faisaient tache dans ce cortège, ceux de Berlin, ceux de Francfort, notamment, acteurs de ce mouvement Alternative qui fait grand bruit dans certaines villes et pour lesquels le nucléaire n'est qu'un des thèmes de la contestation.

Des incidents limités

A quelques kilomètres de Brokdorf, le cortège rencontrait un barrage de police. Alors qu'on pouvait craindre le pire, les forces de l'ordre, soucieuses, selon leur porte-parole, de « *démontrer qu'on peut manifester librement en République fédérale* », proposaient alors aux manifestants de leur ouvrir le passage, à condition qu'ils fassent contrôler leurs papiers d'identité et déposent leurs casques à l'entrée. Une espèce d'assemblée générale s'improvisait dans les premières lignes des manifestants tandis que sur des kilomètres le reste du cortège attendait dans le froid. Puis commença le lent passage, au compte-gouttes, de ceux qui acceptaient de se soumettre au contrôle pour poursuivre leur marche vers Brokdorf (ils furent quelques milliers) tandis que les autres refluaient.

Vers 15 heures, les premiers incidents éclataient aux abords immédiats du site nucléaire : jets de pierres contre grenades lacrymogènes et lances à incendie, qui firent, de part et d'autre, quelques dizaines de blessés. Mais ces incidents, pour violents qu'ils aient été, n'ont engagé qu'une petite minorité de participants et ne remettent pas en cause la nature du mouvement antinucléaire ouest-allemand. Depuis la violente manifestation antimilitariste de Brême, *il y a un an*, les combats de rue entre jeunes gens et forces de l'ordre se sont multipliés dans plusieurs villes d'Allemagne fédérale, et l'on pouvait penser que le mouvement écologiste se ressentirait de cette montée de la violence. La construction de la centrale de Brokdorf avait donné lieu récemment à des affrontements, à Hambourg notamment, et les organisateurs du rassemblement de samedi, tout en recommandant le calme, ne pouvaient jurer de rien à la veille de la manifestation. La preuve est faite désormais que l'opposition au nucléaire dépasse largement la « nouvelle gauche » et les « radicaux ».

L'interdiction de la manifestation et les péripéties juridiques qui l'ont suivie (elle a été levée par le tribunal administratif du Schleswig, puis finalement rétablie tard dans la nuit de vendredi) ont paradoxalement servi les antinucléaires. Elle a été ressentie par beaucoup comme une atteinte aux libertés et a joué en faveur de la mobilisation. La police, pour sa part, assez mécontente du rôle qu'on voulait lui faire jouer, s'est en fait comportée comme si la manifestation était autorisée.

Le chancelier Schmidt en appelait, vendredi soir, « *à la raison et à la tolérance* » et condamnait ceux qui posent les problèmes en termes idéologiques. Le rassemblement de Brokdorf a, en fait, illustré la force des mouvements d'*opinion en politique*, ces *Burgerinitiativen* notamment, associations qui se constituent sur des thèmes particuliers (le logement, le nucléaire, par exemple) et représentent des groupes de pression avec lesquels les pouvoirs publics doivent désormais compter.

Ces groupes peuvent, en ce qui *concerne* le nucléaire, faire jouer en leur faveur les divisions des partis au pouvoir. Ainsi les représentants du S.P.D., dans tout le nord de la R.F.A., sont-ils entrés en rébellion ouverte contre M. Schmidt et la direction du parti derrière MM. Klose, maire de Hambourg, et Matthiesen, dirigeant social-démocrate du Schleswig-Holstein. Même opposition, mais moins virulente, au sein du parti libéral. Même opposition, enfin, au sein des syndicats, plusieurs sections s'étant clairement désolidarisées des positions prises par le D.G.B., leur confédération, en faveur de Brokdorf.

CLAIRE TRÉAN.

Autriche

PLUSIEURS CENTAINES DE « CASSEURS » ONT MANIFESTÉ DANS LE CENTRE DE VIENNE

(De notre correspondante.)

Vienne. — Plusieurs centaines de jeunes gens ont manifesté dimanche 1er mars après-midi, dans le centre de Vienne, en réclamant le droit à la liberté et à la drogue. La police, qui a surveillé pendant des heures les manifestants sans intervenir, a procédé, en fin de soirée, à des interpellations à la suite de diverses déprédations. Les manifestants, qui ont endommagé des voitures et brisé des vitrines, ont tenté, en vain, d'occuper deux maisons abandonnées au centre de la ville. Une centaine de personnes ont été appréhendées, dont plusieurs ressortissants ouest-allemands.

Le ministre autrichien de l'intérieur, M. Erwin Lanc, a déclaré que cette manifestation avait un « caractère fascisant » et a notamment protesté contre la participation de jeunes Allemands. Le maire de Vienne, M. Léopold Gratz, s'est prononcé pour l'expulsion immédiate des éléments étrangers ayant participé à la manifestation.

Selon la police, qui aurait été au courant depuis plusieurs jours d'une manifestation prévue de ce genre, les personnes interpellées n'étaient pas en mesure de préciser l'objectif de leur action et voulaient tout simplement, indique-t-on, « suivre l'exemple des jeunes manifestants de Zürich ou de Berlin ». — W. B.

Pologne

LES AUTORITÉS S'OPPOSENT A L'ENVOI DE DEUX CAMIONS DE MATÉRIEL PAR FORCE OUVRIÈRE

Les autorités polonaises refusent à Force ouvrière l'autorisation d'envoyer à Solidarité deux camions de matériel syndical. Cette opposition a été signifiée le 27 février aux représentants de F.O. qui s'étaient rendus à l'ambassade parisienne. Celle-ci ne conteste pas l'utilité d'aider Solidarité, mais, a précisé M. Bergeron, « *l'envoi de deux camions est considéré comme un acte de propagande. Ce qui en dit long sur la libéralisation des pays de l'Est. En aucun cas nous ne céderons aux pressions, même suggérées en termes diplomatiques* ». F.O., a ajouté le syndicaliste, veut avoir la certitude que le matériel parvienne à ses destinataires, et, « *s'il le faut, utilisera d'autres voies* ».

Le matériel expédié par la C.F.D.T. à l'automne dernier avait été acheminé par une entreprise de transport commerciale.

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DE L'ÉLECTION

L'annonce de la candidature de M. Giscard d'Estaing relance la campagne

(Suite de la première page.)

Les temps ont changé, les personnages ne sont plus les mêmes, et ce n'est que par « *Moi ou le désordre* » que l'on pourrait, cette fois, traduire certains propos de M. Giscard d'Estaing dans son interview au *Figaro Magazine* (1). Mais la similitude est réelle.

L'annonce de l'intervention du président de la République ne devait être faite qu'au dernier moment. Non pas tant pour entretenir un *suspense* que pour s'assurer d'une relative exclusivité. Les responsables de la campagne souhaitaient que M. Giscard d'Estaing puisse reporter sa déclaration au cas où un événement spectaculaire serait venu, soit la rendre inopportune dans l'immédiat, soit l'éclipser.

Dans les heures qui ont suivi l'annonce, l'état-major du candidat installé au 6 de la rue de Marignan, à Paris, devait entrer « officiellement » en action. Ceux des membres du gouvernement désignés pour participer à cette campagne devaient se démettre de leurs fonctions ; c'est le cas en particulier de MM. Jean-François Deniau et Jean-Philippe Lecat. (Le premier est chargé des thèmes de la campagne, le second est le porte-parole du candidat.) Dans les jours à venir — en principe dans les quarante-huit heures — après l'annonce de la candidature, les quelque quatre cents « comités de pays » mis en place depuis un mois et demi commenceront à se manifester. Les derniers détails concernant leur constitution ont été réglés au cours du week-end.

Dans le même temps vont se déclencher un certain nombre de prises de position en faveur du candidat déclaré. L'attitude qu'adopteront les ministres gaullistes sera, à cet égard, significative : M. Peyrefitte estimait, samedi sur R.T.L., qu'ils devraient soit soutenir le président en exercice, soit donner leur démission du gouvernement. Déjà, l'un d'eux, M. Legendre, a annoncé qu'il appuiera M. Giscard d'Estaing dès le premier tour. Le choix des autres ministres membres du R.P.R. ne paraît faire aucun doute. On notera toutefois que plusieurs d'entre eux ont demandé à leurs suppléants à l'Assemblée nationale de se prononcer pour M. Debré.

Il est possible que M. Giscard d'Estaing participe, le 10 mars, à l'émission « Le grand débat », sur TF 1, et d'ores et déjà on devine que la campagne du chef de l'Etat sera axée sur les grands thèmes évoqués dans l'interview du *Figaro Magazine*.

Il semble en effet que c'est pour contrebattre l'impression donnée au cours des derniers mois d'une campagne trop tournée vers les différentes catégories sociales et professionnelles que M. Giscard d'Estaing met aujourd'hui en garde les Français contre la « *tentation du désordre (...) et de la recherche des avantages particuliers* ». Ce thème était d'ailleurs repris dimanche à Chamalières par M. Jacques Blanc, qui souhaitait que les « *préoccupations catégorielles et corporatistes* » n'occultent pas la réalité.

Depuis quelque temps déjà, on sentait que le chef de l'Etat souhaitait entrer en lice et faire face à ses adversaires. Tous les acteurs sont désormais en place.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

(1) Dans l'interview publiée le 28 février par le *Figaro Magazine*, M. Giscard d'Estaing déclarait : « *Il existe des choix qui entraîneraient un désordre dans la vie quotidienne dans la vie politique, dans l'économie, dans les entreprises. La tentation consiste à s'imaginer que, dans ce désordre, telle ou telle catégorie pourrait espérer trouver un avantage particulier ou catégoriel. En un mot, voici ma conviction : si la France cède à la tentation de l'instabilité politique ou si elle prend le risque du désordre, elle est perdue !* »

De la crédibilité économique

(Suite de la première page.)

Le « choix de société » n'étant plus guère à l'ordre du jour, ce qui peut être considéré comme un ralliement du plus grand nombre à l'idée qu'il faut aménager le cadre existant plutôt que le bouleverser, a-t-on quelques chances d'avoir un vrai débat d'idées sur les thèmes de la politique économique ? Coup sur coup, les Français auront entendu M. Jacques Chirac leur proposer une nouvelle voie, M. François Mitterrand un certain nombre de mesures destinées à résorber le chômage, M. Marchais leur promettre le retour du plein emploi, tandis que de son côté le président de la République, dans une interview accordée au *Figaro Magazine*, leur exposait les idées directrices d'une doctrine où il rompt avec les tentations social-démocrates qu'il avait incontestablement eues au début de son septennat. Pour ne pas être en reste, M. Raymond Barre, dans *le Figaro* encore, vient d'écrire deux articles pour justifier sa politique, l'un sur le pouvoir d'achat et l'autre sur la priorité à donner au rétablissement de l'équilibre extérieur compromis par le choc pétrolier. Quelle impression d'ensemble tire-t-on de ces discours, de ces textes ?

Sur les deux problèmes-clés de l'inflation et du chômage, qui restent sans solution après quatre années et demie de gouvernement Barre, l'espoir d'en voir appliquer une qui soit enfin efficace s'estompe à s'en tenir aux propos des responsables et de ceux qui cherchent à occuper leur place. Pour M. Chirac, dont les propositions sont incontestablement les plus neuves — en France sinon en Amérique — la principale cause de l'inflation, c'est le chômage. Voilà un argument que les supporters les plus fervents de M. Reagan n'ont pas encore avancé. Le chômage coûte, dit M. Chirac, quelque 100 milliards de francs par an. Les indemnités versées ajoutent à la demande « *sans qu'il y ait la moindre contrepartie en matière de production de biens et de services* ». A supposer que l'inflation soit la manifestation d'on ne sait au juste quel déséquilibre entre l'offre et la demande, le raisonnement n'est qu'en apparence convaincant. Puisque M. Chirac est devenu un adepte des théoriciens de l'économie de l'offre (supply-side economics), il devrait savoir qu'aucun déficit n'est jamais capable de créer *ex nihilo* du pouvoir d'achat. L'indemnisation du chômage est rendue possible par un transfert de revenus ouvert ou occulte, de ceux qui travaillent à ceux qui sont privés d'emploi. Tout dépend de la manière dont ce transfert est organisé. Aucune dépense n'est en soi inflationniste. C'est son mode de financement qui peut l'être. Que dirait M. Chirac si on lui disait que le budget militaire, jugé par lui « *à la limite de l'insuffisance* », est une des sources de l'inflation ? Il serait en droit de répondre que tel ne serait pas le cas si les Français acceptaient de faire les sacrifices nécessaires.

M. Giscard d'Estaing, qui a toujours eu l'obsession de la modernité, se convertirait-il aux théories les plus dépassées à partir du moment où son principal adversaire de la majorité épouse les plus 'nouvelles' ? Dans l'interview déjà citée, il écrit : « *... Une querelle est inutile, celle qui consiste à savoir quel phénomène, du chômage ou de l'inflation, est la cause de l'autre : à Byzance, on se demandait déjà si les prêtres devaient ou non porter la barbe. En fait les deux éléments sont indissociables. Il est toujours possible de réduire l'un en accroissant l'autre.* » Outre le manque de rigueur du propos — ne pas confondre la cause et l'effet est la première exigence de toute recherche, — sa thèse nous ramène quinze ans en arrière, quand les économistes du monde entier croyaient dur comme fer à la vertu explicative des courbes de Phillips (1). L'expérience a prouvé surabondamment que chômage et inflation pouvaient bel et bien coexister, ce qui n'empêche pas M. Giscard d'Estaing, sans doute pour se démarquer de Mme Thatcher, d'ajouter : « *Par exemple, on pourrait réduire massivement le taux d'inflation, mais en acceptant cinq cent mille chômeurs de plus* ». Une vision aussi pessimiste des choses donnerait raison non seulement aux adversaires du libéralisme avancé mais aussi aux contempteurs les plus déterminés du capitalisme. La vérité est qu'on a vu naguère des pays connaître durablement à la fois le plein emploi et une remarquable stabilité des prix. Tel a été notamment le cas de l'Allemagne fédérale du temps... où on ne l'avait pas encore prise pour modèle. Si la R.F.A. a fini par compromettre la solidité de sa monnaie et la légendaire modération de ses prix, c'est parce qu'elle s'est convertie aux idées américaines, alors à la mode, de déficit systématique des finances publiques.

Pour M. Giscard d'Estaing, la France a choisi « *la recherche d'une solution équilibrée* », ce qui en d'autres termes signifie qu'elle espérait vaincre graduellement l'inflation comme si on pouvait sans dommage continuer à vivre pendant de longues années avec ce mal. L'échec selon lui est entièrement imputable à la hausse du pétrole intervenue à partir de 1979. Même quand il a quelques raisons de se féliciter de l'action entreprise sous son septennat, le président de la République a tendance à lui donner une portée qu'elle n'a pas. Si demain, la Pologne décidait de rétablir chez elle les mécanismes de marché, on serait en droit d'affirmer qu'il s'agit d'une réforme fondamentale. M. Giscard d'Estaing est-il justifié à affirmer qu'« *en matière économique la décision la plus importante prise depuis 1945 a consisté à décider la liberté des prix* ». Les contrôles qui existaient auparavant, tout en étant probablement inutiles, et souvent nuisibles, n'étaient pas contraignants au point de soustraire l'économie française aux lois du marché. La décision prise à la fin de l'année 1958 de rendre le franc convertible, de supprimer les indexations (rétablies depuis lors) et surtout de rompre avec un demi-siècle de protectionnisme en faisant entrer la France dans le Marché commun était certainement d'une plus grande portée.

La politique de lutte contre l'inflation et contre le chômage ayant finalement échoué, quel chemin prendre ? M. Chirac, s'il veut sauvegarder la crédibilité d'un programme qui répond en effet aux aspirations d'une fraction importante de la population, ferait bien d'avoir le courage d'en expliquer aussi les contreparties. Aux Etats-Unis, M. Reagan propose des économies budgétaires massives. Il n'hésite pas, par exemple, à réclamer une réduction d'un tiers des subventions à un organisme comme l'Eximbank, qui octroie à des conditions de faveur des crédits aux exportateurs. Rien de tel dans les propos de M. Chirac, qui d'un côté préconise une réduction massive des dépenses publiques, mais de l'autre se déclare opposé à une hausse importante des tarifs publics. Or il est bien clair que c'est dans les dépenses dites d'intervention que des économies importantes peuvent être faites. La hausse des tarifs publics est une nécessité que les plus lucides des socialistes reconnaissent eux-mêmes en privé.

Les vieux crédo

M. François Mitterrand, quant à lui, se trouve un peu dans la position qui est celle aujourd'hui des démocrates américains, attachés au vieux credo de la relance par la demande et de l'assouplissement du crédit (eux qui ont laissé monter les taux d'intérêt jusqu'à plus de 20 % !). Le premier secrétaire du P.S. y ajoute la réduction de la durée du travail en se montrant, il est vrai, très prudent, puisqu'il semble écarter une décision de la puissance publique au profit d'« *accords décentralisés* » entre partenaires sociaux. M. Mitterrand se déclare également partisan de l'embauche de quelque deux cent mille fonctionnaires, c'est-à-dire qu'il propose de faire ce que les deux gouvernements du septennat qui s'achève ont fait sans le dire. M. Chirac prend le contre-pied de cette politique de facilité, que les socialistes suédois ont naguère pratiquée sur une large échelle : ce qui n'a pas peu contribué à diminuer la compétitivité d'ensemble de l'économie. Le fondateur du R.P.R. fait aujourd'hui la promesse de n'embaucher qu'un fonctionnaire sur les deux qui prennent leur retraite.

Ce que propose avec beaucoup de précaution M. Mitterrand, M. Marchais, lui, y voit la solution miracle de tous les problèmes. Accroissement de la consommation populaire, réduction à trente-cinq heures de la durée du travail sans perte de salaire — le programme étant verrouillé par une politique de protection tous azimuts vis-à-vis de l'extérieur. Pour « produire français » les industries nationales devraient être mises à l'abri de la concurrence étrangère. De même les emplois des travailleurs français seraient protégés contre la concurrence du travail des immigrés.

Face à ces débats, où il voit sans doute maintes traces d'« *agitation politicienne* », M. Raymond Barre reste fidèle à son attitude traditionnelle. Il prend du champ par rapport aux événements du jour, pour rappeler une fois de plus aux Français pourquoi le maintien du pouvoir d'achat est déjà un objectif ambitieux. Il se fait aussi l'avocat d'une politique se donnant pour priorité le rétablissement des équilibres extérieurs. Au risque de paraître paradoxal, on est tenté de lui répondre que le déficit de la balance des paiements n'est pas ce que la France a connu de plus grave en 1980. Ce déficit n'a-t-il pas été financé, et au-delà, par des apports de capitaux extérieurs, puisque la Banque de France a pu augmenter ses réserves de quelque 30 milliards de francs ? Que demain les capitaux viennent à refluer, et on pourrait bien, comme on l'a vu plusieurs fois dans le passé, voir la balance des paiements revenir à une position moins déséquilibrée. La préoccupation de l'équilibre comptable de la balance extérieure est typiquement mercantiliste. Les relations économiques avec l'extérieur sont la résultante d'une politique globale. C'est aujourd'hui sur la lutte contre l'inflation et contre le chômage qu'un gouvernement français doit concentrer toute son attention. Le reste lui viendra de surcroît. Encore faudrait-il l'expliquer aux Français avec des arguments propres à les faire renoncer à un scepticisme bien compréhensible.

PAUL FABRA.

(1) L'économiste néo-zélandais A. W. Phillips avait établi en 1958 des courbes destinées à montrer que l'augmentation des salaires était une fonction de celle de l'emploi. Il en tira une théorie selon laquelle l'inflation est la nécessaire contrepartie d'une réduction du chômage et vice-versa.

UNE ÉLECTION CANTONALE...

FINISTÈRE : Briec (1er tour).

Inscr., 6 174 ; vot., 4 658 ; suff. expr., 4 602. MM. Pierre Nedellec, U.D.F.-C.D.S., 2 280 ; Pierre Gain, R.P.R., 1 295 ; René Petillon, P.S., 656 ; Hervé Latimier, U.D.B., 201 ; Christian Collimard, P.C., 170. *Ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Pierre Stephan (U.D.F.-C.D.S.), ancien maire de Briec, décédé en janvier, qui avait été réélu en 1976, en recueillant dès le premier tour de scrutin 3 568 voix, soit 80,41 % des suffrages exprimés, devant le candidat du P.S., M. Robert Deniel (512 voix ; 11,53 %) et le candidat du P.C., M. Marcel Tilly (357 voix, 8,04 %). Il y avait eu 5 882 inscrits, 4 558 votants et 4 437 suffrages exprimés.

M. Nedellec arrive nettement en tête du scrutin en ayant obtenu 49,54 % des suffrages exprimés, tandis que le candidat du R.P.R., en seconde position, en a recueilli 28,13 %. Par rapport à 1976, le parti socialiste, dont le candidat a obtenu 14,25 % des suffrages exprimés, enregistre un gain de 2,72 points, alors que le parti communiste, au contraire, est en baisse de 4,35 points, son candidat ne recueillant, cette fois, que 3,69 % des suffrages. Ce recul s'explique probablement par les prises de position du P.C.F. favorables à la construction de la centrale nucléaire de Plogoff. Le candidat communiste est d'ailleurs devancé par celui de l'Union démocratique bretonne (socialiste et autonomiste), qui a recueilli 4,36 % des suffrages.]

... ET DEUX MUNICIPALES

GARD : Les Angles (2e tour).

Inscr., 3 597 ; vot., 1 999 ; suff. expr., 1 893. Liste modérée, conduite par M. Pierre Barrau, 1 098 voix en moyenne, *neuf élus*. Liste du P.S., conduite par M. Régis Benoit, 777 voix en moyenne.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de neuf conseillers municipaux démissionnaires qui avaient été élus, avec six autres socialistes, en 1977, sur la liste conduite par le maire actuel, M. Emond Fabre (P.S.). Les modérés avaient, à cette époque, obtenu huit sièges au second tour de scrutin. Ils remportent, cette fois, neuf nouveaux sièges et deviennent majoritaires au conseil municipal puisqu'ils y disposent désormais de dix-sept sièges sur vingt-trois. La liste modérée était arrivée en tête au premier tour avec une moyenne de 842 voix contre 541 à celle du P.S. et 261 à celle du P.C. Il y avait eu 1 725 votants et 1 662 suffrages exprimés. La liste du P.C., conduite par M. Marc Larrive, s'était retirée entre les deux tours, mais le report des suffrages communistes ne s'est fait que médiocrement en faveur de la liste socialiste. Le maire socialiste devient donc minoritaire au sein de l'assemblée communale.]

HÉRAULT : Montagnac (1er tour).

Inscr., 2 185 ; vot., 1 523 ; suff. expr., 1 481. Liste du P.S., conduite par M. René Astruc, 842 voix en moyenne, dix *élus*. Liste du P.C., conduite par M. Aimé Agut, 623 voix en moyenne.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de neuf conseillers socialistes démissionnaires et d'un conseiller récemment décédé. Un conflit avait surgi au sein de la liste d'union de la gauche, élue en 1977, entre les socialistes et les communistes qui détiennent, avec M. André Galan, membre du conseil régional du Languedoc-Roussillon, le poste de maire, à propos du remplacement du secrétaire de mairie atteint par la limite d'âge.

Les communistes voulaient procéder à un recrutement sur titres ou sur concours. Les socialistes préconisaient, par souci de promotion sociale, la nomination d'un employé communal.

En mars 1977, la liste d'union de la gauche avait été élue en bloc, au premier tour, avec une moyenne de 1 057 voix, contre 596 à la liste d'Union républicaine (majorité). Il y avait eu 1 973 suffrages exprimés. La position des socialistes locaux sort renforcée de cette élection partielle.]

● *M. Alain Tourret*, président de la fédération M.R.G. du Calvados, trente-trois ans, avocat au barreau de Caen, a été élu, vendredi 27 février, maire de Moult (Calvados) au premier tour de scrutin. Il succède à Pierre Cingal, récemment décédé, dont il était le deuxième adjoint. La veuve de l'ancien maire a obtenu six voix sur treize. — *(Corresp.)*

Le voyage en Corse du candidat du R.P.R.

M. Chirac : « La réforme régionale est l'une de nos plus grandes priorités »

De notre correspondant

Ajaccio. — Accompagné des quatre députés R.P.R. de la Corse, M. Jacques Chirac, samedi 28 février et dimanche 1er mars, a effectué au pas de charge son quatrième voyage dans l'île depuis quatre ans. Dans chacune des huit localités visitées, la foule est venue relativement dense. Mais ceux qui s'attendaient à le voir rompre des lances contre le chef de l'Etat sont finalement restés sur leur faim : des allusions, certes, mais pas plus qu'à l'adresse de l'opposition de gauche.

A Ajaccio, devant quatre mille personnes, M. Chirac a paraphrasé Napoléon, assurant qu'il fait « *ses plans avec les rêves des Français endormis* », avant de développer son programme. Puis il a évoqué « *l'une des pièces maîtresses* » de celui-ci, la décentralisation.

Il reste absolument opposé au démembrement de l'Etat : « *Admettre par exemple l'élection au suffrage universel de l'Assemblée régionale, qui ne manquerait pas de s'ériger bientôt en Parlement provincial, c'est un projet irresponsable que je combattrait.* » Il faut en revanche décentraliser : *c'est-à-dire décharger l'Etat des contraintes de la gestion quotidienne* » et affirmer « *la nécessité d'une très profonde redistribution des compétences administratives entre l'Etat et les collectivités qui le composent* ». Ainsi cessera-t-on de voir les élus « *dépossédés du pouvoir de décision* » au profit de « *fonctionnaires sans responsabilité paralysés par un centralisme faisant remonter à Paris toute les décisions* ». En conséquence de quoi, « *la réforme régionale au sens large englobant à la fois les régions, les départements et les communes, doit être considérée par tous comme l'une de nos plus grandes priorités* ».

La région, notamment, doit devenir une « *collectivité territoriale* », tous les équipements collectifs doivent être décidés à son échelon et elle doit recevoir de l'Etat des ressources à la mesure de ses nouvelles missions. M. Chirac évalue à près de 7 milliards le montant des dépenses d'investissement civil à transférer de l'Etat aux régions sous forme d'une dotation globale d'équipement modulée selon les orientations du Plan.

Sur le mode d'élection des conseils régionaux, M. Chirac n'a apporté aucune précision nouvelle, mais ses références au projet de loi référendaire de 1969 sont assez nombreuses pour montrer qu'il est favorable à une assemblée unique composée d'élus et de sociaux professionnels telle, par exemple, que le préconisent les sept députés R.P.R. d'Alsace dans leurs propositions de loi (*le Monde* du 17 mai 1980).

A Bastia, dimanche, plus de trois mille personnes ont entendu le maire de Paris déclarer que la Corse n'a besoin d'aucune disposition institutionnelle spécifique, mais de mesures propres à son caractère insulaire. Interrogé sur l'évolution de la situation sur l'île, M. Chirac a sévèrement dénoncé la violence, soulignant que « *la loi républicaine doit être appliquée dans sa rigueur* ». Il n'est pas de ceux qui contestent la Cour de sûreté de l'Etat, « *institution légale* », mais il admet que « *la répression n'est pas en soi une réponse* ». L'Etat doit donc « *lutter contre les causes de la violence* », prendre les mesures qui peuvent la désarmer, et s'il ne le fait pas il est « *en partie responsable* ».

PAUL SILVANI.

M. PEYREFITTE : les ministres gaullistes devront choisir.

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, membre du R.P.R., a déclaré, samedi 28 février, à R.T.L. : « *Si M. Giscard d'Estaing est candidat, il faudra que la dizaine de ministres gaullistes choisissent soit de rester au gouvernement et de soutenir celui qui préside les réunions de ce gouvernement, soit de ne pas prendre parti pour le président de la République et, dans ce cas, leur démission s'impose (...). Nous nous concerterons, mais nous prendrons nos décisions individuellement et nous les annoncerons individuellement.* »

Le garde des sceaux a indiqué : « *Olivier Guichard a eu tout à fait raison de rappeler que Michel Debré ne doit pas se tromper de cible. Du reste, Michel Debré a dit lui-même que sa critique du gouvernement était moindre que la critique qu'il adresse à l'opposition, ce qui laisse entendre de quel côté il penche. J'approuve cette rectification de trajectoire que Michel Debré a été amené à faire.* »

● *M. Jacques Legendre*, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la formation professionnelle, ancien député du R.P.R. du Nord, apporte, dans un communiqué, « *son soutien résolu à M. Giscard d'Estaing dès le premier tour* », ajoutant : « *Gaulliste, je ne peux accepter la remise en cause des institutions dont M. Mitterrand est l'adversaire de toujours.* »

● *M. Marcel Fortier*, sénateur R.P.R. d'Indre-et-Loire, membre du comité national de soutien à la candidature de M. Debré, a donné sa démission du groupe R.P.R. du Sénat et demandé à y être « *apparenté* ».

LES « PARRAINAGES » DEVRONT ÊTRE ADRESSÉS AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ENTRE LE 22 MARS ET LE 7 AVRIL

Les formulaires de « parrainage » des candidats à l'élection présidentielle qui seront adressés, le jeudi 5 mars, aux parlementaires, aux maires, aux conseillers généraux, aux membres du Conseil de Paris et des Assemblées territoriales des territoires d'outre-mer (« le Monde » daté 1er et 2 mars) devront être expédiés au Conseil constitutionnel entre le 22 mars — date de parution du décret de convocation des électeurs — et le 7 avril. Toute signature renvoyée hors de ce délai sera considérée comme nulle.

Certains, parmi les candidats, qui éprouveront le plus de difficultés à réunir les cinq cents signatures nécessaires, redoutaient que des « parrains » mal informés adressent leurs formulaires dûment remplis avant le 22 mars au Conseil constitutionnel. Cette crainte est partiellement levée dans la mesure où la notice jointe au formulaire que recevra chaque élu concerné, explique clairement l'obligation qui lui est faite de respecter les délais.

PRISES DE POSITION EN FAVEUR DU MAIRE DE PARIS

● *Mme Jacqueline Nebout*, adjointe au maire de Paris, ancienne secrétaire générale du parti radical, a constitué un « *comité national radical de soutien* » à M. Jacques Chirac. Dans ce comité figurent notamment MM. Paul Robert, sénateur du Cantal ; Yann Gaillard, inspecteur des finances, conseiller général de l'Aube, et Claude Secret, membre du bureau du parti radical (le parti radical, composante de l'U.D.F., soutient M. Giscard d'Estaing). Mme Nebout affirme : « *Beaucoup de radicaux ne se reconnaissent pas dans la politique conservatrice suivie ces dernières années* ».

● *Femme-Avenir et le Centre féminin d'études et d'information*, que préside Mme Christiane Papon, « *apportera son soutien à la troisième voie proposée par M. Chirac* », au premier tour, et « *au candidat de la majorité* » au second tour.

● *Les comités de soutien* ont été constitués dans chaque département. Trente-neuf députés R.P.R. et dix sénateurs figurent notamment parmi leurs présidents. Parmi les non-parlementaires, on relève notamment les noms de M. Jacques Foccart (Val-d'Oise), ancien secrétaire général de l'Elysée pour les affaires africaines ; de l'amiral Flohic (Var), ancien aide de camp de Charles de Gaulle ; de MM. Jacques Raphaël-Leygues (Lot-et-Garonne), ancien ambassadeur, membre du Comité pour l'unité et l'indépendance de la France de M. Debré ; André Jarrot (Saône-et-Loire), ancien ministre ; Pierre Dabezies, conseiller de Paris non inscrit, et Gérard Israël, membre de l'Assemblée européenne (Paris-2e et 3e) ; René Moatti (Paris-8e), Raymond Prieur, recteur (Paris-13e), Mme Louise Weiss, député européen (Paris-16e).

● *La Convention de la gauche Ve République* a convié M. Chirac à son colloque du 21 mars, à l'hôtel Sheraton, à Paris.

● *M. Jean-Claude Delarue*, candidat écologiste à l'élection présidentielle, a lancé, samedi 28 février, à Lille, un appel aux élus pour qu'ils appuient sa candidature, celle de l'« *écologie concrète* », que M. Delarue juge « *plus forte que jamais* », alors que « *l'écologie politique est en pleine débandade* ».

PRÉSIDENTIELLE

Le congrès extraordinaire du M.R.G. confirme la candidature de M. Crépeau

M. Michel Crépeau, confirmé samedi soir 28 février par le congrès extraordinaire du M.R.G. réuni à Versailles comme candidat de ce mouvement à l'élection présidentielle, a clos dimanche matin 1er mars la Convention nationale (qui a suivi le congrès), en appelant au combat « la gauche réaliste », celle qui doit « penser juste et parler vrai ».

Le maire de La Rochelle, qui a cédé pour la durée de la campagne électorale la présidence du M.R.G. à un « directoire » composé des quatre vice-présidents (MM. Roger-Gérard Schwartzenberg, membre de l'Assemblée des Communautés européennes, François Luchaire, Jean Béranger, sénateur des Yvelines, et Jean-Michel Baylet, député de Tarn-et-Garonne), a pris la parole à l'issue d'une convention organisée « à l'américaine ». Après la projection d'un montage audiovisuel rappelant les principaux thèmes de « l'Avenir en face » (le manifeste du M.R.G., adopté par le congrès de Paris au mois de juin dernier), une cinquantaine d'élus ceints de leurs écharpes tricolores sont montés à la tribune. La salle du palais des congrès de Versailles ayant ensuite été plongée dans l'obscurité, le candidat radical de gauche, cerné par le halo rouge d'un projecteur, a fait son entrée sous les applaudissements des délégués. Manquaient toutefois à la tribune huit des dix députés du mouvement et trois des treize sénateurs hostiles au maintien de la candidature de M. Crépeau et dont la motion (« le Monde » daté 1er-2 mars) n'a recueilli samedi soir que 157 voix contre 771 voix à la motion confirmant cette candidature.

Même si M. Maurice Faure, président d'honneur du mouvement, s'est employé à dédramatiser les débats qui ont opposé parlementaires et militants en expliquant que tous les radicaux de gauche sont d'accord sur l'objectif à atteindre — faire gagner M. François Mitterrand — le congrès extraordinaire n'a pas permis d'apaiser les esprits. Les radicaux de gauche hostiles à la présence d'un des leurs au premier tour de scrutin ont obtenu l'appui de six fédérations (les Hautes-Pyrénées, le Lot, la Dordogne, la Gironde, l'Eure et la Corse-du-Sud). Ils doivent se rencontrer prochainement, officiellement pour examiner d'éventuelles modifications de la situation politique, en fait pour étudier l'opportunité de la mise sur pied d'un comité de soutien à la candidature de M. Mitterrand.

M. Didier Bariani, président du parti radical (valoisien), considère la candidature de M. Crépeau comme une « opération de division du centre gauche ». En revanche, M. Brice Lalonde, candidat du mouvement écologiste, en est satisfait, le langage de M. Crépeau est, selon lui, « proche des thèses écologistes ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Les réunions, samedi matin, du comité directeur puis, samedi après-midi, du congrès extraordinaire, ont été centrées sur deux questions auxquelles chaque camp a apporté une réponse différente. Ces deux questions sont les suivantes : comment faire gagner la gauche, donc le candidat socialiste, et, d'autre part, comment assurer la survie du mouvement.

Les opposants à la candidature de M. Crépeau, signataires de la motion « Gagner l'élection présidentielle » (1) ont expliqué dans un premier temps, comme l'a fait M. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-président du M.R.G., que « *diviser la gauche au premier tour c'est réduire ses chances de victoire* ». Dans un second temps, c'est M. François Loncle, ancien membre du secrétariat national, qui a déclaré : « *Nous n'avons pas fondé le M.R.G. pour jouer son avenir à la roulette russe. Il y a pour nous un risque majeur de marginalisation au moment même où la victoire apparaît possible.* »

Les partisans d'un retrait de M. Crépeau ont donc estimé non seulement que la candidature du président du M.R.G. peut nuire au résultat du candidat socialiste au premier tour, mais aussi qu'une participation active des radicaux de gauche à la campagne de M. Mitterrand est une meilleure garantie de pérennité pour les positions qu'occupe le M.R.G. Le plus brillant et le plus applaudi parmi les défenseurs de cette thèse a été M. Maurice Faure. « *Ce que je redoute le plus,* a expliqué le député du Lot, *c'est le résultat ; quand je vois les sondages, je dis que si nous faisons un résultat aussi faible nous aurons plus encore compromis l'avenir du parti.* » L'autre président d'honneur du mouvement, M. René Billères a affirmé qu'il « *ne prendra pas le risque d'un désaveu* » de son électorat en soutenant « *le pari* » d'une candidature à l'élection présidentielle.

Il est revenu à M. Maurice Faure de ramener le débat à ses « véritables » dimensions. « *Je n'ai constaté aucune note discordante sur notre stratégie,* a-t-il indiqué. *Personne n'a remis en cause notre appartenance fondamentale à la gauche et notre désistement au second tour pour son candidat le mieux placé.* »

De fait, M. Crépeau a expliqué sa candidature par la nécessité de « *créer enfin les conditions de la victoire de la gauche* ». Après s'être défendu d'engager « *une opération survie* », le candidat radical de gauche a rappelé que « *la gauche a échoué pendant quinze ans* » et qu'il lui faut, si elle veut l'emporter, retrouver un centre gauche « *parce que celui-ci est le point d'équilibre de la société française* ». M. Crépeau s'est déclaré convaincu qu'il peut incarner ce centre gauche et apporter ainsi à M. Mitterrand, au second tour, des électeurs « *déçus par Valéry Giscard d'Estaing mais qui restent peu enthousiastes pour ce que leur propose la gauche* ».

« L'exemple de l'immoralité et du mensonge »

Parmi les partisans de la candidature du maire de La Rochelle, c'est le maire de Bastia, M. Jean Zucarelli, qui a obtenu le plus vif succès en fustigeant les tenants du « *forfait perpétuel* » et en indiquant : « *Nos alliés (socialistes) ont trop tendance à nous considérer comme des débiteurs alors que nous sommes des créanciers.* » De son côté, M. François Luchaire a demandé aux radicaux de gauche « *de ne rien faire pendant la campagne électorale qui puisse entamer l'autorité du candidat socialiste dans le pays* ». M. Auguste Pinton, ancien sénateur, président de la fédération régionale Rhône-Alpes, a jugé qu'une candidature « *est l'occasion de sortir de l'orbite des socialistes* ».

Après la confirmation par le congrès extraordinaire de son maintien comme candidat, M. Crépeau a prononcé dimanche matin un vigoureux réquisitoire contre la politique de M. Giscard d'Estaing. Il a notamment indiqué : « *La crise que nous traversons est avant tout une crise de la politique. Une crise de la confiance qu'ont les Français en ceux qui les gouvernent. Quand s'étale au plus haut niveau de l'Etat l'exemple de l'immoralité ou, tout simplement, du mensonge, quand les atteintes à l'indépendance des juges se multiplient, quand les inégalités et les injustices sociales s'accroissent chaque jour davantage et, surtout, quand la société refuse à deux millions de Françaises et de Français, à commencer par les femmes et par les jeunes, de pouvoir travailler, alors il y a une crise profonde de l'Etat qui exige que l'on change les responsables de cet Etat au sommet et que l'on change aussi l'Etat lui-même accaparé par une technocratie et paralysé par la bureaucratie (...) C'est à la jeunesse que je veux d'abord m'adresser, car c'est d'abord pour elle qu'il convient de créer le changement. C'est pour elle qu'il faut faire gagner la gauche, une gauche qui ne soit plus celle des dogmes sclérosants, de l'étatisme paralysant.* » M. Crépeau a conclu : « *Il n'y a pas de fatalité en politique, il n'y a besoin que de lucidité, de vérité et de courage. C'est pourquoi j'appelle au combat la gauche réaliste, celle qui se doit, au nom du peuple français, de penser juste et de parler vrai. Ensemble, nous allons partir à la bataille, car c'est là que sont les véritables et les seules chances de la gauche et de la France.* »

∴

Président du Mouvement des radicaux de gauche depuis mai 1978, M. Michel Crépeau est né le 30 octobre 1930 à Fontenay-le-Comte (Vendée). Avocat à La Rochelle, il a été élu conseiller municipal et maire de cette ville en 1971.

M. Crépeau, conseiller général de la Charente-Maritime depuis 1967, a été élu député de la première circonscription de ce département en mars 1973 et réélu en mars 1978. Président de la fédération régionale Poitou-Charente du M.R.G. en 1971, M. Crépeau a occupé le poste de vice-président du mouvement de 1976 à 1978, avant d'être porté à la présidence.

M. Crépeau se flatte de ses origines provinciales et d'une action qui, à la tête de la municipalité de La Rochelle, a largement contribué à sa réputation dans tout le pays. « Je suis un provincial et j'en suis fier », a-t-il dit lundi 2 mars sur France-Inter.

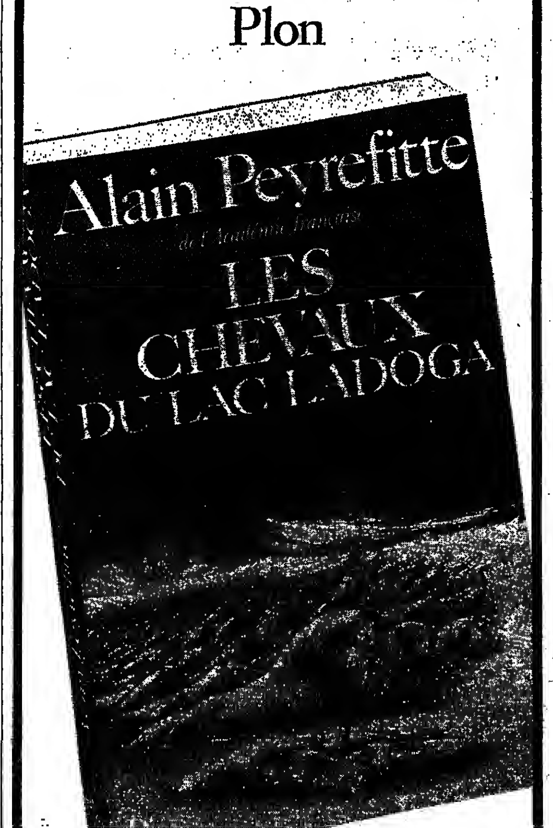
(1) Il s'agit de MM. François Abadie, député des Hautes-Pyrénées, René Billères, sénateur des Hautes-Pyrénées, Alain Bonnet, député de la Dordogne, Emile Didier, sénateur des Hautes-Alpes, Jean-Pierre Defontaine, député du Pas-de-Calais, Maurice Faure, député du Lot, Paul Guilbaud, président du conseil général de l'Eure, Paul Duraffour, député de Saône-et-Loire, Robert Honde, conseiller général de Manosque, Raymond Julien, député de la Gironde, Pierre Lelandais, conseiller général de l'Orne, François Loncle, membre du comité directeur, Philippe Lamirault, conseiller général d'Eure-et-Loir, François Massot, député des Alpes-de-Haute-Provence, Hubert Peyou, sénateur des Hautes-Pyrénées, Roger-Gérard Schwartzenberg et Jean Rigal, député de l'Aveyron.

● *M. Georges Sarre*, membre du comité directeur du P.S., a déclaré, dimanche 1er mars, que la candidature de M. Michel Crépeau à la présidence de la République lui paraît « *incompréhensible* », car « *l'enjeu est d'une telle importance que tout doit être fait pour lutter contre la division et assurer la victoire commune* ».

● *A Blois, un journaliste malmené par le P.C.* — Un incident s'est déroulé samedi 28 février après-midi à Blois (Loir-et-Cher) au cours d'une manifestation du P.C.F. Un reporter photographe de *Loir-et-Cher Hebdo*, le journal de M. Henri Giscard d'Estaing, a été pris à partie par le secrétaire fédéral du P.C.F., M. Pierre Sabourin, puis quelque peu malmené par plusieurs manifestants, qui l'ont contraint physiquement de quitter le lieu de la manifestation, allant le déposer *manu militari* devant les grilles de la préfecture en lui disant : « *Retourne dans ta maison.* ». Les rédactions des deux quotidiens régionaux, *la Nouvelle République du Centre-Ouest* et *la République du Centre* ont vigoureusement protesté contre l'emploi de telles méthodes. — *(Corresp.)*.

● *Le groupement des rédacteurs* en chef de la presse quotidienne de province, que préside M. Jules Clauwaert, directeur de *Nord-Eclair*, estime que l'apparition de nouveaux médias doit conduire le législateur à élaborer une nouvelle loi-cadre sur la liberté de la presse et de l'information. Réunis le samedi 28 février à Paris. Les rédacteurs en chef ont rappelé « *qu'ils n'ont cessé d'exprimer leur souci de voir le problème de la télématique prendre sa véritable dimension qui est politique* », précise un communiqué diffusé à l'issue de la réunion.





Le Monde

société

L'avocate de Philippe Maurice a commencé une grève de la faim

Mᵉ Brigitte Hemmerlin, avocat de Philippe Maurice, inculpée de complicité de tentative d'assassinat et de tentative d'évasion avec violence (*le Monde* du 28 février), a fait savoir à son défenseur, Mᵉ Thierry Fagart, qu'elle observait depuis son incarcération une grève de la faim « *pour protester contre la manière dont ont été menés ses interrogatoires dans les locaux de la brigade criminelle, contre les informations mensongères et contre les attaques dont elle a fait l'objet dans la presse* ».

Déjà, Mᵉ Fagart avait protesté contre l'attitude de la police pendant la garde à vue de sa cliente. Selon lui « *les services de police ont, de manière évidente, violé le secret de l'information en rendant publique l'enquête dont ils avaient la charge* ».

De son côté, M. Pierre Marcilhacy, ancien sénateur (non inscrit) de la Charente, a déclaré : « *Si l'avocat a le droit et même, dans une certaine mesure, le devoir de se placer au point de vue de son client, de prendre en charge fictivement la faute qui lui est reprochée pour l'assister dans sa défense, il sort de son rôle quand il prend la même position pour des faits, des délits ou des crimes postérieurs à la condamnation* ».

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) « *ne saurait tolérer qu'après la suspicion, l'opprobre et le discrédit soient jetés sur une profession tout entière au motif qu'un membre de cette profession a, semble-t-il, gravement transgressé les règles de son ordre en confondant défense et complicité. Tous les jours, des centaines d'avocats exercent la défense des plus faibles dans l'indépendance et la dignité* ».

La F.N.U.J.A. rappelle aussi son attachement à la présomption d'innocence, « *principe constitutionnel absolu* », et s'étonne que le garde des sceaux ait fait allusion à l'ex-avocate de Jacques Mesrine, Mme Christiane Giletti, comme à une coupable alors même que l'instruction n'est pas terminée.

Au contraire, la Fédération justice Force ouvrière « *a appris sans surprise* » l'inculpation de Mme Giletti pour « *connivence à évasion par fourniture d'instruments ou transmission d'armes* ». Elle proteste « *contre une certaine immunité qu'on pourrait trop volontiers concéder à un quelconque membre de telle ou telle corporation quand un crime est commis, alors que d'autres subissent aussitôt le traitement réservé à de véritables coupables* ». Les personnels pénitentiaires « *en aucun cas ne pourraient accepter d'être considérés comme des boucs émissaires privilégiés quand la faute ou l'erreur seraient imputables à d'autres qu'eux* ».

● *Mᵉ Thierry Lévy*, estimant qu'une citation raccourcie et des guillemets mal placés dans l'article sur "affaire Philippe Maurice (*le Monde* du 27 février) ont dénaturé ses propos, nous a fait la mise au point suivante : « *Les coups de feu tirés par Philippe Maurice n'ont pas fini de rendre service aux partisans de la peine de mort. C'est à eux qu'ils profitent. Par conséquent si, ce dont je continue de douter, mon confrère Brigitte Hemmerlin a été mêlée d'une manière ou d'une autre à cette affaire, c'est nécessairement à l'insu des conséquences de son geste. Dans ce cas, ce geste serait effectivement absurde, mais je n'ai pas dit qu'il serait criminel, à moins, ce qui demeure possible, qu'il ne vienne pas d'elle.* »

● *L'état de santé de M. Jacques Bouvier*, quarante-deux ans, le surveillant de la prison de Fresnes blessé de deux balles par le condamné à mort Philippe Maurice, est en très nette amélioration apprend-on, ce lundi 2 mars, à l'Assistance publique. M. Bouvier devrait pouvoir quitter le service de réanimation de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil (Val-de-Marne), le mardi 3 mars.

Le cigare masqué

Les usagers du métro parisien ont pu remarquer, ces jours derniers, à leur grand étonnement, l'apparition inopinée, sur les affiches du film *Une sale affaire*, d'Alain Bonnot, apposées sur les couloirs, d'un carré noir occultant la main droite du comédien Victor Lanoux.

Cette main vite cachée adressait-elle un geste obscène au chaland ? Braquait-elle sur lui une arme prohibée ? Brandissait-elle quelque photo pornographique ? Non : l'acteur tient entre le majeur et l'index un... cigare, d'un calibre au demeurant bien raisonnable.

La société Métrobus, qui assure la régie des panneaux d'affichage de la R.A.T.P., a décidé, pour se conformer à la loi antitabac de 1976 (*le Monde* daté 13-14 juin 1976), *d'escamoter* l'objet litigieux sur celles des affiches — cent cinquante au total — destinées aux panneaux des couloirs, en y faisant apposer — à ses frais — un carré noir autocollant. Pour les deux cents affiches mises en place qui se composent chacune de qui se composent chacune de huit morceaux juxtaposés, on a pu respecter la loi en faisant réimprimer celui des huit éléments où figurait le cigare proscrit.

A Métrobus, on craint autant qu'on les déplore les tracasseries qu'engendre à tout moment cette « guerre à la fumée ». Comme le dit l'un des responsables de la société, « *non seulement la cigarette, la pipe ou le cigare sont strictement* » in- « *terdits de séjour* », *mais la vue d'un simple briquet ou d'un modeste cendrier nous ferait vite rappeler à l'ordre !* ».

Pourtant, fait-il observer, la photo utilisée pour cette affiche, et où le cigare suspect est nettement visible, paraît chaque jour dans la presse. Pourtant, des motos et des voitures de course françaises se produisent sur les circuits de France et de Navarre avec, peint en grosses lettres sur leurs flancs, le nom d'un cigarette bien de chez nous. Et le comité de défense de la langue française, qui traque le franglais partout où il se cache, et s'oppose, par exemple, à ce que l'appellation *shopping center* figure sur une affiche destinée au métro et aux autobus, a fermé les yeux quand la SEITA a lancé, tout récemment, deux nouvelles marques de cigarettes, baptisées respectivement *News* et *Gauloises-Blue way*...

De quoi fumer d'indignation.

J.-M. D.-S.

En Corse

Le F.L.N.C. revendique l'attentat qui a détruit la quasi-totalité d'un village de vacances des P.T.T.

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a revendiqué, dimanche 1ᵉʳ mars, l'attentat à l'explosif qui a détruit, dans la nuit du 27 au 28 février, la plus grande partie d'un village de vacances des P.T.T., en cours d'achèvement, au bord de l'étang de Biguglia, à 15 kilomètres au sud de Bastia (Haute-Corse).

Cet attentat est considéré comme l'un des plus importants, par ses conséquences matérielles, commis dans l'île. Ses auteurs ont utilisé une centaine de kilos d'explosif agricole, répartis en trente-trois charges reliées entre elles par 100 mètres de cordeau détonant, et complétés par une dizaine de bouteilles de gaz domestique.

L'explosion de cet ensemble a détruit totalement quatre-vingt-sept des quatre-vingt-treize bungalows qui composaient le village. Les enquêteurs devaient découvrir dans les six pavillons épargnés des charges de dynamite qui n'avaient pas explosé. Les dégâts sont estimés à une dizaine de millions de francs.

L'attentat a causé en Corse une vive émotion. Le syndicat C.G.T. de Haute-Corse estime « *pour le moins mal venu que l'on s'en prenne à des bâtiments qui allaient permettre à des postiers de bénéficier de vacances à des prix plus abordables* ».

A Paris, M. Pierre Ribes, secrétaire d'État aux P.T.T., a parlé du « *caractère odieux* » de l'attentat.

Le village de vacances de Biguglia devait ouvrir ses portes le 16 juin. La construction avait commencé en janvier 1980 sur un terrain de 7 hectares acquis par Vacances P.T.T., association nationale dont le siège est à Bourg-en-Bresse (Ain) et qui est une émanation de l'ensemble des comités départementaux des œuvres sociales des P.T.T. La réalisation du village avait été confiée à un promoteur, M. Dulbecco, qui devait ensuite vendre à Vacances P.T.T. l'ensemble des habitations pour une somme d'environ 20 millions de francs.

Pauvres de toujours et pauvres d'aujourd'hui

(Suite de la première page.)

Le père d'Elisabeth, quarante-six ans, est en longue maladie : alcoolisme. Il travaillait, comme manœuvre, sur des chantiers. La mère, quarante-cinq ans, treize maternités, s'est mise à boire, elle aussi. Tous deux effectuent régulièrement des séjours en hôpital psychiatrique. L'alcoolisme, considéré aujourd'hui comme une maladie, est rarement la source de la pauvreté, c'est presque toujours la résultante. Dans ce climat, Elisabeth a tout de même fréquenté un collège d'enseignement technique jusqu'à l'âge de seize ans, mais elle n'a pas réussi son C.A.P. de sténo-dactylo. « *La sténo, c'était trop dur pour moi* », dit-elle. Elle voudrait trouver un emploi de vendeuse, qu'elle a peu de chances d'obtenir, étant donné son grave défaut d'élocution. Pour l'instant, elle fait le ménage de bureaux, deux heures chaque soir, pour 15 F de l'heure.

Comme Elisabeth, Francis est inscrit à l'agence locale pour l'emploi et dans toutes les entreprises de travail temporaire d'Epinal, dont ils font régulièrement le tour. Comme elle, il n'a jamais perçu d'allocations de chômage : depuis sa sortie du service militaire, en juillet 1979, il n'a jamais travaillé trois mois d'affilée. Aujourd'hui, il distribue, dans les boîtes aux lettres de la ville, des prospectus publicitaires. Cela ne lui procure que cinq heures de travail par semaine, réparties le mercredi et le jeudi, et payées 15 F de l'heure. De temps à autre, il exerce « au noir » dans le bâtiment : l'employeur lui donne 300 F de la main à la main, « pour sa semaine ». A eux deux, Elisabeth et Francis, habillés par le vestiaire paroissial du Secours catholique, ont à peine 1.500 F de ressources mensuelles.

Ils voudraient quitter le logis familial, où le garçon a été recueilli. Comment s'installer, payer un loyer, prendre le départ de la vie ? Majeurs, ils n'intéressent plus les services de l'aide sociale à l'enfance. Jeunes sans qualification, ils n'intéressent pas les employeurs, sinon pour des travaux précaires. Chômeurs, ils n'intéressent ni les syndicats ni les partis politiques. Célibataires et jeunes, ils n'intéressent pas les bureaux d'aide sociale. Il leur reste une solution : faire des enfants, pour percevoir des allocations, pour « toucher le million » à la troisième naissance. Des enfants qui leur seront un jour retirés. Ils auront formé une nouvelle famille du quart-monde, qui, à son tour... La pauvreté est-elle un héritage ?

Ni lire, ni écrire

« *On devrait pouvoir porter plainte contre l'État* », dit, en parlant de « son » peuple, le Père Joseph Wrésinski. Le courroux du fondateur du mouvement Aide à toute détresse-quart-monde (1), qui a lancé depuis trois ans une campagne contre l'illettrisme, est principalement dirigé contre l'éducation. En 1981, ils seront encore plusieurs dizaines de milliers de jeunes Français à sortir, à seize ans, des classes pré-professionnelles de niveau ou des sections d'éducation spécialisées, sans même posséder la maîtrise de la lecture et de l'écriture. On a, au cours de cette enquête à Paris et en province, rencontré trop de jeunes — Français, on insiste — incapables de lire une petite annonce ou de rédiger une lettre de demande d'emploi. Un handicap insurmontable, en 1981, pour trouver un travail un tant soit peu qualifié. Alors, comme leurs parents, ils installeront des tréteaux sur les marchés, ils nettoieront les wagons de chemin de fer et les hôpitaux, ils videront des poulets à la chaîne, ils feront de la récupération de métaux. Ils connaîtront la prison, l'asile de nuit et l'asile tout court. La « *racaille* », dit le bon peuple.

« *De toute façon, toi, tu n'arriveras jamais à rien* » : des enseignants s'adressent encore ainsi à leurs fonds de classe. « *Ils sont ridiculisés dès l'école* », dit Francine, militante d'A.T.D.-quart-monde. « *Une anecdote récente : cette institutrice était chargée, ce jour-là, de vérifier si les enfants n'avaient pas de poux. C'est bien sûr Sylvie, fille de nomades, qui a été inspectée, sous les rires de la classe. Par bonheur, elle n'avait pas de poux. Mais c'est peut-être cela le vrai racisme : le racisme anti-pauvre. On n'est pas raciste à l'égard d'un médecin marocain ou d'un avocat ivoirien.* »

A bord de sa camionnette, le Père Valet, aumônier régional d'Auvergne, tient à nous montrer la distance qui sépare le terrain où la municipalité (socialiste) de Clermont-Ferrand a relégué ce groupe d'« Alsaciens », de l'école la plus proche : quatre kilomètres. Et, bien entendu, il n'y a pas de ramassage scolaire. Alors, à l'aube du troisième millénaire, dont on nous rebat les oreilles, les parents attellent encore, quand il fait mauvais temps, le cheval à la carriole pour conduire les gosses à l'école. Pas tous les jours. Et, durant la bonne saison, les enfants font, aller et retour, le chemin à pied. Pas tous les jours. Mais qui s'en inquiète ?

Ici, on appelle « Alsaciens » — ils sont environ quatre mille en Auvergne, qu'on traitait naguère encore de « boches », avec leurs yeux bleus et leurs cheveux blonds — les descendants de ceux qui ont fui leur région pendant la guerre de 1870-1871. Voilà plus d'un siècle qu'ils se sont installés, d'abord au cœur de Clermont-Ferrand. Ils n'ont jamais été intégrés et ils sont de plus en plus rejetés, physiquement et moralement sur des terrains non équipés, à la périphérie des agglomérations. Ils sont ouvriers agricoles, ferrailleurs, ils ont construit là des baraques en dur ou en tôle ondulée, certains vivent — on les a vus — dans des carcasses de camions.

A Randan, autre municipalité socialiste du Puy-de-Dôme, des familles gitanes, de nationalité française, sédentarisées depuis des années, ont été également écartées à quatre kilomètres d'un établissement scolaire, sans ramassage des enfants, qui peuplent pourtant le tiers de l'école communale. Les retards scolaires s'accumulent, évidemment, et, dit le Père Valet, « *plus on les éloigne, plus la délinquance grandit* ». Les aînés peuplent aujourd'hui la prison de Riom.

Délaissés au fond de la classe, les enfants du quart-monde sont mis au ban de la société. « *Nous sommes un pays qui a toujours tendance à sélectionner* », avait reconnu M. Jacques Legendre, secrétaire d'État auprès du premier ministre, en présentant le plan quinquennal de formation professionnelle, qui doit remplacer les pactes pour l'emploi. En 1985, assure le gouvernement, plus aucun jeune n'arrivera sur le marché du travail sans une véritable qualification professionnelle. Un pari audacieux, quand, un siècle après Jules Ferry, de jeunes Français ne savent toujours pas lire et écrire. « *L'éducation nationale ne se sent pas responsable de ces enfants-là*, dit le Père Wresinski. *Sinon, elle mettrait à leur disposition les meilleurs enseignants et les moyens les plus sophistiqués, car ce sont eux qui en ont le plus besoin. Or, on les dirige dans des impasses scolaires, dans ce que les familles nomment elles-mêmes des* « *classes de fous* », *où on considère effectivement les gosses comme des demeurés.* »

Les fantasmes du fonctionnaire

Pauvreté culturelle, pauvreté matérielle. Aux côtés de la population du quart-monde, dont l'identité est aujourd'hui reconnue, viennent à présent se ranger, en escouades de plus en plus serrées, non seulement les catégories « traditionnelles », si l'on ose dire, de gens défavorisés (personnes âgées sans ressources, certains handicapés adultes, travailleurs immigrés), mais aussi d'autres groupes sociaux, qui ne frappaient pas, il y a quelques années encore, aux portes des organismes d'aide et qui ont basculé dans le camp de la misère, par centaines de milliers : chômeurs de longue durée, femmes seules avec enfants à charge, jeunes sur le chemin de la clochardisation — on ne parle pas ici du clochard « professionnel ». Pauvres de toujours et nouveaux pauvres.

Dans toutes les régions de France, les bureaux ou les centres communaux d'aide ou d'action sociale et des organisations humanitaires comme le Secours catholique, le Secours populaire français, les Petits Frères des pauvres ou l'Armée du Salut font état, surtout depuis 1978, d'une dramatique montée des appels de détresse. De vraie détresse. A Paris, le Secours catholique a reçu neuf mille huit cent vingt-sept sollicitations, concernant environ vingt-cinq mille cinq cents personnes, en 1980, contre six mille cinq cent quatre-vingt-seize, touchant environ seize mille cinq cents personnes, en 1979 (+ 49 %). La crise de l'emploi, bien sûr, qui, après les lacunes de l'éducation révèle les ratés de l'administration.

« ...*En attente, depuis trois mois et demi, des premières indemnités de chômage... Cas suivant : en attente, depuis quatre mois et demi, d'une pension de réversion... Cas suivant : retard de six mois dans le paiement des allocations familiales... Cas suivant : n'a pas perçu des allocations de logement depuis cinq mois... Cas suivant : attend, depuis huit mois une pension d'invalidité* » à la « commission des cas » — la bien-nommée — du Secours catholique de Paris, c'est, deux fois par semaine, la même litanie. Dans une étude non exhaustive mais fouillée, portant sur deux cent quarante-trois dossiers, le même organisme constate que 51 % des gens qui se sont adressés à lui l'ont fait essentiellement parce qu'ils n'avaient pas touché à temps les prestations auxquelles ils ont droit.

Un droit, pas une faveur. Le rapport Oheix s'attaquerait, sans autres ménagements que ceux de style... administratif, à cette source-là de la pauvreté : les déficiences des services de paiement. Trop de dossiers sont bloqués pour des broutilles, sont suspendus dès qu'un grain de sable fait faire un pâté à la plume d'un fonctionnaire ; trop de personnes défavorisées sont convoquées, deux fois, trois fois, pour une pièce manquante et sans intérêt. Tatillonne, méfiante — l'ayant droit est souvent considéré comme un fraudeur en puissance — l'administration française manque incontestablement de souplesse. « *Le système social français est quasi parfait*, nous dit avec humour M. Gabriel Oheix, *si vous satisfaites les fantasmes du fonctionnaire moyen.* »

Qu'une anicroche survienne — il suffit de changer de région, de profession ou de situation de famille — et la vie administrative de votre dossier s'arrête pour plusieurs mois. Quand ce n'est pas le service public lui-même qui égare des pièces ou qui a maille à partir avec l'ordinateur. Et si l'on cumule les handicaps — chômage, maladie, incapacité intellectuelle, etc. — comme c'est souvent le cas des gens pauvres, il faut se résigner, attendre le bon vouloir. Comme, pendant ce temps-là, il faut bien continuer à vivre, c'est l'endettement, le non-paiement du loyer, les coupures de gaz et d'électricité, la réduction des dépenses de nourriture, le recours aux organisations charitables. En proposant des solutions pour payer les prestations, non seulement à temps, mais encore sur les « *droits supposés* », le rapport remis au président de la République suggérerait une petite révolution.

MICHEL CASTAING.

(1) A.T.D.-quart monde, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye, publie une intéressante revue, *Igloos*, qui fait notamment part de l'action et des recherches des travailleurs volontaires du mouvement en milieu sous-prolétarien. Abonnement d'un an : 40 F. Abonnement de soutien : 100 F.

Prochain article :

DE LA SALLE COMMUNE AU BLOCKHAUS

Alcoolisme, chômage, suicide trilogie de la détresse bretonne

De notre correspondant

Rennes. — Vingt mille personnes, soit 10 % de la population rennaise, ont été reçues, en 1980, au centre communal d'action sociale. Dans les communes rurales bretonnes comme dans les villes moyennes de la région, « *Il y a de plus en plus de pauvres, et les pauvres sont de plus en plus jeunes* », constatent les responsables du Secours catholique. En trois ans, le nombre des moins de trente ans touchés par la misère a triplé. En six ans (décembre 1974-décembre 1980), le flot des chômeurs a plus que doublé en Bretagne, passant de 36 253 à 81 379. 50 % ont moins de vingt-cinq ans. Trois mille neuf cents personnes, âgées de plus de cinquante ans, sont sans emploi depuis plus de deux ans. A Rennes, près d'un millier de chômeurs sont arrivés en fin de droits à indemnisation au cours de l'année 1980. Au moins 15 % d'entre eux connaissent aujourd'hui l'indigence la plus totale.

Veuve depuis trois ans et demi, cette femme de quarante-huit ans dispose de 400 F par mois pour vivre, dans l'attente d'une pension de réversion. Sans aucune ressource, cette jeune bachelière de vingt ans vit de l'hospitalité de ses amis. Avec un seul SMIC pour quatre personnes, cet ouvrier nettoyeur a dû demander un secours pour payer les frais d'obsèques de son fils de cinq ans décédé l'an dernier.

Deux enfants et bientôt un troisième, cette famille d'un ouvrier couvreur, dont l'employeur ne paie pas les heures supplémentaires, a 8 francs par jour et par personne pour se nourrir, se vêtir et se soigner. Dix-huit mois de retard de loyer pour ce petit boulanger de cinquante-huit ans, que la transformation de sa rue en voie rapide a conduit au chômage. Un mari en invalidité pour cause d'alcoolisme, un garçon apprenti sans salaire, une fille au chômage, cette mère de famille ne peut rembourser les 1 700 francs empruntés à des voisins pour éviter la prison à sa fille qui, après avoir perdu son emploi, avait émis des chèques sans provision.

Les dossiers s'amplient devant les commissions d'attribution des secours. Dans de nombreux cas, des aides officielles interviendront, mais les délais sont longs et il faut bien se nourrir, ne serait-ce qu'une fois par jour. Les listes d'attente se gonflent dans les offices H.L.M. : le tiers des mille cinq cents demandes de F 2 en suspens à l'office municipal H.L.M. de Rennes concerne des cas sociaux.

Un père alcoolique en invalidité, neuf enfants de six à vingt-deux ans, soit onze personnes sans ressources dans ce petit cinq pièces : presque tous les enfants sont connus des services de police pour des affaires de vol. « *Comment éviter la délinquance avec un budget nul ?* », interroge un éducateur. Alcoolisme : le mot revient souvent en Bretagne, région de France la plus touchée par cette maladie, cause et conséquence de multiples détresses.

Mariée pendant trente ans à un alcoolique qui n'a jamais ramené d'argent à la maison, cette femme de cinquante-cinq ans vient d'obtenir le divorce. Pour élever ses trois enfants, elle n'a disposé que des allocations familiales et d'un petit lopin de terre qu'elle cultivait seule. Elle a attendu que le plus jeune ait atteint sa majorité et trouvé un emploi pour engager une procédure.

Quotidiennement battue par un mari alcoolique, cette femme de cinquante ans a sacrifié sa vie à la misère pour ne pas perdre l'unique « *réussite* » de son existence : une petite maisonnette perdue dans la campagne et dépourvue de tout confort. A Rennes, le foyer de la Brocéliande (refuge pour femmes battues) enregistre chaque jour quatre demandes d'admission. « *C'était ça ou la cour d'assises* », dit une jeune femme de trente ans, mère de trois enfants, qui a fui les coups journaliers (1).

Du marin sans embarquement à l'ouvrier agricole, du handicapé au détenu libéré, de la femme seule au chômeur oublié, la pauvreté commence — fait nouveau — à se voir en plein jour. « *On n'a jamais autant demandé de restes de viande pour des animaux* », remarque un boucher. A Rennes, on recense aujourd'hui quelque quatre cents clochards : moyenne d'âge, trente ans... Une montée de la misère qui conduit parfois à l'irréparable. C'est en Bretagne que le taux de suicides est le plus élevé, deux fois plus que dans le sud de la France ou dans la région parisienne. A Rennes, de quarante par an ces dernières années, le nombre de suicides constatés par les services de police est passé à soixante en 1980. Trois cents tentatives ont été officiellement dénombrées en 1980, soit trois fois plus que la moyenne des cinq dernières années.

CHRISTIAN TUAL.

(1) Voir *le Monde-Dimanche* daté 14-15 octobre 1979.

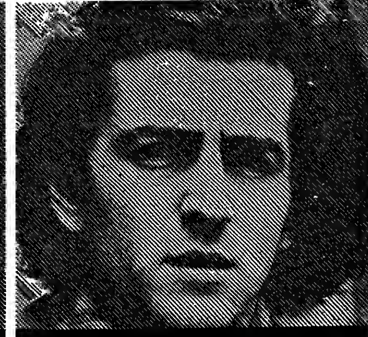
هكذا من الأصل


Kissinger a choisi l'Express pour révéler en première exclusivité son livre "A la Maison Blanche".

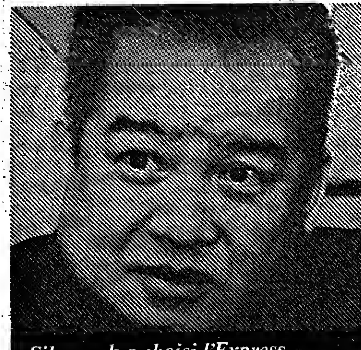

Mitterrand a choisi l'Express pour révéler en exclusivité son livre "Ici et maintenant".


Soljenistsyne a choisi l'Express pour révéler en exclusivité son livre "L'Archipel du Goulag".


De Closets a choisi l'Express pour révéler en exclusivité son livre "Le système E.P.M.".


B.H. Levy a choisi l'Express pour révéler en exclusivité son livre "L'Idéologie française".


Maire a choisi l'Express pour parler en exclusivité des rapports entre la C.G.T. et la C.F.D.T.


Sihanouk a choisi l'Express pour parler en exclusivité de ses mémoires.


Glucksman a choisi l'Express pour parler en exclusivité des boats-people.


Rabin a choisi l'Express pour révéler en exclusivité son livre "Chronique de guerre et d'espoir".

Ces hommes ont choisi l'Express pour y publier en première exclusivité des extraits de leur livre ou pour y prendre la parole sans nulle entrave. Ainsi de tous les horizons, de toutes les disciplines, des hommes choisissent l'Express pour s'exprimer librement. Des hommes dont le pouvoir, les découvertes ou la protestation peuvent changer nos idées, nos opinions ou notre vie. Chaque semaine, l'Express donne à ceux qui le lisent les moyens de savoir, de comprendre et d'agir.

L'EXPRESS

Alice

JUSTICE

LES RICHES HEURES DU TRIBUNAL DES FORCES ARMÉES

« Vous n'avez pas agi en vrai soldat »

Dans son box, Joël Dubois baisse la tête avec une humilité de circonstance. Il n'est pas vraiment impressionné, simplement poli, et préférerait sans doute se trouver ailleurs. « Vous n'avez pas agi en vrai soldat », lui dit le commissaire du gouvernement. Le garçon paraît en convenir. Il laisse passer l'orage oratoire, où il est question des « contraintes déjà fort modestes des appelés du contingent », de l'honneur de servir et de la nécessité, pour un pays républicain, d'entretenir une armée de citoyens.

Joël renifle, bouche ouverte, un peu hagard, et époussette la manche d'un uniforme qui a l'air d'avoir été taillé pour un autre. Il ose un regard en biais vers ses juges, pour se soulager de la pesanteur du réquisitoire. Le président, un magistrat aux cheveux blancs, doit avoir entendu souvent ces considérations amères sur le service national. Il ne regarde rien ni personne, n'exprime aucun sentiment particulier, à la différence du juge militaire, à sa gauche, un officier de l'armée de terre qui fait des yeux terribles. « Ce soldat était un élément peu intéressant », poursuit le commissaire du gouvernement.

Après-midi d'audience au tribunal permanent des forces armées (T.P.F.A.) de Paris. Les rumeurs de la caserne Reuilly, toute proche, parviennent jusqu'aux fenêtres de la salle d'audience. *Les échos de la vie de garnison*, des bruits de moteur, se mêlent à la fureur du réquisitoire.

On juge ici en famille, en cercle restreint, devant une rangée de gardes républicains et une poignée d'inculpés venus sans leur famille. Les avocats, souvent commis d'office, prennent connaissance de leur dossier avant d'attendre leur tour sur le banc de la défense. Les affaires sont simples, banales, visiblement sans grand intérêt pour le tribunal — deux magistrats civils, deux officiers et un sous-officier — pour les greffiers militaires et les gendarmes qui font crisser leurs grosses semelles sur le parquet. Les quinze prévenus, appelés du contingent ou engagés volontaires, sont accusés de « désertion à l'intérieur en temps de paix ». Ils ont tous quitté leur caserne à l'occasion d'une permission et ont tenté de se faire oublier, ne serait-ce que quelques semaines.

Joël Dubois, lui, s'est échappé au début de l'été. Sa désertion avait un goût de vacances. Deux mois de balades avec ses copains restés dans la vie civile. L'angoisse des représailles, sur la fin des beaux jours, et un piteux retour sur le conseil des gendarmes, avec l'automne. Il n'avait pas de raison précise de déserter. Pas de raison valable, s'entend. Aucun de ces jeunes gens de vingt ans n'exprime une critique philosophique ou politique de l'armée ou du service militaire. « *Je n'aimais pas ça* », donnent-ils pour *toute réponse, en évitant* de regarder l'officier aux yeux implacables de sévérité.

Les déserteurs sont de jeunes ouvriers, des chômeurs incertains happés par leurs obligations militaires entre l'apprentissage, le centre de formation et le premier emploi. Ils expliquent que leur mère était malade, que leurs parents avaient besoin de leur salaire, que leur petite amie était enceinte... L'armée fait mine de les croire.

Coquetterie

L'armée, visiblement, cherche à se débarrasser de ces « *mauvais soldats* ». Elle les traite en cas sociaux. En inaptes à 100 % que les conseils de révision n'avaient pas su déceler à temps. Les peines, cet après-midi-là, couvrent les détentions provisoires subies en garnison ou en prison. Les déserteurs, qui ont souvent été réformés entre-temps, « *dans l'intérêt de l'armée française* » comme le dit M. Petisné, le commissaire du gouvernement, sont libres à la nuit tombée. Ils s'esquivent, pressés d'en finir, sans saluer, ce qui *fait de la* peine à l'officier supérieur de la cour.

Nouvel après-midi d'audience au T.P.F.A. de Paris. Le buste de Marianne, au-dessus du tribunal, siège toujours entre deux ventilateurs muraux. On a changé de composition. Les juges de l'armée de l'air entendent cette fois des prévenus de leur arme. Avant que ne commence cette séance de justice militaire, le commissaire du gouvernement a passé en revue le piquet de gardes républicains qui lui présentaient les armes. Un autre lot de déserteurs, de « *temps de paix* », et un ancien caporal, secrétaire-comptable de son escadron, surpris en flagrant délit de vol de portefeuille. « *Vous étiez en coquetterie avec l'honnêteté* », lui dit joliment M. Petisné.

Le tribunal se montre plus sévère avec lui qu'avec les fugueurs irrévérencieux. L'ancien caporal est condamné à treize mois d'emprisonnement « *pour avoir jeté le discrédit sur l'armée française* ». Les déserteurs, eux, en sont quittes pour une condamnation avec sursis et les réprimandes du commissaire du gouvernement. Un rocker, avec « banane » et boucles d'oreilles, parvient même à émouvoir le ministère public en justifiant son absence au corps par le chantage au suicide dont le menaçait sa fiancée. L'armée n'a que faire de ces histoires-là.

Ces heures de justice militaire s'écoulent lentement, au rythme d'une affaire par quart d'heure, sans que se manifeste cette répression aveugle que dénoncent les antimilitaristes. Le gendarme qui commande l'ouverture électrique de la porte de fer du T.P.F.A. regrette ce « laxisme ». De son temps, bien sûr, les déserteurs passaient un plus mauvais quart d'heure. Il ne comprend pas que le tribunal qu'il sert n'ait plus qu'une fonction d'écrémage.

Il se réconforte en pensant que demain un « *déserteur politique* », Thierry Caradec, sera jugé à son tour par ce même tribunal. Le cours des choses et la monotonie des audiences devraient s'en trouver modifiés : l'armée va pouvoir opposer sa force tranquille et ses certitudes à ces insensés qui voudraient se passer du bruit des armes.

Le lendemain pourtant, le T.P.F.A. de Paris fait montre de la même souplesse apparente. Des gendarmes plus nombreux, fouillent les amis de Thierry Caradec et les conduisent, au compte-gouttes, vers la petite salle d'audience. Des tracts, des dossiers de presse, sont distribués par le comité de soutien. Thierry, un garçon barbu, âgé de vingt ans, en cheveux longs et gros pull de laine, a été arrêté alors qu'il distribuait des tracts après sa désertion. Il avait été incorporé le 1er *août 1979 par devancement* d'appel et n'était pas rentré de permission six mois plus tard.

Le tribunal retrouve, deux heures durant, le style des bonnes années de contestation de l'institution militaire. Rien n'y manque : ni le témoignage d'un vieux *militant de l'Union pacifiste de* France, qui rêve d'« *un peuple faisant une déclaration de paix au monde entier* », ni le représentant du Syndicat national des journalistes (S.N.J.), qui vient dire à la barre que la presse française perd ses libertés — ce qui pousse M. le président à faire remarquer que ce n'est pas le sujet des débats, ni encore l'audition d'un ancien déserteur, qui... refuse de répondre aux questions.

Juge et partie

Non, rien n'y manque. Me Jean-Jacques de Félice refait, pour la dixième, pour la vingtième fois peut-être, une démonstration irrecevable dans cette enceinte, mais qu'il prend toujours plaisir à développer. « *Je demande*, dit cet avocat connu pour ses convictions antimilitaristes, *la suppression de votre tribunal anachronique qui rend des décisions arbitraires et illégales* ». Il rappelle ce que l'on sait déjà, que les T.P.F.A. sont à la fois juge et partie : trois des cinq juges sont des militaires désignés par une hiérarchie qui garde par ailleurs la maîtrise des poursuites. Il précise encore qu'on condamne ici des déserteurs en oubliant de dire que 20 % des appelés échappent à tout service militaire.

Thierry Caradec refuse, lui aussi, de répondre aux questions. Il entend se réserver le droit d'une déclaration finale bien sentie. Ses *amis* veulent le seconder dans l'explication de fond. On jette, comme pour faire mal, des phrases cent fois entendues. « *L'armée, c'est le crime institutionnalisé !* » Les gendarmes s'empourprent. Un moment fort pourtant dans cette copie conforme de contestation : le témoignage du père de Thierry Caradec, ancien engagé volontaire qui quitta l'armée après la mort de son frère tué en Algérie par son meilleur ami. « *Les deux patrouilles d'un même poste se trouvaient face à face en pleine nuit, sans mot de passe* », explique-t-il.

Les « témoins »

Le militant antimilitariste de cette semaine de justice militaire sera, à peine plus sévèrement *puni* que les déserteurs solitaires et sans épopée qui l'ont précédé dans le box : Thierry Caradec sera condamné à huit mois de prison, peine inférieure à la sanction de treize à quinze mois d'emprisonnement requise par le commissaire du gouvernement. Une peine moins lourde en tout cas que la condamnation, à deux ans de prison, infligée en quelques minutes et dans l'indifférence générale à un témoin de Jéhovah.

Eric Prot avait refusé à la fois le port de l'uniforme et le statut d'objecteur de conscience pour des raisons religieuses. Il avait été arrêté à son incorporation. Il avait attendu cet inévitable procès en prison. « *Je suis au service du Créateur* », avait-il dit dans un souffle. « *Moi, je ne connais pas le créateur* », avait répondu le commissaire du gouvernement. « *La France est de tradition républicaine et laïque. Moi, je crois en la patrie. Quand elle est en danger, il est du devoir de tous les citoyens de la défendre.* » Pour cette divergence d'opinion, parce que les témoins de Jéhovah refusent de prendre les armes contre leur prochain, même en temps de paix, et que l'armée ne plaisante pas sur le chapitre de la laïcité, des dizaines, des centaines de jeunes gens continuent de passer deux années de leur vie — le tarif est toujours le même — dans les prisons françaises. Aucun ne proteste jamais.

PHILIPPE BOGGIO.

LES ÉVADÉS DE FLEURY-MÉROGIS SONT REPÉRÉS EN BELGIQUE

Deux hommes, dont l'un a été identifié comme étant Gérard Dupré, l'un des deux évadés de la prison de Fleury-Mérogis, ont blessé lundi 2 mars, vers 18 h. 30, à Mouscron (Belgique), deux gendarmes belges qui patrouillaient à la frontière franco-belge.

Les deux malfaiteurs qui circulent à bord d'une voiture R 16 verte, du type même de celle qui attendait les évadés le vendredi 27 février sur le terrain de sport proche de la porte d'Orléans où les avait déposés l'hélicoptère utilisé pour l'évasion, se sont emparés d'un pistolet-mitrailleur après avoir gardé un moment en otage un autre gendarme belge qu'ils devaient abandonner près de Dottignies à une dizaine de kilomètres de Mouscron.

C'est ce gendarme à qui ont été présentées des photographies des évadés qui a reconnu sur celle de Gérard Dupré l'un de ses deux agresseurs. Ses deux collègues blessés sont l'un dans un état grave, l'autre plus légèrement atteint.

Les recherches ont été aussitôt engagées et des barrages établis dans toute la zone frontalière.

RELIGION

● *Mgr Diaz-Merchan, archevêque d'Oviedo*, dans les Asturies, vient d'être élu président de la conférence épiscopale espagnole. Agé de cinquante-cinq ans, ce prélat qui s'est distingué par ses initiatives en faveur du monde ouvrier succède au cardinal Vicente Tarancon, archevêque de Madrid, dont le mandat était arrivé à terme.

Faits et jugements

Pompier amoureux et pyromane.

Toulon. — La cour d'assises du Var, à Draguignan, a condamné jeudi 26 février, un pompier de trente-trois ans, pour incendie volontaire. Robert Hammadi appartenait depuis 1971 au corps des sapeurs-pompiers de Paris. Divorcé, père d'un enfant, cet élément de valeur fut envoyé en renfort à l'unité de la protection *civile de Brignoles*, notamment à la fin de juillet 1979. Trois jours après son arrivée Robert Hammadi rencontre Micheline, dont il tombe amoureux au point de vouloir se remarier avec elle. Puis la situation se dégrade : le 17 août, le pompier a un petit accident sans importance avec la voiture de son amie. Il n'ose pas le lui avouer, alors il boit un peu pour se donner du courage.

Suffisamment tout de même pour qu'une prise de sang effectuée lors de son arrestation fasse apparaître la présence de 1,93 gramme d'alcool dans le sang. La discussion s'envenime puis Micheline emmène son ami en voiture, mais l'abandonne sur le bord de la route. Désemparé, refusant l'idée de la rupture, Robert Hammadi met le feu en bordure de route, espérant que ce nouvel incendie retardera son départ proche et lui permettra de reconquérir *sa fiancée. Fort heureusement* les pompiers se trouvaient vite alertés et le feu ne détruisit que 1 000 mètres carrés de fourrés.

Il sera arrêté le soir même. Il a été condamné à trois ans de prison ferme. — *(Corresp.)*

Un cafetier qui avait tué un Tunisien ivre est acquitté.

La cour d'assises du Var a acquitté, le vendredi 27 février, M. Claude Brezzo, quarante ans, gérant de l'Auberge des Chasseurs, à Bagnols-en-Forêt (Var), qui avait abattu, le 1er octobre 1978, un consommateur tunisien, M. Amar Bel Hadj, âgé de vingt-six ans. Ce dernier, qui avait absorbé trop d'alcool, avait refusé *de payer une tournée. Une dispute* avait alors éclaté. M. Bel Hadj avait tenté de lancer un tabouret contre le cafetier, tandis que l'ami qui l'accompagnait frappait le zinc avec une matraque. M. Brezzo était monté chez lui. Il en était revenu avec un fusil qu'il avait pointé vers Amar Bel Hadj. Un coup, mortel, était parti. « *Je ne savais pas que le fusil était chargé*, a déclaré M. Brezzo à l'audience. *Le coup est parti tout seul.* » — *(Corresp.)*

● *Condamnation de grévistes chez Renault Véhicules Industriels à Lyon.* — La cour d'appel de Lyon a condamné, le 26 février, des grévistes de Renault Véhicules Industriels, poursuivis pour avoir manifesté en envahissant les voies de la gare de Perrache à Lyon, à 100 francs d'amende chacun, plus un total de 200 francs de dommages-intérêts à la S.N.C.F. Ces amendes représentent à peu près la valeur des billets de quai dont les manifestants avaient omis de se munir.

● *L'affaire de l'ambassade d'Irak : précision.* — Après la décision de non-lieu rendue dans l'affaire de la fusillade de l'ambassade d'Irak à Paris, au cours de laquelle un inspecteur de police, M. Jacques Capela, avait été tué, Mme Quintreau, sœur de M. Capela, nous prie de préciser que, contrairement à ce que nous avions écrit dans nos dernières éditions du 27 février, elle n'a reçu aucune réparation financière de la part de l'ambassade.



ÉDUCATION

Un entretien avec M. Christian Beullac

« Nous voulons intégrer l'orientation professionnelle dans l'enseignement »

L'orientation scolaire est souvent synonyme d'échec. C'est, du moins, ainsi qu'elle est le plus souvent ressentie par les élèves « orientés » et par leurs parents.

Cette situation ne découle pas seulement d'une procédure d'orientation contestable mais de l'organisation de tout le système éducatif.

Un rapport officiel, remis par M. Jouvin, conseiller d'Etat, aux ministres de l'éducation et du travail, souligne cette réalité (« le Monde » du 17 janvier). M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, y répond dans « le Monde de l'éducation » du mois de mars. L'orientation explique-t-il ne doit pas être le fait des seuls spécialistes : parents et enseignants sont partie prenante. L'orientation, d'autre part, doit avoir sa place dans l'emploi du temps.

Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits de l'interview du « Monde de l'éducation » qui publie d'autre part une enquête sur l'école catholique.

« *L'orientation scolaire, notamment en cinquième et troisième, provoque beaucoup de frustrations parmi les parents. Les deux rapports rédigés à votre demande par MM. Fnere et Jouvin le confirment : l'orientation est subie, non choisie. Comment l'éviter ?*

— Longtemps, l'école n'a eu aucune responsabilité explicite dans l'orientation professionnelle. Elle n'a commencé à s'en préoccuper vraiment qu'avec la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans, donc il y a environ quinze ans. Quinze ans, c'est peu pour mettre au point un système d'orientation.

« Ce qu'il faut éviter, avant tout, et les deux rapports le confirment, c'est l'orientation par l'échec. Certaines orientations sont ressenties comme un échec surtout parce qu'elles *correspondent* à des métiers jugés moins nobles que d'autres, essentiellement parce qu'ils font appel au travail manuel. La lutte pour la revalorisation du travail manuel, l'éducation manuelle et technique dans les collèges, les options technologiques en quatrième, les stages de professeurs en entreprise afin qu'ils ne valorisent pas l'enseignement général *a priori* et qu'ils prennent conscience de la richesse de la technique, les classes de seconde « spéciales », les premières « d'adaptation », l'ouverture des grandes écoles aux bacheliers techniques, tout cela va dans le même sens : qu'il n'y ait pas de voie d'échec. Que nous puissions orienter des jeunes vers l'enseignement technique, parce que c'est une voie de réussite. Il n'y a pas de métier qui corresponde à un échec, mais il y a *des métiers qui correspondent* à des possibilités diverses.

» L'orientation ne peut être le fait de l'école seule. Elle doit être le résultat d'une collaboration entre les enfants — concernés au premier chef — les parents — qui sont responsables d'eux — et l'école.

— *Mais comment améliorer le système pour que cette collaboration puisse se faire ?*

— Une des idées du rapport Jouvin, et que je reprends, c'est que l'orientation n'est pas une affaire de spécialistes. Aujourd'hui, les professeurs sont tentés de se transformer en spécialistes de l'enseignement et de ne plus être des éducateurs à part entière. Au moment où l'industrie abandonne la parcellisation des tâches, les écoles ont des spécialistes de l'enseignement, ce sont les professeurs ; *des spécialistes de l'éducation*, les conseillers d'éducation ; des spécialistes de la documentation, de l'orientation... On dissèque l'acte éducatif en petits morceaux. C'est regrettable.

» Nous allons nous attacher à ce que les professeurs eux-mêmes participent à l'orientation, même s'ils doivent, en cas de besoin, faire appel à des spécialistes, car ils ne peuvent être spécialistes en tout.

» D'autre part — et c'est une autre idée du rapport Jouvin — l'orientation doit être continue. Il ne faut pas attendre la fin de *la troisième, ou de la cinquième*. Il faut qu'on s'en préoccupe dès la sixième ou la quatrième, que peu à peu pénètre dans l'enseignement cette idée qu'il faut se préparer à effectuer des choix. Nous voulons intégrer la dimension de l'orientation professionnelle dans l'enseignement.

» Les programmes des collèges déjà comportent un certain nombre d'éléments qui peuvent y contribuer, parce qu'un de leurs axes, c'est l'ouverture sur la vie. Nous allons demander à l'inspection générale de les recenser de façon précise, pour montrer aux professeurs qu'en faisant leur classe et leur programme de français, d'histoire ou de sciences expérimentales, par exemple, ils peuvent contribuer à alerter les élèves, à les éveiller à l'idée de leur orientation, et les inciter à rechercher l'information à ce sujet.

— *Les deux rapports proposent de donner une place spécifique à la préparation à l'orientation dans l'emploi du temps des élèves...*

— Le problème, c'est de lui faire une place sans changer l'organisation des programmes. Si l'on fait de la préparation à l'orientation une nouvelle discipline, il faut lui trouver sa place, ce qui n'est pas évident ; d'autre part, les parents se plaindront que les élèves sont surchargés...

« Ce que nous nous proposons plutôt de faire, c'est de dégager dans l'emploi du temps des élèves une « *plage* » consacrée à des initiatives de toute sorte liées à l'orientation. Dans ce cadre pourront intervenir les professeurs principaux, les conseillers d'orientation, des intervenants extérieurs, des industriels, etc. Le chef d'établissement sera responsable de l'organisation de cette « période », en tant que responsable de l'orientation des élèves de son établissement. Cela commencera dès la sixième. On prévoit dix heures dans l'année en sixième, vingt heures en cinquième, dix heures en quatrième, pour arriver à trente en troisième — c'est-à-*dire* à peu près une heure par semaine pour cette classe.

« Dès la rentrée 1981, nous allons essayer de mettre en place cette heure en troisième, au moins de multiplier les expériences — il s'en fait déjà dans certains établissements — en dégageant des moyens pour rémunérer les intervenants, extérieurs ou non.

— *La procédure d'orientation tend aussi à restreindre le choix. Ainsi, à l'issue de la troisième, si on s'en tient à la lettre, les possibilités d'appel sont très limitées...*

— La nouvelle seconde va déjà supprimer une partie des difficultés. Celles-ci subsisteront pour l'orientation vers le technique court. Mais on se heurte à deux contraintes : la carte scolaire et l'emploi. On ne peut ouvrir toutes les sections de B.E.P. sanitaire et social demandées, par exemple, car leurs titulaires ne trouveraient pas d'emploi. Il faut aussi tenir compte de l'évolution technologique... On peut limiter les frustrations, mais on ne peut obtenir une adéquation totale aux vœux des jeunes.

— *Près de cent cinquante mille jeunes quittent encore l'école sans formation professionnelle et avec une formation générale insuffisante. Comment réduire ce nombre ?*

— En fait, les chiffres sont inférieurs. En 1980, quatre-vingt-quinze mille élèves seulement se sont présentés sur le marché du travail sans formation professionnelle et avec une formation inférieure au niveau de la troisième. Mais il est vrai que ce nombre est encore trop élevé.

« Développer la formation dans les L.E.P. »

» Il faut d'abord développer la formation professionnelle dans les L.E.P. Mais il faut qu'il y ait moins de jeunes qui abandonnent leurs études en cours de formation : on en compte aujourd'hui soixante mille environ. Un des objectifs fondamentaux de l'« éducation concertée », c'est-à-dire des stages éducatifs des élèves des lycées d'enseignement professionnel dans les entreprises, c'est d'inciter les élèves à achever leurs études. En même temps, pour remédier à certaines difficultés matérielles, on maintient les bourses aux élèves contraints de redoubler, et on va augmenter de 50 % la prime de premier équipement versée aux boursiers de première année à la rentrée prochaine. L'objectif est, en cinq ans, de réduire de moitié le « taux d'abandon », qui est aujourd'hui de 15 % chaque année.

— *On constate que le niveau scolaire des élèves en sixième est très hétérogène. Faut-il, comme certains enseignants le réclament, être plus strict sur l'admission en sixième ?*

— Avec la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans et l'accueil de tous les élèves au collège dans les mêmes classes, la fin de l'école primaire n'est plus un terme. Il faut qu'en amont, elle donne à tous les bases indispensables, et qu'on s'assure que ces bases sont bien acquises, comme le prévoient les nouveaux programmes du cycle moyen. Il y a eu aussi une tendance excessive au « spontanéisme » au cours des dix dernières années, avec les meilleures intentions du monde. Il faut impérativement réduire l'hétérogénéité des élèves entrant en sixième.

» Mais en aval, au collège, tout doit être fait pour adapter la pédagogie aux élèves. Quoi qu'on fasse, ceux-ci présenteront toujours des niveaux de connaissance et de savoir-faire différents : les *périodes d'acquisition ne coïncident* pas forcément avec le calendrier civil. Au cours des années qui viennent, il va falloir imaginer des solutions novatrices adaptées à cette personnalisation de la pédagogie. »

Propos recueillis par
JEAN-MICHEL CROISSANDEAU
et GUY HERZLICH.

ÉDUCATION

M. ANDRÉ HENRY AU « CLUB DE LA PRESSE »

« Il faut démultiplier les classes pour qu'il n'y ait pas plus d'un tiers d'enfants immigrés »

M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, était, dimanche 1er mars, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1. « *Il est exclu*, a-t-il déclaré, à propos de l'élection présidentielle, *que la FEN se prononce pour tel ou tel candidat* ». Mais, en publiant son « projet d'éducation », elle demandera à ses adhérents « *de mettre leurs actes de citoyens en accord avec leur engagement syndical* ». « *Nos adhérents*, a rappelé M. Henry, *sont, dans leur immense majorité, d'esprit et de cœur socialistes* ».

Interrogé sur la campagne du P.C. sur la drogue et la réaction des enseignants communistes de la FEN, M. André Henry a affirmé : « *Nous nous réjouissons quand un parti politique prend en compte, lui aussi, (...) ce problème de la drogue. Nous estimons qu'il faut être impitoyable avec les trafiquants de drogue quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent. Mais ce que nous n'acceptons pas, et ce que la masse des adhérents de la FEN n'accepte pas, ce sont les méthodes utilisées. Si l'on connaît effectivement de gros bonnets, il faut le dire et que la justice et la police fassent leur travail. Mais autre chose est de s'en prendre, en faisant appel aux plus bas instincts démagogiques, aux plus bas instincts de la population qui existent, hélas, encore trop souvent, à des réactions racistes en utilisant un travailleur marocain.*

» *C'est cet acte que nous avons condamné, tout comme l'utilisation des bulldozers à Vitry. Là encore, il y a un vrai problème : celui de la concentration des immigrés. Il ne faut pas le nier, mais c'est la méthode que nous ne pouvons pas accepter qui est quand même très irritante (...).*

» *Il est clair que toute la FEN, unanimement, je ne veux pas en douter, condamne les dénonciations individuelles* ».

« Nous sommes hostiles à la notion de quota systématique »

Pour ce qui concerne la présence des enfants de travailleurs immigrés, il faut, a expliqué le secrétaire général de la FEN « *démultiplier les classes, faire en sorte qu'il n'y ait pas plus* d'un *quart, peut-être, d'un tiers* d'en*fants de travailleurs immigrés parce qu'il est humainement impossible de faire classe puisque ces jeunes ne parlent pas la langue.*

» *Par contre, nous sommes hostiles à la notion de quota systématique, car ce serait là une forme de racisme tout à fait intolérable. Quota à l'école : pourquoi pas dans les colonies de vacances, dans les centres de loisirs, dans les trains, dans les services de la poste ?*

» *Nous demandons au gouvernement, et au ministre de l'éducation nationale en particulier, de considérer dans son ensemble le phénomène de l'immigration, de telle sorte que soit assurée l'éducation des jeunes enfants non coupés des racines culturelles ; la formation continue des adultes pour permettre, s'ils le souhaitent le retour au pays, et des conditions de travail telles que les enseignants puissent faire face à leur mission.* »

A propos de l'école jugée dans son ensemble, M. André Henry s'est déclaré « *convaincu que dans les dix ans qui viennent, l'une des réformes ou l'un des aspects les plus rénovateurs du service public d'éducation et de formation tiendra dans la conception mutuelle du rôle des parents et des enseignants. Il faut que les enseignants et les parents se perçoivent mutuellement comme coacteurs de l'éducation si l'on veut que les enfants se sentent bien, si l'on veut que les jeunes trouvent dans l'école un milieu qui va leur donner plus de chances. Il faudra, pour cela, que l'école s'adapte. Pendant un siècle, nous avons gardé des structures trop élitistes. On a parié de démocratisation de l'enseignement, on n'a guère fait que le manifier (...) et on a instauré ainsi la pire des sélections dans un pays qui prétend n'en pas avoir : la sélection par l'échec et par l'inégalité socio-culturelle.* »

LE MAIRE SOCIALISTE DE PONTAULT-COMBAULT DÉNONCE LES CONSÉQUENCES DES FERMETURES DE CLASSES SUR LA SCOLARISATION DES ENFANTS ÉTRANGERS.

M. Jacques Heuclin, maire socialiste de Pontault-Combault (Seine-et-Marne), a adressé, le 26 février, au ministre de l'éducation une lettre ouverte dans laquelle il lui fait part d'une « agression » contre la ville qu'il dirige, et ajoute :

» *Un récent courrier de l'inspecteur d'académie de Seine-et-Marne nous informe qu'au titre de l'élaboration de la carte scolaire du premier degré, des classes vont être fermées dans cette ville de Pontault-Combault.*

» *Lorsque l'on sait que l'évolution démographique rapide a pour conséquence des classes surchargées, dont certaines comportent jusqu'à 25 %, voire même 30 %, d'enfants immigrés, ne maîtrisant pas le français, on ne peut que rester atterré devant ces décisions de fermetures de classes décidées par des technocrates « guichardiens » faisant totalement abstraction des réalités locales.*

» *Il est inadmissible que dans des groupes scolaires comme ceux de Granet, Pajot, Leclerc, qui regroupent en primaire mille cinq cents enfants scolarisés, dont près de quatre cents enfants d'immigrés, on décrète la fermeture de trois classes, alors que certaines d'entre elles accueillent plus de 30 % d'immigrés. Et ce n'est pas l'ouverture parcimonieuse de classes d'adaptation qui résoudra le problème de fond auquel nous nous trouvons confrontés.*

» *C'est un véritable cri d'alarme que lance la ville de Pontault - Combault. Comment donner des chances égales à tous, dans de telles conditions ? Comment imaginer que les professeurs puissent participer à l'effort pédagogique nécessaire ? Tout ceci est hypocrite ! Tout ceci est lâche !*

» *C'est une forme de racisme, rampante, sournoise et qui n'honore pas ceux qui la pratiquent.* »

Douze propositions de la FEN pour prévenir la violence dans les établissements scolaires

« *Les personnels d'éducation en ont assez d'être des boucs émissaires permanents* », a déclaré, vendredi 27 février, le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, M. André Henry, le jour même où étaient remises au premier ministre et au ministre de l'éducation les douze propositions de la FEN pour prévenir la violence dans les établissements scolaires.

Ces douze propositions, présentées par M. René Crozet, secrétaire national de la FEN, chargé de la jeunesse, s'articulent, d'une part, autour de l'aménagement de l'espace scolaire et, d'autre part, autour des conditions de travail des élèves et de tout le personnel éducatif. La FEN demande notamment le *dédoublement* des établissements trop « gros » afin qu'aucune école élémentaire n'ait plus de deux cent cinquante élèves, aucun collège plus de six cents et aucun lycée plus de huit cents.

Quant à l'aménagement des locaux, la FEN demande la création dans tous les établissements de « *salles de rencontre, de dialogue entre élèves, personnel d'éducation et parents d'élèves* » ou de « *salles d'activités culturelles* ». Elle souhaite la généralisation des « *centres de documentation et d'information (C.D.I.)* » et des « *foyers de loisirs* ». La FEN demande qu'à chaque classe ou section de second degré (collèges et lycées) soit attribué un local spécifique pour que chaque communauté éducative de base « *puisse s'enraciner dans un lieu qui lui soit propre* ». Elle demande, enfin, l'aménagement des cantines pour faciliter l'autodiscipline.

Pour ce qui concerne les conditions de travail, la FEN réclame une « *augmentation sensible* » du nombre des agents et des personnels non enseignants. Elle demande en particulier la création d'une « *équipe médicale, sanitaire et sociale* » dans tout établissement de plus de trois cents élèves. Elle suggère aussi le recours à des petits cars pour les transports scolaires afin de multiplier les passages et de réduire les parcours.

Pour améliorer l'animation des élèves en dehors de la classe, la FEN propose la redéfinition des missions des personnels de surveillance et l'accroissement de leurs effectifs : « *Au moins un conseiller ou conseiller principal d'éducation par établissement et un surveillant - animateur pour cent élèves dans tous les établissements* ». Elle suggère aussi l'introduction d'activités culturelles de création pour les élèves, « *animées conjointement par les enseignants dans le cadre de leur horaire normal de service, par les conseillers, les conseillers principaux d'éducation, surveillants, autres personnels d'éducation et intervenants extérieurs sollicités par l'équipe éducative* ». Enfin, la FEN rappelle son exigence d'un enseignement « *d'éducation civique* » tout au long de la scolarité.

MÉDECINE

Le développement sanitaire de l'Afrique noire est confié aux États-Unis

(Suite de la première page.)

On ne pourra pas reprocher aux Américains de cacher leurs intentions. On ne pourra pas non plus parler d'une rivalité néo-coloniale : l'initiative est française, les voies de la pénétration culturelle et industrielle de l'Afrique noire par le biais médical sont largement ouvertes... par la France. C'est M. Valéry Giscard d'Estaing lui-même qui, au sommet franco-africain de Paris, en mai 1976, avait lancé, pour reprendre ses propres termes, « *une grande initiative, hardie et généreuse* », à savoir un « *fonds exceptionnel de promotion de l'Afrique* », qui devait financer des actions précises de développement, notamment des opérations de désenclavement des pays dépourvus de façade maritime. Il s'agissait, avait dit le président de la République, de créer à cet effet « *des États industrialisés qui ont des liens historiques avec l'Afrique, auxquels pourraient se joindre les États-Unis d'Amérique* ». Il y a là, avait aussitôt déclaré M. Henry Kissinger devant le Congrès américain, « *une initiative extrêmement précieuse* ». Pourtant, l'idée avait semblé, pendant deux ans, quelque peu mise en sommeil. Elle avait resurgi au second sommet africain de Paris, en mai 1978, puis en décembre 1979 sous une nouvelle forme : six pays (Belgique, Canada, États-Unis, France, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni) mettraient en commun leurs efforts pour réaliser des actions *de* développement en Afrique noire. Se trouvait ainsi constituée, sur l'initiative de la France, l'ACDA, qui se proposait notamment de réaliser, pouvait-on lire dans le communiqué commun, « *des projets de caractère régional liés, par exemple, au désenclavement des ressources agricoles ou aux conséquences des calamités naturelles telles que la sécheresse ou les maladies tropicales* ».

Au terme de négociations fructueuses avaient été mis au point des plans concrets de développement régional qui ne pouvaient qu'emporter l'adhésion des planificateurs occidentaux et africains.

Les programmes précis dont il s'agit *(voir encadré)* sont de grande envergure : aménagement du fleuve Sénégal confié à la France ; remise en état des liaisons ferroviaires Zimbabwe-Mozambique dévolue à la Grande-Bretagne, par exemple. On conçoit que, pour des projets d'une telle ampleur, une action concertée et harmonisée soit nécessaire, l'objectif ayant été clairement défini.

En revanche, le dernier point du programme soulève, par son vague extrême et son ampleur, des problèmes de première importance. On lit, en effet, dans le télégramme diplomatique français, que ce qui est confié aux États-Unis n'est rien moins que l'« *amélioration* de *la santé publique* » en Afrique. L'objectif est si peu précis qu'on aurait pu imaginer que cette disposition reste lettre morte. Il n'en est rien : les projets conçus à Washington, après la signature de cet accord, sont d'une ampleur et d'une précision extrêmes, comme en témoigne un texte de vingt pages intitulé, par les experts américains, « Document conceptuel ». Ce document a été présenté, en novembre dernier, par la délégation américaine à l'ensemble des membres de l'ACDA, lors d'une réunion tenue à Paris au ministère des affaires étrangères, sous la présidence de M. Dennis Conroy, directeur des affaires africaines à l'U.S.-AID.

Quarante-sept pays

On y lit, en effet, que la zone intéressée compte quarante-sept pays, 340 millions d'habitants, et que douze millions d'enfants y naissent chaque année, dont quatre millions mourront avant l'âge de cinq ans. Aussi, ajoute le texte américain, les États-Unis ont-ils l'intention de diriger un très vaste programme action sanitaire, dont les agents exécutifs seront l'U.S.-AID et le C.D.C. (Center for Desease Control) d'Atlanta, l'une des plus grandes institutions mondiales d'études sur les maladies infectieuses.

Le commencement du projet, lit-on encore dans le document, est prévu pour le début de 1981. Des équipes américaines se sont rendues dans un certain nombre de pays africains (1) et ont financé des « *activités de brève durée, chacune dotée de 500 000 dollars* ». Le programme fixé pour les années 1981-1985, et pour lequel le Congrès américain a accordé 35 millions de dollars, comporte :

● Des actions de formation de personnel sanitaire. Quatre mille deux cents cadres supérieurs et intermédiaires seront formés. Ils seront aussi informés sur les exigences qu'impose la « chaîne du froid » pour la conservation des vaccins.

● Des actions destinées à rassembler les données épidémiologiques, et surtout à permettre une meilleure planification des programmes de santé dans dix-neuf pays. Il s'agira, entre autres « *de mettre sur pied et de réviser les plans nationaux d'application du programme élargi de vaccinations* » définis par l'O.M.S. (Organisation mondiale de la santé) pour les enfants et qui portent sur six maladies : tuberculose, diphtérie, tétanos, coqueluche, rougeole, poliomyélite. (Le prochain « *Monde de la Médecine* » sera consacré à ce problème).

● Un développement de la recherche appliquée dans dix à quinze pays. A cet effet, le « projet » financera les coûts de personnel, de produits et de matériels nécessaires. Il s'agira notamment de faire progresser des études sur le terrain, d'expérimenter de nouveaux vaccins et de nouveaux médicaments.

● La diffusion de matériels pédagogiques sur la santé dans au moins vingt pays.

Tout cela, lit-on encore dans le document, exigera que l'ensemble des institutions qui œuvrent déjà dans le domaine de la santé en Afrique (O.M.S., UNICEF, coopérations bilatérales, Banque mondiale, etc.) coordonnent l'ensemble de leurs actions et « *instaurent d'étroites relations de travail* » dans l'esprit suivant : « *Le C.D.C. (Atlanta) a été retenu pour assurer l'exécution du projet patronné par l'U.S.-AID (...) en raison des aptitudes manifestes de cet organisme (...) et des connaissances techniques de son personnel.* » D'ailleurs, « *un directeur du projet et un agent technique de l'U.S.-AID seront désignés par le bureau pour l'Afrique de l'AID (Washington). Le directeur du projet servira de principal agent de liaison entre l'AID, le C.D.C. et les autres donateurs.* »

Réduire le taux d'accroissement de la population

Restent les implications du programme, dont les années 1981-1985 représentent la phase initiale et dont la durée totale est indéterminée. Déjà, d'ici à 1985, 50 % de la population-cible (les jeunes enfants) devraient être vaccinés contre les maladies définies par l'O.M.S. Aussi s'ensuivra-t-il « *un accroissement de la population* » dont les effets seront « *défavorables* » : il faudra donc « *prendre en considération les problèmes liés au régime foncier, les questions concernant la production alimentaire, la sécurité des approvisionnements vivriers ainsi que les stratégies et les possibilités élargies concernant l'emploi* ». Par conséquent, conclut le document, il faudra « *réduire le taux d'accroissement de la population et intensifier la production vivrière* » au cours des vingt prochaines années.

Quelles peuvent être, pour les pays d'Afrique noire, pour la France et pour les États-Unis les répercussions d'un tel accord ? Pour les pays africains, l'idée pouvait paraître, de prime abord, relativement séduisante dans la mesure où elle impliquait des injections de fonds qui leur sont grandement nécessaires. A y regarder de plus près, on constate que les sommes dont il s'agit sont affectées surtout au fonctionnement des équipes d'experts américains, à leur présence sur place et au moyen de contrôler les processus de décision, bien plus qu'à des actions concrètes de développement sanitaire. En d'autres termes, les autorités africaines risquent de voir entamer, par ce biais, un élément essentiel de leur indépendance.

Pour la France, les conséquences d'un tel accord peuvent aussi être extrêmement lourdes. S'il est un pan de l'héritage colonial que les pays issus de l'ancien empire n'ont jamais rejeté, qu'ils entretiennent, au contraire, et s'efforcent même d'amplifier, c'est précisément l'action sanitaire. En concéder aux États-Unis une partie aussi importante, c'est s'exposer à renoncer à un mode de relation tout à fait privilégié avec les États africains, une relation qui s'exprimait notamment par des vaccinations collectives, la lutte contre les grandes endémies, l'organisation d'équipes mobiles, etc.

Les conceptions américaines en la matière, puissamment relayées par l'O.M.S., sont radicalement différentes. Ainsi par exemple, hostiles aux équipes mobiles, les Américains conçoivent-ils l'organisation des actions sanitaires autour de « points fixes » évidemment contestables dans des zones telles que le Sahel. C'est toute une tradition du développement sanitaire qui est en cause.

Faire des États-Unis le « *chef de file* » de ce type d'actions en Afrique, pour reprendre les termes du télégramme diplomatique, c'est non seulement contester la capacité des Africains à gérer leurs propres affaires dans ce domaine, c'est aussi risquer de remettre en cause une vaste action culturelle, technique et linguistique de la France. C'est enfin mettre en péril des marchés très importants — notamment celui des vaccins, des sérums, des matériels bio-médicaux — dont l'industrie française a besoin. On peut se demander ce que deviendraient, si ces accords sont appliqués, les instituts Pasteur d'outre-mer, les organismes de lutte contre les grandes endémies, les équipes de coopération sanitaire françaises en Afrique noire.

Aussi des protestations véhémentes se sont-elles adressées à M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, puisque le ministère de la santé et de la sécurité sociale a été totalement tenu à l'écart de cette affaire. Le professeur François Gros, directeur général de l'Institut Pasteur, nous a déclaré : « *Je ne peux pas croire que le gouvernement français fasse une chose aussi légère que d'ouvrir aux Américains le marché africain des sérums et des vaccins, ni qu'il prenne des mesures qui aillent à l'encontre des intérêts des instituts Pasteur d'outre-mer. Cela au moment même où le vaccin contre l'hépatite est à la veille d'obtenir l'autorisation de mise sur le marché, où nous améliorons l'immunisation contre la fièvre jaune et la rage.* »

Pour les États-Unis, l'opération serait en revanche extrêmement bénéfique. Outre l'ouverture de marchés en pleine expansion, la mise en œuvre de cet accord leur permettrait l'accès, à travers une action sanitaire nécessairement bien reçue par les populations, d'une pénétration politique en Afrique qu'ils recherchent pour faire pièce à celle de l'Union soviétique. La nature des liens très privilégiés que la France a noués en ce domaine avec ses anciennes colonies d'Afrique devrait, pensent les stratèges de l'U.S.-AID, faciliter une telle pénétration.

CLAIRE BRISSET.

(1) Ghana, Côte-d'Ivoire, Togo, Mali, Libéria, Somalie, Soudan, Tanzanie, Rwanda, Congo et Burundi.

Le télégramme du Quai d'Orsay

Le télégramme « *chiffré* », « *confidentiel* », envoyé du Quai d'Orsay le 27 mai 1980 aux ambassades de France en Afrique, à celles de plusieurs pays d'Europe, du Moyen-Orient et du Japon, comporte les précisions suivantes : « *Les représentants des six pays membres de l'ACDA* (1) *ont tenu à Bonn, les 20 et 21 mai, leur première réunion à haut niveau. Ils ont sélectionné sept programmes ou projets qui retiennent l'intérêt de la majorité ou de l'unanimité des pays donateurs. Ils ont désigné pour chacun d'eux un chef de file qui aura la responsabilité :*

» — *De réunir un comité ad hoc pour juger de façon détaillée des possibilités de sa réalisation ;*

» — *De mettre au point les modalités techniques et financières d'exécution par les pays donateurs intéressés ;*

» — *De rechercher, le cas échéant, des contributions complémentaires auprès d'institutions financières internationales, voire de pays bailleurs de fonds ;*

» — *De prendre les contacts nécessaires avec les pays africains concernés.*

» *Les programmes et projets spécifiques retenus sont les suivants (le nom du pays chef de file figure entre parenthèses) :*

» *1) Transports ferroviaires en Afrique australe et orientale : remise en état et extension des réseaux (Allemagne fédérale) ;*

» *2) Remise en état des liaisons ferroviaires entre le Zimbabwe et le Mozambique (Royaume-Uni) ;*

» *3) Routes en Afrique centrale tronçon Kisangani - Bukavu et Bouar-Tibati de la voie transafricaine (Belgique) ;*

» *4) Route Juba-Lodwar au Soudan (Royaume-Uni) ;*

» *5) Contribution aux programmes intégrés de développement rural (France) ; a) périmètres irrigués des bassins du Sénégal et du Niger ; b) aménagement du fleuve Sénégal ;*

» *6) Développement de la recherche et des méthodes de développement rural (États-Unis) ;*

» *7) Amélioration de la santé publique (États-Unis).*

Suivent les « *modalités de l'information et de la consultation des Africains* » et la précision suivante : « *Le pays désigné comme chef de file d'un programme ou d'un projet ouvrira, le moment venu, la procédure habituelle de négociation avec le ou les pays bénéficiaires.* »

(1) Action concertée pour le développement de l'Afrique.

La présence française

Au 1er février 1980, la France entretenait en Afrique noire dans le secteur de la santé, d'après le ministère de la coopération, plus de mille agents, dont la moitié à titre militaire. Plus de six cents d'entre eux sont des médecins, auxquels s'ajoutent des pharmaciens, des dentistes, des infirmières, des techniciens para-médicaux, etc. Cent seize Français enseignent dans les écoles et facultés de médecine d'Afrique noire.

Outre cette assistance, la France mène des actions de formation en France même et en Afrique (7,8 millions de francs ont été affectés à des bourses et à des stages en 1978-1979), et des actions de recherche (4,8 millions de francs ont été versés aux instituts Pasteur d'Afrique noire pendant la même période).

En 1979, 21,8 millions de francs ont été affectés à des envois de médicaments, de vaccins, de petits équipements, de lutte contre les grandes endémies et aux interventions médicales d'urgence. 15,1 millions de francs ont été consacrés à la modernisation et à l'équipement d'hôpitaux au Burundi, au Rwanda, en Haute-Volta, à Djibouti et au Gabon.

La France apporte une aide importante (8 millions de francs en 1980) à l'*Organisation* de coopération et de coordination pour la lutte contre les grandes endémies (O.C.C.G.E.), qui groupe huit pays africains. Cet organisme, qui a pris le relais des anciens services d'hygiène mobiles de la période coloniale, assure la surveillance épidémiologique des États en cause et comporte six établissements de recherche.

La France participe activement aux travaux de l'homologue de l'O.C.C.G.E. en Afrique centrale : l'OCEAC (Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale), qui comprend cinq pays.

● *Les instituts Pasteur d'outre-mer*, au nombre de cinq en Afrique noire, remplissent le rôle de centre de référence épidémiologique et mènent des recherches en médecine tropicale. Ainsi l'Institut Pasteur de Dakar, par exemple, a-t-il joué un rôle majeur dans les progrès de la virologie, de la fabrication de B.C.G. et de la lutte contre la fièvre jaune.

● *L'Institut Mérieux* est un des principaux fournisseurs de vaccins en Afrique subsaharienne. Selon les propres termes du ministère de la coopération, « *la vocation africaine de l'Institut Mérieux a dépassé le cadre strict de la production pour s'attaquer aux difficultés spécifiques de ce continent* », notamment par la mise au point d'associations vaccinales adaptées aux pays tropicaux, d'équipements *nécessaires* au maintien de la chaîne *du froid* et d'un pistolet injecteur permettant des vaccinations collectives. Les ventes de Mérieux en Afrique noire ont représenté en 1980 40 millions de francs.

Le service français de santé des armées a créé, pour sa part, une spécialité « grandes endémies » afin de former des chefs de service et des chercheurs dont ont besoin l'O.C.C.G.E. et l'OCEAC. De leur côté, un certain nombre d'organismes et de services hospitaliers français participent à l'action sanitaire de la France en Afrique, notamment l'ORSTOM (Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer), la D.G.R.S.T. (*Délégation générale à la recherche scientifique* et technique), le Centre international de l'enfance et l'Association pour la promotion de la médecine préventive (A.P.M.P.).

C. B.

Le Monde

culture

CINÉMA

« Les Longues Vacances de 36 »
de Jaime Camino

Projeté sous les auspices de la Fédération Jean-Vigo des ciné-clubs, *les Longues Vacances de 36*, du cinéaste catalan Jaime Camino, a aujourd'hui une valeur d'abord historique. Ce fut le premier film espagnol à présenter le point de vue des vaincus de la guerre civile, à désigner nommément le combat des républicains pour un certain idéal démocratique. Quand Jaime Camino entreprend son film, en 1975, au moment de la mort de Franco, l'Espagne entre déjà dans une nouvelle période de son histoire. Mais ce n'est qu'en 1977 que le film sera officiellement annoncé dans les catalogues de la distribution cinématographique et c'est à l'automne 1978 qu'il aura droit à une sortie remarquée au Festival de San-Sebastian.

Né en 1936, quand éclate la rébellion franquiste, Jaime Camino a eu son enfance bercée des récits de ses parents, qui lui racontaient comment toute une bourgeoisie libérale s'était alors réfugiée à la campagne. Pour les enfants de cette bourgeoisie, partis de Barcelone comme à l'accoutumée, l'été 1936 fut le prélude à de longues vacances étalées sur près de trois années. Plusieurs familles se trouvèrent ainsi coupées du monde, tout en reproduisant en leur sein les convulsions politiques qui secouent le pays. Les enfants malgré eux ouvrent les yeux, saisissent l'enjeu du combat. La défaite va prolonger près de quarante ans les vacances de la liberté.

Aidé dans l'écriture du scénario par le futur metteur en scène Manuel Gutierrez Aragon, Jaime Camino adopte un peu dans sa narration le regard de Fabrice à Waterloo. Il met les événements à distance, tout en nous faisant sentir l'enjeu profond du conflit. Il s'attache surtout à bien cerner le monde éminemment malléable de l'enfance et de la prime adolescence, sa découverte franche de la sexualité dans une société en proie à tous les tabous, l'art de discerner chez l'adulte entre le courage, la mollesse, la lâcheté ou la réaction la plus noire. Si *les Longues Vacances de 36* laissent un peu le spectateur sur sa faim, elles n'en ont pas moins le mérite d'avoir les premières osé désacraliser un sujet brûlant.

Il faut regretter que la Fédération Jean-Vigo n'ait pu, comme lors de la première projection du film au printemps 1979, l'accompagner de ce qui constitue le second volet d'un diptyque, toujours par Jaime Camino, sur la guerre d'Espagne : *la Vieille Mémoire* (1978), analyse fouillée de cette même époque par quelques-uns des grands noms de la lutte antifasciste. En un peu moins de trois ans, le pays a déjà fortement évolué ; les bouches se sont ouvertes ; on ose parler au présent de la tragédie d'hier, selon la technique irremplaçable du documentaire moderne.

LOUIS MARCORELLES.

★ Le Denfert (v.o.).

Films de Bulgarie

Une belle jeune femme s'impose dans la vie d'un chef d'orchestre et compositeur en plein déclin artistique et veut l'entraîner à voler, par sa force psychique. *La Barrière* de Christo Christov a ouvert, mardi soir, en avant-première, la Semaine du cinéma bulgare — sept films à la salle Forum des Halles jusqu'au 3 mars, — en présence d'une importante délégation officielle venue de Bulgarie.

Le cinéma bulgare produit, actuellement, par an, vingt à vingt-cinq films de long métrage, deux cents documentaires et vingt-cinq films d'animation. *La Barrière*, œuvre de prestige, est aussi une œuvre symbolique sur les rapports de l'artiste avec les conditions sociales de la création et avec l'imaginaire. Préoccupation qu'on retrouve plus ou moins dans tous les pays de l'Est. La sélection qu'on nous offre est un échantillonnage de tous les genres : films pour enfants avec *la Guerre des hérissons*, de Ivanka Grabtcheva, comédies avec *C'est le tour des dames*, de Ivan Andonov, et *Avantage*, de Georgi Dulgerov, film d'aventures avec *Au temps des hommes*, d'Edouard Zachariev. *La Piscine*, de Binka Jeliazkova (la première femme qui ait accédé à la réalisation dès 1954) rend compte — poétiquement — d'un certain malaise d'une nouvelle génération devant l'idéologie socialiste (programmation 28 février).

Les films bulgares de cette semaine se distinguent par des recherches esthétiques assez poussées (frôlant, parfois, le « modèle occidental ») sans qu'on puisse, pour autant, parler de formalisme. Il semble bien que l'esthétisme renvoie à une réflexion sur la destinée historique et individuelle. Ainsi, *Illusion*, de Ludmil Staikov, entremêle le rappel de la défaite d'une insurrection anti-fasciste en 1923, aux relations, aux rapports amoureux, d'un poète, d'un peintre et d'une actrice qui se sont enfermés dans leur univers créatif et sont amenés à affronter la réalité. Cette réalité est représentée par la mémoire d'un vieux paysan racontant l'anéantissement de son village. L'artiste ne peut pas vivre dans une tour d'ivoire. Le réalisateur a superposé, avec maîtrise, les états d'âme d'intellectuels tourmentés et la narration d'événements vécus.

C'est encore l'histoire nationale — pour laquelle nous manquons de repères — qui se fait jour dans *les Souliers vernis du soldat inconnu*, de Ranguel Valtchanov (programmation le 1er mars). Le déclic d'un magnétophone déclenche, chez un cinéaste filmant, à Londres, la relève de la garde à Buckingham Palace, des associations de souvenirs comme dans un roman à la manière de Proust. La vie dans les campagnes, le folklore, l'identité spirituelle d'un peuple et ses valeurs morales sont filtrés par la mémoire, le regard de l'enfance. Exploration de la conscience qui prend, pour nous, beaucoup de charme, de fascination.

JACQUES SICLIER.

★ Forum Cinéma, rue de l'Arc-en-Ciel (niveau 3).

■ La France sera représentée par « le Dernier Métro », de François Truffaut, aux cinquante-troisièmes oscars. Certains membres de l'Académie des arts et des sciences cinématographiques, qui, aux Etats-Unis, établissent les nominations, ont regretté de ne pas voir figurer « Mon oncle d'Amérique », d'Alain Resnais, sur la liste des films étrangers, et l'ont finalement classé dans la catégorie « scénario original ». D'autre part, il a été décidé de ranger « Tess », de Roman Polanski, parmi les films américains, bien que d'autres pays l'aient revendiqué.

Le « DIABLE EN BOITE », de Richard Rush

Richard Rush, metteur en scène de quarante-neuf ans — plus un novice du tout, — a-t-il voulu mettre en boîte non pas le diable inventé de toutes pièces en français par un traducteur intello, mais un auteur diabolique qui le précéda de sept ou huit ans à l'UCLA (Université de California à Los Angeles), un certain Coppola ? On le croirait volontiers tant Peter O'Toole, dans le rôle du metteur en scène mégalomane Eli Cross (Richard Rush réalisa quatre films d'« exploitation » sous ce nom d'emprunt pour American International Pictures, la firme fauchée et dynamique de Roger Corman, tant Eli Cross manie l'hélicoptère et les performances acrobatiques avec la volupté du géniteur d'*Apocalypse Now*.

The Stunt Man (« le Cascadeur »), pour reprendre le titre original du *Diable en boîte* et du roman de Paul Brodeur, ancien agent secret américain à Berlin, qui l'a inspiré, vise haut et grand. Il a même récolté le Grand Prix du dernier Festival de Montréal, ce qui a finalement contribué à arracher un contrat de distribution à la Fox hésitante. Richard Rush fait se télescoper deux destins, celui de Cameron, un ancien du Vietnam qui tente d'échapper à la police, et celui d'Eli Cross, le snob anglais, aussi blond, mince et élancé que Coppola est brun, gras et rondouillard. Jeu du chat et de la souris entre un Fellini britannique, pliant tous ses collaborateurs aux caprices de son génie supposé, et peu probable, et un Robert Mitchum plus jeune et plus violent.

Qui joue qui ? Où est le théâtre où est la vie ? Le cinéaste déclare avoir battu d'une courte tête, en 1971, François Truffaut, qu'il admire, dans l'achat d'un sujet non sans rapport avec celui de *la Nuit américaine*, qui devait connaître un tel succès aux Etats-Unis. Richard Rush est l'homme des projets avortés. Il fut le premier à s'intéresser à *Vol au-dessus d'un nid de coucou*, il refusa *Klute*, *Lenny* et *Rocky*, qu'on lui proposait de tourner. *The Stunt Man*, aux résonances autobiographiques, avec ses références à la paranoïa des gens de cinéma, avec son style haché où se mélangent les techniques et les genres, témoigne d'une culture cinématographique qui n'aurait pas réussi à s'assumer en une œuvre accomplie. — L. M.

★ Voir les films nouveaux.

« CAFÉ-EXPRESS » de Nanni Loy

Dans un train qui parcourt le sud de l'Italie, une nuit d'hiver, un chômeur napolitain, recherché par la police et toujours insaisissable, vend du café à la sauvette. Il a besoin d'argent pour faire opérer son fils. Nanni Loy s'est inspiré d'une situation vraie (d'après une série d'émissions de la télévision italienne, genre « La caméra invisible ») pour un mélodrame ferroviaire.

Nino Manfredi joue constamment à cache-cache avec les contrôleurs, rencontre des personnages pittoresques et son gamin échappé du collège que des voleurs prennent en otage. C'est amusant, attendrissant, mais on trouve le voyage un peu long à suivre les effets de virtuosité de la mise en scène dans les couloirs et les compartiments. Nino Manfredi est toujours un grand acteur. Quant à voir là une comédie sociale sur la misère du Mezzogiorno, c'est une autre histoire. — J. S.

★ Voir les films nouveaux.

THÉATRE

« LA CHOSE SACRÉE », de Ion Drutza

Né en Moldavie, près de la frontière roumaine, Ion Drutza est aujourd'hui l'un des auteurs dramatiques vivants les plus joués en Russie.

Sa pièce *la Chose sacrée* confronte deux amis d'enfance de son pays natal : l'un, Mihaï, est devenu membre du gouvernement de la République moldave, quelque chose comme un secrétaire d'Etat à l'agriculture semble-t-il, et l'autre, Călin, est resté dans les rangs des travailleurs.

Entier de caractère, incapable de composer, Călin, chaque fois qu'il est témoin d'une injustice, d'une erreur, prend feu et flammes, en vient aux coups. Sanctionné, ou même arrêté, il va chercher secours chez Mihaï, qui arrange les choses. Les deux amis sont liés, d'autre part, par une ancienne passion commune pour une femme de leur village. Mais Călin finira par se suicider, c'est du moins ce que Ion Drutza laisse entendre.

Les événements qui font souffrir Călin — tuerie de plusieurs centaines de chevaux devenus inutiles à l'économie du système, abattage en masse de vaches pleines, massacre de canards par impéritie, sont des sauvageries révoltantes en soi, dues, d'après la pièce, à la raideur de l'organisation socialiste, au désintérêt des citoyens pour leur tâche, et à une déshumanisation des êtres par le manque de responsabilité, de concurrence, de liberté, d'exercice effectif des facultés civiques. Mais ces sauvageries du domaine de l'élevage sont bien sûr emblématiques aussi, elles expriment des drames plus collectifs que l'élevage.

Le titre de la pièce, *la Chose sacrée*, indique la terre moldave, sa franchise de terre, ses richesses. Chaque scène entre les deux compères, consacrée à une nouvelle facette, est précédée d'un dialogue avec un petit garçon, qui a les soldats pour propos (les deux vieux amis ont fait la guerre antihitlérienne). Il y a des interventions brèves de l'ancienne fiancée du village et d'une secrétaire du ministre, plus sèche.

C'est une œuvre à voir, du point de vue de l'information, car il s'agit là de l'un de ces auteurs qui contestent sur place, c'est-à-dire dans certaines limites, et surtout sans génie excessif, car dans ce domaine de l'art le génie ou le grand talent font presque plus de peur aux pouvoirs forts que le témoignage lui-même.

L'adaptation et la mise en scène de Mme Ewa Lewinson, fidèles, sobres, semblent respecter à dessein les dimensions modestes de l'œuvre originale. Paul Crauchet et Claude Lévêque interprètent les deux amis avec un brave vieux vérisme, ses grands troisièmes rôles de dramatique télé.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre d'Ivry, 20 h. 30.

■ La Compagnie Dominique Houdart, qui vient de jouer « l'Illusion comique » de Corneille dans plusieurs pays d'Afrique noire, va donner ce spectacle en Extrême-Orient, à partir du 10 mars, à Singapour, Séoul, Daegu, Tokyo, Kobe, Bangkok. Avant son départ, la Compagnie présente à la Biennale des théâtres de marionnettes de Cergy-Pontoise, les 8 et 9 mars, « la Nuit et ses Epingles », de Gérard Lepinois.

MUSIQUE

Rostropovitch, Maazel et l'Orchestre national
Tout un monde lointain

Donné au profit du Fonds international d'entraide musicale que préside Yehudi Menuhin, le concert de l'Orchestre national, jeudi soir, offrait d'abord aux spectateurs de la salle Pleyel et aux auditeurs de France-Musique une interprétation très pure, bien polie, un peu aseptisée des Nocturnes *de Debussy, sous la direction de Lorin Maazel, avec cette élégance toujours un peu désinvolte du brillant ingénieur aux calculs infaillibles.*

Mais Maazel prouvait ensuite ses qualités exceptionnelles de musicien dans Tout un monde lointain, *d'Henri Dutilleux, dont la partition d'orchestre, d'une extraordinaire subtilité d'écriture, est si difficile à harmoniser avec la partie de soliste, presque constamment au premier plan, et elle aussi fort délicate à dénouer pour délivrer le chant multiple.*

Or, cette fois, Maazel nous a permis d'entendre tout l'orchestre, les moindres nuances, toute cette efflorescence qui accompagne, prolonge, exhausse le violoncelle et fait vibrer la musique à l'infini, cependant que Rostropovitch lui-même atteignait à une sonorité vraiment sublime et avançait dans le champ de cette poésie si mystérieuse avec une sorte de clairvoyance toute nouvelle, modérant son romantisme pour atteindre à la pure essence musicale.

L'œuvre a acquis ainsi une sorte d'équilibre magique qui me semblait lui faire défaut jusqu'alors (le Monde du 25 octobre 1974). *Elle paraît moins baudelairienne peut-être, malgré son point de départ, que pleinement « dutilleuse », car ce « monde lointain » brille sur des cimes étranges où la lumière, comme celle des étoiles, approfondit l'obscurité ; si « lointain » et si proche du cœur de l'homme. Mais Baudelaire (cité par Dutilleux) n'avait-il pas écrit : « Lacs où mon âme tremble et se voit à l'envers » ?*

L'Orchestre national, pointilliste, aérien, tout en fines ou étincelantes couleurs, répondait merveilleusement à la justesse de touche et à la clarté parfaite de Maazel. Tout cela s'acheva par un triomphe et, Dutilleux ne venant pas saluer, Rostropovitch vint le chercher jusque dans la salle...

JACQUES LONCHAMPT.

★ On se demande combien de temps il faudra encore entendre jouer des œuvres d'une telle beauté devant le papier peint hideux et criard qui « décore » depuis plus d'un an le fond de la scène de Pleyel.

UNE ŒUVRE DE ROBERT SIOHAN

Le Nouvel Orchestre philharmonique a donné vendredi 27 février, sous la direction de Gilbert Amy, la première audition des Images chorégraphiques *pour quatuor vocal et orchestre de Robert Siohan, le jour du quatre-vingt-septième anniversaire de celui-ci. Robert Siohan, qui collabora souvent à notre journal, après avoir dirigé une association symphonique qui portait son nom, puis les chœurs de l'Opéra, fut aussi professeur au Conservatoire et inspecteur général de la musique ; il est revenu pendant sa retraite à sa première vocation de compositeur.*

Condisciple et ami d'Arthur Honegger, dont il créa le Roi David, *il avait reçu le prix Blumenthal pour sa* Symphonie ; *ses premières œuvres, fort bien accueillies (telles* In Memoriam, Concert pour violon, Cantique au frère Soleil), *ont ainsi été relayées notamment par un* Trilogue *pour piano, orchestre de chambre et percussions (en 1973), un* Quatuor avec piano *(1977) et ces* Images chorégraphiques, *où un rigoureux élan, qui rappelle les dynamismes heurtés de l'entre-deux-guerres, alterne avec des épisodes raffinés d'une écriture très divisée, où l'on reconnaît l'auditeur fervent du Domaine musical, de même que dans les lignes vocales souvent assez bouléziennes. Une œuvre incisive, toute en contrastes et pleine de vitalité où frémit un esprit toujours en éveil.* — J. L.

Lutoslawski et Dutilleux
par l'Orchestre de Paris

Curieux programme que celui de l'Orchestre de Paris, dirigé par Serge Baudo, samedi matin : entre la 4e Symphonie *de Schumann, jouée avec quelque lourdeur par des musiciens mal réveillés, et le magnifique* Timbres, Espace, Mouvement *d'Henri Dutilleux, Jean-Bernard Pommier (qu'on aimerait entendre dans un autre répertoire) s'attaquait, avec un robuste appétit, une technique diabolique et une sonorité étincelante, à deux séries de variations sur des thèmes rebattus.*

La Totentanz *(danse des morts) de Liszt assène les diverses sections du* Dies Irae *avec une volubilité expressionniste et une violence à ébranler les enfers, se calmant parfois pour offrir une touchante gravure romantique ou quelque frais paysage à la manière du* Carnaval des animaux, *avant de reprendre ses galopades vers l'abîme.*

Et les Variations sur un thème de Paganini *de Witold Lutoslawski remettent sur le métier un motif déjà passablement épuisé par Paganini lui-même, Brahms et Rachmaninov. Cette partition conçue pour deux pianos en 1941, au temps où le musicien polonais n'avait d'autre possibilité de se faire entendre que dans les brasseries (1), n'en est pas moins d'une écriture subtile, légère, pleine d'invention et abondant en effets inattendus dans sa récente orchestration. Mais on regrette que l'Orchestre de Paris n'ait pas choisi une œuvre plus significative du grand compositeur.*

Serge Baudo déployait enfin avec un maximum d'éclat les prestiges de la dernière œuvre d'Henri Dutilleux, inspirée par la Nuit étoilée *de Van Gogh* (le Monde du 31 décembre 1978), *grande vision quasi mystique de l'univers dans une éblouissante lumière qui deviendra sans aucun doute un classique du répertoire symphonique au même titre que* la Mer *de Debussy.* — J. L.

(1) Cf. *la Musique polonaise et Witold Lutoslawski*, l'excellent livre consacré par Jean-Paul Couchoud à des entretiens avec le compositeur et à une remarquable présentation de l'école polonaise depuis les origines, qui comble une lacune et devrait favoriser grandement la diffusion de l'œuvre de Lutoslawski en France où elle reste étrangement mal connue (Stock-Musique, 240 p.).

CARNAVAL

Cérémonie des cendres à Venise

(Suite de la première page.)

Mais la disco qui éclata plaque le présent sur les regrets. Les enfants dansent, des centaines d'enfants, leurs bouilles rondes rouges d'extase et de fards, flamboyants insectes, clowns miniatures. Les plus grands farandolent, bas noirs, collants multicolores, petuns à rouelettes, talons aiguilles. Les corps adolescents captent la musique et l'avidité des photographes qui mitraillent les vamps, les Arlequins, les zingaras, les doges...

Depuis combien de temps les Vénitiens s'affairent-ils autour de leurs déguisements ? On a rencontré au théâtre, au restaurant, dans les rues, confondus aux travestis superbement empanachés, des gens fort dignes, habillés en tous les jours, mais le visage masqué d'un papillon bleu scintillant, ou bien accoutrés avec les redouts de greniers, des copeaux rouges en guise de cheveux, ou bien somptueux libertins... De quels musées privés viennent donc ces pourpoints, ces jabots, ces tricornes, ces loups, ces souliers à talons larges, ces perruques à catogan ?

Les Vénitiens célèbrent le siècle des Lumières. Carnaval de la raison et naissance du cirque, tel est le thème des spectacles invités parmi lesquels Mozart (*Idoménée*, par Lavelli), Diderot (*Jacques le Fataliste*, par des Polonais, *le Paradoxe du comédien*, par Paolo Poli), Goldoni (*la Locandiera*, par une troupe romaine, *la Guerre*, par des Anglais de Glasgow, *les Deux Jumeaux vénitiens*, par le T.S.E.).

La décadence d'un monde

La *Turandot* de Gozzi, par Gian Carlo Cobelli, avec Valeria Moriconi, renvoyait une image magnifique de cette Venise usée et toujours mystérieuse. Dans le lourd manteau bouclé qui annule son corps, la princesse carnassière semble un animal fabuleux, mi-louve, mi-ourse, suivie d'un double nain, son reflet, sa poupée. Trois masques dissimulent son visage quand elle pose les trois énigmes, elle les ôte un à un. Bardée de cuirasses, elle vit dans un monde de mutilation. Le sérail est peuplé d'esclaves presque nus, d'eunuques obèses et chauves aux regards perdus, vêtus de voiles roses, et dont le chef, hâbleur cynique, porte un maillot de danseuse en tissu d'arlequin. Des espions aux manières ecclésiastiques marchent sans bruit, passent aux portes leurs têtes de vieillards décavés.

Des boiseries noires et sculptées aux lignes pures glissent latéralement, se croisent avec des panneaux en carreaux blancs, cloisons-pièges qui découpent l'espace, construisent un lieu aléatoire, tour à tour majestueux et trivial, qui tient du bordel, du bain maure, de la morgue. Calaf, jeune homme brun et robuste, a l'innocence d'un paysan matois. Il est à l'opposé de la cour, de l'empereur, ce pervers qui, prenant habits et perruque d'aristocrate vénitien, transforme l'orientalisme à la Jean Lorrain du décor en atmosphère pâteuse de lendemain de fête, et c'est dans une gondole que s'en va Turandot.

Elle s'est déconnectée de sa poupée-double, elle s'est extraite du manteau animal, qui reste droit, comme une coquille vide. Elle s'est débarrassée de ses longs cheveux de Japonaise. Elle est fragile dans une simple chemise blanche, blonde, un peu fanée, elle tient sur ses genoux Calaf étendu, caresse tendrement sa tête sans le regarder. Femme à jamais sacrifiée, elle est passée directement de l'enfance cruelle aux humbles douceurs de l'amour maternel.

C'est l'image de Venise reflétée par ses eaux opaques, la décadence d'un monde qui réchauffe ses cendres, le piment exotique d'une cérémonie funèbre en forme de carnaval. Mais les enfants dansent. Mais le théâtre est là, dit Maurizio Scaparro pour affirmer la dignité des artistes, clowns et don Quichotte.

Cette année, le Théâtre des nations patronne le festival, qui, en 1982, se tiendra hors carnaval, au printemps, et fera appel aux langages contemporains.

COLETTE GODARD.

■ Un trafic de fausses gravures attribuées à Salvador Dali vient d'être découvert à Montréal. Il s'agirait de faux de la suite de gravures dite « Hommage à Léonard de Vinci » qui étaient proposés à vil prix. Deux cents gravures ont été saisies par la police québécoise à la suite de la plainte de l'éditeur de Dali.

MERCREDI



SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 2 mars

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 18 h. 30 : Une heure avec Paolo Martinelli.
Comédie-Française (296-10-30), 20 h. 30 : les Plaisirs de l'île enchantée.
Centre Pompidou (277-12-33), débats, 19 h. : Des hommes, des jardins et des plantes.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h. : Petit Déjeuner chez Desdémone.
Théâtre musical de Paris (233-44-44), 16 h. 30 : Jack Dieval et Abdel Rahman El Bacha ; 20 h. 30 : les Petits Chanteurs de Vienne, dir. W. Tantschnigg.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain.

Les autres salles

Caméléa-Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Essaïon (278-46-42), I, 21 h. : la Vie en douce. — II, 20 h. 30 : la Faille ; 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ? (dern.).
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre Noir, 18 h. 30 : Compartiment non fumeurs ; 20 h. 30 : l'Inconcilliabule ; 22 h. 15 : Leçon de schizophrénie. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit ; 22 h. 15 : Pardon M'sieur Prévert. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Marais (278-53-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Marigny (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Moderne (874-10-75), 20 h. 30 : le Rêveur.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : l'Evangile selon saint Marc.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : la Chambre infernale.
Théâtre Présent (203-02-55), 21 h. : Création de Paradis perdu.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchant frères siamois ; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : le Grand Ecart ; 22 h. : M. Fanon.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 : P. Lai ; 21 h. 15 : Ivres pour vivre ; 22 h. 45 : la Grande Shirley.
Croq'Diamants (272-20-06) : A propos... et popof ? 22 h. : Diable, une femme !
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.

Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance ; 21 h. 30 : Génération Hollywood.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir ; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Une étoile dans le placard ; 21 h. 30 : Bonjour les monstres ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Le music-hall

Gymnase (246-79-79), 20 h. 30 : Coluche.
Palais des Congrès (758-21-34), 21 h. : Serge Lama.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept Ans de bail, bye bye.
Deux-Anes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

La danse

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Undici Onde.
Théâtre des Champs-Elysées (723-47-77), 20 h. 30 : la Sylphide.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre national de France, dir. L. Maazel (Mendelssohn, Dvorak).
Eglise Saint-Roch, 21 h. : Kartauserkanterei de Cologne, Orchestre des Concerts Pasdeloup (Bach).
Radio-France, Grand Auditorium, 20 h. 30 : Quatuor A. Berg (Haydn, Urbanner, Beethoven).
Athénée, 21 h. : M. Arroyo, J. Reiss (Stradella, Scarlatti, Pergolèse...).
Salle Gaveau, 21 h. : B. Pasquier, J.-C. Pennetier (Brahms, Beethoven, Bartok).
Musée Guimet, 21 h. : N. Lee (Pinchard, Lee).
Lucernaire, 19 h. 30 : A. Manse.
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, 20 h. 30 : Orchestre et Chœur Franco-Allemand, dir. U. Kühlewein (Mandelssohn, Bartholdy).

Jazz, pop, folk, rock

Cardinal Paf (272-62-05), 21 h. 30 : Big Band Lumière.
Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h. 30 : Happy Feet Quintet.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : Jimmy Raney, M. Vander, L. Trussardi, C. Bellonzi.
La Roquette (805-76-81), 21 h. : P. Abrial.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h. : J.-C. Fohrenbach, M. Valera, P.-Y. Sorin, St-Gremaud.

Dans la région parisienne

Courbevoie, M.J.C., 21 h. : C. Samouel, M. Pigaou, St-Bonnet, J.-P. Pinet (Bach, Rameau, Fauré).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans
(**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h. : le Bataillon de la mort, de V. Pogacic ; 17 h. : Agent secret S.Z., de L. Gilbert ; 19 h., Les réalismes entre les deux guerres : Il Cappello a tre punte, de M. Camerini.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
L'AMOUR HANDICAPE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paris, 8e (359 53-99) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
BRUBAKER (A., v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA CAGE AUX FOLLES No 2 (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
C'EST LA VIE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
CES MALADES QUI NOUS GOUVERNENT (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
CHANGEMENT DE SAISONS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : UGC-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE CHASSEUR (A., v.f.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
LES CHIENS DE GUERRE (A., v.o.) (*) : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE CHINOIS (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62). — V.o.-v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
CLARA ET LES CHICS TYPES (F.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Calypso, 17e (380-30-11).
LA COCCINELLE A MEXICO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93). — V.f.-v.o. : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320 89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
COURTS-CIRCUITS (F.) : Parnassiens, 14e (329-83 11).
LE DERNIER METRO (F.) : Movies-Halles, 1er (260-43-99) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33 00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DON GIOVANNI (Fr.-It.), V. It. : Bonaparte, 6e (326-12-12). Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 14e (589-38-69) H. sp.
EUGENIO (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; May-Fair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FAME (A., v.o.) : Elysées-Pt-Show, 8e (225-67-29), Cinoches, 6e (633-10-82), Broadway, 16e (527-41-16).
FLASH GORDON (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76), Ambassade, 8e (359-19-34) ; v.f. : A.B.C., 2e (236-55-54), Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Secrétan, 19e (206-71-33), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47), France-Elysées, 8e (723-71-11), Richelieu, 2e (233-56-70), Athéna, 12e (343-07-48) mat.
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15), Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).
HARLEQUIN (Aust.), v.o. : Studio Cujas, 5e (354-89-22).
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.), Forum-Ciné, 1er (297-53-74).
HISTOIRE DE LA NUIT (All.), v.o. : Action République, 11e (805-51-33) H. sp.
HOUSTON TEXAS (A.), v.o. : Forum-Halles, 1er (297-53-74), Saint-Germain Studio, 5e (634-13-26) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). — V.F. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
BURLEMENTS (A.), v.o. : Rotonde, 6e (633-08-22), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.F. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Maxéville, 9e (770-72-86).
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33).
JE VOUS AIME (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).
KAGEMUSHA (Jap.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Olympic-Balzac, 8e (510-10-60). — V.F. : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE LAGON BLEU (A.), v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.F. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE LYCEE DES CANCRES (A.), v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NUMEROS ZERO (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. sp.
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LA PROVINCIALE (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-34) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
PSY (Fr.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
REACTION EN CHAINE (Austr., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

SPECTACLES

LE ROI DES CONS (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
RUDE BOY (Ang., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suisse), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SHINING (A.) v.o. (**), Opéra-Night, 2e (296-62-56), Lucernaire, 6e (544-57-34).
STARDUST MEMORIES (A.), v.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83).
SUPERMAN II (A.), v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
LES SURDOUES DE LA 1re COMPAGNIE (Fr.), Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43).
LA TERRASSE (It.), v.o. : Quintette, 5e (354-35-40) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LES FILMS NOUVEAUX

ALICE DANS L'ESPAGNE DES MERVEILLES, film catalan de Jordi Feliu. V.o. : Denfert, 14e (354-00-11), H. sp.
CAFE EXPRESS, film italien de Nanni Loy. V.o. : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). V.f. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Français, 9e (770-33-88), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CELLES QU'ON N'A PAS EUES, film français de Pascal Thomas. Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Studio Alpha, 5e (354-39-47), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LE DIABLE EN BOITE, film américain de Richard Rush. V.o. : Movies-Halles, 1er (260-43-99), Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26), Parnassiens, 14e (329-83-11), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES LONGUES VACANCES DE 36, film catalan de Jaime Camino. V.o. : Denfert, 14e (354-00-11), H. sp.
RAGING BULL, film américain de Martin Scorsese. V.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Rotonde, 6e (633-08-22), Biarritz, 8e (723-69-23), UGC Marbeuf, 8e (225-18-45), 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Magic-Convention, 15e (828-20-64).
TU FAIS PAS LE POIDS, SHERIFF, film américain de Hal Needham. V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Convention St-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UNE SALE AFFAIRE, film français d'Alain Bonnot. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), UGC Danton, 6e (329-42-62), Normandie, 8e (359-41-18), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Murat, 16e (651-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33), Wepler, 18e (387-50-70), Caméo, 9e (246-66-44).

THE ROSE (A.), v.o. : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE TROUPEAU (Turc), v.o. : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.), Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Montparnasse, 14e (327-52-37).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
UN MAUVAIS FILS (Fr.), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
VACANCES ROYALES (Fr.), Ciné-Seine, 5e (325-95-99).
VENDREDI 13 (A., v.o.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

Les séances spéciales

BABY DOLL (A., v.f.) : Tourelles, 20e (365-51-98), 2 h.
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). 24 h.
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). 12 h.
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MARTIN ET LEA (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
MATA-HARI (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). 12 h.
PASSE-MONTAGNE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

Les grandes reprises

AGENT SECRET (A., v.o.) : Saint-Germain-Village, 5e (634-13-26) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LES AVENTURES FANTASTIQUES DU BARON DE MUNCHAUSEN (All., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
BABY DOLL (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-89-22).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES BAS-FONDS (Jap., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.) : Escurial, 13e (707-28-04) H. Sp.
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LE CHAGRIN ET LA PITIE (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) H. Sp.
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93). S., D., 19 h. 15 et 21 h. 45.
CRIS ET CHUCHOTEMENTS (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19). Jours impairs.
DELIVRANCE (A., v.f.) (**) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : J.-Cocteau, 5e (354-47-62).
LE DIBBOUK (Pol., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
ELMER GANTRY LE CHARLATAN (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
ET LA TENDRESSE BORDEL ! (Fr.) : Théâtre Présent, 19e (203-02-55).
FANTASIA (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Lumière, 9e (246-49-07).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LES FOLLES ANNEES DU ROCK (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
HESTER STREET (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). H. sp.

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champollion, 5e (354-51-60).
MONTY PYTHON, SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
LES PORTES DE LA NUIT (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86). J., S., L.
LA RUE SANS JOIE (All.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Balzac-Olympic, 8e (561-10-60) ; Olympic, 14e (542-67-42).
SAMEDI SOIR, DIMANCHE MATIN (Ang., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LES SEPT SAMOURAIS (Jap., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19). Jours impairs.
LA STRADA (It., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LE TRIO INFERNAL (Fr.) (**) : Français, 9e (770-33-88).
LES VISITEURS DU SOIR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86). Mer., V., D., Mar.
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).

Les festivals

CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS, Studio 43, 9e (770-63-40) (Michel Simon) en alternance : Boudu sauvé des eaux, l'Atalante, la Chienne, les Musiciens du ciel, Derrière la façade, la Fin du jour, les Disparus de Saint-Agil, l'Etrange Désir de M. Bard, Monsieur Taxi.
WESTERNS, Trente-cinq films (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Coup de feu dans la Sierra.
FILM P.S.U. (v.o.-v.f.), Studio Raspail, 14e (320-38-98) : Mais qu'est-ce qu'elles veulent ? Pourquoi pas ?
LES CINEASTES DE SERIE B, Action-République, 11e (805-51-33) : J'ai tué Jesse James.
P.-P. PASOLINI, v.o., Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04). En alternance : Porcherie, Œdipe Roi, Médée.
UNE JOURNEE AU CINEMA, Rivoli-Cinéma, 4e (272-63-32), 18 h. : la Tendresse des loups ; 20 h. : la Nuit des forains ; 22 h. : Freaks + Un chien andalou.
CINE-POCHE, Luxembourg, 6e (633-97-77), v.o., en alternance : l'Honneur perdu de Katharina Blum, Abattoir V, Marathon Man, Fellini-Roma, Face à face, American Graffiti, Harold et Maude, Breaking glass, Que le spectacle commence.
RITA HAYWORTH (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : L'amour vient en dansant.
FILMS POLICIERS (v.o.), Cluny-Palace, 5e (354-07-76) : Chut, chut, chère Charlotte.
PABST, Trois films, Olympic, 14e (542-67-42), Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23). En alternance : Salonique, Nid d'espions, Quatre de l'infanterie, la Tragédie de la mine.
HOMMAGE A DOSTOIEVSKI (v.o.), Cosmos, 6e (544-28-80) : l'Idiot de Lampin ; l'Idiot de Pyriev ; les Nuits blanches de Saint-Pétersbourg ; Crime et châtiment ; les Frères Karamazov.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Monkey Business.
HOWARD HAWKS (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Rivière rouge.
H. BOGART (v.o.), Nickel-Odéon, 6e (633-22-13) : le Faucon maltais.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I. 18 h. 9 : les Diables ; 20 h. + V. 0 h. 10 : Un tramway nommé désir ; 22 h. 10 : Marathon Man. — II : Au-delà du bien et du mal ; 20 h. 10 + S. 0 h. 15 : le Dernier Nabab ; 22 h. 20 : Jeremiah Johnson.
LES GRANDS MELODRAMES (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : l'Exilé.
CHARLIE CHAPLIN, André Bazin, 13e (337-74-39) : En alternance : le Pèlerin ; Charlot soldat ; Jour de paye.
UNE SEMAINE DU CINEMA BULGARE (v.o.), Forum, 1er (297-53-74) : l'Avantage.

MERCREDI



RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 2 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 20 Un, rue Sésame.
18 h 50 Avis de recherche : Arthur Conte.
19 h 10 Météo.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « Casque d'or ».
Film français de J. Becker (1951), avec S. Signoret, S. Reggiani, C. Dauphin, R. Bussières, W. Sabatier, G. Modot, L. Bellon, R. Lesaffre. (N. rediffusion.)
En 1898, un ouvrier menuisier s'éprend d'une prostituée liée à une bande d' « apaches ». Cet amour — partagé — lui sera fatal.
Loin du folklore crapuleux de la Belle Epoque, une étude de milieu, de mœurs, de caractères, d'une admirable vérité humaine.
22 h 5 Les nouvelles de l'histoire.
De P. Dumayet.
La guerz de Plosaul : une enquête sur cette sorte de chanson narrative, particulière à la Bretagne et qui raconte un fait divers, la prière aujourd'hui, avec le Père Bonnot.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Magazine : Question de temps.
Reportages : le Sahara algérien ; la violence chez les jeunes ; le Zaïre ; évocation : Joë Bousquet, poète.
21 h 55 Document : Archives, mémoire de l'homme.
De J. Favier : le Moyen Age en miroir des sceaux.
Une promenade un peu austère dans les Archives nationales, mais que vient éclairer Jean Favier, directeur de cette maison, qu'il nous fait visiter.
22 h 25 Musique : Introduction à la musique contemporaine.
Série de M. Fano et D. Jameux. Musique et modernité.
Et si la musique était télégénique ?
Surprenante, déroutante « introduction ». Une histoire est racontée, une écoute nouvelle est suggérée avec Michel Lonsdale, silhouette inquiétante enquête de sons abstraits, inhabituels. Une grande série qui « montre » la musique.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Mouvement pour le socialisme par la participation.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Les aventures de Tintin : le trésor de Rackham le Rouge.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « Airport ».
Film américain de G. Seaton (1969), avec B. Lancaster, D. Martin, J. Seberg, J. Bisset, G. Kennedy, V. Heflin. (Rediffusion.)
Un aéroport américain est enneigé. Un avion réussit à partir pour Rome. Un psychopathe y a pris place, décidé à faire sauter l'appareil avec une bombe de sa confection.
Un ramassis d'anecdotes inutiles avant le suspense d'un film catastrophe. Gros budget, grande « machine » à spectacle.
22 h 40 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h 30, Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », d'après E. Guillaumin.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Présence des arts : Rétrospective Pissarro au Grand Palais.
20 h, On a sonné..., de S. Martel. Avec J.-P. Cassel, G. Chapelier, L. Patrick, etc.
21 h, L'entre scène ou les vivants et les dieux : J.-J. Bachofen et ses études sur le matriarcat.
22 h 30, Nuits magnétiques : Risques de turbulence.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h, Chasseurs de son stéréo.
20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : « Symphonie n° 3 en la mineur » de Mendelssohn ; « Symphonie n° 7 en ré mineur » de Dvorak, par l'Orchestre national de France dir. L. Maazel.
23 h 5, Ouvert la nuit : Solistes français d'aujourd'hui : le pianiste François-Joël Thiollier ; 0 h 5, Domaines de la musique électro-acoustique : le bruit des mots (Berio).

Mardi 3 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 5 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Les parents qui donnent trop de médicaments à leurs enfants.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
Elles en question ; 14 h 5, Tout feu, tout femmes ; 14 h 10, Feuilleton : L'Homme sans visage ; 15 h 5, Les recettes de mon village ; 15 h 25, Mémoire en fête ; 15 h 50, Le jardin d'Anita ; 16 h 30, Le pour et le contre ; 16 h 40, A tire d'elles ; 16 h 45, Coup de cœur ; 17 h 15, Mini-show.
17 h 25 Croque-vacances.
La famille ours au Far-West ; 17 h 30, Bricolage (et à 17 h 45) ; 17 h 35, Infos-magazine ; 17 h 40, Isidore, le lapin ; 17 h 45, Variétés, 17 h 50, Les comètes.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Un, rue Sésame.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 15 Météo.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Spécial Afghanistan.
Reportage dans le maquis afghan et à Kandahar, par Olivier Warin.
21 h 35 Des lendemains pour l'homme : Le rendez-vous du troisième millénaire.
Série de Cl. de Givray.
2. Un futur sur-mesure.
Tout le monde prépare notre avenir, les futurologues, les gouvernements, mais, nous, comment le souhaitons-nous ? Bernard Gatheliat et son équipe ont enquêté dans différents pays pour voir ce que les changements d'état d'esprit avaient amené comme innovations : décentralisation, recyclage, horaires à la carte, etc.
22 h 30 Magazine : Questionnaire.
La nouvelle foire aux idées, avec M. Jean-Marie Domenach, professeur à Polytechnique.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : Les amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
L'argent de la corbeille.
15 h Cinéma : « Rage ».
Film américain de G.C. Scott (1972), avec G.C. Scott, R. Basehart, M. Sheen, B. Hughes, N. Beauvy, P. Stevens. (Rediffusion.)
Un éleveur de Wyoming, dont le jeune fils est mort, contaminé par un gaz à la suite d'un exercice de « guerre chimique », s'attaque aux militaires et aux savants responsables de cet exercice.
Passé à la réalisation, le grand acteur George C. Scott a dénoncé, dans ce drame sans concessions, les expériences dont les civils et la nature peuvent devenir les victimes.
16 h 40 Itinéraires.
Le théâtre d'une monarchie ; La musique africaine ; voyage avec le ballet Kodia.
17 h 20 Fenêtre sur...
Poésie en pluriel.
17 h 50 Récré A 2.
C'est chouette ; 3-2-1 contact.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (I.N.C.).
L'amiante à l'école.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « Monsieur Papa ».
Film français de P. Monnier (1977), avec C. Brasseur, N. Reboul, N. Baye, C. Lachens, F. Blic, D. Auteuil.
Un divorcé vit avec son fils de dix ans, dont il a la garde. Jaloux d'une jeune femme avec laquelle son père va partir en vacances, sans lui, le gamin commet une grosse bêtise pour être du voyage.
D'après le roman de Patrick Cauvin, une comédie divertissante, sentimentale et bien jouée, mais qui pose de façon simplement anecdotique le problème des enfants de parents séparés.
22 h Débat : Le papa-maman.
Avec MM. D. Goldenberg, auteur de « Papa poule », G. Guégan, journaliste, les docteurs This, analyste, Bébé, pédiatre, Mme G. Parseval, psychologue, MM. R. Claude-Pierre, X. Gélin et A. Hébert, pères de famille.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Ministère des universités.
18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Lutte ouvrière (A. Laguiller).
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Les aventures de Tintin : le trésor de Rackham le Rouge.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : « les Caprices de Marie ».
Film français de P. de Broca (1969), avec P. Noiret, V. Cortese, F. Gravey, M. Keller, J.-P. Marielle. (Rediffusion.)
Un milliardaire américain veut épouser une jeune Française, élue reine d'un concours de beauté. Il transporte, pour la décider, tout son village aux Etats-Unis.
Une fantaisie pétillante opposant deux modes de vie. Des numéros d'acteurs bien dirigés. Marthe Keller ravissante et imprévisible.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : Le monde du travail au dix-neuvième siècle (la formation de la classe ouvrière) ; 8 h 32, L'itinéraire philosophique d'E. Levinas : Husserl et Heidegger.
8 h 50, La fontaine d'eau vive.
9 h 7, La matinée des autres : Shamanisme et Malanggan en Nouvelle-Guinée.
10 h 45, Un quart d'heure avec... M. l'abbé Laurentin : « Catherine Labouré ».
11 h 2, Semaines musicales internationales d'Orléans : E. Satie non-stop (et à 17 h 32).
12 h 5, Agora : Poésie et chanson, avec L. Decaunes.
12 h 45, Panorama : « Table ronde » avec des bibliothécaires de province.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons : Au pays du matin calme.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Rire des pères dans les yeux des enfants », de C. Mauriac.
14 h 47, Magazine international.
16 h 20, Actualité : Les critiques interrogés par les artistes.
18 h 50, Départementale : A Valbonne.
18 h 30, La certaine France de mon grand-père, d'après E. Guillaumin.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Les conditions de l'essor scientifique moderne.
20 h, Dialogues : « Perspectives d'une économie mondiale en mutation », avec J. Attali et G. Stoffaes.
21 h 15, Musiques de notre temps : I. Jarsky, soprano.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien musique : Impromptu français (Debussy, Saint-Saëns, Satie) ; 7 h 5, L'intégrale de la semaine : Mozart ; 7 h 40, Actualité du disque ; 8 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le matin des musiciens : Les quatuors de Bela Bartok.
12 h, Musique de table : Musique légère (Bourdin, Grétry) ; 12 h 35, Jazz classique ; 13 h, Les musiciens ont la parole : Marcel Landowsky.
14 h, Musiques : La guitare dans les musiques traditionnelles ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h, Cercles musicaux : Beethoven, ses amis, ses élèves (Vranicki, Beethoven, Vorisek) ; 17 h, Répertoire choral (Haendel, Mahler).
18 h 2 Six Huit : Jazz time ; 18 h 30, Portrait par petites touches : Cycle Chopin, avec D. Wayenberg au piano ; 20 h, Premières loges : Max Lorenz, ténor, interprète Wagner.
20 h 30 Concert symphonique (en direct du grand auditorium) : « Symphonie n° 51 en si bémol majeur », de Haydn ; « Concerto pour piano et orchestre n° 24 en ut mineur » et « Symphonie n° 41 en ut majeur », de Mozart, par le Nouvel Orchestre philharmonique, direction E. Krivine, avec M. Dalberto, piano.
23 h Ouvert la nuit : Revue de presse et d'édition musicale en Scandinavie et Grande-Bretagne.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 3 MARS

— *M. Vadim Zagladine*, chef adjoint de la section internationale du comité central du parti communiste de l'Union Soviétique, participe, en direct de Moscou, à l'émission « le téléphone sonne » sur France-Inter à 19 h 15.

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

Le plus grand centre commercial d'Europe s'installe à l'ouest de Paris

LA DÉFENSE, EN OUBLIANT LE BÉTON

M. Raymond Barre inaugure, ce lundi 2 mars, les Quatre Temps, qui sera le plus grand centre commercial d'Europe et qui est installé en bordure de l'esplanade de la Défense. C'est une date importante pour ce nouveau quartier d'affaires, le Manhattan français, symbole des ambitions fastueuses des années 60, dressant ses tours aux portes de la capitale et qui a suscité depuis qu'il a été lancé de si nombreuses craintes et des critiques si justifiées. Désormais, avec l'arrivée en force des « marchands », la Défense commence à s'animer et à vivre. Nous sommes allés voir comment.

Vingt-quatre heures d'un village à l'autre

LA Défense paraît toujours un monde étrange et lointain. Une île dont la barrière de corail protectrice serait le boulevard circulaire, cette autoroute urbaine qui semble infranchissable autrement que par quelques passages plus ou moins discrets. Comme tout ce qui est mal connu, la Défense fait peur. Cependant, ce n'est pas un astre mort. On vit à la Défense. On y travaille. On y habite. On s'y distrait même parfois.

Petit à petit, l'homme a pris possession de cette création artificielle. Il a su modeler le projet initial. Les tours, en perdant l'uniformité prévue, ont créé la diversité. La dalle n'est plus « ce silence architectural » voulu par ses créateurs. Bistrots, kiosques, camelots, jeux de boules y ont amené la vie. Habitants et travailleurs ne paraissent plus étrangers dans ce quartier, même si certains n'y font que quelques petits tours avant de gagner des lieux qui leur semblent plus hospitaliers parce que, souvent, moins nouveaux.

8 h 30. La Défense s'éveille. Comme des régiments de fourmis, cadres et employés sortent en rangs serrés des couloirs du R.E.R. En s'éloignant du métro, les colonnes se divisent pour permettre à chacun d'atteindre son objectif, une des vingt et une tours. Quarante-cinq mille « cols blancs » vont se répartir dans ces 860 000 mètres carrés de bureaux. Immense plateau paysager ou alvéoles, dont la superficie varie suivant la place qu'on occupe dans la hiérarchie de sa société, les employés « bénéficient » — après le personnel des usines — de lieux de travail créés exprès pour eux.

Dans ces « ensembles fonctionnels », le charme de l'improvisation ne peut avoir sa place. Tout est planifié, prévu, organisé. L'employé se sent pris dans un carcan. Les horaires sont variables, mais les « badges électroniques » enregistrent sorties et entrées. Pour prendre un « petit café » autre part qu'à la « distribution » de l'étage, il faut ruser avec les règlements. Les mesures de sécurité indispensables dans ces immeubles de grande hauteur peuvent facilement devenir du « flicage ». L'impossibilité d'ouvrir les fenêtres et l'air conditionné renforcent l'impression de vivre loin de la vraie vie dans un monde à part.

Ces tours sont des villages où la seule rue est une batterie d'ascenseurs. Ils grimpent vite, très vite, ne permettant que de brèves rencontres. D'un étage à l'autre on ne se croise plus, on ne se connaît plus, on s'aperçoit...

Une vie atomisée

Vie atomisée, dit-on, et les syndicats ont grand mal à agglutiner des molécules que tout pousse à s'isoler et à fuir dès leur tâche remplie. Il arrive même que la distribution de leurs tracts leur soit interdite par les règlements de sécurité... De toute façon, comment faire quand il n'y a pas d'heure fixe de prise du travail et quand rentrent par une même porte des salariés d'entreprises différentes ? De bas en haut de ces tours, où travaillent jusqu'à 4 000 personnes, pas de vie collective, donc. Les lieux l'interdisent.

Dans les 7 000 appartements qui parsèment ce quartier qui est d'abord un quartier d'affaires, l'isolement, la solitude sont aussi la règle. Les gens sont venus ici à cause des prix, de 15 % à 20 % inférieurs à ce qu'ils sont à Paris. Il est possible d'acheter à la Défense un trois pièces pour 6 000 à 6 500 F le mètre carré. Un quatre-cinq pièces de 100 mètres carrés se loue, charges comprises, aux environs de 3 700 F par mois ; à Neuilly, dans l'île de la Jatte, un appartement identique peut atteindre 5 170 F. De telles conditions ont attiré de jeunes ménages sans trop d'enfants. Les studios sont réservés en priorité par les sociétés pour y loger leurs ingénieurs qui ne vont séjourner à Paris que durant quelques mois. S'il y a de nombreux étrangers à la Défense, ils proviennent des ambassades ou des états-majors des entreprises multinationales. Quant aux travailleurs immigrés qui construisent la Défense, ils n'y habitent pas.

Pourtant, on trouve des H.L.M. au milieu des tours de bureaux, mais municipalités et préfecture les ont réservées à leurs employés, aux personnes âgées, aux familles bien « sous tout rapport ». La Défense n'a rien à voir avec ces « cités-ghettos » si nombreuses dans l'est de Paris. D'autant que, ici, les plus importants ensembles locatifs ne comprennent guère plus de 200 logements. Leurs habitants en vantent le calme et la tranquillité. Quand ils disent « *la Défense, c'est la campagne* », ce n'est pas tout à fait une boutade. Ici, pas de bruits, pas de voitures, mais de vastes espaces où l'œil et l'oreille peuvent se reposer, même s'ils ne le font que sur du béton.

Midi. Comme dans ces carillons folkloriques où à la mi-journée tous les personnages se mettent à s'agiter ensemble, la Défense, tout d'un coup, semble sortir de sa torpeur. Les ascenseurs déversent dans les sous-sols des tours, vers les restaurants interentreprises, leur cargaison de cols blancs. On déjeune entre soi, service avec service. Rapidement, car la journée continue n'autorise que trois quarts d'heure pour ce moment de détente. Ce ne peut être l'occasion de rencontrer ceux des autres étages, ceux des autres sociétés, encore moins ceux des autres tours.

Près de 4 000 personnes travaillent à la tour Fiat, son restaurant sert 3 250 repas entre 11 h. 45 et 14 heures. Pas facile durant ces quelques quarts d'heure de s'échapper du sous-marin vertical dans lequel on est enfermé.

Pourtant — surtout si le soleil s'en mêle — sur l'esplanade et aux terrasses qui s'étalent au pied des tours, c'est un peu la vie d'une place de village. Enfin, si l'on peut dire... Les cafés-brasseries sont pris d'assaut. Impossible de s'approcher du zinc défendu par deux ou trois rangs de consommateurs. Une grillade permet d'échapper à la monotonie de la cantine.

THIERRY BREHIER.

(Lire la suite page 18.)

Quand la crise n'effraye pas les marchands

LE plus grand centre commercial d'Europe : deux fois la surface des boutiques et des magasins des Champs-Elysées ; aussi important que le boulevard Haussmann et le quartier de l'Opéra réunis... la Défense ne trahit pas sa réputation.

Pourtant, n'est-ce pas une gageure d'ouvrir 105 000 m2 de surface commerciale alors que la crise économique redouble ? La SERETE-Aménagement (filiale du *Crédit lyonnais et de la Banque privée de gestion financière*) — responsable de l'opération — a l'habitude des paris qui paraissent *fous*. La place des Halles, à Strasbourg, c'est elle ; le Forum des Halles, à Paris, c'est elle. Pour réussir ce nouveau coup, elle n'a pas *lésiné sur les moyens*. Il lui fallait, il est vrai, relancer un navire *mis* en panne depuis 1977 quand deux des grands magasins qui avaient promis de s'installer à la Défense *remirent* en cause leur accord.

Aujourd'hui, le moral de M. Michel Guidet, président-directeur général de SERETE-Aménagement, est au beau fixe. Auchan ouvre aux Quatre Temps un hypermarché de 12 000 m2 (le plus grand de la région parisienne) ; la Samaritaine y installe un grand magasin spécialisé dans le loisir, le textile et l'ameublement. Darty y transporte sa boutique, jusqu'alors implantée sur l'esplanade de la Défense. Cent soixante magasins vont ainsi occuper — dès l'ouverture du centre — 90 % de la surface disponible. S'il y a peu de boutiques de grand luxe, toutes les formes de commerce sont représentées : l'alimentation bien sûr (3,77 % de la surface hors grand magasin), mais aussi l'habillement (31,53 %), la maison et l'artisanat (24,80 %), la restauration (12,27 %) ; près de la moitié des commerces sont tenus par des « indépendants ». Preuve de leur confiance dans SERETE-Aménagement : quarante et un commerçants du Forum des Halles l'ont suivi à la Défense.

Pour les accueillir, l'équipe d'architectes Alea, Coran-Associates, J.-P. Lenclos, a conçu un espace « baigné » dans la lumière naturelle. Coupoles vitrées, verrière de 150 mètres, permettant de faire entrer le paysage extérieur dans le centre commercial. A l'ouest, près de la « Tête Défense », les grandes surfaces sont réparties autour d'une « grand-place ». A l'est, vers le cœur du quartier des affaires, la zone de loisirs avec sa patinoire artificielle, ses neuf cinémas, ses quatorze restaurants. Entre les deux, la « *rue des Arcades* », où, sur deux étages, s'étalent les boutiques et leurs vitrines.

Pour faire vivre un tel ensemble, les soixante-cinq mille habitants de la Défense, qu'ils y travaillent ou qu'ils y vivent, ne peuvent suffire. Les promoteurs des Quatre Temps pensent pouvoir attirer tout l'Ouest parisien des portes de Versailles à Saint-Denis en passant par les 16e et 17e arrondissements de Paris. Plus d'un million et demi de personnes relativement démunies en centres commerciaux.

Mais la crise ? M. Michel Guidet répond sans hésiter : « *Tous les ans, la consommation augmente de 1 à 2 %, ce qui correspond à plusieurs centaines de milliers de mètres carrés de surfaces commerciales. Il ne vient à l'idée de personne de bloquer les progrès de l'industrie. Pourquoi vouloir freiner l'évolution du commerce ? Les consommateurs ont maintenant besoin d'acheter mieux et plus vite. Ils recherchent donc une bonne information sur les produits et leur prix. Ils veulent comparer les services rendus. Pour cela, il leur faut de grandes surfaces et des centres commerciaux où voisinent les différentes formes de commerce.* »

Pour animer l'esplanade de la Défense, n'aurait-il pas été préférable d'étaler ses cent soixante boutiques tout au long de la dalle au lieu de les tasser tout en haut ? « *Non*, affirme M. Michel Guidet, *le commerce est quelque chose de fragile ; les bons emplacements sont rares. Même aux Champs-Elysées, à 20 mètres près, une boutique peut marcher ou pas. Depuis toujours, les commerçants ont regroupé leurs lieux de vente. Il faut être au coude à coude. Les Quatre Temps n'auraient jamais eu le même impact s'ils avaient été établis au pied des immeubles. De plus, les conditions atmosphériques privilégient les lieux de promenade à l'abri du vent et de la pluie.* »

Pour réussir, les Quatre Temps doivent mettre tous les atouts dans leur jeu. Il faut donc attirer les « étrangers » qui, connaissant mal la Défense, pourraient être rebutés par son aspect extérieur. Ce monde de parkings souterrains, d'autoroutes urbaines où les points de repère manquent, fait peur.

TH. B.

(Lire la suite page 19.)

LA DÉFENSE, EN OUBLIANT

Le jazz et la danse

Des saltimbanques traités comme des princes

L'ANIMATION culturelle à la Défense n'a pas bonne réputation. Il est vrai que, pour celui qui n'a vu le grand quartier d'affaires que depuis son automobile, ou pis encore depuis les profondeurs du R.E.R., le stéréotype tombe sous le sens : un décor inhumain, un chantier permanent, un désert stérile et sans vie. « *C'est simple,* entend-on dire souvent, *à la Défense il n'y a rien et il ne se passe rien.* » Mais ce n'est sans doute là qu'un vilain préjugé et qui ne ferait pas plaisir à Andrée Lebrat, une des deux responsables de l'animation à l'EPAD.

« *Au départ,* explique-t-elle, *personne n'était prévu pour l'animation. Il paraissait normal qu'elle soit du ressort des collectivités locales, municipales et départementales. L'EPAD n'est après tout qu'aménageur, pas gestionnaire.* » Seulement voilà : nul ne semblant s'intéresser à la question, il a bien fallu parer au plus pressé et innover dans un quartier hors du commun où le contexte n'est comparable à aucun des cas connus dans lesquels s'inscrit habituellement l'action culturelle.

Pas question par exemple d'une volonté politique d'action sociale et culturelle assise sur de pressantes et salutaires visées électoralistes : la Défense compte tout au plus vingt mille résidents qui ne représentent qu'une infime partie de l'électorat dans les trois communes de Courbevoie, Nanterre et Puteaux, entre lesquelles il se partage. « *Quant au département,* constate Andrée Lebrat, *il vient tout juste de prendre conscience de la réalité de la Défense.* »

De la même façon, alors que l'on a coutume de penser l'animation d'un quartier en fonction de ses habitants, c'est ici beaucoup à ceux qui y travaillent qu'il a fallu d'abord songer : quarante-cinq mille employés se rendent chaque jour à la Défense, qui ne sauraient se contenter ne fût-ce que pendant la pause de 12 à 14 heures de s'enrhumer sur le parvis ou de jouer avec les ascenseurs.

Aujourd'hui, après des années de tâtonnements, le bilan est loin d'être négligeable : trois galeries, dont la plus vaste 2 000 mètres carrés, qui accueillent en permanence des expositions variées et dont l'entrée est toujours gratuite ; des manifestations renommées telles que le Salon de mai, la Foire aux collectionneurs ou la Foire au troc qui remporte depuis 1975 un succès chaque année croissant ; une animation musicale très dense que clôt chaque année le festival « Musique à la Défense » et qui voit se dérouler quarante à cinquante fois entre 13 heures et 14 heures — en plein air aux beaux jours — des spectacles gratuits et de qualité : concerts classiques pour l'essentiel, mais aussi de musique contemporaine, de danse folklorique, etc.

Toujours au titre de l'animation, il convient naturellement de nommer les quelques œuvres d'art que l'EPAD a placées çà et là et qui, pour être parfois controversées, n'en constituent pas moins une louable tentative pour égayer le décor : le stabile de Calder, la fontaine d'Agam, ou les personnages de Miro pour ne citer que les plus monumentaux. « *Nous partageons le souci d'animation en tant que concepteurs et en tant qu'usagers,* explique M. Michel Moritz, architecte à l'EPAD et chargé de la mise en place des œuvres d'art. *Plus nous développerons la qualité d'accueil de ce site, plus nous aurons l'impression de bien remplir notre mission d'aménageurs.* »

Peu à peu, malgré un démarrage laborieux, l'animation prend donc tournure. Après avoir traversé de graves crises d'identité, la Défense est en passe de trouver sa personnalité : de plus en plus nombreux, les comités d'entreprise s'intéressent activement à l'animation du lieu, tandis que, baromètre infaillible, le *lobby* des joueurs de boules de l'esplanade ne cesse de grossir.

Il reste que tout cela manquait d'une réalisation à la mesure des ambitions du quartier. Et c'est avec un certain soulagement que les pionniers de l'EPAD saluent l'arrivée du centre commercial des « Quatre temps », qui ouvre un nouveau chapitre de l'animation à la Défense.

Lieu pour créer

Voici déjà deux ans, une société, SERETE Aménagement, promoteur des « Quatre Temps », a confié le soin de penser l'animation du centre à l'association Culture-Animation, celle-là même qui avait pris en charge l'animation du Forum des Halles à Paris.

Culture et commerce : voilà pourtant deux mots qui ne font pas bon ménage, et l'on pouvait craindre que ladite culture ne se limite par exemple à quelques projections de dessins animés pour enfants entrecoupés de publicités pour les marchands de jouets voisins. « *Jamais je n'ai pensé miser sur de tels procédés,* dit Jean-François Michel, président de Culture-Animation, *pour la bonne et simple raison que je ne crois pas à leur efficacité. Nous ne jouons pas le gadget mais la crédibilité. C'est avant tout un travail « d'images » que nous avons entrepris.* »

Et, de fait, c'est un projet très ambitieux que celui qui s'achève aujourd'hui, auquel on reprochait plutôt de n'être pas assez... commercial ! « *C'est que nous avons voulu profiter de la surface disponible pour ouvrir des lieux destinés aux professionnels,* explique encore Jean-François Michel, *et offrir aux artistes des conditions de travail idéales. Ce sont eux qui feront le renom du lieu, et le reste devra suivre.* »

Trois axes ont été ainsi retenus pour animer le centre et lui conférer une réputation et une audience internationales : théâtre, danse et jazz. Le théâtre, lui est déjà mort. La commercialisation ayant « trop bien marché », les locaux qui lui étaient destinés reviendront à... une cafétéria.

Le studio de danse, dont on doit le projet à Mme Daditte Berberian, est ouvert depuis le mois d'octobre dernier. Il dispose d'une salle de 500 mètres carrés et a été confié à Caroline Mercadé et Dominique Petit, deux élèves de Carolyn Carlson. C'est avant tout un lieu de travail et de création pour les danseurs mais qui s'ouvre aussi sur l'extérieur, soit par la présentation à un public restreint des créations qui y naissent, soit par l'organisation de stages et de cours, jusqu'ici réservés aux danseurs confirmés, en attendant de pouvoir accueillir également les débutants.

Enfin, le secteur jazz a été confié à Gérard Terronès, le « pape du jazz parisien », un orfèvre en la matière. « *J'ai eu à cœur de créer un lieu qui n'existe nulle part ailleurs,* explique-t-il, *qui soit un lieu de rencontre et d'échanges pour les artistes, mais aussi un lieu ouvert sur la vie sociale, qui puisse permettre au jazz de sortir de son ghetto.* » C'est donc d'un véritable complexe de jazz qu'il s'agit, qui rassemble sur 1 000 mètres carrés une salle club de trois cents places équipée d'une régie très sophistiquée qui accueillera en continu les orchestres de jazz les plus renommés, un studio de répétitions, un bar-discothèque, un restaurant style américain et plusieurs points de vente de disques, livres, instruments ou toutes autres choses ayant trait au jazz. « Jazz Unité », qui sera inauguré le 3 mars, restera ouvert jusque tard dans la nuit — chose rarissime en banlieue — pour un prix d'entrée modestement fixé à 25 francs.

D'ores et déjà, les artistes et les responsables sont heureux. « *Nous avons là un lieu unique en région parisienne,* se félicite Anne Bedout, directrice du studio de danse, *et nous comptons bien le faire marcher. Pour une fois que des chorégraphes disposent d'un lieu avant d'avoir soixante ans...* » Quant à Gérard Terronès, qui à « *Jazz Unité* » prend la tête d'une équipe de vingt-huit personnes, il ne cache pas non plus sa satisfaction : « *Je dispose ici d'un complexe unique en Europe qui ouvre des perspectives de création musicale inédites, peut-être d'un nouveau courant du jazz.* »

Tout n'est pas rose pour autant. Car si les autres points d'appui de l'animation du centre — neuf cinémas, quinze restaurants et discothèques et une piste pour le patin à roulettes (au beau milieu de la galerie marchande) — suscitent somme toute peu d'inquiétudes, les activités jazz et danse, de par leur spécificité et l'étroitesse de leur clientèle, constituent d'authentiques paris qui restent encore à gagner. Est-il permis de leur souhaiter bonne chance ?

FRANÇOIS ROLLIN.

Sculpteurs malheureux

Des ateliers mais pas de commandes

CHARLES CORREIA n'a pas digéré le Miro. « Le » Miro, c'est, bien sûr, la sculpture monumentale baroque et bariolée due au peintre et sculpteur catalan Juan Miro, qui orne le parvis de la Défense à l'entrée du nouveau centre commercial. Charles Correia, lui, est sculpteur de son état et occupe un des ateliers d'artistes de l'ensemble Boieldieu, dans la zone résidentielle de la Défense.

C'est dans cette résidence qu'à la demande du ministère des affaires culturelles un certain nombre de mètres carrés ont été réservés, lors de la construction, à l'aménagement d'ateliers d'artistes : trois ateliers de sculpteur et céramiste au rez-de-chaussée et au dernier étage de la tour, quatre ateliers de peintre qui ne diffèrent en réalité des appartements voisins que par trois verrières par où s'engouffre l'indispensable lumière naturelle. Au total, une douzaine d'artistes plasticiens dont certains sont là depuis plus de dix ans et qui s'étonnent aujourd'hui de n'avoir jamais été associés si peu que ce fût à la « décoration » de leur quartier.

C'est sans doute pour cela que Charles n'apprécie guère le polyester de Miro, « *une petite fantaisie en pâte à modeler que l'on dit grandiose sous prétexte qu'elle a été agrandie trente ou quarante fois* ». Charles s'exprime avec la rondeur que son physique suggère et tout le monde lui reconnaît cette qualité : il dit toujours les choses comme il les pense. « *Il paraît,* continue-t-il, *que le Miro a coûté à l'EPAD 280 millions de centimes : avec une telle somme, que de jeunes artistes de talent on aurait pu faire s'exprimer !* ».

Mais, après tout, personne ne revendique une place de premier plan. « *Seulement,* s'étonne le peintre André Libion, avec la sagesse de la cinquantaine et la sérénité d'un homme dont le talent n'est plus à démontrer, *nous avons été choisis sur une longue liste d'attente pour nous installer ici. Or aucun d'entre nous ne s'est jamais vu commander la plus petite œuvre, on ne nous a jamais sollicités pour un simple conseil, et pas un de nous n'a pu exposer ses œuvres dans l'une des nombreuses galeries dont dispose l'EPAD. On arrive à cette situation invraisemblable : j'expose en Bulgarie, au Canada, au Gabon, j'ai des propositions en U.R.S.S. et au Japon, et rien à la Défense, au pied de ma porte.* »

« L'animation c'est nous »

Certes, il n'est pas question pour ces artistes de se faire reconnaître un droit absolu à la décoration de leur quartier, et c'est avec justesse que M. Michel Moritz, architecte de l'EPAD, objecte que « *le fait pour un artiste d'habiter sur place n'est pas la meilleure garantie d'adéquation de ses propositions au cadre de la Défense, dont l'ambition dépasse largement les seules limites du quartier* ». « *Tout de même,* explique Claude Plessier, *nous avons l'immense avantage d'être à la lettre à pied d'œuvre.* »

Claude est peintre lui-même, et il partage avec son épouse, sculpteur, l'atelier voisin de celui de Charles. Pour être sans doute le plus jeune de la bande, il n'est pas le moins sensé : « *Notre seule proximité,* dit-il, *me semble un argument suffisant pour que nous puissions exposer à la Défense. Et si l'on nous suspecte d'une démarche purement commerciale, je réponds que le fait, pour un professionnel des arts plastiques, de « montrer » ses œuvres est la forme la plus directe et la plus simple de sa participation à l'animation de son quartier.* »

Du reste, il semble qu'il y ait encore de la place et du travail pour beaucoup. La Défense *intra-muros* — si l'on tient pour mur le boulevard circulaire qui l'entoure — ne compte en tout et pour tout qu'une dizaine d'œuvres d'art. On peut penser que ce n'est pas suffisant, d'autant que les lieux de passage sont encore largement favorisés au détriment des zones d'habitat. « *Or, à force de se promener dans le quartier, on finit par avoir des idées pour l'améliorer* », explique Jean Dassonval, un peintre encore, mais qui, n'ayant pu obtenir un atelier, a simplement converti son appartement en lieu de travail. « *Chaque jour, on imagine des tas de choses sur les murs de béton qui nous entourent.* »

L'influence du cadre de vie est d'ailleurs bien réelle. Claude, plutôt porté à son arrivée vers une peinture expressionniste et une certaine liberté de tons et de formes, a mis plusieurs mois avant de retrouver son style... Des mois pendant lesquels il n'a su dessiner autre chose que des entrelacs de figures géométriques !

Les artistes de Boieldieu n'ont pas eu jusqu'ici la partie belle. Cependant, conscients de n'avoir pas toujours été assez prompts à proposer leurs services aux partenaires de l'EPAD ou du nouveau centre commercial, ils sont désormais résolus à faire entendre leurs voix. Avec d'honnêtes chances de succès. Car, comme l'indique Michel Moritz, « *la Défense avait besoin au départ de la notoriété de grands noms pour assurer sa crédibilité. Maintenant qu'elle existe bel et bien, nous avons l'intention d'aller plus loin et nous pensons sérieusement à une collaboration avec les artistes locaux.* » A suivre... — F. R.

Vingt-quatre heures d'un village à l'autre

(Suite de la page 17.)

On se retrouve là entre cadres, entre hommes surtout. Pas pour des repas d'affaires, le voisinage des concurrents interdit toute discrétion. Il est du meilleur ton de se montrer au Bistrot à vin, installé sur l'esplanade, de partager ou de contempler une partie de pétanque...

Elles préfèrent le shopping. Malheureusement rares sont les vitrines à lécher. Des banques, encore des banques, toujours des banques... et des agences de voyages sans compter quelques supérettes et quelques pharmacies. A tous ceux qui ont connu l'animation du centre de Paris, c'est ce qui pèse le plus. Les « Quatre Temps » amélioreront — peut-être — les choses. En attendant, heureusement, le R.E.R. permet d'être en dix minutes dans les grands magasins du boulevard Haussmann.

Seul le centre Jean-XXIII s'efforce d'attirer chacun en dehors de sa sphère. Un prêtre et une équipe de chrétiens ont su créer ici le seul véritable lieu de rencontre de la Défense. Avec plus ou moins de succès. Trois quarts d'heure, c'est peu pour descendre de sa tour, traverser l'esplanade pour gagner un lieu de prière et d'échanges. Une cinquantaine de personnes s'y retrouvent pour la messe — rapide — du mercredi après-midi. D'autres participent à des équipes d'action catholique.

17 heures. Par rangs serrés, les « défensiers » — au fait comment les appelle-t-on, comment s'appellent-ils ? — regagnent leur R.E.R. Vite, le plus vite possible, comme pour s'en échapper. Voici la Défense livrée à elle-même. Les enfants franchissent la barrière du boulevard circulaire, les écoles sont de l'autre côté. Les rues — interdites aux voitures — sont livrées aux vélos et aux patins à roulettes. Les pelouses, malgré les panneaux d'interdiction, deviennent terrains de foot. Les adolescents sont rares. Et s'ils étaient là, où iraient-ils ? Les cafés, faits pour des gens sages, ne sont pas pour eux (par de flippers ou de juke-boxes) et, d'ailleurs, ils ferment avant l'heure du dîner...

Les bureaux, pour eux, sont livrés aux femmes et aux hommes de ménage : douze mille, a calculé l'établissement public d'aménagement. Poussant l'aspirateur, les chiffons à la main de 18 heures à 22 heures, ils — ou elles — vont nettoyer la moquette et les tables, frotter l'aluminium, l'inox et le verre, pour 17 francs l'heure. Dans le froid ou le chaud (économie d'énergie oblige et la climatisation est coupée), Portugais ou Africains astiquent les pyramides modernes. Nombreux sont ceux qui travaillent ici après une journée en usine ; d'autres arrivent au petit matin pour les derniers coups de chiffon. Personne ne les rencontrera, ils ne rencontreront personne, hormis les gardiens et les agents de sécurité. Ceux-ci, à tour de rôle, sont là vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours sur trois cent soixante-cinq, de quart sur ces grands paquebots immobiles...

Les habitants, eux, sont enfermés chez eux. Pas de vie nocturne à la Défense. Ces passages déserts, ces parkings impressionnent, font peur. Pourtant la délinquance y est faible. C'est un quartier tranquille. Deux homicides en un an : un mari qui a tué sa femme et une bagarre entre automobilistes qui a mal tourné. La prostitution — si elle existe — est discrète. Les affaires de mœurs ne sont pas ici plus fréquentes qu'ailleurs, les agressions bien moins nombreuses qu'on ne le dit. Seuls les vols à la roulotte dans les parkings souterrains donnent du fil à retordre.

Voilà donc ce quartier étrange, étranger surtout, c'est-à-dire mal connu mais finalement un quartier comme un autre. Tout y prend peut-être plus d'acuité, vu que tout y est plus neuf, plus concentré. Mais, finalement, sa caractéristique principale, c'est d'être un grand carrefour de solitudes. Pas de salle de réunion, aucun club, aucune « maison pour tous ». Pas de bourse du travail pour les syndicats, pas de mairies, pas d'église dans ce quartier coincé entre deux communes. D'un côté de l'esplanade, on dépend de Courbevoie ; de l'autre, de Puteaux. Pas de vie politique, guère de vie associative.

La seule association où peuvent se retrouver habitants et travailleurs est la Ludothèque ; encore est-elle excentrée sur les bords de la Seine, loin du centre même du quartier d'affaires. Et la jeune femme qui a voulu créer ce lieu d'accueil pour les jeunes enfants, où ils peuvent emprunter des jouets, participer à des ateliers récréatifs, a dû surmonter bien des obstacles. Les comités d'entreprises n'étaient guère tentés de financer un équipement qui serait ouvert aussi aux habitants. Les mairies voient d'un mauvais œil un instrument qu'elles ne contrôlent pas totalement. On est Versaillais, on est Parnassiens ou Bellevillois, on n'est pas de la Défense. Mais la Défense existe-t-elle réellement ?

THIERRY BRÉHIER.

LE BÉTON

Les bâtisseurs font le point

Le pari est presque gagné

Pour gagner son pari d'aménager un quartier d'affaires de renommée internationale sur l'« axe triomphal » tracé par le Louvre, les Champs-Elysées et l'avenue de Neuilly, l'État s'est donné un outil : l'Établissement public d'aménagement de la région de la Défense (EPAD). Après l'avoir été par M. Jean Millier, l'EPAD est maintenant dirigé par une équipe : M. Pierre Consigny, inspecteur général des finances, préside son conseil d'administration ; M. Jean-Paul Lacaze, ingénieur en chef des ponts et chaussées en est le directeur général. M. Lacaze répond ici à nos questions :

« Vouloir maîtriser la marche traditionnelle de Paris vers l'ouest en créant un nouveau quartier au-delà du pont de Neuilly semblait, dans les années 60, un formidable pari. Est-il aujourd'hui gagné ?

— Le pari est presque gagné, certainement, mais quel pari ambitieux ! Créer de toutes pièces un quartier d'affaires à 4 kilomètres de l'Etoile, dans une banlieue mal bâtie et sous-équipée. A voir la qualité des réalisations, on risque d'oublier le point de départ : les huit mille logements vétustes que l'EPAD a détruits en relogeant tous les habitants à proximité, les plus grands bidonvilles de la région parisienne résorbés, la zone de carrières reconvertie en parc urbain. Pour gagner ce pari, il fallait réunir tous les atouts : l'importance du programme, sa localisation en un lieu symboliquement relié au Paris des affaires, le ferme engagement de l'Etat, la confiance de nos partenaires privés.

» C'est aussi un pari bien gagné puisque, sauf retournement brutal de la conjoncture, l'EPAD bouclera ses comptes en équilibre, les recettes commerciales permettant de compenser le coût de la libération des sols, des travaux d'équipements et tous les frais, notamment les frais financiers découlant d'un endettement encore important (570 millions de francs) puisque l'EPAD n'a reçu qu'une dotation en capital très modeste.

— L'EPAD a su mener à bien — malgré tous les contretemps — la mission qui lui a été confiée. Quelles méthodes avez-vous utilisées ?

— Chaque décision doit être minutieusement préparée en concertation avec tous nos partenaires : les collectivités locales, les services publics, nos clients promoteurs et investisseurs, les architectes, bureaux d'études et entreprises, sans oublier de penser aux futurs utilisateurs. Lorsque j'ai été nommé à l'EPAD, il y a deux ans, j'ai été frappé par la très haute qualification professionnelle d'une équipe qui sait maîtriser l'extrême complexité de son projet et s'adapter à l'évolution de la demande.

» Quant à la recherche de la qualité, cette exigence est évidente pour nous montrer dignes du site et offrir à nos clients le cadre prestigieux qui renforce les chances de la France dans la compétition pour accueillir les grands sièges sociaux internationaux.

Encore six ans de travail

— Sur le million et demi de mètres carrés de bureaux qui étaient prévus, 860 000 sont en service, 200 000 en construction, 160 000 devraient l'être prochainement. Le gouvernement vient — enfin — de fixer son choix sur le pari d'aménagement de « la Tête-Défense » qui fut longtemps objet de controverses. L'opération « Défense » est-elle donc terminée ?

— Il nous reste encore beaucoup à faire : certes, les infrastructures sont en grande partie réalisées et l'EPAD a consenti des options sur de nombreux programmes de bureaux, mais les derniers 300 000 mètres carrés ne seront effectivement construits que quand ils auront trouvé leurs utilisateurs, car le contexte économique et financier ne permet guère les anticipations. Il nous reste aussi 3 500 logements à lancer et beaucoup de finitions à parachever.

» Dans la meilleure hypothèse, il nous faut encore cinq à six ans de travail à un rythme soutenu. L'EPAD a été créé pour trente ans en 1958 ; l'échéance de 1988 peut être respectée, mais tout dépendra du marché immobilier, dont les retournements sont toujours brutaux, et des pouvoirs publics qui, par l'intermédiaire du comité de décentralisation, sont maîtres des décisions de localisation concernant l'implantation des grands programmes de bureaux.

» Cependant, la date d'aujourd'hui marque une étape décisive : avec le centre commercial et ses équipements de loisirs, le quartier d'affaires devient un vrai centre-ville au service de tout l'Ouest parisien.

— La Défense ne peut être le point final à l'aménagement de la région parisienne. Que peut-il se passer une fois la dernière tour construite dans ce quartier d'affaires ?

— L'EPAD, par nature, est un organisme à durée de vie limitée, qui doit disparaître une fois sa mission accomplie. Auparavant, il nous restera deux questions délicates à traiter : le reclassement du personnel (10 % seulement des agents sont fonctionnaires) et la mise au point des conditions de dévolution du patrimoine de l'EPAD, ce qui pose des problèmes juridiques ardus et originaux.

» Après, La Défense vivra à son rythme propre. Elle restera, à l'échelle du grand Paris, le témoin de l'extraordinaire transformation sociale et économique que la France a vécue entre 1950 et 1980, l'exemple le plus achevé et, me semble-t-il, la mieux réussi parmi les réalisations qui se réfèrent aux thèses des architectes et urbanistes fonctionnalistes.

» L'histoire de la métropole parisienne continuera, à un rythme vraisemblablement plus lent que celui des trente dernières années. Bientôt, il faudra sans doute se poser la question de savoir où l'on peut accueillir les nouveaux grands sièges de sociétés. Il faudra aussi maîtriser les conséquences inévitables de l'achèvement de la Défense sur le tissu urbain environnant.

» Et, un jour, quelqu'un soulèvera à nouveau la question de savoir comment continuer l'aménagement de l'axe triomphal... »

Quand la crise n'effraie pas les marchands

(Suite de la page 17.)

Ce sera le rôle de l'espace de loisirs, le plus grand (20 000 mètres carrés) qui ait jamais été installé dans un centre commercial : restaurants, cinémas, mais aussi une patinoire artificielle pour « fans » du patin à roulettes, qui sera animée par l'équipe du Palace, la plus grande discothèque de Paris, un centre de jazz, une école de danse.

« Si, comme dit M. Michel Guidet, *la réussite d'un tel centre s'apparente à l'alchimie* », aux Quatre Temps on n'a pas lésiné sur les ingrédients. L'objectif est clair : faire venir les gens à la Défense, donner du centre commercial l'image d'un lieu de loisirs « sympathique, agréable et de bon goût ». « *Ce qui fait l'attrait d'un quartier de Paris*, explique Michel Guidet, *c'est son passé, les souvenirs que les uns et les autres peuvent y avoir.* »

Les commerçants déjà installés dans le quartier d'affaires en ont un peu froid dans le dos. Tous s'attendent à voir leurs clients se précipiter aux Quatre Temps ne serait-ce que par curiosité. Tous craignent que leurs nouveaux rivaux ne cassent les prix. Le libraire-marchand de journaux ne sait pas si sa librairie, son rayon de stylos et d'articles pour fumeurs résistera au choc. Le responsable de la supérette espère que les employés, qui viennent chercher chez lui les apéritifs qui arrosent promotions et départ à la retraite n'auront pas le courage de traverser la dalle.

Le gestionnaire du restaurant inter-entreprises de la tour Fiat multiplie les formules offertes à ses « rationnaires » ; il a créé un menu « diététique » ; il va mettre en place un buffet où l'on pourra se servir à volonté. Le patron de la brasserie de la Coupole est prêt à se battre sur la qualité. Le « bistrot à vin » va agrandir sa cuisine pour diversifier les plats qu'il propose aux amateurs de bons vins.

L'établissement public d'aménagement de la Défense a investi 500 millions de francs dans la réalisation des Quatre Temps ; les promoteurs du centre commercial ont, eux, dépensé 780 millions ; impossible de savoir ce que les commerçants ont eux-mêmes investi. Le premier résultat de tout cela est un formidable coup de pied dans la fourmilière commerciale de la Défense, où jusqu'alors chacun vivait tranquillement à l'abri de son monopole. — Th. B.

ÉQUIPEMENT

Devant la maladie qui frappe les naissains

LES OSTRÉICULTEURS BRETONS DEMANDENT L'AIDE DE L'ÉTAT

(De notre correspondant.)

Vannes. — Les huîtres bretonnes sont malades, du moins les huîtres plates, celles qui forment l'essentiel de la production entre l'estuaire de la Loire et le Cotentin. Elles sont victimes d'un nouveau parasite qui les empêche de grossir le Bonamia. Celui-ci a fait son apparition en juin 1979 dans les parcs de Ile-Tudy, près de Quimper, dans le Finistère. De ce point central, en moins de deux ans, les dégâts se sont étendus vers le sud et vers le nord, au point d'atteindre la pointe de Saint-Vast-la-Hougue, en Normandie. La rapidité de l'épidémie s'explique par le fait que les ostréiculteurs possèdent des parcs en différents endroits du littoral et qu'ils transportent leurs huîtres de l'un à l'autre.

Les ostréiculteurs du Morbihan, qui vendent leurs jeunes huîtres (de naissain) à leurs collègues du nord de la Bretagne, ont de plus en plus de mal à écouler leur production. Déjà les Pays-Bas et l'Espagne ont fermé leurs frontières pour éviter la contagion. Les éleveurs du Morbihan en ont appelé aux pouvoirs publics. Ils demandent qu'on leur applique le même traitement que celui qui est réservé aux agriculteurs en cas d'épizootie, c'est-à-dire qu'ils espèrent être indemnisés.

« *Certes oui*, a répondu le préfet du Morbihan, lors d'une réunion avec les professionnels à Auray, *mais organisez-vous !* ».

Dans une profession où l'individualisme est roi, faire jouer la solidarité entre les bassins ostréicoles ne sera pas chose facile. Le Groupement des ostréiculteurs de Bretagne sud, par exemple, qui bénéficiait pourtant du soutien de la préfecture, a déjà échoué dans le passé.

Sauvegarder l'avenir à long terme

Devant la catastrophe, professionnels et autorités n'ont pas le même point de vue. Ces dernières préconisent la destruction totale du stock annuel des huîtres de dix-huit mois, évalué à 1 500 tonnes, avec indemnisation. Cela dans le but de sauvegarder l'avenir à long terme de l'ostréiculture de la Bretagne sud : les éleveurs, eux, veulent sauver leurs stocks, car il n'est pas certain qu'ils soient atteints. Dans un premier temps, le Fonds d'intervention et d'organisation des marché (FIOM) constituera un fonds de garantie couvrant les contrats passés entre les vendeurs morbihannais et leurs acheteurs. « *A circonstances exceptionnelles*, disent les représentants de la profession, *mesures exceptionnelles* ».

Des démarches ont été faites auprès des banques afin que le remboursement des prêts contractés par les ostréiculteurs en difficulté soit reporté. Un moratoire en somme. Les professionnels demandent aussi à la marine marchande de diminuer des trois quarts les redevances qu'ils payent pour l'occupation du domaine public maritime et de reculer la date de paiement jusqu'en juillet. Indemnisations, remises de redevances et autres facilités vont probablement coûter une soixantaine de millions à la collectivité. En revanche, devant cette crise grave — la seconde en dix ans puisque l'huître plate avait déjà été attaquée par un autre parasite au cours des années 70, — les ostréiculteurs, de gré ou de force, vont être contraints de se serrer les coudes.

MICHEL LORET.

UN PLAN POUR L'ENVIRONNEMENT DANS LES CARAIBES

Au terme d'une réunion de cinq jours à Managua (Nicaragua) à laquelle participaient des experts juridiques et scientifiques de plusieurs pays de la zone des Caraïbes, un plan d'action et de protection de l'environnement a été approuvé, le 27 février, sous l'égide du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.U.E.) et de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL).

Vingt-cinq projets d'intérêt commun pour l'ensemble des pays concernés ont été retenus comme prioritaires. Le coût de ces programmes, pour les trois prochaines années, est évalué à 3,1 millions de dollars (15,5 millions de francs).

Les projets les plus importants visent la coopération en matière de déversement d'hydrocarbures, l'amélioration des services de santé, la gestion des bassins hydrographiques, la création de cours d'éducation sur l'environnement dans les lycées et les universités en quatre langues (anglais, espagnol, français et néerlandais).

INFORMATIONS « SERVICES »

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

La Documentation françaises vient de publier les ouvrages suivants :

— *La Biotechnologie, demain.* Rapport au premier ministre. Publié par la délégation générale à la recherche scientifique et technique, ce rapport de M. Jean-Claude Pelissolo tente en premier lieu de cerner ce qu'on a maintenant coutume d'appeler la biotechnologie, puis il dresse un bilan des actions entreprises en ce domaine. 88 p., 48 F.

— *Préparation du VIIIe Plan (1981-1985).* Rapport du groupe de travail « Habitat 2000 ». Tome I : rapport de synthèse. 104 p., 30 F.

— *Essais d'évaluation des capteurs de déplacement.* Méthodes et procédures. Ce document, publié par la commission interministérielle des appareils de mesure est un catalogue des essais permettant de déterminer les caractéristiques métrologiques et technologiques d'un capteur de déplacement dans son domaine. 120 p., 60 F.

— *Publication des Archives de France*, Inventaire des archives de la marine, sous-série B 7 (pays étrangers, commerce, consulats). Tome VI (art. 90 à 103). Analyse la correspondance au départ du secrétaire d'Etat à la marine, Jérôme de Pontchartrain, avec l'Italie, l'Espagne, le Nord de 1712 à 1715, les ordres et dépêches concernant le commerce du Levant et de Barbarie, de 1713 à 1716. 600 p., 190 F.

— *Répertoire permanent de l'administration française.* Edition 1981. Ce répertoire permet de repérer rapidement les noms, numéros de téléphone, adresses des principaux responsables de l'administration française. Un fascicule complémentaire donne la composition du gouvernement et des cabinets ministériels. 386 p., 80 F.

— *Préparation du VIIIe Plan (1981-1985).* Rapport du comité « Economie internationale et échanges extérieurs », travaux contributifs. 412 p., 60 F.

— *L'A.B.C. du Marché commun agricole.* Par Adrien Ries. Après un rappel des particularités des marchés agricoles et de leurs conséquences, cet ouvrage de vulgarisation relate l'histoire de l'établissement du Marché commun agricole, en analyse les mécanismes complexes et examine les problèmes auxquels est confrontée la *politique agricole commune.* Une chronologie complète cette étude. 202 p., 38 F.

— *La Coopération politique européenne.* Par Philippe de Schoutheete. Cet ouvrage de la collection « Europe » essaie de décrire l'une des branches de l'activité européenne : celle des questions politiques et diplomatiques qui ne relèvent pas des institutions de la Communauté européenne. 238 p., 60 F.

— *Urbanisme et constructions publiques.* Ce rapport a été établi à la demande de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques et est publié par le ministère de l'environnement et du cadre de vie. 64 p., 20 F.

— *Cahiers de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France.* Publiés par l'I.A.U.R.I.F. avec le concours du C.N.R.S. Le développement du Bassin parisien. Maintien et mise en valeur des coupures vertes dans le cadre du BDAU de la vallée de l'Oise. L'étude de l'occupation du sol par satellite. Présentation de documents publiés par l'I.A.U.R.I.F. Cahiers de l'I.A.U.R.I.F., n° 61, 4e trimestre 1980, 148 p., 85 F.

★ Ces publications sont vente à la librairie de la Documentation française, 31, quai Voltaire, Paris (7e) et dans toutes les grandes librairies ; à l'agence régionale de la Documentation française, 165, rue Garibaldi, Lyon (3e) ; ou par *correspondance à la Documentation française*, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex ; Telex : Docfran Paris 204826.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2877

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									■
IV				■			■		
V							■		
VI		■	■						
VII					■				
VIII		■							
IX				■				■	
X	■								
XI						■			■

HORIZONTALEMENT

I. Bouches à feu. — II. Peu séduisants. — III. Belles-de-jour. — IV. Siège des Etats désunis ; Symbole familier aux auteurs de flashes ; Demi-part d'anis pour un tiers de pastis. — V. Issue fatale d'une prise de bec ; Note. VI. Ancienne résidence pour pensionnaires involontaires. — VII. Qui a du mal à lever le pied pour avoir trop levé le coude ; La faire, c'est bien ; la toucher, c'est mieux. — VIII. Telles des affaires ayant été portées jusqu'à la corde. — IX. Séduit ; Véhicule léger à la portée de tous. — X. Foire aux vins. — XI. Tire un coup franc sur la touche ; Préposition.

VERTICALEMENT

1. Raison pour laquelle les gens font tant de choses sans raison. — 2. Dispositif de compression des corps gras ; Port du pays du Soleil-Levant. — 3. Sujet d'un duo charmant chanté par Virgile ; Commune de la Confédération. — 4. Nageur à peau rouge ne pratiquant pas l'indienne ; Eau courante des Périgourdins ; Un peu de bonheur. — 5. Coquillage des littoraux du genre littorine ; On en remonte d'autant plus lentement que la descente y a été rapide. — 6. Science présentant des hauts et des bas dans un monde tourmenté. — 7. Possessif ; Symbole de l'amant fidèle ou de la femme crampon. — 8. Travail de fourmie à l'échelle humaine ; Commence infirmier et finit médecin. — 9. Saint homme ou sujets diaboliques ; Richesse qui ne s'acquiert qu'avec le temps.

Solution du problème n° 2876

Horizontalement

I. Coupe-circuit ; Il. — II. Oiseau ; Ain ; Etna. — III. Ut ; Cuisinière. — IV. Ah ; Sade ; Tract. — V Témérité ; Noé ; Le. — VI. Eté ; Unisson ; Sir. — VII. Lardées ; Paon. — VIII. Il ; Us ; Fardeau. — IX. Nage ; Tastevin. — X. Egale ; Isis ; Eau. — XI. Il ; Visa ; Tu ; Gré. — XII. Usés ; Nautisme. — XIII. Strapontin ; Ra. — XIV Seine ; Terreur. — XV. Eau-de-vie ; Etés.

Verticalement

1. Courteline (« les Gaîtés de l'escadron ») ; Ussé. — 2. O.I.T. ; Etalagiste — 3. Us ; Amer ; Galerie. — 4. Pêche ; Duel ; Sana. — 5. Eau ; Rues ; E.V. ; Peu. — 6. Cuisine ; Ino. — 7. Satisfaisante 8. Raides , Assaut. — 9. Ciné ; Sorti ; Titu. — 10. Uni ; Nô ; Destinée. — 11. Eton ; E.V. ; Us. — 12. Terre ; Paie ; Mère. — 13. Tee ; Saunage ; Et. — 14. In ; Clio ; Ur ; Rue. — 15. Lanternes ; Epars.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 1er mars 1981 :

DES LISTES

● Des auditeurs des soixante-deuxième et soixante-troisième sessions régionales de l'Institut des hautes études de défense nationale.

DES DECRETS

● Portant relèvement des droits de chancellerie ;

● Modifiant le statut particulier des ingénieurs des mines.

DES ARRETES

● Relatif à l'attribution de contingents d'autorisations de plantations nouvelles de vignes destinées à produire certains vins délimités de qualité supérieure ;

● Relatif aux plantations de vignes destinées à la production de vins à appellation d'origine contrôlée ;

● Relatif à l'ouverture d'un contingent de 300 hectares de plantations nouvelles de vignes destinées à la production de vin de table.

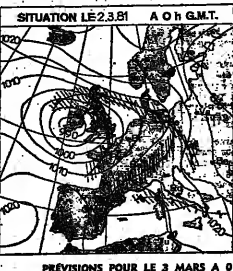
Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

OJD 1978

Commission paritaire n° 57 437.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 3 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 2 mars à 0 heure et le mardi 3 mars à 24 heures :

La dépression centrée sur l'Irlande se déplacera vers la Hollande, puis vers le nord de l'Allemagne. Les masses d'air maritime instable qu'elle dirige sur la France auront une origine de plus en plus septentrionale.

A l'exception des régions côtières de la Méditerranée, qui bénéficieront d'éclaircies un peu plus nombreuses, le temps sur la France sera le plus souvent très nuageux et les éclaircies seront d'assez courte durée. Dans la plupart des régions, on notera des averses ou des giboulées qui pourront être parfois accompagnées d'orages, surtout sur la moitié nord.

Les vents, d'abord orientés généralement au sud-ouest, tourneront ensuite progressivement au secteur nord-ouest ; ils seront irréguliers avec des rafales assez fortes.

Les températures commenceront à baisser.

Le lundi 2 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 005,7 millibars, soit 754,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1er mars ; le second, le minimum de la nuit du 1er au 2) : Ajaccio, 14 et 9 degrés ; Biarritz, 16 et 7 ; Bordeaux, 16 et 5 ; Bourges, 13 et 5 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 11 et 6 ; Cherbourg, 9 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 13 et 6 ; Grenoble, 8 et 3 ; Lille, 10 et 7 ; Lyon, 10 et 5 ; Marseille, 13 et 8 ; Nancy, 10 et 1 ; Nantes, 13 et 3 ; Nice, 11 et 8 ; Paris-Le Bourget, 11 et 7 ; Pau, 15 et 3 ; Perpignan, 10 et 9 ; Rennes, 12 et 7 ; Strasbourg, 12 et 1 ; Tours, 11 et 7 ; Toulouse, 9 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 et 9 degrés ; Amsterdam, 9 et 4 ; Athènes, 11 et 3 ; Berlin, 2 et —1 ; Bonn, 9 et 3 ; Bruxelles, 10 et 6 ; Le Caire, 16 et 9 ; îles Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 1 et —1 ; Genève, 7 et 3 ; Jérusalem, 9 et 3 ; Lisbonne, 19 et 9 ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 13 et —1 ; Moscou, —1 et —4 ; Nairobi, 30 et 15 ; New-York, 7 et 3 ; Palma-de-Majorque, 16 et 9 ; Rome, 13 et 11 ; Stockholm, 1 et — 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

GUIDES

KLÉBER ET MICHELIN CUVÉE 81

Les deux grands guides sortent la semaine prochaine. On en est aux rumeurs et aux suppositions mais on peut déjà dire qu'il y aura un « 3 étoiles » de plus : *la Mère Blanc*, à Vonnas, dans l'Ain (on pensait déjà que c'était fait l'an dernier, et le Kléber lui avait décerné ses trois « marmites »).

Les « 3 marmites » Kléber seront, elles, trois de plus : Gérard Vié (*les Trois Marches*, à Versailles, par ailleurs lauréat du Challenge Kléber), *Lameloise*, à Chagny, et le *Café de Paris*, à Biarritz.

Nouveaux « 2 étoiles » au Michelin (entre autres), *la Renaissance*, à Magny-Cours, *Darroze*, à Langon, *le Petit Nice*, à Marseille, *le Chantecler*, à Nice, *le Centenaire*, aux Eyzies, etc. A Paris, *le Pressoir*, *les Célébrités*, *Gérard Besson* et *Laurent* (qui avait eu l'an dernier deux « couronnes » au Kléber — juste unanimité !).

Nouveaux « 2 couronnes » Kléber : *Michel Rostang*, à Paris, *la Tour rose*, à Lyon, *la Renaissance*, à Magny-Cours.

Tout un tas d'étoiles nouvelles au Michelin, dont, à Paris, *la Bourgogne*, *la Ferme Saint-Simon*, *la Dariole*, *le Clodenis*, *Yves Bourrier*, à Neuilly, et en province, *la Corniche* de Rolleboise, *Clément et Clavel*, à Bordeaux... Tout un tas de couronnes également chez Kléber : *Bristol*, *Dariole*, *Sully d'Auteuil*, *Petit Bedon*, *Pactole*, *Jenny Jacquet*, à Paris.

Des sanctions ici et là. Chez Michelin, *le Grand Cerf*, d'Evreux, *le Lucullus* de Batz-sur-Mer, *la Bonne Idée*, de Saint-Jean-aux-Bois, perdent leur étoile, ainsi qu'à Paris, et « *incompréhensiblement* », *Chez Benoît* et *Lamazère*. Au Kléber *le Bretagne*, de Questemberg, perd une de ses couronnes. — L. R.

TROISIÈME AGE

LA RETRAITE OU LE CUMUL DES INÉGALITÉS

Après avoir enquêté auprès de 3 000 personnes âgées de plus de cinquante ans, Claudine Attias-Donfut et Maryvonne Cognalons-Nicolet rendent compte de leurs recherches dans un ouvrage intitulé *Après cinquante ans, la redistribution des inégalités.*

Les auteurs ont analysé les disparités sociales, leurs cumuls, leur transformation, en particulier lors du passage de la vie active à la retraite, à travers l'habitat, l'isolement, les revenus, le travail, les loisirs, la santé, et ont constaté « *l'existence d'une population lourdement marquée par une accumulation de véritables handicaps sociaux renforcés par des détériorations psychiques ou somatiques* ». Ainsi, concluent-ils, « *la solidarité nationale à la base des systèmes de retraite n'a pas été capable de réduire les écarts de revenus mais les a, au contraire, accrus* ».

★ « Après cinquante ans, la redistribution des inégalités », C. Attias-Donfut et M. Cognalons-Nicolet. Documents d'information et de gestion, novembre 1980. 272 pages, 48 francs. Editions C.N.R.O. - Parc Saint-Véran - Cagnes-sur-Mer, B.P. N° 9 - 06020 Nice cedex.

FISCALITÉ

LES DÉLAIS DE DÉCLARATION POUR LES MÉDECINS. — Pour permettre aux médecins de prendre en compte les incidences fiscales consécutives à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention, le ministre du budget a décidé de reporter du 2 mars au 31 mars à minuit le délai qui leur est accordé pour déposer leur déclaration n° 2035 (régime de la déclaration contrôlée) ou n° 2037 (régime de l'évaluation administrative). Les intéressés bénéficient du même délai pour souscrire la déclaration d'ensemble de leurs revenus n° 2042 et ses annexes.

PARIS EN VISITES

MARDI 3 MARS

« L'Opéra de Paris », 13 h. 15, marches, Mme Bachelier.

« Aux Invalides », 14 h. 30, cour d'honneur, Mme Allaz.

« La Mosquée », 14 h. 45, place du Puits-de-l'Ermite, Mme Hulot.

« Sur les pas de Molière », 15 h., église Saint-Eustache, Mme Bouquet des Chaux.

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Oswald.

« Le Quartier Saint-Merri », 15 h., devant l'église, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« La Monnaie », 14 h. 30, 11, quai Conti (Approche de l'art).

« *Chez un tourneur d'étain* », *15 h.*, métro Arts-et-Métiers ((Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Maison de Balzac », 13 h., 47, rue Raynouard (Mme Fleuriot).

« Montagne Sainte-Geneviève », 15 h., métro Cardinal-Lemoine (P.-Y. Jaslet).

« Eglise Saint-Jacques du Haut-Pas », 14 h. 45, 87, boulevard Saint-Michel (M. de La Roche).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Marais », 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

MARDI 3 MARS

9 h. 30, 195, rue Saint-Jacques, MM. M. Gennesaux, J.-R. Vanney : « Les processus sédimentaires observés en plongée ».

16 h., 62, rue Madame : « Les avatars de Vishnou » (Arcus).

20 h., 4, square Georges-Lesage : « L'expérience du soi » (Méditation transcendantale) (entrée libre).

20 h., 26, rue Bergère, M. L. Geerinckx : « La typologie naturalienne » (l'Homme et la Connaissance).

20 h. 30, *21, rue Notre-Dame-des-Victoires*, Mme C. Thibaut : « Autour d'un tableau : l'ex-voto de Philippe de Champaigne ».

20 h. 30, 34, rue Saint-Jacques M. B. Miollan : « Machupicchu » (Nouvelle Acropole).

20 h. 30, 16-12, rue des Fossés-Saint-Bernard, M. R. Dallen : « Les bases objectives de l'athéisme » (Union rationaliste).

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	9 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	531 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	294 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE	324 F	579 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Le Monde
DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

Le dialogue euro-arabe se renoue

Le monde islamique continue de suspecter les intentions américaines. Il n'est donc pas surprenant que l'Europe soit considérée comme un contrepoids à la puissance des États-Unis, en particulier par les États arabes qui sont pro-occidentaux et s'inquiètent des intentions soviétiques. Le « dialogue euro-arabe » a récemment acquis un nouvel élan.

EN juin dernier, lors du dernier sommet de Venise, les dirigeants de la C.E.E. se sont rapprochés de la position arabe en affirmant le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et en demandant que l'O.L.P. soit « associée » aux négociations pour un règlement pacifique du différend avec Israël.

En novembre, les neuf pays de la Communauté ont tenu une réunion commune avec la Ligue arabe, que l'Italie, les Pays-Bas et le Luxembourg « coprésidaient » du côté de la C.E.E., le Qatar, Oman et l'O.L.P. représentant les Arabes.

Ce processus sera soutenu jusqu'à l'étape suivante par une conférence d'Européens et d'Arabes qui doit avoir lieu ce mois-ci à Abou-Dhabi. Organisée par l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, c'est une manifestation officieuse, non gouvernementale. Mais des parlementaires, de hauts fonctionnaires, des hommes d'affaires et des journalistes seront présents du côté des deux parties du « dialogue », et le vrai but est de maintenir l'élan acquis jusqu'ici.

En fin de compte, il s'agit de faire revivre le « comité général » euro-arabe, la plus haute institution des relations euro-arabes, qui a cessé de fonctionner à la suite du rapprochement de l'Égypte avec Israël et du désarroi qui en est résulté au sein de la Ligue arabe. Ni le comité général ni ses divers sous-comités, pour des aspects spécifiques de la *coopération euro-arabe*, ne se sont réunis depuis quelque temps. Si tout se passe comme prévu, l'étape finale de la dernière phase du dialogue sera une réunion euro-arabe au niveau des ministres des affaires étrangères l'été prochain.

Il est évident que les deux parties ont à gagner à une reprise du dialogue. Cela signifierait un renouvellement des liens culturels et diplomatiques noués depuis des siècles, et qui parfois n'ont pas manqué d'ironie, étant donné le long passé colonialiste de l'Europe au Proche-Orient.

Éviter une conflagration supplémentaire

Un diplomate arabe de haut rang, exprimant quelque inquiétude au sujet de l'Amérique sous M. Reagan, faisait remarquer en souriant : *« Nous n'avons pas non plus une parfaite confiance dans les Britanniques ou les Français, mais au moins nous vous connaissons — et vous nous connaissez. »*

Les deux côtés souhaitent éviter une conflagration supplémentaire au Proche-Orient, qui aurait un effet dévastateur sur les économies occidentales. La guerre du Golfe a été un choc salutaire, et les producteurs arabes, aussi bien que leurs clients européens, désirent les uns et les autres assurer la stabilité à l'avenir.

L'Europe occidentale importe du Golfe plus de la moitié de son pétrole, bien davantage que ne le font les États-Unis. La Ligue arabe représente environ 20 % de la facture totale d'importations de la C.E.E., les États du Golfe, l'Arabie Saoudite et la Libye étant les plus grands exportateurs en Europe. Revers de la médaille : *le monde arabe est un marché d'importation de plus en plus important pour la C.E.E.*

RICHARD OWEN.

(Lire la suite page 24.)

Malgré des déboires

Il existe de bons exemples de coopération européenne

Si la cause européenne avait, pour les Européens, plus d'inconvénients que d'avantages, ne serait-elle pas morte depuis longtemps ? C'est un fait qu'une grande majorité de ressortissants des dix pays membres continuent d'y croire...

Mais l'opinion ouest-européenne peut se tromper, comme tout autre. Auraient-ils donc raison, les travaillistes britanniques, les communistes français, les adhérents du parti socialiste grec et ces Norvégiens qui ont voté contre l'adhésion en 1972 ? Raison de se méfier du machin multinational, second de ratés, qu'on appelle Europe ? On peut prouver qu'ils ont souvent raison de critiquer, mais tort de ne pas participer à l'effort commun.

● *Une espérance persiste, qui est d'abord celle de la paix.* Les poussées de fièvre nationale, la « guerre d'Irlande du Nord, le divorce des deux Belgique, n'empêchent pas qu'elle ait été presque comblée, à l'ouest du continent. Certes, le drame de l'Ulster humilie une Communauté qui *se veut* sans frontières ; mais en marge du terrorisme, l'Irlande a réussi son projet de dépendre moins de l'ancien maître britannique et de *se relier directement au continent.*

● A plusieurs reprises, les pays ayant une frontière alpine (Autriche, Allemagne, Suisse, Italie, mais pas la France) ont organisé, au cours des années 70, des conférences pour améliorer *« les conditions d'accueil des travailleurs immigrés »*. L'inspiration était social-démocrate. Elle a permis de créer un climat de plus grande confiance (cours de langue et logement provisoire prévus dès l'arrivée) que la France, qui avait boudé, n'a pas vraiment obtenu.

● Changeons de décor. *L'opération bi-nationale « Concorde »* laisse Paris et Londres avec, sur l'estomac, de lourdes charges financières non digérées. On *avait voulu respecter, en effet,* la parité entre les deux groupes constructeurs de l'avion, pour les emplois, les revenus et les « retombées » technologiques. D'autre part, l'Airbus, cette maquette franco-allemande pour laquelle on n'a pas cherché le juste retour pour chacun, ni le dosage égalitaire des fonctions de conception et de direction, continue son vol triomphal avec plus de quatre cents appareils vendus ou « optés ».

● Une *soixantaine de pays du tiers-monde* (ceux dits A.C.P., c'est-à-dire d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) ont obtenu de la Communauté un système d'échanges commerciaux qui est un des plus fructueux efforts réalisés en faveur de ceux qui ne peuvent pas jouer au « Monopoly » mondial. Les garanties à l'exportation concédées par les conventions, *Lomé I* puis *Lomé II* ont réuni les pays européens de la CEE (ceux qui avaient eu des colonies et les autres), dans une démarche, délicate certes, mais positive.

Positive aussi la signature d'ac*cords avec la Roumanie et la Yougoslavie*, qui dépassent les simples ententes bilatérales et organisent leurs échanges avec la C.E.E. Positifs les pourparlers avec d'autres groupes de pays qui se sentent en sympathie avec l'idée communautaire : l'ASEAN (Association des pays du Sud-Est asiatique) et le pacte andin (que la Bolivie a quitté pour retourner à la dictature).

Des expériences réussies

● *La création d'Eurofer,* à l'initiative des producteurs d'acier de la Communauté, a finalement été un échec, quand la crise, dans cette branche industrielle, est devenue critique. Ici, c'est une politique officielle, fondée sur un article du traité CECA, qui a permis la solution *la moins mauvaise* : une réduction obligatoire pour tous, mais homothétique, de la production, aussi longtemps que le marché n'est plus porteur. Les firmes italiennes dites « Bresciani », Klöckner en Allemagne et quelques autres ont d'abord rué dans les brancards, parce que leurs ventes étaient bonnes. Mais l'ambulance a pu passer. Et le fardeau des licenciements est équitablement partagé.

● *La fusée Ariane* a eu quelques difficultés à partir. Et sa mise en œuvre opérationnelle pour le lancement de satellites est fortement retardée. Cependant, à partir d'une initiative française, toute une série d'entreprises européennes (de pays communautaires ou non) ont produit un engin qui marchera. Encouragement décisif pour les ingénieurs et ouvriers qui se lancent dans une affaire multinationale plausible.

● *Quand l'Assemblée européenne* s'est insurgée, en janvier de cette année, contre l'attitude « arrogante » du gouvernement français à son égard, dans la discussion sur les textes budgétaires, elle a prouvé son utilité. Elle a « parié », ce qui est son rôle, argent et ordonnancement des dépenses. Elle a justifié son élection de 1979 au suffrage universel. Elle le fait aussi quand elle prend parti (dans sa majorité) pour une réforme de la politique agricole commune qui continue à absorber les trois quarts (ou presque) du quatre-quarts communautaire.

● *Deux banques européennes* jouent un rôle bénéfique dans les grandes opérations financières du continent. *la Banque des* règlements internationaux, à Bâle, assure le bon fonctionnement des rapports entre banques centrales de dix pays : ceux de la Communauté moins le Danemark, l'Irlande et la Grèce, mais plus la Suisse et la Suède. Pour sa part, la Banque européenne d'investissement à Luxembourg, (strictement communautaire) assure d'énormes investissements, en particulier pour le développement régional, et draine les fonds nécessaires à ce qu'on appelle les « aides d'urgence » : Italie, Pologne, Ouganda, etc.

● *La pollution du Rhin a décru.* Une conférence internationale de tous les États riverains s'est tenue fin janvier à La Haye et l'a constaté. Même si la France n'a toujours pas réglé le problème des effluents des usines de potasse d'Alsace, on recommence à voir du poisson dans le fleuve. Et en une période où les États-Unis et l'Union soviétique sont décrits comme des « enfers » écologiques, mieux vaut n'être qu'au purgatoire. En outre, les textes communautaires protégeant l'environnement et la santé commencent à constituer un véritable « corpus » de droit supranational.

● *L'aide communautaire aux régions les plus pauvres* (depuis Liverpool jusqu'à Naples) entre dans une phase nouvelle, qui devrait être efficace : celle des « actions ponctuelles » avec participation de la Commission de Bruxelles, de la BEI, des gouvernements nationaux, des instances locales, des entreprises et des institutions de formation professionnelle. Naples, la métropole sans doute la plus abominablement déshéritée d'Europe, a été élue pour la première tentative de sauvetage.

● *S.M.E. + ECU* : la formule donne plus ou moins satisfaction. Au sein du système monétaire européen, les neuf monnaies *européennes* (celle de la Grèce ne sera intégrée que progressivement) se sont maintenues à peu près en harmonie pendant dix-huit mois. Et il a été possible *de décider qu'à partir de cette* année tous les actes chiffrés de la Communauté sont libellés en European Currency Units. L'ancienne UCE, qui n'était qu'une unité de compte, et ne pouvait servir à emprunter sur le marché monétaire, cède la place. Les grands financements de l'avenir, en ECU, ne signifieront-ils pas plus de sécurité et de solidarité, pour l'emprunteur comme pour les prêteurs ?

Ne pas rechercher l'égalité à tout prix

● A Barcelone, puis à Athènes, *deux conférences des pays riverains de la Méditerranée* (sauf l'Albanie) ont mis en place des règles interdisant certains effluents (métalliques ou chimiques) et imposé aux pays concernés de faire leur « ménage » loin en amont dans les bassins fluviaux. Des efforts du même ordre ont été faits, avec la Norvège et la Suède, pour réduire la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures.

● *L'intervention* de la Commission de Bruxelles *contre l'injection d'hormones dangereuses* aux veaux d'élevage « non fermier » a été foudroyante. L'opinion a ressenti comme une réponse efficace l'interdiction qui a fait suite, l'automne dernier, aux révélations sur les pratiques françaises et italiennes en ce domaine.

● *La politique de la pêche,* même si elle n'est toujours pas codifiée, a déjà freiné considérablement les prises de poissons en voie d'extinction depuis le Cap Nord jusqu'au Golfe de Gascogne. Le conflit franco-britannique en ce domaine, et la mauvaise volonté occasionnelle de la Norvège ne suggèrent pas qu'il faille renoncer à une police commune, bien au contraire.

Bien d'autres actions, soit entre des groupes privés, soit entre des institutions, pourraient être citées pour manifester le caractère en principe positif et bienfaisant de l'idée « Europe ».

OLIVIER LORSIGNOL.

(Lire la suite page 25.)

« Nous n'aurons pas de politique énergétique commune si l'agriculture continue d'absorber l'essentiel du budget de la C.E.E. »

nous déclare M. Felice Ippolito

— L'ère de l'incertitude, pour reprendre une heureuse formule de John Galbraith, semble caractériser notre avenir énergétique. Malgré les discours, chaque pays continue à agir pour son propre compte, sans coordination. M. Felice Ippolito, considéré comme l'un des premiers experts internationaux en matière d'énergie, professeur à l'université de Rome, député de l'Assemblée européenne, où il est vice-président de la Commission de l'énergie et de la recherche, tire ici la sonnette d'alarme.

« Quelle est la réalité de la situation énergétique dans la Communauté européenne ?

— Globalement, la Communauté connaît un déficit énergétique d'environ 60 % de ses besoins. Mais ce déficit moyen pour les neuf pays de la Communauté n'a qu'une valeur indicative. Les situations sont très différentes d'un pays à l'autre. L'Italie, qui dépend de l'étranger pour environ 85 % de ses besoins énergétiques — plus de 90 % de ce pourcentage étant représenté par le pétrole, — est sans aucun doute le pays le plus défavorisé. Dans une situation diamétralement opposée, grâce à des gisements de charbon considérables, puis à la récente découverte de pétrole en mer du Nord, la Grande-Bretagne est proche de l'indépendance énergétique. Les autres pays occupent des positions intermédiaires entre la Grande-Bretagne et l'Italie.

— L'inégalité est-elle aussi grande en ce qui concerne le développement des énergies de remplacement ?

— Pour l'énergie nucléaire, qui représente aujourd'hui la source la plus économique d'énergie électrique, les prévisions à l'échéance de 1990 indiquent que la France produira plus de 75 % de son électricité grâce au nucléaire, l'Allemagne environ 40 %, la Grande-Bretagne près de 30 %, et l'Italie (à condition que soit débloquée tout de suite la situation dans la construction de la centrale de Montalto-di-Castro) un peu moins de 10 %. Dans le même temps, l'incidence des hydrocarbures sur la production d'énergie électrique ne sera que de 6 % pour la France, de 17 % pour l'Allemagne, de 22 % pour la Grande-Bretagne et encore de 47 % pour l'Italie. Il est inutile de cacher à quel point cette situation sera lourde à supporter.

— Une politique énergétique commune est-elle possible pour l'Europe ?

— A mon avis, une politique énergétique communautaire est indispensable. D'une part, une Europe vraiment unie aurait un poids beaucoup plus grand dans les négociations avec les pays producteurs de pétrole. D'autre part, elle pourrait ainsi rassembler toutes ses forces dans la recherche et le développement technologique pour l'utilisation des sources alternatives telles que l'énergie par biomasse ou la fusion nucléaire. Il existe bien quelques lueurs de collaboration à ce sujet, mais encore faibles.

— Pourquoi ?

— Le budget énergétique de la Communauté est ridicule, comparé à ce que chaque pays dépense pour son compte. Ajoutez à cela que le budget de la C.E.E. a réduit cette année de plus des deux tiers les dépenses de recherche dans le secteur énergétique, malgré l'avis contraire de l'Assemblée européenne. Les dépenses « obligatoires » de l'agriculture augmentent d'année en année, alors que les différents gouvernements n'ont aucune intention de dépasser le plafond de 1 % sur les *prélèvements de la T.V.A.*, qui fournit ses ressources propres à la Communauté...

— Que voulez-vous dire ?

— Les ressources propres de la Communauté sont constituées par un prélèvement maximum de 1 % sur le produit de la T.V.A. dans les pays membres. Pour dépasser ce « plafond », un accord intergouvernemental est nécessaire. Or chacun sait que, du fait de l'augmentation continue et constante des dépenses agricoles et des dépenses de fonctionnement des institutions communautaires, nous sommes tout près d'épuiser à cet effet la totalité des ressources disponibles.

» Par conséquent, ou bien les gouvernements se mettent d'accord pour crever ce plafond en augmentant le prélèvement de la T.V.A. au-delà du 1 %, ou bien la Communauté mourra par asphyxie et la C.E.E. se réduira à une communauté agricole. Il vaudrait donc mieux arriver à une révision des traités et à des modifications institutionnelles si nous voulons sauver l'unité européenne.

— Estimez-vous possible que cette situation vienne à s'améliorer dans le futur ?

— C'est un problème de volonté politique. Malheureusement, les trois réunions du conseil des ministres pour l'énergie qui ont eu lieu l'an dernier n'engagent pas à l'optimisme. On ne saurait coordonner ce qui n'existe pas, mais seulement, comme cela a été le cas, émettre des conseils platoniques et vagues.

— Quelles peuvent être les conséquences de cette non-intégration ?

— L'Europe doit trouver une voie énergétique qui lui soit propre, tendant au moins à contenir les manipulations des compagnies multinationales du pétrole, qui, dans les coulisses, ont indubitablement manœuvré, dans leur intérêt exclusif, aussi bien les effets de la guerre du Kippour que la politique de l'OPEP et, plus récemment, la crise consécutive aux événements d'Iran et d'Afghanistan.

— Une lutte difficile, avec un adversaire aussi aguerri...

— Bien sûr... Si l'Europe veut trouver sa voie pour la politique énergétique de demain, elle doit avant tout savoir être unie dans l'établissement de rapports directs avec les pays producteurs de pétrole et de matières premières, autant que dans l'effort de diversification de ses sources d'énergie. »

Propos recueillis par
EMILIO PUCCI.

Soyons sérieux

Jeux sans frontières

— Bien. Voilà, les dix concurrents sont prêts et ça commence ! Ils doivent d'abord essayer de traire la vache mécanique sans toutefois faire déborder le seau, sous peine de perdre des points et payer une prime de coresponsabilité... Oh là là ! Ça coule à flots ! Faut faire mieux que ça, voyons !

» Ensuite, c'est le jeu des équilibristes (budgétaires s'entend). Il faut, les yeux bandés, ramasser cent mille balles, traverser l'échiquier géant, et revenir indemne, tout en se balançant du juste retour. Personne n'y a réussi jusqu'ici, mais il reste beaucoup à gagner.

» Juste avant l'entracte, l'ensemble des équipes nationales va essayer *le jeu de la T.V.A.* (traduisez : « tout va augmenter »). Voici comment cela se joue. On va rassembler tous les concurrents dans cette grande maison qui est une espèce de pressoir, avec des poids lourds — Français, Anglais, Allemands — sur le toit. Pour en sortir, sans autres ressources propres, l'ensemble des équipes doit essayer de soulever le plafond, fixé actuellement au niveau de... oui, 1 %.

» En fin de programme, on va voir si les dix concurrents seront capables de jouer ensemble aux diplomates et, le cas échéant, aux soldats. A en juger par leurs performances jusqu'à maintenant, je ne leur donne pas de grandes chances. »

PANGLOSS.

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer la position relative de chaque pays. Ce qui permet, ensuite, de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupemeet des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) : c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissemeet suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

L'Europe sur la défensive

LA scène économique internationale est actuellement dominée par les divergences du dollar et du deutschemark. Pourtant, plus préoccupante bieu que moins théâtrale est une autre évolution qui pousse les gouvernements à agir de plus en plus directement *sur leurs* exportations et leurs importations. En effet, dans le marasme actuel, les échanges apparaissent comme le seul levier qu'ils puissent utiliser pour limiter la récession et ralentir un chômage qui atteint des sommets inconnus depuis la grande crise des années 30.

A cet égard, les positions sont de plus en plus contrastées entre les quatre grands pays européens, qui sont sur la défensive, et le Japon et même les Etats-Unis, qui sont passés à l'offensive. Cela entraîne une véritable guerre commerciale. Les administrations viennent à la rescousse de leurs entreprises en utilisant toutes les ressources du vaste arsenal imaginé et mis au point au fil des années.

La situation la plus mauvaise reste toujours celle de l'Italie. Le déficit de sa balance commerciale a quadruplé entre 1979 et 1980. Le gouvernement, sans prendre de mesures d'amélioration profonde de la compétitivité, a décidé de mettre en œuvre des moyens directs sous forme d'une masse de près de 10 000 milliards de lires destinée à fournir aux exportateurs italiens des crédits à bon compte. Il en attend, outre le redressement de la balance, une contribution de 3 % à la croissance du P.N.B., et trois cent quatre-vingt mille emplois supplémentaires.

Le projet est imposant, mais quelles sont ses chances de succès ? Les obstacles ne manquent pas. Comment concilier monétairement ce coup d'accélérateur du ministre du commerce extérieur, M. Enrico Manca, avec le coup de frein du ministre du trésor, M. Nino Andreatta, qui, pour lutter contre le dérapage inflationniste, propose une limitation sévère de la progression du crédit à 12 % (alors que le taux d'inflation est de plus de 20 %). Une telle « stratégie » a entraîné quelques flottements au sein du gouvernement italien.

Cependant, ce sont les limites internationales d'une telle action qui sont surtout préoccupantes. Si chaque pays envisage de profiter d'une conjoncture supposée meilleure chez le voisin pour en accaparer la part la plus grande tout en défendant ses propres positions, les bénéfices à en attendre sont loin d'être garantis. Pis, même, ils peuvent se transformer en pertes si les échanges reculent fortement, comme on l'a vu lors de la grande crise des années 30.

En attendant une prise de conscience de ces dangers, le mouvement est lancé. La France y contribue plus particulièrement, et d'autant plus qu'elle est handicapée par la hausse du dollar, qui pèse sur ses importations, et par la faiblesse du deutschemark, qui s'ajoute à la récession chez son premier client, l'Allemagne. De plus, le climat de l'élection présidentielle influe fortement sur les décisions. Les clameurs des syndicats ouvriers et patronaux sur les « hécatombes » d'emplois et d'entreprises se conjugnent et s'accentuent. Certes, ces cris ne troubleut guère M. Raymond Barre. Le premier ministre ne voit que la scène monétaire et s'est encore récemment félicité de la bonne tenue du franc.

En revanche, ils préoccupent les autres membres du gouvernement, sensibles au chômage, surtout quand il frappe des industries fortement localisées comme le textile. M. Michel Cointat, ministre du commerce extérieur, vient d'annoncer une série de mesures pour « moraliser » les importations et stimuler les exportations. L'automobile, fleuron industriel, et il y a peu de mois encore principal recours pour fournir les emplois aux régions défavorisées, constitue le gros souci actuel. D'où le recours à des moyens « administratifs » pour bloquer le taux de pénétration japonais à 3 %. En réalité, la menace ne porte pas tant sur le marché intérieur que sur les exportations.

Dès lors, cette stratégie ne peut réussir que si elle est coordonnée avec celle d'autres partenaires — dont le plus important est l'Allemagne — pour contrer l'offensive japonaise. D'où les essais de concertation de M. Giscard d'Estaing avec le chancelier Helmut Schmidt, lors de leurs rencontres des 5 et 6 février. Succès de communiqué, mais sans décision. Pourtant, les Allemands sont ébranlés eux aussi. Leurs exportateurs — comme le fait apparaître une récente enquête de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* — sont pessimistes pour 1981.

La conjoncture internationale s'est assombrie, mais, ainsi que le fait remarquer M. Wolf von Amerongen, le président de la Fédération des chambres de commerce, la concurrence s'aiguise, en particulier celle des Etats-Unis, qui devient vraiment sérieuse pour les entreprises allemandes sur leurs marchés traditionnels.

De plus, la nouvelle situation étonnante où s'est trouvée placée l'Allemagne, avec un DM menacé, a d'abord ébranlé ses croyances dans les vertus d'une monnaie forte. On a commencé à noter quelques discours nouveaux. L'Institut de Hambourg a souligné que la faiblesse du DM pourrait bien avoir quelques effets bénéfiques sur les exportations et l'Institut de Berlin-Ouest a carrément proposé de le sortir du Système monétaire européen. Finalement, le naturel a repris le dessus, et la R.F.A., en faisant monter très brutalement les taux d'intérêt, a redonné la priorité à la défense du mark.

Bataille d'exportations

Seule la Grande-Bretagne reste *toujours* confiante dans les vertus du libéralisme retrouvé, aussi bien à usage externe qu'interne. Elle se trouve dans une situation étonnante, comparable à celle des pays de l'OPEP : sa force financière contraste avec sa faiblesse économique. Sa balance commerciale est excédentaire, ce qui la débarrasse d'un problème. Mais ici aussi, en prévision du prochain budget, les récriminations des entreprises et des syndicats se conjuguent, insistant les unes sur les faillites, les autres sur un chômage vertigineux, pour présenter deux plans de relance. Celui de Sir Terence Beckett, directeur général du patronat (C.B.I.), qui propose d'agir sur la livre, handicap insurmontable des exportateurs britanniques, arrivera-t-il à faire fléchir Mme Thatcher ?

La Trésorerie vient de reconnaître que la chute d'activité du dernier trimestre 1980 a été deux fois plus importante que ne l'avaient prévue les autorités, et le déséquilibre commercial masqué dans les résultats des échanges par les flots grandissants de pétrole y est pour beaucoup. Plutôt que de faire la guerre commerciale, les Anglais négocient : *gentlemen agreement* avec les Japonais pour limiter le taux de pénétration de leurs voitures à 11 % et favoriser simultanément leur implantation en Grande-Bretagne. Le récent accord avec Nissan a fait l'effet d'une bombe sur les partenaires du Marché commun, menacés par cette nouvelle base nippone. Reste à savoir, comme l'a souligné avec beaucoup de réalisme M. Takashi Ishihara, le président de cette firme, s'il est possible de faire travailler les Anglais à la japonaise et de changer leur type de relations sociales.

Les Japonais poursuivent ainsi une offensive que ne renierait pas un stratège militaire. Elle s'exerce sur des secteurs sélectionnés avec des mouvements d'enveloppement. Elle hypnotise et traumatise les gouvernements de nos quatre pays européens. Pourtant, *comme l'a fait observer* M. Wolf von Amerongen cité plus haut, les Etats-Unis aussi prennent l'offensive : d'investisseurs à l'étranger, ils deviennent exportateurs ce qui se traduit par une moindre détérioration de leur balance commerciale, alors que simultanément la balance des invisibles recueille les dividendes des investissements passés, ce qui a permis à leur balance des paiements courants de redevenir positive en 1980.

Pour éviter une guerre commerciale qui risque finalement d'être préjudiciable à tous, les Américains ont un rôle important à jouer, et parmi eux surtout M. Brock, le nouveau délégué de la Maison Blanche pour les affaires internationales. Ce dernier a montré que le style volontariste de l'équipe du président Reagan pourrait s'imposer aussi en matière d'échanges extérieurs, en affirmant qu'il entendait « *mener une politique dure et agressive* » et qu' « *il faut être très ferme avec les Japonais* ». De même, il a averti les pays européens, s'irritant en particulier des manœuvres des Français, qui, a-t-il dit, « *s'y entendent fort bien* » pour détourner le flot des voitures japonaises. Reste à savoir comment M. Brock va appliquer ses idées. Le libéralisme américain retrouvé sera-t-il uniquement à usage interne ou sera-t-il aussi bon pour l'étranger ?

MAURICE BOMMENSATH.

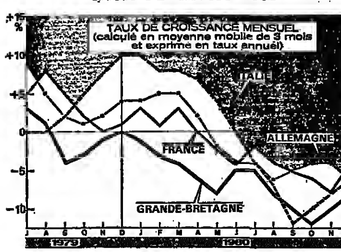
NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Échanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	— —	—	—	—	+	— —
(tendance précédente)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
FRANCE	— —	— —	— —	—	— —	+
(tendance précédente)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
ITALIE	— —	— — —	— —	— —	— —	—
(tendance précédente)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
GRANDE-BRETAGNE	— — —	—	— — —	— — —	+ +	+ +
(tendance précédente)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

+ + + excellent   + + bon   + assez bien   — médiocre   — — mauvais   — — — très mauvais   (trame) tendance précédente

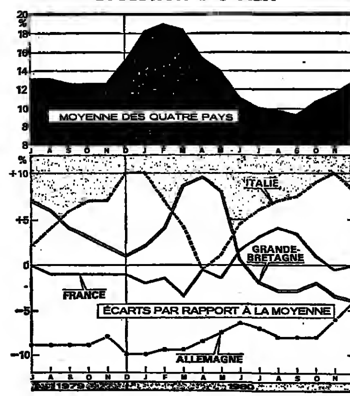
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

TAUX DE CROISSANCE



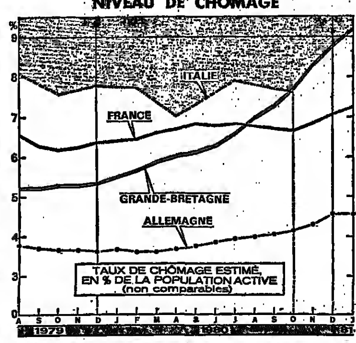
Calculée sur octobre, novembre et décembre, comparés aux trois mois précédents, la production industrielle a continué à décroître en Allemagne (— 6 %), en Italie (— 6 %), en *France* (— 4 %) et en Grande-Bretagne (— 6 %).

ÉVOLUTION DES PRIX



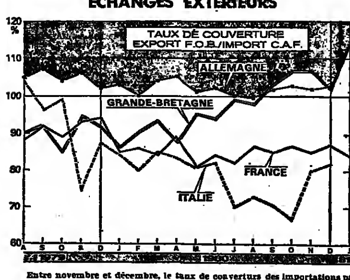
Entre décembre et janvier, l'inflation moyenne des quatre pays européens est passée de 11,6 à 12,7 %. Cette nouvelle accélération est surtout due aux prix allemands, dont le rythme a progressé de 5,5 % à plus de 6 %. L'inflation a aussi augmenté de 11 % à 12 % en France, de 22 % à 23 % en Italie, et est restée stable à 8 % en Grande-Bretagne. Rappelons que ces chiffres sont calculés sur les trois derniers mois. Evalués sur douze mois, ils sont de 5,8 % pour l'Allemagne, de 12,8 % pour la France, de 13 % pour la Grande-Bretagne et de 21 % pour l'Italie.

NIVEAU DE CHOMAGE



Entre décembre et janvier, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a continué à augmenter très fortement, de 8,76 % à 9,2 % en Grande-Bretagne et, sensiblement aussi, de 7,05 % à 7,25 % en France. En Allemagne, ce taux est resté stable à 4,55 % (mais le taux non corrigé est passé de 4,8 % à 5,6 %).

ÉCHANGES EXTÉRIEURS



Entre novembre et décembre, le taux de couverture des importations par les exportations (calculé FOB-CAF et corrigé des variations saisonnières) est resté stable à 103 % en Allemagne et a légèrement progressé de 80 % à 82 % en Italie. Entre décembre et janvier ce taux a très fortement augmenté, de 102 % à 114 % en Grande-Bretagne, et a baissé de 87 % à 84 % en France.

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

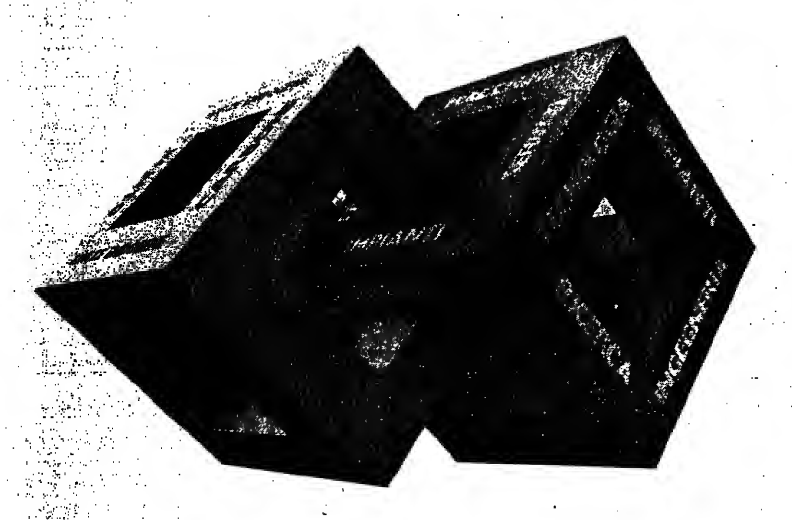
CROISSANCE + + (+)	Les signes de forte activité restent toujours plus nombreux que ceux de ralentissement. En décembre, on note les augmentations des commandes à l'industrie (1,9 %) et celles de biens durables (1,9 %) et en janvier 1981 une progression de 2 % des ventes au détail et de 0,6 % de la production industrielle.
PRIX — — (— —)	L'inflation ne cède pas : sur les trois derniers mois de 1980, ramenée en rythme annuel, elle dépasse toujours les 13 %.
CHOMAGE — — (— —)	Entre décembre 1980 et janvier 1981, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, est resté stable à 7,4 %. Cependant, l'effectif au travail a augmenté de 410 000.
ECHANGES — — (— —)	Le déficit commercial, calculé FOB-CAF, a nettement augmenté de 1,66 milliard de dollars en novembre à 2,98 milliards en décembre, les importations pétrolières s'étant gonflées de 22 % en volume et de 25 % en valeur.
MONETAIRE ET FINANCIER	Même si le prime rate a encore baissé légèrement à 19 %, une réelle détente ne pourra se produire qu'après des progrès significatifs pour l'inflation et le déficit budgétaire.

SITUATION AU JAPON

CROISSANCE + (+)	La production industrielle est plutôt en reprise et son niveau de décembre 1980 est supérieur de 3 % à celui de décembre 1979 (contre 1,9 % pour celui de novembre).
PRIX + (—)	L'inflation s'est stabilisée au cours des trois derniers mois à un rythme annuel de 3 %. Evaluée sur douze mois, elle est revenue de 8,5 à 7 %.
CHOMAGE + (+)	Le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a diminué de 2,30 % en novembre à 2,22 % en décembre (1).
ECHANGES + (+)	La balance commerciale s'est nettement redressée en 1980, qui se termine sur un excédent de 2,1 milliards de dollars. L'année 1981 a commencé avec un nouvel excédent de 0,47 milliard en janvier, mais un déficit de 1,4 milliard en chiffres non corrigés des variations saisonnières.

(1) Le taux de chômage japonais est sous-estimé par rapport aux taux américain et européens.





LA DIMENSION D'UN ENGAGEMENT

Au cours de l'année 1980, le Groupe ENI a considérablement consolidé sa position parmi les plus grands ensembles industriels du Monde.

D'après les premières estimations, le chiffre d'affaires réalisé dans l'année se monte à 30 000 millions de dollars U.S.

Ce résultat est la preuve du zèle et du travail de plus de 120 000 personnes, et d'une structure productive qui s'articule à travers un ensemble de sociétés travaillant dans de nombreux secteurs : pétrole, gaz naturel, engineering, chimie, mécanique et textile.

Le Groupe ENI constitue donc un important point de référence sur le plan industriel, dans des secteurs-clés, pour le développement économique.

Mais le Groupe ENI est aussi un interlocuteur actif dans le cadre plus vaste de la collaboration internationale et du dialogue direct entre Pays producteurs et Pays consommateurs, pour une politique d'échange dans le but d'une utilisation rationnelle des ressources et des technologies.

Voici le Groupe ENI des années quatre-vingt : un grand projet de technologie et de travail, un engagement italien dans le monde, une contribution active à la collaboration internationale.

Agip
Recherche, production et approvisionnement en hydrocarbures liquides et gazeux, de substances minérales en général, raffinage et distribution des produits pétroliers.

Snam
Approvisionnement, transport, distribution et vente de gaz naturel. Transport d'hydrocarbures liquides.

AgipNucleare
Recherche et production de minerais d'uranium, cycle de combustible nucléaire, ressources énergétiques renouvelables, conservation de l'énergie.

Samim
Recherche, production et commercialisation de métaux non ferreux.

Anic
Chimie de base et chimie dérivée. Chimie secondaire et chimie fine. Produits pharmaceutiques.

Snamprogetti
Études, mise en projet et réalisation de gazoducs et oléoducs sur terre ferme et en mer, d'installations pétrolières et pétrochimiques et d'autres installations industrielles.

Saipem
Forages et pose de conduites sur terre ferme et en mer. Construction d'installations industrielles.

NuovoPignone
Production et fournitures de machines, d'équipements de mesure, de réglage et de contrôle pour l'industrie pétrolière, pétrochimique et nucléaire, ainsi que de métiers pour l'industrie textile.

Savio
Production et fourniture de machines pour l'industrie textile.

Lanerossi
Industrie textile et de la confection.

Sofid
Financement d'activités industrielles et commerciales du Groupe ENI.

Les ennuis de M. Thorn

« Roy n'a peut-être pas fait des étincelles, mais, après quelques mois de Gaston, nous le supplierons tous de revenir » : telle était la prédiction désabusée d'un haut fonctionnaire britannique lorsque Roy Jenkins a transmis à M. Gaston Thorn, au début de l'année, le poste de président de la Commission européenne.

Les choses n'en sont pas encore là, mais les deux premiers mois de fonctions du jeune Luxembourgeois n'ont guère été commodes. A partir du moment où il a mis les pieds au Berlaymont, le quartier général de verre et d'acier de la Commission, au cœur de Bruxelles, il semble que pas grand-chose n'ait bien tourné.

Il y a eu tout d'abord la bousculade indécente pour les emplois dans la nouvelle Commission. Cet événement quadriannuel révèle toujours douloureusement l'hypocrisie des prétentions de la Commission à constituer un collège olympien bien au-dessus du jeu grossier des intérêts nationaux qui motive les hommes politiques ordinaires. Mais, cette fois, cette affectation est apparue singulièrement transparente.

Il faut reconnaître que la tâche de M. Thorn n'était pas facile. Il y a toujours eu dans la Commission moins d'emplois intéressants que de candidats, dont le nombre a été porté cette année de douze à treize (sans compter M. Thorn lui-même) par l'arrivée du nouveau commissaire grec, M. Georges Kontogeorgis, un homme alerte de soixante-huit ans (mais que l'on dit plutôt être un jeune septuagénaire), natif de l'île de Tinos, dans la mer Egée.

La tâche de M. Thorn a été encore compliquée par le fait qu'une « vieille garde » de huit commissaires sortants, conduite par le redoutable Belge, le vicomte Etienne Davignon, détenait déjà la plupart des meilleurs portefeuilles et avait clairement fait savoir qu'elle avait la ferme intention de s'y accrocher.

Le vicomte Davignon, dans un remarquable exploit de piraterie en plein jour, s'est même emparé à la fois des portefeuilles de l'énergie et de la recherche scientifique, pour les ajouter à sa responsabilité actuelle de l'industrie, avant même qu'aient commencé les négociations proprement dites sur la répartition des postes.

Réactions en chaîne

L'an dernier, le vicomte Davignon figurait sur la courte liste des candidats à la succession de M. Jenkins comme président et, à un moment, il semblait avoir plus de chances d'y parvenir que M. Thorn. En conséquence, celui-ci était soumis à quelque pression pour apaiser les ambitions déçues du Belge par un généreux prix de consolation.

C'est dans ce contexte que s'est produite ce qu'on a appelé l'« affaire Tugendhat ». Elle a eu tous les ingrédients des meilleures disputes de Bruxelles : manœuvres clandestines dans les couloirs, « indiscrétions » malveillantes auprès de la presse de la part des parties intéressées et un coup de téléphone personnel de Mme Thatcher fulminant contre les « insultes » à la Grande-Bretagne.

Tout à fait novice dans le rôle du moins ancien des commissaires britanniques à son arrivée à Bruxelles en 1977, M. Christopher Tugendhat avait été bien content d'accepter le portefeuille secondaire du budget. Deux ans plus tard, à sa propre surprise et à celle de la plupart des autres personnes, il se retrouvait en train de jongler avec un des sujets les plus politiquement délicats au sein de la Commission, puisqu'il provoquait un grave conflit entre la Grande-Bretagne et ses partenaires de la C.E.E. au sujet de l'importance des contributions britanniques au budget européen. Le compromis temporaire de mai dernier a renforcé le rôle de la Commission en lui attribuant la mission de présenter cet été des propositions pour une réforme permanente des finances de la C.E.E., évitant que ce genre de conflit ne se produise à l'avenir.

Commissaire au budget, avec quatre années d'expérience derrière lui et la perspective d'être élevé à l'une des cinq vice-présidences de la Commission, M. Tugendhat espérait donc jouer le rôle central, dépassé uniquement par celui du président lui-même, dans la préparation de ces propositions capitales.

Or M. Tugendhat a découvert avec horreur que M. Thorn proposait de déléguer une partie de la coordination des travaux sur la réforme du budget — fonction nécessaire du fait que plusieurs départements dépensiers sont concernés — à M. Michael O'Kennedy, l'aimable, bien qu'ambitieux, nouveau commissaire irlandais.

S'agissait-il là, comme tendait à le suspecter une partie de l'entourage de M. Tugendhat, d'un sinistre complot pour affaiblir l'influence britannique au sujet de la politique budgétaire ? Ou était-ce simplement, comme le pensaient beaucoup d'observateurs, une simple tentative de donner à M. O'Kennedy un titre ronflant pour camoufler des fonctions en réalité assez inexistantes ?

La définition des fonctions de M. O'Kennedy, sur laquelle on s'est finalement mis d'accord, n'est certainement pas apparue comme une grande menace pour M. Tugendhat. Il préside le groupe des commissaires travaillant à la réforme budgétaire au nom de M. Thorn, lorsque celui-ci est occupé ailleurs, et il assure la liaison entre les divers départements concernés, mais il n'a pas le rôle d'un chef suprême.

En pratique, M. O'Kennedy, en tant que directeur du personnel (ce qui fait également partie de son portefeuille), a passé jusqu'ici le plus clair de son temps à tenter une médiation entre le personnel des institutions et les Etats membres au sujet des traitements et des conditions de travail. Cela va probablement l'occuper encore pendant un mois au moins, aussi son rôle budgétaire risque-t-il de ne pas être mis à l'épreuve d'ici quelque temps.

La poussière était à peine retombée sur l'affaire Tugendhat que le décès malencontreux de M. Finn Olav Gundelach, le Danois très respecté qui était chargé depuis quatre ans de la politique agricole, a menacé de rouvrir le débat sur la répartition des postes.

En partie pour l'éviter, M. Thorn et ses collègues ont décidé, malgré quelques appréhensions, de confier l'emploi de M. Gundelach à son compatriote, M. Poul Dalsager. Ayant été assez longtemps ministre de l'agriculture de son pays, M. Dalsager était techniquement bien qualifié, mais beaucoup de gens avaient des doutes sur sa capacité. Le fait qu'il ne parlât aucune autre langue que le danois était également compté comme un désavantage.

Les ennuis de M. Thorn n'étaient toujours pas terminés. Son propre chef de cabinet, nommé personnellement par lui, M. Adrien Ries, un de ses compatriotes luxembourgeois et fonctionnaire chevronné de la Commission, a démissionné après quelques semaines de séjour à son poste, à la suite, dit-on, d'une dépression nerveuse provoquée par une violente dispute avec son patron.

Faisant un choix qui a été largement applaudi, M. Thorn a rapidement rempli cette vacance inattendue en faisant appel à M. Fernand Spaak, fils de feu Paul-Henry Spaak, illustre socialiste belge et l'un des pères fondateurs de la C.E.E.

M. Thorn avait l'air en meilleure forme lorsqu'il est apparu le mois dernier devant l'Assemblée européenne pour présenter le rapport traditionnel d'un nouveau président. Malheureusement, ses effets oratoires ont été un peu éclipsés par l'apparition, la veille, du président Sadate.

Ce qu'il a déclaré à l'Assemblée a fait sensation. M. Thorn semblait réclamer des gestes audacieux dans le sens d'une union politique et économique d'ici à 1984. Mais à y regarder de plus près son discours apparaissait bien moins spectaculaire.

MICHAEL HORNSBY.

EN MARGE DU PRIX DES MUSÉES EUROPÉENS

Les mécènes internationaux se font rares

Le 23 mars 1981, Mme Simone Veil, président de l'Assemblée européenne, invitée d'honneur d'une réunion au Guildhall de Londres, comptant des personnalités venues des musées de tous les coins d'Europe, remettra aux lauréats de 1980 le prix des Musées européens, attribué chaque année depuis quatre ans, dans une cérémonie organisée conjointement par I.B.M. (qui finance l'opération depuis 1977), et par le groupe Times Newspapers. Un nuage, pourtant, viendra assombrir le ciel de cette manifestation : les fonds nécessaires à la poursuite en 1981 de cette intéressante initiative n'ont pas encore été trouvés. L'entreprise est menacée au moment même où elle s'imposait comme une des très rares initiatives culturelles proprement européennes réussies.

par JOHN LETTS (*)

Chaque pays est désormais habitué, nationalement, à l'intervention de commanditaires de l'industrie, et dans la plupart des cas la formule est bien accueillie. La Société du musée européen, pour aborder quelques problèmes particuliers, a vu le jour grâce à un don de la Fondation européenne de la culture. I.B.M. Europe a ensuite généreusement pris le relais, en assurant la bonne marche pendant trois ans, jusqu'à ce que d'autres sources de financement aient été trouvées. Au cours de la quatrième année, Times Newspapers s'est présenté comme un nouveau commanditaire possible. Mais les événements récents laissent naturellement planer un doute quant à ce parrainage en un temps de crise financière et de bouleversements au sein même de la société mère.

Si les firmes, au niveau national, acceptent d'apporter leur soutien à de telles entreprises, les sociétés multinationales se montrent, quant à elles, beaucoup plus réticentes devant les appels à l'esprit européen. Est-ce un refus qui doit laisser présumer de l'irréalité de l'idée même d'Europe ? Alors qu'une somme relativement modeste — 60 000 dollars annuels — pourrait tant faire pour apaiser une opinion publique saisie par le doute sur la valeur intrinsèque des multinationales, il est surprenant de ne pas obtenir de réponse.

Les musées primés, à l'honneur le 23 mars, ont été choisis par un comité international composé d'un Suédois, d'un Belge, d'un Français, d'un Allemand et de deux Britanniques, et présidé par un ancien directeur général de l'UNESCO, ambassadeurs de la culture d'un genre nouveau, bénévoles, ne dépendant d'aucun organisme officiel, ne représentant aucune bureaucratie, nationale ou internationale. Ils en sont peu à peu arrivés à la conclusion que, soigneusement observé et bien analysé, un musée se révèle un microcosme à l'image du pays qui l'a créé.

Les précédents lauréats de l'étonnant trophée Henry Moore, qui reste exposé pendant un an au Musée européen de l'année, ont été successivement l'Ironbridge Gorge Museum (Grande-Bretagne), le musée du Schloss Rheydt à Mönchengladbach (Allemagne fédérale), et le Musée camarguais, près d'Arles (France).

En 1981, cependant, il pourrait bien n'y avoir pas de gagnant du tout, mais plutôt un perdant : la communauté élargie de l'Europe culturelle, et, plus modestement, l'idée même d'Europe. Le prince de Galles avait probablement certaines de ces considérations à l'esprit lorsqu'il évoquait en ces termes, au mois de novembre dernier, le danger d'un mécénat sans lendemain : « *Le soutien du commanditaire est, de toute évidence, vital pour l'avenir immédiat, tout au moins en ce qui concerne les arts.* »

(*) Président du patrimoine national.

Le dialogue euro-arabe se renoue

(Suite de la page 21.)

Un hoquet majeur a suivi la hausse des prix du pétrole de 1974, lorsque les importations pétrolières européennes en provenance des producteurs arabes de pétrole sont montées en flèche de 140 % en une seule année, aboutissant à un déficit commercial européen de 20 milliards d'unités de compte. Un déséquilibre commercial existe toujours, mais les exportateurs européens ont réduit l'écart en dépit des hausses sporadiques des prix du pétrole.

Méfiance américaine

Beaucoup de pays arabes ont d'ambitieux « plans de développement », et l'Europe occidentale est considérée, dans cette perspective, comme digne de confiance et géographiquement proche pour la fourniture des biens d'équipement, des machines et des matériels de transport, qui figurent en tête de liste. Il est significatif que la région du Golfe dépasse désormais l'Afrique du Nord et le Levant comme principal récepteur de la technologie européenne.

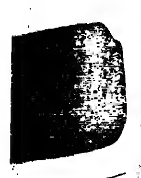
Sur le front politique, le principal objectif des Arabes est de faire progresser la cause de l'O.L.P. Mais les Européens se sont abstenus de conférer une légitimité à celle-ci et, lors de la réunion euro-arabe de Luxembourg, ils ont seulement « pris note » du point de vue arabe.

Il y a tout de même des questions politiques au sujet desquelles les deux parties ont un intérêt commun. C'est le cas de l'*Afghanistan*, par exemple : aussi bien les Arabes que les Européens — et, plus largement, le monde islamique et l'Occident — soutiennent la cause des rebelles musulmans et s'opposent à l'occupation soviétique. A l'exception d'une poignée d'Etats prosoviétiques comme la Syrie et la Libye, la majorité des pays arabes s'inquiètent des intentions de l'U.R.S.S. au Proche-Orient — spécialement dans le Golfe — et partagent le désir européen de résister à l'empiètement soviétique.

Les Etats-Unis, bien entendu, partagent également cette préoccupation. Dans cette mesure, le dialogue euro-arabe pourrait en fin de compte constituer la pierre angulaire de relations bien plus larges entre l'Occident et le monde islamique. L'un des écueils majeurs tient au fait que certains membres de la nouvelle équipe gouvernementale de Washington continuent à se méfier de tout geste politique européen accompli en dehors de l'alliance occidentale. Ils regardent avec une suspicion redoublée les initiatives européennes, même simplement esquissées, en direction d'une reconnaissance de l'O.L.P.

RICHARD OWEN.

هكذا من الأصل



Propos d'un ministre qui dit la vérité...

Coordonner la poli[…]e communautaire n'est plus chose « impossible » en Italie[…]est du moins ce que disait à Noël M. Enzo Scotti, le minis[…] italien « pour l'Europe », en menaçant de tout lâcher et de [..]ter le gouvernement où, « derrière un bureau, le ministre [..] l'agriculture prend une décision et, derrière un autre, cel[..]du budget annule tout ».

Aujourd'hui M. E[..] Scotti, quarante-sept ans, Napolitain brillant, démocrate-c[..]tien proche de M. Andreotti, mais en même temps and[..]p[..]nnel de M. Forlani, n'est plus un cas unique en Italie de [..]nistre qui veut démissionner parce que les conditions de so[..]ravail ne sont pas réunies.

LE ministère po[..] l'Europe (institué à [..]ne pour coordonner [..] politique communautaire ita[..]ne) a surmonté sa crise [..]uë et la condition de mala[..] chronique qui risquait d'en[..]e une momie bureaucratiq[..]nutile jetée dans l'un des [..]ns les plus obscurs de la [..]sidence du conseil. M. Scott[..]a pas encore gagné sa guerre [..]tre les administrations des [..]istères, contre les *bureaucrati[..]*entralisatrices, contre ces app[..]chiks du Parlement aussi [..]ui conçoivent l'État et les re[..]ons internationales à peu[..]rès comme au dix-neuvième [..]cle, au point de garder jalou[..]ent dans leurs tiroirs « *le [..]t d'informations indispensabl[..] pour exercer le travail de [..]ordinateur de la politique co[..]unautaire* ». Mais il a gag[..] de nombreuses batailles, [..] commençant par celle, fond[..]entale, de la « délégation » [..]s rapports avec la Commun[..]

« *Ce qu[..]e marche pas encore vraiment[..]est le rapport gouverneme[..]Parlement en matière européenne. Il est limité. Ou plus exactement, il n'y en a pas* », nous a confié M. Scotti entre deux appels téléphoniques.

— Les parlementaires italiens se moquent des problèmes de l'Europe ?

« *Le Parlement joue une partie de bras de fer pour éviter d'appliquer les directives communautaires* », dit le ministre. « *On fait de l'obstruction pour ne pas mettre en application les lois de la Communauté, d'où l'indifférence de l'opinion publique à l'égard des questions européennes.* »

— Comment pensez-vous dépasser ce problème, une fois que vous aurez résolu les autres ?

« *En me battant à la Chambre pour sensibiliser les députés, afin d'engager une sorte de débat préalable sur les questions importantes, celle du budget de la Communauté, par exemple. Il est important, sinon indispensable, pour un négociateur italien d'avoir le consensus du Parlement sur des thèmes aussi délicats...* »

M. Forlani s'énerve

« *Pa[..] les difficultés pour arrive[..] faire décoller le ministère, [..]citerai d'abord la définition[..]s pouvoirs que le présiden[..]du conseil devait me délég[..]* », poursuit-il. « *J'ai eu à ce [..]pos une discussion très dur[..]avec M. Forlani, qui s'est un [..] énervé.* »

[..]tiez-vous un ministre sans po[..]rs ?

[..]n tant que ministre sans po[..]feuille, je n'ai pas de co[..]étence propre. J'assume s[..]ment les tâches qui me sont attribuées par le président du conseil. Le président a le pouvoir d'orienter et de coordonner l'action du gouvernement. Toute la polémique sur les compétences du ministère pour l'Europe, qui a déchaîné les résistances de nombreuses administrations, est un faux débat.* »

— Un faux débat ?

— *Il ne s'agit pas de constituer une nouvelle administration à côté des autres. Cela ne résoudrait pas le problème de la coordination de la position italienne, ... un problème que connaissent d'ailleurs tous les pays de la Communauté. Il s'agit d'exercer les pouvoirs du président. Voilà pourquoi j'ai posé la question en termes de délégation des pouvoirs et de réorganisation de la présidence du conseil. Cet aspect de la politique communautaire est l'un des plus importants de la coordination politique du président* ».

M. Scotti réussit à convaincre les administrations qu'il n'avait pas l'intention de retirer quoi que ce soit à qui que ce soit, et qu'il entendait seulement demander « *que les administrations accomplissent leurs tâches en fonction de positions coordonnées à l'intérieur du pays* ». C'est, selon lui, la condition de « *l'indépendance des choix* ».

— Que veut-il faire exactement ?

— *Pas un ministère des affaires européennes, proprement dit, ce serait une erreur parce que la politique européenne est partie intégrante de la politique intérieure. Il faut au contraire agir avec une orientation unitaire de gouvernement, sans morcellement ni résistances sectorielles*, dit-il. *Le travail est commencé. De nouveaux problèmes se posent, de l'organisation générale à la circulation des informations. Dès que les choses iront bien je pourrai m'en aller tranquillement, sans bruit. Un autre pourra continuer à ma place...* », affirme le ministre. En est-il sûr ?

LUCA GIURATO.

La coopération européenne

(Suite de la page 21.)

De plus, rappelons que les ressources dites directes de la Commission ne s'élèvent encore qu'à moins de 1 % des recettes de T.V.A. des pays membres, alors que le prélèvement fiscal des États sur les P.N.B. va de 25 % à Lisbonne à 45 % à Stockholm.

Dans les opérations de caractère européen, les échecs paraissent le plus souvent dus à un abus du principe de « juste retour ». Il n'y a pas de raison pour que les Britanniques bénéficient autant que d'autres de la politique agricole si par ailleurs ils sont gagnants dans la répartition de l'aide régionale. Car dès lors qu'un joueur déclare : « *J'ai misé 1 000, je veux recouvrer 1 000* », la partie cesse. Le conflit recommence.

La raison majeure des succès semble être la réunion de partenaires qui ne cherchent pas l'égalité, et, si besoin est, de certains des partenaires seulement, dans une branche donnée, ou pour une intervention donnée. « *L'important est de se réunir à quelques-uns, pour faire certaines choses ensemble* », disait Jean Monnet. La règle du jeu européen, d'un jeu européen réussi, ne semble guère avoir changé.

OLIVIER LORSIGNOL.

PRECISION. — A propos de l'étude de MM. Dominique de Laubier et Alain Richemond analysée par Jacqueline Grapin dans son article sur les investissements des pays développés dans notre supplément *Europa* du 3 février, signalons que l'adresse du Centre d'études prospectives *internationales* (CEPI) est 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris.

LA PROGRESSION DU TRAVAIL NOIR DANS NOS SOCIÉTÉS

Une illégalité ambigüe

L'économie occulte ne cesse de croître dans les pays industrialisés. Le travail clandestin augmente, sans liens apparents avec la conjoncture économique. Soupape d'échappement utilisée par 3 % à 5 % de la main-d'œuvre dans les pays de l'O.C.D.E. (selon les estimations du B.I.T.), il permet à ceux-ci de se soustraire aux contraintes croissantes, fiscales, sociales, techniques, imposées dans des sociétés de plus en plus « organisées ». Souvent décrit à propos de l'Italie, le phénomène du travail noir et des « économies souterraines » touche aussi largement, maintenant, des pays comme l'Allemagne et les Etats-Unis, sans parler de la France et de la Grande-Bretagne. Longtemps considéré comme un indice de sous-développement, il est peut-être en train de devenir le contraire : un indice d'hyperdéveloppement et l'outil insensible du passage de la société industrielle au stade « post-industriel ». C'est ce qui explique la diversité des attitudes des gouvernements à l'égard de ce phénomène.

L'ALLEMAGNE fédérale compterait près de deux millions de travailleurs au noir, et 8 % des travailleurs allemands s'adonneraient à une activité parallèle, d'après un sondage effectué par l'Institut d'opinion de Bielefeld. Ils produiraient l'équivalent de 2 % du P.N.B. allemand, et les revenus du travail noir auraient quintuplé au cours des cinq dernières années. Une étude publiée par la revue *Intersocial*, en juin 1980 (1), indique que ces «Schwarzarbeiter» réussiraient ainsi à « voler » quelque 10 milliards de DM au fisc et à la sécurité sociale chaque année...

D'après les estimations des organisations professionnelles, 70 % du gros œuvre du bâtiment et 90 % des travaux de peinture seraient faits « au noir » ; les freins de plus de 2 millions de voitures, les amortisseurs et les tuyaux d'échappement de 4 millions de véhicules seraient changés hors des garages ; jusqu'à 80 % des plans de construction seraient réalisés non par des architectes indépendants, mais par des membres de la fonction publique hors de leurs attributions officielles (le meilleur moyen de s'assurer la conformité des plans avec les réglementations).

Par comparaison, la France, le pays d'Europe qui a lancé, avec la Belgique, la plus virulente campagne contre le travail noir, aurait seulement huit cent mille à un million de travailleurs clandestins, alors que, d'après un sondage de la SOFRES, « *seulement 22 % des Français sont résolument opposés au travail noir* ». Le chiffre d'affaires du secteur parallèle y serait de l'ordre de 90 milliards de francs, soit l'équivalent de l'activité du secteur de l'automobile, d'après les calculs de la chambre syndicale de cette industrie, et moitié moins d'après le Centre de documentation et d'information de l'assurance. Celui-ci a estimé à 18 milliards de francs la perte qui en résulterait pour la Sécurité sociale et les caisses d'assurance-chômage, et à 6 milliards de francs le manque à gagner pour le fisc au seul titre de la taxe à la valeur ajoutée. Selon d'autres estimations, les travailleurs clandestins français recevraient de la main à la main 10 milliards de francs, soit 3 % des salaires de la population active.

« *Nous ne pensons pas qu'il y ait intérêt à supprimer toutes formes d'activités en marge. Le travail marginal joue un rôle de soupape, il prouve que le système social réagit contre les rigidités qu'il s'impose lui-même* », écrivent les auteurs de l'étude de la Commission des Communautés européennes sur « le marché du travail marginal et clandestin en France, au Royaume-Uni et en Italie (2) ». Ils soulignent que « *le second emploi, cumulé le plus souvent illégalement avec un emploi principal, est souvent un emploi qui ne serait pas proposé ou ne trouverait pas preneur : il est à temps partiel le plus souvent, n'apporte qu'un revenu d'appoint, prend la forme d'un travail indépendant plutôt que d'un travail salarié et, surtout, se situe à 80 % dans le secteur tertiaire alors que c'est dans l'industrie que des créations d'emplois sont recherchées* ».

Régulateur de la conjoncture

En R.F.A., la chambre syndicale de l'artisanat affirme, selon un calcul brut, que si tout le travail noir était confié aux entreprises artisanales, cela entraînerait la création de 375 000 emplois ; mais des estimations plus réalistes, tenant compte de la diminution de la demande et du manque de travailleurs qualifiés, envisagent plutôt 100 000 à 200 000 emplois créés, soit une nette perte d'activité.

La lutte contre le travail noir comme moyen de résorber le chômage doit donc être abordée avec prudence. D'un côté, certains syndicats, comme la C.F.D.T. en France, ont raison de faire tout haut la différence entre « travail clandestin » et « travail convivial » en face de ceux qui préconisent inconditionnellement une économie plus informelle, au point qu'elle risque de conduire à une protection diminuée de l'ensemble des travailleurs. Mais, par ailleurs, des dirigeants syndicaux comme ceux de la S.G.I.L., en Italie, font preuve de réalisme en tentant d'inclure toutes les formes de travail dans leur plan d'action : c'est ainsi qu'une convention collective nationale a été signée pour le travail à domicile, qu'ils tentent de normaliser pour pouvoir la distinguer du travail clandestin.

En Italie, où se trouvent de trois à cinq millions de travailleurs clandestins, le travail noir joue un extraordinaire rôle de « régulateur de la conjoncture ». Le produit national brut y est minoré de plus de 20 %, selon les statisticiens gouvernementaux. Les exportations, qui équilibrent plus ou moins les principales importations — notamment d'énergie — proviennent pour près de 30 % de zones à travail noir. A Prato, en Toscane, par exemple, sur 9 605 petites entreprises, 8 650 font appel au travail noir. Dans l'ensemble du pays, de nombreuses petites entreprises se sont développées, qui déclarent 4 ou 5 salariés et emploient 60 ou 80 personnes.

En Grande-Bretagne, malgré les appels de nombreux experts, qui sont convaincus que l'économie souterraine continuera d'augmenter si rien n'est entrepris pour l'arrêter, le gouvernement conservateur n'a pas décidé d'entreprendre une action efficace contre le travail noir. Les statistiques officielles évaluent entre deux et trois millions le nombre de travailleurs au noir.

Le fisc y a calculé que pour l'année fiscale 1978 - 1979 les revenus de ce secteur ayant échappé à l'impôt ont représenté 11 milliards de livres sterling, soit 7,5 % du P.N.B. Le nombre de coupures de 10 £ et de 20 £ en circulation (les plus pratiques pour les règlements de la main à la main) a augmenté de 470 % entre 1972 et 1978 : quatre fois plus vite que le volume global de la monnaie. Dans la majorité des cas, il s'agit de seconds emplois exercés sans être déclarés à côté d'un emploi officiel qui, lui, l'est.

On n'en est pas encore à une ampleur du phénomène comparable à ce qui se passe, par exemple, en Pologne, où l'on se demande lequel domine l'autre, du marché officiel ou du marché noir, quand les tomates sont vendues le double du prix affiché sur les étalages, quand les appartements neufs sont livrés en si mauvais état qu'ils nécessitent automatiquement l'appel à des services parallèles après les heures de travail pour installer portes, fenêtres et baignoires fonctionnant convenablement... (3). Mais toutes les sociétés ont leurs réactions de défense contre les contraintes financières et bureaucratiques.

Aux Etats-Unis, on estime que quinze à vingt millions de personnes cacheraient au fisc des revenus de plusieurs centaines de milliards de dollars. Parmi eux, quatre millions cinq cent mille personnes ne vivraient que de leur activité occulte. La part de l'économie souterraine évoluerait, selon les estimations de l'administration fiscale, entre 5,9 % et 7,9 % du P.N.B.

Des économies « pluralistes »

Récemment est apparu outre-Atlantique sur une échelle inédite un nouveau phénomène : le retour à l'économie de troc. « *Là, un avocat reçoit une antiquité comme paiement de ses services ; ici, un imprimeur échange l'impression de prospectus publicitaires pour une liqueur contre des boissons alcooliques gratuites* », signale la revue *Intersocial*. « *Ailleurs, on troque soins médicaux ou assistance juridique pour un divorce contre la simple réparation ou la révision complète d'une voiture. En 1978, un millier de coopératives d'échanges existaient déjà aux Etats-Unis, regroupant de 500 à 10 000 adhérents, selon les cas. A Los Angeles, le* Barter, *un hebdomadaire spécialisé, compte plus de cent mille abonnés. Plus étonnant encore : à New-York, une société a organisé en 1978 un transfert de plus de 50 millions de francs de marchandises entre une centaine d'entreprises désireuses d'échanger leurs stocks entre elles.* »

Dans la plupart des pays, le travail clandestin et les économies parallèles sont perçus de plus en plus non seulement comme le moyen pour les travailleurs d'échapper à des pressions sociales et fiscales souvent lourdement ressenties à la base, mais aussi comme une réponse à leurs aspirations à plus d'indépendance. Même en France, où la centralisation et l'autorité s'exercent avec prédilection du fait du système administratif, le rapport récemment rédigé sur la question par M. Robert Delorozoy préconise de conjuguer avec la répression des mesures qui tiennent compte des raisons de refus des intéressés.

Il rejoint en cela les conclusions des experts de la C.E.E. : « *Des mesures constructives doivent accompagner l'action répressive dirigée contre l'utilisation des travailleurs clandestins. Une action dans ce sens et des mesures visant à faciliter l'activité artisanale, à assurer sa rentabilité sans avoir recours à l'augmentation de son prix, pourraient s'avérer plus bénéfiques qu'une chasse indifférenciée à toute forme de travail noir.* »

Cependant, qu'il s'agisse d'économies « duales » ou d'économies « pluralistes », telles qu'elles s'annoncent, il faut avouer qu'elles deviennent de plus en plus difficiles à gérer par les institutions centrales, auxquelles elles tendent à échapper dans une mesure croissante : il y a environ vingt millions de chômeurs dans les pays de l'O.C.D.E. et probablement seize millions de travailleurs clandestins (4).

JACQUELINE GRAPIN.

(1) *Intersocial*, n° 61, juin 1980.
(2) Commission des Communautés européennes, « Le travail marginal et clandestin en France, au Royaume-Uni et en Italie », étude n° 79/42.
(3) Voir Problèmes politiques et sociaux, *Documentation française*, 24 octobre 1980, « L'économie souterraine », n° 400.
(4) Voir aussi le rapport du BIT sur le sujet (« le Monde » du 25 février 1981.)

PORTRAIT

Ferrero : l'aventure familiale d'une dynastie de confiseurs

FERRERO, c'est l'histoire d'un empire industriel né en 1946 d'une idée, une idée qui vaut aujourd'hui environ 700 milliards de lires par an de chiffre d'affaires : l'empire de la confiserie. L'aventure est complètement familiale, sans l'aide d'aucune banque, le résultat de beaucoup d'intuition et d'un grand esprit d'entreprise, la chronique d'une famille de trois, quatre personnes, pas plus.

A l'origine fut Pietro Ferrero, et une grande pâtisserie, très quelconque, via Rattazzi, à Alba, un gros bourg agricole du Piémont. La guerre venait de finir et l'on comprenait mal comment les pâtisseries pouvaient s'en sortir. Presque tout manquait encore : le cacao introuvable et le chocolat à des prix fous. Ferrero pensa à un produit de remplacement.

Ce fut le chocolat à la noisette Pasta Gianduja, qui coûte environ 600 lires le kilo contre les 2 500-3 000 du rare chocolat de cacao. En février 1946, les trois premiers quintaux sortirent de la pâtisserie de via Rattazzi. En décembre, il y en eu 1 000 quintaux. Les commandes, arrivant de toute l'Italie, semblaient plus des prières que des commandes. Il en fut demandé toujours plus, d'urgence.

La petite fabrique déménagea de la via Rattazzi pour s'installer, très agrandie, au milieu des peupliers. Les cinq, six ouvriers du début passèrent à une centaine, puis à un millier trois ans plus tard. « *Des machines, il faudrait des machines !* », dit Pietro. Il dut les inventer lui-même.

Giovanni Ferrero, le frère de Pietro, n'a besoin ni de secrétaires ni de registres, il désigne sa tête en affirmant que tout y est inscrit. Ses comptes se font sur des paquets de cigarettes, même quand il s'agit de milliards. Il eut l'idée de passer par-dessus les grossistes pour vendre directement aux commerçants en les touchant par ses propres moyens. De douze fourgons Ferrero, on passe à deux mille en 1966, deux mille cinq cents maintenant : seule l'armée italienne a un parc automobile supérieur...

Les frères Ferrero meurent tous les deux d'infarctus à cinquante ans : Pietro en 1949 et Giovanni en 1959. La direction de la firme passe à Michele, le fils unique de Pietro. Il a le fantaisie de son père, toujours à la recherche de nouveaux produits et de nouvelles machines, l'intuition et l'audace commerciale de son oncle Giovanni. A la tête de la firme très jeune, sa mère fut sa collaboratrice. Disparue en décembre dernier, Piera Ferrero était présidente du conseil d'administration de la plus puissante firme de confiserie de la C.E.E. Elle n'avait pas fait d'études, mais ne manquait pas de ressources. « *Il n'y a pas besoin de savoir grand-chose en économie, le bon sens suffit* », disait-elle.

Avec trois cent mille points de vente, Ferrero avait de solides bases en Italie. Mais l'Italie ne suffit plus, et Michele regarda vers l'étranger. L'aventure européenne était tentante. En 1956, il créa l'établissement d'Allendorf en Allemagne, une sorte de défi. Pour le chocolat, l'Allemagne était à l'avant-garde, avec cent vingt entreprises concurrentes. Michele savait que pour s'imposer il fallait un produit original et de qualité. Il inventa : Mon chéri, et ce fut le succès.

Après la firme Ferrero allemande en 1960, la Ferrero française appelée Dulcea, la belge et la Ferrero Ltd anglaise furent créées, puis d'autres, la dernière-née étant japonaise. D'autres établissements furent créés en Italie. La direction générale des bureaux, de la publicité et des laboratoires scientifiques fut installée à Pino, sur les collines de Turin. A la fin de décembre dernier, Ferrero devint une holding.

Michele Ferrero continue à inventer de nouveaux produits, affirmant que son groupe entre maintenant dans un troisième âge. Le premier fut celui de l'ersatz Gianduja. Le second, celui du marché allemand. Le troisième est arrivé : il s'agit de vendre le produit de confiserie comme un produit alimentaire, un aliment sucré, qui ne soit pas seulement une gourmandise, mais qui enrichisse l'alimentation.

Michele Ferrero a cinquante-cinq ans et deux fils. On dit qu'à leur naissance il les a conduits à l'usine pour les présenter aux employés. Est-ce vrai ? « Oui, répond-il. *Il me paraissait juste que le personnel connaisse mes successeurs...* »

LUCIANO CURINO.

Un mystère entoure la productivité des services de l'État

La part de notre produit national que les gouvernements utilisent pour payer les fonctionnaires et pour acheter des biens et des services ne cesse d'augmenter. Au bon temps de la croissance, les citoyens acceptaient avec philosophie le gonflement des dépenses publiques parce qu'ils voyaient par ailleurs progresser leur prospérité individuelle. Mais, aujourd'hui, les taux de croissance économique ayant ralenti, le public commence à s'interroger sur l'opportunité d'une prolifération parasite des dépenses étatiques.

LES statistiques qui tentent de mesurer la « production » de l'Etat à prix constants reflètent dans une large mesure, non la quantité de services produits, mais la quantité de main-d'œuvre et d'autres ressources utilisées par lui pour fournir les services en question. Aucun procédé simple n'existe pour vérifier si la valeur des services de l'Etat a augmenté assez vite pour justifier les ressources qui leur ont été consacrées.

Les services les plus faciles à étudier sont la santé et l'éducation, qui représentent entre un tiers et la moitié de toutes les dépenses publiques. Le nombre de personnes recevant chaque type de service est indicatif, mais il faut également examiner les changements dans la qualité.

Pour l'Allemagne, la part croissante des ressources consacrée aux dépenses publiques ne peut s'expliquer que par... des améliorations qualitatives. Le Royaume-Uni est dans une situation pire encore. L'augmentation quantitative des résultats est inférieure à la hausse réelle des dépenses publiques.

Pour justifier la part croissante des ressources consacrée aux dépenses publiques, la qualités des services aurait dû augmenter plus vite que leur prix relatif.

Il n'y a guère de signes que la qualité de l'éducation, par opposition à la quantité, ait progressé de façon significative depuis 1965. Dans les soins de santé, en revanche, des améliorations se sont traduites par la chute des taux de la mortalité à la naissance et par une plus longue espérance de vie.

Les taux de salaires sont le principal facteur déterminant du coût des services publics. Il est intéressant de noter que, après 1975, le prix des services publics au Royaume Uni a commencé à augmenter moins que le taux général d'inflation. Cela a été dû à la politique des revenus alors en vigueur, mais cela peut également être venu du fait qu'il a été reconnu que le prix des services était devenu excessif.

Plus récemment, cependant, les fonctionnaires ont obtenu des hausses de traitements rétablissant la situation de 1975.

Si des statistiques de production plus détaillées, comme les Nations unies et la C.E.E. en ont recommandé la préparation, existaient pour chaque service public, il serait possible d'estimer avec plus de précision les améliorations de la qualité ou de la quantité de ces services, de vérifier leur productivité et d'accorder les augmentations de traitement correspondantes. Les ressources seraient alors réparties plus rationnellement qu'aujourd'hui.

JAMES ROTHMAN.

La part des dépenses de l'État
en pourcentage de la production intérieure brute

	Allemagne	Royaume-Uni	France	Italie
1960	13,5 %	16,5 %	14,1 % (1)	12,2 %
1965	15,3 %	16,8 %	13,8 % (1)	14,5 %
1970	15,9 %	17,7 %	13,5 %	12,7 %
1975	20,9 %	22,4 %	14,4 %	13,8 %
1977	20,0 %	20,8 %	14,9 %	13,7 %

(1) Réajustés pour permettre des comparaisons avec les années ultérieures.

Source : calculs faits d'après les statistiques des Nations unies sur les comptabilités nationales.

Améliorations dans le secteur de la santé entre 1960 et 1973

	Réduction de la mortalité pour 1.000 naissances :		Années de vie en plus (1)	
	Périnatale	Nourrissons	Hommes	Femmes
Allemagne	12	13	0,4	2,0
France	12	5	0,7	1,3
Royaume-Uni	13	13	2,2	3,8
Italie	18	22	0,9	2,6

(1) C'est-à-dire la différence entre les chances de vie moyennes à un an en 1963 et en 1973.

Source : calculs basés sur les renseignements pris dans « Internal Comparisons of Health Needs and Services », de Robert Maxwell, King's Fund Centre 1980.

Indices des prix relatifs et part des dépenses publiques en termes quantitatifs (1)

	ALLEMAGNE		ROYAUME-UNI		FRANCE		ITALIE	
	Indice prix relatifs	Part dépenses publiques %	Indice prix relatifs	Part dépenses publiques %	Indice prix relatifs	Part dépenses publiques %	Indice prix relatifs	Part dépenses publiques %
1960	92	16,2	95	21,8	90	16,7	81	15
1965	100	17,0	100	21,1	100	14,8	100	14,5
1970	111	15,9	103	20,3	107	13,4	100	12,7
1975	126	18,4	125	22,4	121	12,8	102	13,5
1977	127	17,8	120	21,7	124	12,9	105	13,1

(1) Indice des prix relatifs : coûts des services gouvernementaux par rapport à ceux de tous les services et marchandises, c'est-à-dire rapport entre la consommation gouvernementale et le produit intérieur brut, et indexé sur la base de 100 pour l'année 1965.

Dépenses publiques en prix constants, en pourcentage par rapport à la production intérieure brute. Si les charges publiques de la France et de l'Italie avaient compris les dépenses de santé financées par des transferts, la baisse n'aurait pas été aussi importante.

(Source : calculs basés sur les statistiques des Nations unies concernant les comptabilités nationales.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le remède fourni au sous-développement par les grands barrages est parfois un mal

Les barrages passent, parfois, pour la panacée du développement dans les pays du tiers monde. Letitia Obeng, responsable des problèmes d'irrigation à l'ONU, à Nairobi, s'insurge ici contre la vogue des grands barrages. Elle préconise une plus grande prudence...

AUSSI longtemps qu'on voudra maintenir la vie, l'eau, cette ressource naturelle unique, mais humble et souvent mal appréciée, sera indispensable à l'humanité. Pendant de nombreuses générations, l'homme a imaginé des moyens de dominer les fleuves et les rivières, source d'eau la plus facilement accessible, afin de pouvoir en disposer où et quand il le désire. Il y a bien des années, ayant appris la puissance latente dans les eaux qui s'écoulent, il a construit des roues à eau pour accomplir diverses activités exigeant de l'énergie. Il a reconnu, en outre, l'énorme potentiel énergétique des chutes d'eau et, pendant notre siècle encore, plus que durant les précédents, il a élevé de hautes barrières sur les fleuves pour retenir leurs eaux afin de domestiquer l'énergie et de la transformer en courant électrique dont on a grand besoin.

par LETITIA OBENG

Pratiquement, toutes les rivières susceptibles d'être utilisées pour produire de l'électricité ont été équipées de barrages. Plus de quarante lacs artificiels de plus de 100 kilomètres carrés de superficie, le plus grand dépassant 8 000 kilomètres carrés, existent depuis quelques décennies dans diverses parties du monde. Ils couvrent en tout 105 850 kilomètres carrés. Les rivières et les fleuves, qui n'ont pas ce potentiel, ont été tout de même équipés de barrages, afin d'emmagasiner l'eau pour les usages domestiques et industriels et pour l'agriculture, les poissons et l'aquaculture.

Equiper les rivières de barrages — mettre l'eau en réserve, — l'utiliser à des fins variées, spécialement pour produire de l'électricité, à notre époque de pénurie, c'est pour l'homme une merveilleuse occasion de compenser l'épuisement des ressources de combustibles fossiles. En outre, à l'heure actuelle, l'énergie électrique est de loin la plus propre des techniques généralement utilisées pour la production d'énergie. Il semble donc que l'on va continuer à construire des barrages partout où l'on pourra trouver un ruisseau ou une rivière.

De dangereux bouleversements écologiques

Il n'y a qu'un ennui. La nature, à sa manière ordonnée, et pendant des millions d'années d'expérimentation, a attribué aux eaux courantes des caractéristiques physiques et chimiques qui leur permettent de faire vivre des types et des groupes de plantes et d'animaux très distincts, adaptés à ces conditions spéciales.

Des animaux minuscules sont équipés pour s'attacher aux rochers, aux pierres et aux plantes, et pour se cacher dans des crevasses tranquilles pour ne pas être balayés en aval par les courants rapides de la rivière. Les plus grands, dont les poissons, annulent les effets du courant *en nageant avec ou contre* lui. Ces bêtes des eaux vives possèdent différentes facultés pour trouver leur subsistance, la plupart d'entre eux fouillant le substrat ou filtrant les particules de nourriture présentes dans l'eau à travers des systèmes variés. Ils mangent, grandissent, se multiplient et s'entre-dévorent dans une compréhension mutuelle qui soutient leurs associations dans la communauté aquatique et assure la stabilité des systèmes en un délicat équilibre dans lequel ils vivent.

De même, les eaux stagnantes en surface, comme les lacs, ont évolué de façon particulière, et elles fournissent des conditions écologiques qui conviennent à certains types de plantes et d'animaux.

Ce qui arrive dans ces milieux ordonnés, lorsque des barrages sont construits en travers des rivières et des fleuves, spécialement dans les régions tropicales, est impressionnant mais simple. Quand un courant de rivière est ralenti jusqu'à l'immobilité, stimulant les conditions lacustres, un bouleversement et une confusion écologiques spectaculaires en découlent et l'ordre, la paix, et la tranquillité du milieu de la rivière sont violemment troublés.

Les eaux bourbeuses des crues, chargées de vase et de matières en suspension, s'accumulent dans le lit de la rivière. Celle-ci déborde de ses berges, inondant les populations, noyant villes et villages, fermes et champs, bloquant pour toujours l'accès aux minéraux et aux ressources du sous-sol. On a vu jusqu'à cent deux mille personnes déplacées par la construction d'un seul barrage. Le changement de la profondeur des eaux, qui passe parfois de quelques mètres seulement jusqu'à plusieurs centaines de mètres, détruit les habitats, les aires de nourriture et de reproduction de beaucoup d'animaux de la communauté fluviale, y compris les poissons. Ceux des animaux qui peuvent continuer à vivre dans les eaux troubles ou s'enfuir vers des sections fluviales plus sûres survivent en s'adaptant aux nouvelles conditions. Les autres périssent.

Les sels et les éléments nutritifs dissous dans les eaux troubles qui s'accumulent, et le volume accru des eaux, déclenchent habituellement une prolifération rapide des petites plantes aquatiques et animaux microscopiques. Les animaux plus gros qui s'en nourrissent, et ceux qui, à leur tour, font leur proie de ces derniers, tous participent d'une chaîne complexe d'activités qui aboutit à une croissance explosive dans le nouveau milieu. La production de poisson monte en flèche jusqu'à un niveau souvent plusieurs fois supérieur à ce qu'il était précédemment dans le fleuve. Sur le lac de la Volta, les pêches ont atteint en cinq ans le niveau de 60 000 tonnes.

De même, les eaux stagnantes accumulées fournissent les conditions propices à l'implantation de certaines plantes aquatiques. A moins d'être fermement enracinées, les plantes n'ont, en général, pas beaucoup d'avenir dans des eaux qui coulent rapidement. Sur une retenue artificielle, avec une abondance d'éléments nutritifs et beaucoup d'espace pour leur croissance, certaines plantes ont toutes les chances pour une prolifération explosive. La fougère aquatique *Salvinia*, rendue célèbre sur le lac Kariba, n'a pas été une exception. La jacinthe aquatique, qui pousse d'une manière dense, est depuis longtemps un fléau sur les parties lentes des rivières. Et la plupart des lacs et réservoirs artificiels tropicaux, aussi bien très grands que très petits, soutiennent, si les conditions sont favorables, la croissance luxuriante des plantes, qu'elles soient flottantes, submergées, ou enracinées dans l'eau.

Pour une planification plus sérieuse

La croissance des herbes aquatiques n'est pas entièrement un mal. Les plantes protègent les alevins de poissons pendant leur croissance. Mais elles peuvent être un danger quand elles présentent un obstacle matériel au passage des eaux, des barques ou des bateaux. Et, ce qui est encore plus grave, dans certaines régions, elles font vivre les larves des insectes, des mouches et des escargots, dont certains sont une menace, car ils servent d'hôtes intermédiaires dans la transmission de l'homme à l'homme de parasites liés au milieu aquatique.

On peut être pratiquement certain, aujourd'hui, que les escargots dans lesquels se développe le ver parasite responsable de la bilharziose envahissent les barrages tropicaux, grands et petits. Cette maladie, qui attaque le foie et les intestins, ainsi que d'autres parties du corps, tue rarement vite et peut durer pendant vingt au trente ans.

Les escargots se nourrissent de matière végétale sur les rives boueuses où les plantes sont abondantes ; ils sont soutenus par les plantes, les utilisant pour s'y accrocher et pour pondre leurs œufs ; et ils s'y multiplient, tout simplement. Comme les gens, y compris les individus infectés, sont attirés par les barrages, grands ou petits, pour leur approvisionnement en eau, la pêche, les loisirs et bien d'autres activités, la bilharziose est devenue une terrible malédiction des barrages dans les zones tropicales.

Un autre grave problème s'y ajoute : l'écoulement des eaux vers l'aval étant bloqué par une barrière, les matières et la vase en suspension dans les eaux troubles se déposent dans le barrage. Sur le lac Nasser, par exemple, on pense que ce dépôt est une grave perte pour la fertilisation des terres agricoles du delta et un sérieux manque à gagner pour les pêches sur les rives, en raison des éléments nutritifs perdus. Lorsque la sédimentation est importante, on a vu des lacs et des réservoirs artificiels s'envaser avec le temps. Travaillant sur la sédimentation du lac Nasser, un chercheur scientifique a estimé que, en raison de la sédimentation forte et continue, ce lac serait sans doute comblé par les sédiments du Nil dans mille quatre cents ans environ. Peut-être d'autres lacs n'ont-ils pas autant de chance !

Mais il semble que, en dépit des effets fâcheux observés (la possibilité d'une réduction de la production d'énergie à la suite de l'envasement et de la sédimentation, et même le danger d'activité sismique accrue en raison des pressions et des tensions causées par l'accumulation d'une masse d'eau importante, la traumatisation des gens déplacés et coupés de leurs foyers, le coût considérable de leur réinstallation, les nuisances créées par les herbes aquatiques, le danger de la bilharziose et le coût initial de la construction des barrages), les avantages tirés de ceux-ci (eaux abondantes pour les foyers, l'industrie et l'agriculture, énergie hydraulique jusqu'à 760 MW à 80 % de la capacité de production à partir d'un seul barrage de 80,2 km2, amélioration des pêches, occasions de loisirs, navigation et dans certains cas la pure et simple beauté) continueront à rendre souhaitable et à encourager leur construction.

Or tant que des rivières seront changées en lacs par l'homme, la nature répondra par des changements écologiques afin de s'adapter aux conditions nouvelles, ce qui créera des problèmes nouveaux pour nous.

Il s'agit donc de trouver la meilleure façon de construire les barrages voulus pour qu'ils ne causent pas des bouleversements et des tensions inutiles dans l'environnement. Les petits barrages sont-ils la solution ? Il ne semble pas, car ils présentent également leurs casse-tête. Nous risquerions de remplacer un gros problème, situé dans une zone donnée, par une multitude de problèmes plus petits, dispersés dans une région encore plus vaste. La réponse réside dans une étude approfondie des expériences du passé, bonnes ou mauvaises, grandes et petites, afin de concevoir des mesures les incorporant dans la planification, la construction et la gestion saine des barrages. Cela devrait exiger de la part des planificateurs, des constructeurs, des gestionnaires et des utilisateurs des barrages une volonté déterminée et un engagement inébranlable.

De l'illusion au gaspillage hydroélectrique en Europe

LA production d'hydroélectricité recule proportionnellement dans le monde. Cela est dû à la croissance continue (de 4,4 % par an) de la consommation globale d'énergie, tandis que la production hydroélectrique n'augmente que très peu, quand elle n'est pas stable. Il est donc absurde de penser résoudre le problème du manque de ressources énergétiques actuellement ou à l'avenir en misant sur l'hydroélectricité. Faisons un rapide calcul : chaque année 400 000 m3 d'eau s'évaporent sur toute la planète. Les trois-quarts retombent dans la mer. Des 100 000 m3 qui tombent sur la terre ferme, …000 retournent immédiatement dans l'atmosphère par évaporation, et 37 000 sont recueillis par les fleuves. Etant donné que l'altitude moyenne de la terre ferme est d'environ …00 mètres, on peut estimer que la capacité hydroélectrique du monde entier est égale à environ 90 000 milliards de kWh par an. Sur le papier, donc, les ressources hydroélectriques seraient égales à douze ou treize fois la demande globale d'énergie électrique.

Théoriquement. Car, pratiquement, il en va autrement. Les pays *les plus riches en ressources hydroélectriques* encore exploitables sont situés surtout en Asie, en Afrique ou en Amérique latine.

En Europe, il n'y a plus grand-chose à faire. En Italie, on ne pourrait guère produire à des coûts raisonnables, c'est-à-dire concurrentiels avec l'atome et le pétrole, plus de 5 ou au maximum 10 milliards de kWh, avec une puissance égale à trois centrales nucléaires de dimensions standarde (mille mégawatts). Mais les difficultés sont sérieuses : les coûts des implantations augmentent sans arrêt, aussi bien parce qu'il *faudrait construire dans des* zones de moins en moins praticables, ou trop proches des habitations, que parce que cela nécessiterait des ouvrages secondaires comme des viaducs de plus en plus énormes. Ailleurs, il faudrait construire dans des localités touristiques qui seraient irrémédiablement endommagées.

Il est donc impossible d'attendre de la houille blanche la solution de nos problèmes énergétiques. La seule issue, qu'on le veuille ou non, passe par les centrales nucléaires. Mais il reste vrai, pour l'instant, que chaque kWh produit par l'hydroélectricité fait épargner 25 grammes de pétrole. Il faut *donc agir* au *moins* dans une direction, et tout de suite, en Europe : exploiter au mieux les installations hydroélectriques existantes. Beaucoup n'ont qu'une efficacité très réduite du fait de leur vétusté. Le bénéfice d'ensemble d'une amélioration pourrait pourtant être considérable.

UMBERTO ORDONE.



Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schawohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).
Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.
Publicité : Yves Morvan (« le Monde »), Dante Sacchis (« la Stampa »), Dietrich Windberg (« Die Welt »). Coordonnateur : Eric Walfensohn (« The Times »).

Le Monde

sports

BOXE

Jake La Motta, le « tombeur » de Cerdan et Dauthuille

Le metteur en scène Martin Scorsese, auteur du film « Raging Bull » que projettent les écrans parisiens et a pour sujet la vie mouvementée de l'ancien champion du monde des poids moyens Jake La Motta, avait confié à notre collaborateur Louis Marcorelles (1) qu'il n'aimait pas la boxe. Les séquences des combats prouvent surabondamment ce propos.

Beaucoup plus que la carrière d'un champion à la personnalité trop douteuse pour être transformé en héros au grand cœur, ce qui intéresse les sportifs, c'est dans quelles conditions exactes se sont déroulées les deux rencontres pour le titre mondial qu'a remporté Jake La Motta sur les champions français Marcel Cerdan et Laurent Dauthuille.

Marcel Cerdan, à trente-trois ans, mit en jeu devant Jake La Motta, son cadet de six ans, le 16 juin 1949 à Detroit, la couronne mondiale qu'il avait gagnée huit mois plus tôt aux dépens de Tony Zale à Jersey-City. La Motta boxait depuis 1941 et il avait réussi une performance de choix en 1943 : infliger à « Sugar » Ray Robinson sa première défaite chez lui à Détroit (« Sugar » obtiendra cinq victoires à ses dépens par la suite). Mais son palmarès était entaché d'une défaite suspecte subie le 14 novembre 1947 au Madison Square Garden face à Billy Fox, un Noir « patronné » par le « Syndicat » new-yorkais. La Motta avait été compté « out » au quatrième round sans avoir donné un coup de poing, forfaiture qu'il reconnaîtra treize ans plus tard devant le comité d'investigation Kefauver, auquel on doit le démantèlement du gang de la boxe. Moralement, l'adversaire de Cerdan était donc « *un type très antipathique* », comme dit Guy Bedos. Physiquement, c'était un boxeur très dur, tête énorme, poitrail velu, petites jambes, longs bras, un modèle indestructible qui ne devait jamais aller à terre de toute sa carrière.

Le combat eut lieu en plein air au Briggs Stadium de Detroit à la fin d'un après-midi pluvieux. Le temps restant menaçant, les organisateurs s'étaient résolus à avancer d'une heure le grand match. Cerdan, qui avait l'habitude de s'échauffer longuement à la différence de La Motta, fut la première victime de cette décision. Ceux qui, comme nous, ont assisté à ses combats parisiens d'après-guerre savent bien que Marcel Cerdan était un hyper-émotif qui montrait un visage livide quand il apparaissait sous le « soleil électrique » du ring. Dans son coin, l'œil en alerte, les jarrets frémissants d'impatience, il entendait à peine les conseils que lui murmurait son manager. Dès que le gong avait retenti, la belle batterie entrait en action, libérant ses vapeurs et ses forces vives. Les mains minuscules de Cerdan serraient de la dynamite dans leurs mitaines. Mais les pétards se mouillent au fil des rounds, et comme tous les puncheurs, le « bombardier marocain » avait besoin de partir vite — en tout cas, à l'heure prévue.

Pour Jake La Motta, muré dans son masque d'enclume, fort de ses combats de rue, apte à en découdre au besoin sur quarante rounds comme les pugilistes d'autrefois, le changement d'horaire ne faisait ni chaud ni froid.

Fidèle à sa méthode simpliste qui consiste à avancer et à cogner, La Motta entame donc le premier round de Detroit avec une hargne décuplée par l'enjeu. La bagarre, les cogneurs, Cerdan connaît aussi. La réplique du champion est aussi violente que l'attaque du challenger. Malheureusement, à la suite d'une bousculade plus ou moins franche, le Français glisse au tapis. Il se relève aussitôt, mais son épaule douloureuse va rapidement lui interdire de frapper du gauche. L'empoignade n'en est pas moins furieuse jusqu'au huitième round. Dans cette reprise, Cerdan cherche surtout à se couvrir et ne se défend qu'avec sa droite, non sans accuser les coups qui le font vaciller.

La fin du round a été si pénible que Joe Longman, son manager, envisage, si ça tourne mal, de jeter l'éponge. « *Si tu fais ça, je te tue* », lui dit Cerdan pendant la minute de repos. Le neuvième round sera le dernier : une chevauchée endiablée de l'Américain, qui, éperonné par les hurlements de l'arène, voit son heure arrivée. A l'appel du dixième round, Cerdan reste sur son tabouret, et La Motta, exultant au milieu du ring, se fait remettre la ceinture de champion du monde par Joe Louis.

Dans le livre de souvenirs dont la traduction française *Comme un taureau sauvage* vient de paraître (2), Jake La Motta, tout en rendant hommage au « grand champion français », fait allusion à une somme de 20 000 dollars qu'on lui aurait fait tirer de son compte en banque pour être versée en espèces au manager de Cerdan...

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la revanche pour le titre qui devait avoir lieu au Polo Ground le 24 septembre de cette année-là fut remise en raison d'une blessure à l'entraînement de La Motta, lequel allait signer involontairement par ce nouveau contretemps l'arrêt de mort de Marcel Cerdan, le 27 octobre, dans l'accident fatal des Açores.

Treize secondes pour un k.o.

Un an plus tard, le 13 septembre 1950, Laurent Dauthuille, challenger officiel de Jake La Motta, rencontre à Detroit le vainqueur de Cerdan dans la même arène que son glorieux aîné. On lui a donné sa chance pour le titre car il vient de faire une excellente carrière américaine, ayant principalement obtenu à Montréal une décision aux points sur le même Jake La Motta, qui, à sa descente du ring, l'a qualifié de « *maudit Frenchie* » et, formule plus flatteuse, de « *sacré cogneur* ».

Pendant quatorze rounds, Dauthuille se bat, emporté par la volonté de venger Cerdan. La Motta est largement dominé, et le Français va être proclamé champion. Au quinzième round, il reste treize secondes à courir sur la trotteuse. Dauthuille est à bout. Mais son manager, bizarrement, lui a conseillé d'attaquer à fond. Il tente donc une dernière attaque et vient s'empaler sur un « contre » qui le prive de sens. Vainqueur certain, il est maintenant K.-O. et le titre s'envole.

Ce drame, le pauvre Dauthuille le revivra jusqu'à sa mort en 1971 : des patrons de boîtes de nuit ou de cirque, compatissant à sa déchéance, lui firent même mimer sur scène les dernières secondes cruelles de sa défaite, que l'ancien « Tarzan de Buzenval » voulait attribuer, en même temps qu'un conseil pernicieux, à l'absorption d'une « *décoction de jus d'orange* » à la fin du quatorzième round.

Le plus curieux de la carrière de Jake La Motta : il ne rencontra jamais officiellement Rocky Graziano, qui, en son jeune temps, avait été son compagnon de chaîne et sparring-partner au pénitencier de Coxackie, avant de devenir, comme lui, champion du monde des moyens. C'est ce même Graziano qui devait contribuer à la rédemption sociale de La Motta. Une influence finalement bénéfique, qui inspira le film intitulé *Marqué par la haine*, où Robert Wise, déjà auteur du remarquable *Nous avons gagné ce soir*, a illustré comme aucun autre les gloires et les misères du « cercle enchanté ».

OLIVIER MERLIN.

(1) Voir *le Monde* du 19 février.
(2) Jake La Motta, *Comme un taureau sauvage*. Presses de la Cité.

SKI NORDIQUE

Cent quatre-vingt-sept femmes sans fausse barbe à la Vasaloppet

Correspondance

Mora. — La Vasaloppet, la course de ski nordique la plus célèbre au monde, a rassemblé, dimanche 1er mars, douze mille concurrents dont mille quatre cents étrangers, entre les villes de Salen et de Mora (Suède). Il s'agissait de la cinquante-huitième édition d'une épreuve couvrant une distance de 85 kilomètres. Le vainqueur est le Suédois Sven Ake Lundbaek, trente-trois ans, médaille d'or aux Jeux olympiques de Sapporo sur 15 kilomètres, en 1972, et aux championnats du monde à Lahti sur 50 kilomètres, en 1978.

Le Suédois se trouve du coup en position de remporter la « Worldloppet », coupe du monde de fond réunissant dix courses de longue distance. Il occupe la tête du classement devant Jean-Paul Pierrat qui n'a cependant plus aucune chance de le rejoindre. Le Français, victime de la course d'équipe des Suédois, n'a pris que la quatrième place.

C'est la première fois qu'un concurrent s'impose à sa première participation à la Vasaloppet. Autre nouveauté : la course était ouverte officiellement pour la première fois aux femmes. Cent quatre-vingt-sept étaient engagées. Parmi elles, la Française Marie-Christine Subot, quatre cent soixante-cinquième au classement général et deuxième au classement féminin.

Une barrière vient de tomber. L'évolution du ski de fond en matière de longue distance ressemble sur ce point à celle du marathon pédestre désormais ouvert également aux dames dans le cadre des Jeux olympiques. « *Jusqu'à présent*, explique la Française Marie-Christine Subot, *certaines femmes s'étaient aventurées dans la Vasaloppet, mais il fallait qu'elles se déguisent. Il n'avait jamais été question pour moi de faire une chose pareille par principe, et puis parce que quelqu'un qui fait de la compétition n'a aucune raison de ne pas le faire savoir.* »

Cent quatre-vingt-sept femmes engagées et sans fausse barbe, cela paraît peu dans une foule de douze mille concurrents : « *Nous étions plus de deux cents à la Transjurassienne, le 15 février dernier. Nous sommes moins nombreuses alors que nous nous trouvons dans un pays nordique. La distinction est peut-être davantage marquée ici entre le sport masculin et le sport féminin. Il faut aussi se dire que les courses de longue distance sont réservées à peu de femmes. C'est facile pour nous qui évoluons dans la compétition, mais c'est pratiquement impossible pour les autres femmes, qui trouvent généralement moins de temps que les hommes pour s'entraîner. En tout cas, je me réjouis que l'évolution se fasse de cette manière, car les femmes sont tout à fait à leur place. Cela n'est pas davantage dangereux pour nous que pour les hommes.* »

Dès qu'elle apprit la fin de l'exclusive des organisateurs de la Vasa, qui durait depuis 1922, date du lancement de la course pour... cent dix-neuf fondeurs, la meilleure spécialiste française, âgée de vingt-six ans, demanda à participer à cette fête extraordinaire qui débute à 8 heures du matin et s'achève pour certains à 8 heures le soir sous la banderole de la rue principale de la ville de Mora. Une de ses raisons : « *En coupe du monde, il est pratiquement impossible pour une Française de terminer dans les vingt premières. Dans une course comme la Vasa, dont la valeur sportive est réelle, je peux espérer finir dans les premiers rangs. C'est incontestablement motivant. J'estime aussi que les longues distances représentent un merveilleux dérivatif à cause de l'environnement.* »

Propos tenus la veille de la course. Le lendemain, Marie-Christine Subot se levait à 5 heures comme ses compagnons de l'équipe de France et se mêlait à la cohorte des skieurs s'enfonçant dans la nuit vers la vaste aire de départ. Prise par l'étonnante ambiance émanant de cette foule de plus en plus bruyante, comme pour chasser ses angoisses à la pensée de ces 85 kilomètres à parcourir le plus vite possible, Marie-Christine laissera échapper : « *C'est fabuleux, mais j'ai un peu peur au milieu de tout ce monde.* » Cinq heures et trente et une minutes plus tard, la peur cédera à une joie immense. Deuxième derrière une Suédoise au format de poche, elle oubliera sa lourde fatigue en recevant les ovations de la foule et une brassée de fleurs d'un homme, Nils Carlsson, neuf fois vainqueur de la Vasaloppet dans les années 40-50.

Tout n'est pas encore joué pour les femmes dans la Vasa : peu après midi, les cent cinquante premiers messieurs recevaient une récompense au cours d'une cérémonie officielle, mais l'on n'entendit jamais parler des dames...

LLIBERT TARRAGO.

HANDBALL

Les Français restent trop tendres pour entrer dans l'élite mondiale

La Pologne a gagné le championnat du monde B du handball, dimanche 1er mars, au Palais des sports de l'île des Vanves, à Saint-Ouen, en dominant assez largement la Tchécoslovaquie (23-16).

Orfèvres du jeu, les Tchécoslovaques n'avaient pas une condition athlétique suffisante. Contre les Polonais qui se sont améliorés au fil de la compétition, ils ont pu, pendant la première partie du match, jouer assez finement en s'infiltrant aux « 6 mètres ». Mais les Polonais ont montré ensuite plus d'agressivité en défense et laminé les Tchécoslovaques par une étonnante force de tir.

La France, qui disputait, la veille, à Rouen, la cinquième place et sa qualification pour le championnat du monde A face à la Suisse, s'est inclinée (21-18). Le déroulement de la rencontre a été contrarié par la présence de trois mille personnes dans une salle de mille cinq cents places dépourvue de système d'aération, par la chute de gouttes de pluie et par la condensation qui rendit l'aire de jeu extrêmement glissante. Toutefois, le résultat du match n'a pas été faussé ; les Suisses ont gagné pour avoir fait preuve d'une expérience supérieure à celle des Français.

Cinq équipes joueront en 1982 le championnat du monde A : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Suède, le Danemark et la Suisse. La France restera dans le groupe B en compagnie d'Israël et de l'Islande. La Bulgarie, les Pays-Bas, l'Autriche et la Norvège descendront dans le groupe C.

En jouant à leur manière devant un public enthousiaste, des enfants de sept à huit ans des écoles de handball d'Evreux et du Havre ont donné, à Rouen, le spectacle le plus rafraîchissant du championnat du monde. Dans un sport qui est dominé par le bénévolat et qui n'en finit pas de sortir de l'enfance, c'est à la fois réjouissant parce qu'il apporte la preuve de sa vitalité, et inquiétant, parce qu'il dénote un manque évident de maturité.

Paradoxalement, l'équipe de France échappe aujourd'hui à cette image. Malgré trois défaites contre la Suède, la Pologne et la Suisse, conséquence surtout d'un manque d'expérience et de puissance, elle a confirmé qu'elle pouvait un jour — en 1983, disent les responsables — accéder à l'échelon supérieur. Son maintien dans le groupe B est néanmoins un bien, car si l'équipe nationale avait rejoint l'Allemagne de l'Est, l'U.R.S.S. et la Roumanie dans le groupe A, elle aurait immanquablement payé la note. Les joueurs, qui ont fait de gros sacrifices pendant trois mois, se sentent aujourd'hui probablement frustrés, mais ils peuvent légitimement considérer que l'avenir leur appartient : ils ont une moyenne d'âge de vingt-deux ans.

Sur le plan des individualités, trois joueurs se sont particulièrement bien comportés : deux gardiens de but, Marcel Merlaud et Bernard Morel, un attaquant, Eric Cailleaux. Tous trois ont montré des qualités individuelles dignes des meilleurs joueurs.

Reste qu'entre la France et la Pologne, qui a joué la finale, subsiste une importante différence que traduit mal le résultat (27-23) entre les deux équipes.

Au fil du championnat, les Polonais, et avec eux les Tchécoslovaques, ont affirmé une nette supériorité. Condition athlétique, manipulation sûre de la balle, système défensif rigoureux sans être exagérément agressif, tireurs efficaces de loin et aux « 6 mètres », constituent le bagage des équipes de haut niveau. De ce point de vue, le handball n'a pas évolué depuis trente ans.

Irrégularités

L'intérêt de ce championnat n'a pas pour autant été exceptionnel, car en dehors des matches entre les « grands » auxquels il faut ajouter un très brillant France-Islande, peu de rencontres se sont finalement révélées captivantes. Les matches de classement qu'il n'était pas très sérieux d'appeler « finale » ont montré leur inutilité. La formule précédente — les meilleures équipes réunies dans un seul championnat — était moins satisfaisante sur le plan de la propagande, mais elle avait au moins le mérite d'établir une hiérarchie juste des valeurs.

On peut également s'interroger sur la finalité d'un sport qui autorise désormais le jeu dur et les irrégularités. La question mérite d'être posée, principalement aux responsables français, si sensibles à l'éthique. Même si l'argument généralement admis, selon lequel le handball de haut niveau n'est en rien comparable avec le handball d'adolescents, à vocation éducative, il ne justifie en rien le comportement de la majorité des équipes. La responsabilité des dirigeants de la fédération internationale (I.H.F.) est sérieusement engagée. Le Suédois Curt Wadmark et le Roumain Kunst, qui occupent des fonctions importantes dans cette fédération, n'ignorent pas qu'« *on joue en fonction de ce que tolère ou ne tolère pas l'arbitre* ». Il est grand temps de rendre à ce dernier son pouvoir.

Demi-réussite sur le plan sportif, la compétition mondiale a fait l'objet d'une bonne organisation, à quelques exceptions près. L'expérience de 1970 a sans doute servi de modèle, mais si on en avait véritablement tenu compte on aurait pu éviter les bavures qui se sont produites, notamment dans le traitement des informations par le réseau informatique.

Le solde financier de l'organisation, qui s'était traduit alors par un bénéfice de 5 000 F, risque cette fois d'être négatif. Et pourtant, le prix des places qui a été établi dans certaines salles ne se justifiait pas. A cet égard, certaines régions n'ont pas fait preuve de sérieux. A Dijon, il fallait payer 60 F et 30 F pour voir France-Autriche et France-Islande ; à Paris, 85 F et 65 F pour la finale, un match sans intérêt entre Autriche et la Norvège. Ne parlons surtout pas du spectacle de samedi ! En revanche, il fallait débourser 60 et 40 F à Besançon, 30 F à Rouen, sommes raisonnables. On peut néanmoins s'étonner que la Fédération française ait retenu à Rouen une salle de mille cinq cents places seulement pour un match important.

Le succès de cette compétition en province est néanmoins plus réel puisqu'une centaine de milliers de spectateurs ont assisté aux vingt-sept matches depuis le 21 février. Ce ne fut pas le cas, en revanche, au Palais des sports où, pendant deux jours, moins de trois mille personnes ont assisté à quatre rencontres. Le prix excessif des places et la retransmission à la télévision expliquent cela. L'amateur parisien de handball avait de bonnes raisons de bouder cette manifestation à laquelle la Fédération avait pourtant donné un certain faste.

GILLES MARTINEAU.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

L'Agenais Alex Gonzales a gagné, le 1er mars, à la Grande-Motte, le « National » du cross-country devant le Bordelais Françis Gonzales et Pierre Levisse du Stade de Vanves.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-cinquième journée)

*Villeurbanne bat S.F.-Evry..	98-86
*Le Mans bat Avignon......	80-64
*Challans bat Tours..........	83-73
Orthez bat *Antibes..........	89-67
*Caen et Nice B.C............	91-91
*Monaco bat Limoges........	88-79
*Nice U.C. et Mulhouse......	81-81

Classement. — 1. Le Mans, 67 pts ; 2. Tours, 63 ; 3. Orthez, 59 ;

Cyclisme

Het Volk à Gand

1. Jan Raas (P.-B.), les 224 km en 5 h. 47 min. ; 2. Duclos-Lassalle (F.) ; 3. Van den Broucke (Belg.).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Vingt-huitième journée)

Nantes bat *Lille..............	3-0
St-Etienne bat *Valenciennes.	1-0
*Nancy bat Bordeaux........	2-0
*Monaco bat Metz............	2-1
Tours bat *Lyon..............	3-2
*Paris-S.-G. bat Nice........	3-1
*Sochaux bat *Angers..........	3-1
*Strasbourg bat Lens..........	1-0
*Bastia bat Nîmes..............	3-2
*Auxerre bat Laval............	1-0

Classement. — 1. Nantes, 44 points ; 2. Saint-Etienne, 43 ; 3. Bordeaux, 38 ; 4. Monaco, 37 ; 5. Lyon, 32 ;

Deuxième division
(Vingt-cinquième journée)
Groupe A

*Toulouse bat Tavaux..........	3-0
Béziers bat *Avignon..........	3-1
*Besançon bat Cannes..........	2-0
Angoulême bat *Montluçon....	2-0
*Libourne et Thonon..........	1-1
*Marseille bat Martigues......	3-0
*Grenoble bat Ajaccio..........	2-0
Saint-Dié bat *Corbeil........	2-1
*Montpellier - Gueugnon......	remis

Classement. - 1. Montpellier, 38 pts ; 2. Toulouse et Béziers, 33 ;

Groupe B

*Orléans et Brest..............	2-2
*Rouen bat Rennes............	1-0
*Thionville et Paris F.C......	1-1
Nœux bat *Abbeville..........	1-0
Montmorillon bat *Le Havre..	2-0
*Guingamp bat Caen..........	5-1
*Châteauroux bat Dunkerque..	3-1
*Limoges bat Reims............	2-1
*Quimper et Siois..............	1-1

Classement. — 1. Brest, 35 points ; 2. Rouen, 33 ; 3. Nœux et Thionville,

Tennis

TOURNOI DE MEMPHIS
(200 000 dollars)

Demi-finales. — Tanner (E.-U.) bat Tom Gullikson (E.-U.), 6-1, 6-0 ; Mayer (E.-U.) bat Noah (F.), 7-6, 6-0.
Finale. - Mayer b. Tanner, 6-2, 6-4.

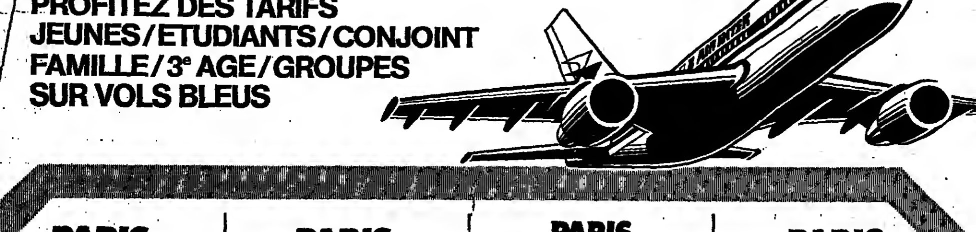
هكذا من الأصل

…endres
…ndiale

AIR INTER:

DES PRIX A VOUS FAIRE DECOUVRIR L'AVION

PROFITEZ DES TARIFS
JEUNES/ETUDIANTS/CONJOINT
FAMILLE/3e AGE/GROUPES
SUR VOLS BLEUS



PARIS NICE **340 F**	PARIS MARSEILLE **240 F**	PARIS MONTPELLIER - NIMES **220 F**	PARIS PERPIGNAN **255 F**
PARIS TOULOUSE **220 F**	PARIS CORSE AJACCIO-BASTIA-CALVI **360 F**	PARIS BIARRITZ **250 F**	PARIS BORDEAUX **195 F**
PARIS BREST - LORIENT - QUIMPER **275 F**	PARIS STRASBOURG **205 F**	PARIS LYON **205 F**	PARIS TOULON **265 F**
PARIS NANTES **210 F**	PARIS PAU - LOURDES **270 F**	PARIS GRENOBLE **240 F**	Prix aller simple applicables sur vols bleus au 1/1/1981 : • à tous les jeunes de moins de 25 ans et aux étudiants de moins de 27 ans, • au conjoint voyageant en couple, • aux familles de 3 personnes au moins (parents + enfants de moins de 25 ans ou de moins de 27 ans si étudiants), • aux personnes du 3e âge dès 60 ans, Madame, dès 65 ans, Monsieur, • aux groupes d'au moins 10 personnes.

Pour en savoir davantage, demandez à AIR INTER ou à votre Agence de voyages les tarifs "l'avion moins cher."

AIR INTER PARIS : Renseignements : tél. 541.52.02 (jusqu'au 20/5/81)
Réservation : tél. 539.25.25
12, rue de Castiglione - 75001 PARIS
et toutes Agences de voyages.

AIR INTER
L'AVION MOINS CHER

DÉFENSE

L'aviation irakienne adopte le missile Roland pour la protection anti-aérienne de ses bases

L'Irak a décidé d'adopter le missile anti-aérien Roland, conçu par la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), pour la défense des bases de son armée de l'air. De source *française, on se refuse* à indiquer le nombre des systèmes d'armes retenus par les Irakiens à la suite d'une accord de principe dont les clauses détaillées se discutent encore entre les deux pays.

Depuis son conflit avec l'Iran, l'Irak a tiré les premiers enseignements de cette guerre qui s'enlise et qui lui a permis de constater la vulnérabilité de ses bases à des attaques aériennes à basse altitude, voire à une opération ponctuelle d'un seul avion assaillant.

Pour la protection rapprochée de ses installations, l'armée de l'air irakienne a retenu le missile sol-air Roland, produit en coopération franco-ouest-allemande. Ce missile supersonique, d'une portée de 7 kilomètres, est organisé en unité de tir autonome montée sur des châssis de char pour la protection de cibles mobiles — c'est le cas pour la France (avec le char AMX-30), pour l'Allemagne fédérale (avec le blindé SPZ) et pour les *États-Unis* (avec le *blindé M 109*) — ou en abri sur camion ou remorque tractée pour la défense de points fixes.

Contre un assaillant détecté soit par visée à lunette optique, soit par radar, le temps de réaction du Roland est de l'ordre de six à huit secondes pour le premier engagement et de deux à six secondes pour le tir suivant contre un même objectif ou un second.

Le marché entre la France et l'Irak sera passé par tranches. Les besoins *exprimés*, en première analyse, par le client (*le Monde* du 11 décembre 1980) sont de deux cents systèmes lanceurs d'armes au total : un système lanceur est constitué d'un véhicule porteur de plusieurs rampes revitaillables en missiles, avec son accompagnement électronique.

Si l'on en croit les industriels français, l'armée de terre irakienne pourrait, de son côté, adopter un arsenal comparable mais différent pour la protection anti-aérienne de son corps blindé et mécanisé de bataille. L'Irak ne tient pas, apparemment, à dépendre, pour un tel système d'armes, d'un fournisseur exclusif.

Dans ce cas, la compétition semble opposer aujourd'hui un autre fournisseur français, les sociétés Thomson-C.S.F. et Matra associées à la construction du missile Crotale, et l'entreprise britannique British Aerospace, avec son système d'armes sol-air Rapier.

On observera cependant que, si l'armée de terre irakienne décidait de retenir à son tour le missile Crotale, l'Irak aura choisi une protection anti-aérienne organisée à l'inverse du dispositif adopté par la France pour ses besoins propres de défense. En effet, en France, c'est l'armée de l'air qui a commandé le système Crotale pour ses bases, et c'est l'armée de terre qui a acquis le système Roland pour ses unités blindées de l'avant. La marine française, de son côté, a choisi une version « navalisée » du missile surface-air Crotale.

A l'exportation, en réalité, il existe bien une concurrence « franco-française » entre les deux missiles Roland et Crotale, et ce différend, sur les marchés étrangers, est souvent réglé par une *intervention* du *gouvernement* français qui, pour des raisons politiques vis-à-vis de tel ou tel client, peut décider d'avantager l'un *ou l'autre* des fournisseurs potentiels *à moins* d'une préférence marquée de *l'acheteur*.

C'est ainsi que, pour prendre quelques exemples, le Crotale a déjà ses acquéreurs au Proche-Orient (la Libye, l'Arabie Saoudite ou l'émirat d'Abou-Dhabi), malgré le *choix irakien en faveur du Roland* et que le marché latino-américain s'est lui aussi partagé entre les deux missiles (avec le Roland au Brésil et la *Crotale* au *Chili*).

On pourrait avoir prochainement *une nouvelle* illustration de cette rivalité avec l'Arabie Saoudite.

Pour la protection anti-aérienne de son corps blindé de bataille composé pour l'essentiel de chars français AMX-30 en grand nombre, l'Arabie Saoudite a, d'abord, accepté de financer le développement d'une version particulière du Crotale, dénommée Shahine, et finalement commandé pour plus de 4 milliards de francs de ces missiles sol-air. Il s'agit d'un système d'armes à six rampes de lancement par véhicule porteur, au lieu de quatre pour le Crotale de l'armée de l'air française.

La préférence irakienne pour le Roland pourrait inciter les autorités saoudiennes à compléter leur dispositif de protection anti-aérienne à basse et très basse altitude avec des batteries de Roland.

JACQUES ISNARD.

La France diffère la livraison à la Libye de ses dix patrouilleurs commandés en 1977

La cérémonie de « recette » de la canonnière « Beir Grassa », prototype du programme de dix patrouilleurs rapides lance-missiles destinés à la Libye, n'a pas eu lieu, comme prévu, à la fin de la semaine dernière à Lorient, où les trois premières unités du même modèle sont actuellement en essais. Cette annulation de la « recette » se traduit, pour le client, par une livraison différée de l'armement commandé par lui en mars 1977.

C'est en mars 1977 que le gouvernement libyen a, officiellement, commandé aux chantiers navals de Cherbourg, les Constructions mécaniques de Normandie, dix patrouilleurs rapides lance-missiles pour une somme de 6 milliards de francs environ. Ces bâtiments déplacent 310 tonnes, et ils sont principalement armés de quatre missiles surface-surface Otomat d'un canon anti-aérien de 76 millimètres.

A l'heure actuelle, les trois premières canonnières sont en armement à Lorient, où se trouvent quatre-vingt-dix marins libyens, et deux autres sont en essais à Cherbourg, où habitent soixante marins libyens. Les personnels libyens d'entretien et de maintenance — environ quatre-vingts techniciens d'arsenal — ont été formés durant deux ans et ils viennent de repartir à Tripoli.

Le prototype « Beir Grassa » devait, en principe, être « recetté » le mardi 24 février à Lorient. « Recette » ne signifie pas, pour autant, livraison. La « recette » est, en effet, l'acte commercial qui permet à l'État client de hisser, pour la première fois, son pavillon à bord d'un bâtiment commandé, que celui-ci soit ou non prêt à prendre la mer avec son propre équipage. Dans l'état actuel d'avancement du contrat libyen et compte tenu des difficultés enregistrées dans l'instruction des spécialistes libyens, la canonnière « Beir Grassa » doit encore accomplir des essais avec les partenaires du chantier (Thomson-CSF pour le système d'armes, Matra et Oto-Melara pour les missiles et le canon) avant d'être livrée à la Libye.

La date de départ des premières unités pour Tripoli n'est donc pas fixée. Mais ni le chantier naval, ni la marine nationale, qui procède indirectement au gardiennage des unités en essais ne se sont vu notifier, ce lundi matin 2 mars, une quelconque décision d'embargo.

A la préfecture maritime de Cherbourg, selon notre correspondant, on indique que les patrouilleurs libyens sont l'objet « d'une protection supérieure », analogue à la surveillance renforcée qui entoure généralement les bâtiments étrangers en armement pour essais dans l'arsenal. Dans les milieux informés à Paris, on considère que, quelle que soit la formule juridique retenue, la livraison des canonnières libyennes sera retardée par rapport aux engagements contractuels.

Les Chantiers de Cherbourg connaissent, du reste, une situation analogue avec l'Iran, puisqu'ils conservent également les trois derniers patrouilleurs commandés par le chah, arguant du fait que le client n'a pas encore totalement honoré les termes de son contrat.

CARNET

Naissances

— M. Philippe NICOLAS et Mme, née Isabelle Chantreau, et Isilda, ont la joie d'annoncer la naissance de

Colombe,

le 26 février 1981
10, rue Froidevaux,
75014 Paris.

Mariages

— Marie Amélie GLEIZES et Henri Eugène DEWAVRIN sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 19 février 1981, à Paris.
53, avenue Foch,
75116 Paris.

Décès

CAMILLE MAX-PETIT

M. et Mme Marcel Petit, ses parents,
Mme Max-Petit, son épouse,
M. et Mme Hervé Dietz et Alexandre,
M. et Mme Jean-Michel Petit et Marie,
Ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Petit et leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Petit et leurs enfants,
ses frères, neveu et nièces,
Ainsi que les familles Santarelli, Dardun, Benedetti,
Ses parents et alliés,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. MAX-PETIT,
journaliste,
ancien député,

survenu le 27 février 1981.

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 5 mars à Cereste (Alpes-de-Haute-Provence).

La levée du corps se fera le mercredi matin 4 mars, à 7 heures, à l'hôpital Saint-Antoine, Paris-12e.
20, rue des Cendriers,
75020 Paris.

[Né le 21 juillet 1921 à Gardanne (Bouches-du-Rhône), Camille Max-Petit, après des études de lettres et de droit, avait commencé au lendemain de la guerre une carrière de journaliste à la Radiodiffusion-Télévision française : d'abord, outre-mer, comme directeur adjoint de *Radio-Saigon* (1945) et de *Radio-Alger* (1947), puis chef des services de la R.T.F. aux Antilles et en Guyane (1950), ensuite à Paris, où, après avoir activement participé à la préparation des événements de 1958, il fut attaché au cabinet de M. Soustelle, ministre de l'Information (1959), puis rédacteur en chef du journal télévisé (1960-1962). Élu député U.N.R. de la quinzième circonscription de Seine-et-Oise en 1962, mandat qu'il détiendra jusqu'en 1967, Camille Max-Petit avait ensuite été chargé de mission à l'inspection générale de l'O.R.T.F. en 1970.]

— Mme Guy Andruetto,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy ANDRUETTO,
directeur à la B.N.P.,

survenu le 25 février 1981, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, en l'église Sainte-Thérèse de Gagny, le 28 février 1981.
2, avenue de Provence,
93220 Gagny.

— La direction et les collaborateurs de Régie no 1 et d'Europe 1 ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

Nicolle CASTAING,
directeur administratif
de Régie no 1,

décédée accidentellement dans la nuit du 25 au 26 février.

Un service religieux aura lieu mardi 3 mars, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, rue Raymond-Poincaré, Paris.

Régie no 1 et Europe 1 présentent à la famille et aux amis de Nicolle leurs profondes condoléances.



— M. Jean Dodier,
M. et Mme Jacques Hervet, leurs enfants et petits-enfants,
M. Michel Dodier,
Mme Dodier-Hugues et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Dodier et leur fils,
M. et Mme Yves Dodier et leurs enfants,
Les familles Couty, Gigon, Blanchet et Houssay,
leur époux, mère, grand-mère, arrière-grand-mère et cousine,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jean DODIER,
née Paule Blanchet,

survenu le 22 février 1981, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale le 25 février 1981, à Anet (Eure-et-Loir).

Une messe pour le repos de son âme sera célébrée en la basilique Notre-Dame de Paris, le vendredi 6 mars 1981, à 11 heures.
19, quai aux Fleurs,
75004 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Bernard GRENOUILLEAU,
née Simone Guibert,

survenu le 27 février 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année, en son domicile, 8, rue Elisa-Lemonnier, Paris-12e.

De la part de :
M. Bernard Grenouilleau, son mari,
M. et Mme Michel Sors et leur fille Véronique,
M. et Mme Jean-Bernard Grenouilleau,
M. et Mme Jean-Jacques Grenouilleau et leurs enfants Vincent, Sophie, Valérie et Mathieu,
ses enfants et petits-enfants,
Mlle Charlotte Guibert, sa sœur,
Et des familles Guibert et Grenouilleau.

La messe de funérailles sera célébrée le mercredi 4 mars, à 8 h. 30, en l'église du Saint-Esprit, 1, rue Cannebière, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), dans le caveau de famille.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M. et Mme Guy Laval, leurs enfants, Véronique et Christophe,
Mlle Ermine Laval,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Léonce LAVAL,
née Marie Berges.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Léger, le vendredi 27 février 1981, suivie de l'inhumation au cimetière de Boissy-Saint-Léger (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.
29, rue des Meuniers,
75012 Paris.

— Mme Rémi Raoux,
M. et Mme Guy-Claude Aron,
Pierre, Bertille et Fabien Aron,
Mlle Louise Raoux,
Mlle Geneviève Raoux,
M. et Mme Jean Laborey,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Carado, Danvin, Raoux et Aron,
ont la douleur de faire part de la mort de

Rémi RAOUX.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité.

En souvenir de lui, des dons peuvent être adressés à l'Institut Pasteur, C.P. 336 94 E Paris.
28, rue d'Alsace,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
13, rue Michelet,
75006 Paris.

Messes anniversaires

— Pour le vingtième anniversaire du rappel à Dieu de

Mme Jacques DEBU-BRIDEL,
née Marie-Adélaïde Pluzanski,

une messe sera célébrée le mardi *10 mars*, à 18 heures, *en l'église* Saint-Gervais, Paris-4e.

Il est demandé à tous ceux qui l'ont connue et aimée et qui ne pourront y assister de bien vouloir s'y associer par une pieuse pensée.

Communications diverses

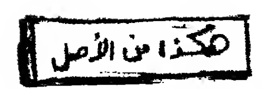
— L'association Voir faim invite à une méditation interconfessionnelle sur le jeûne, le partage, à laquelle prendront part les représentants des différents courants spirituels le mercredi des Cendres, le 4 mars, à 17 h. 15, la crypte de Notre-Dame de Paris.











ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Très importante société française d'ingénierie générale recrute pour ses activités en France des

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

qui résideront dans les villes suivantes:

- BORDEAUX réf. 70998/1
- LILLE réf. 70998/2
- RENNES réf. 70998/3
- NANTES réf. 70998/4
- STRASBOURG réf. 70998/5
- PARIS réf. 70998/6

Ingénieurs ou cadres diplômés, ils auront une bonne expérience de l'ingénierie et mèneront dans la région correspondante une action de prospection et de négociation de contrats d'études ou de réalisation dans les domaines du bâtiment, de l'industrie et des infrastructures urbaines.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé et d'une photo, sont à adresser, sous la référence correspondant à la ville, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

M.P.I. dans l'industrie mécanique très performante recherche pour ville importante Saône & Loire

son ATTACHE de DIRECTION GENERALE

Son profil :
- 30 ans minimum environ.
- Arts & Métiers ou équivalent.
- quelques années de pratique dans l'industrie mécanique.

Ses missions :
SECONDER efficacement le P.D.G. dans la fabrication, la gestion financière, le personnel, le commercial...

Ses qualités :
Pour occuper ce poste très complet, à haut niveau et à forte évolution de carrière, il faut :
- une forte personnalité.
- du dynamisme, le goût du travail, du risque et de l'effort.
- le sens des responsabilités et des initiatives et aussi le sérieux, la compétence, de l'ambition.

Nous proposons :
Bon salaire + statut cadre + formation assurée + évolution de carrière très intéressante.

Vous vous reconnaissez ? Alors envoyez-nous C.V. détaillé + lettre manuscrite + prétentions sous référence 038101 à :



DELTA MARKETING
3, rue Saint Maximin
69003 LYON

1er entretien à Lyon en présence du P.D.G.

Important fabricant français d'articles de sport et sportswear
C.A. hors taxe 1980 : 140 M de francs
130 km de Paris
(région Champagne-Ardennes), recherche

SON RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES

Diplômé D.E.C.S. ou équivalent, il doit avoir une expérience professionnelle de même niveau, dans une société industrielle et commerciale importante.

Le candidat doit posséder de sérieuses compétences en matière juridique, fiscale et gestion, ainsi qu'un sens important de l'organisation et des relations humaines.

Si vous pensez avoir le profil requis, envoyez lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé et prétentions sous la référence n° 6112, à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui transm.

MERLIN GERIN

- 14.000 personnes.
- 33 filiales, dont 16 à l'étranger.
- C.A. 3,1 milliards dont 45 % à l'exportation.

Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements haute et basse tension pour le transport et la distribution d'énergie électrique, renforce ses équipes techniques :

Chef du B.E. machines spéciales

Sa mission consiste à concevoir les machines spéciales demandées par les unités du groupe : établissement du cahier des charges, détermination du budget, réalisation avec la sous-traitance, mise en service, etc... Il anime une équipe de concepteurs.

Le candidat, ingénieur mécanicien, a une expérience d'environ cinq ans dans un bureau d'études, machines spéciales ou d'engineering, des compétences en hydraulique. Il doit posséder en outre des connaissances sérieuses en automatique et robotique.

Poste basé à Grenoble. Réf. 02.739 M

Responsable de la gestion des approvisionnements

du Centre de distribution de Voiron – 50 millions de stock/mois

Il détermine les niveaux de production, de stock par produit, supervise le bon fonctionnement des procédures administratives d'approvisionnement (gestion informatisée).

Le candidat de formation supérieure, ingénieur, Sup de Co ou équivalent devra avoir de solides connaissances en organisation et informatique, aura acquis une expérience similaire.

Poste basé à Voiron (25 km de Grenoble). Réf. 02.740 M

PRODIPACT
Filiale du groupe MERLIN GERIN
Fabriquant des disjoncteurs B.T. sous boîtiers moulés, recherche le

Responsable de la gestion de production

Il aura pour mission l'organisation de la production, la gestion des approvisionnements (niveau des stocks), s'appuiera sur un outil informatique. Il animera une équipe de 20 personnes.

Le candidat, ingénieur diplômé-électrotechnicien apprécié-dispose d'une première expérience en production.

Poste basé à Montmélian (8 km de Chambéry - Savoie). Réf. 02.738 M

Pour ces trois postes, la connaissance d'une langue étrangère est appréciée, anglais, allemand, espagnol ... *Larges possibilités d'évolution au sein du groupe.*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à BAC-PERSONNEL CONSEIL, Bureau de Grenoble, «Le Polynome» 25, avenue de Constantine 38100 GRENOBLE, sous référence correspondante.

bac PERSONNEL CONSEIL
86, rue de Lille 75007 PARIS
CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

SOCIETE NATIONALE
ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)

UN INGENIEUR TELECOMMUNICATION

DIPLOME ENST - ESE - ENSEA

pour assurer gestion, exploitation et maintenance du réseau de télécommunication d'une de ses filiales en AFRIQUE.

Domaine des connaissances indispensables :
TELEPHONIE, MATERIEL VHF, UHF, FAISCEAU HERTZIEN, BLU, anglais courant, parlé, lu et écrit.

Quelques années d'expérience souhaitées.

Ecrire avec CV, prétentions et photo à No 88.992 - S.N.E.A.P. D.C. Recrutement - 26, avenue des Lilas (Tour 12.04) 64018 PAU CEDEX.

---

*annonce parlée**

ENGINEERING
recherche

Direction de grands chantiers industriels à l'étranger
Personnalités de haut niveau

35 ans minimum - Anglais.
De formation supérieure, ingénieurs ayant une réelle expérience de l'animation, de la coordination et de la gestion de chantiers de construction d'ensembles industriels à l'étranger.
Missions de 1 à 2 années dans le cadre d'un contrat de travail sans limitation de durée.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, référence 1035

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

CSNCR

Compagnie Générale de Géophysique

Une des premières sociétés mondiales de Géophysique appliquée à la recherche minière et pétrolière recherche pour ses *missions de prospection* (terrestre, marine, aérienne) dans le monde entier

INGENIEURS GRANDES ECOLES DEBUTANTS

(X, MINES, ECP, SUPELEC, A.M....)

- Dégagés des obligations militaires
- *Avec permis V.L.*
- Célibataires de préférence
- Anglais courant
- Excellente santé.

Envoyer C.V. à C.G.G., 6, rue Galvani 91301 MASSY.



PROMOTION DES VENTES EN AFRIQUE

Un Groupe international commercialisant en Afrique des véhicules et camions MERCEDES recherche :

2 CHEFS DE ZONE

Ils auront pour mission à l'intérieur de leur zone respective :
- la promotion des ventes automobiles (étude des marchés, lancement de produits nouveaux) ;
- l'organisation systématique de la vente par le contrôle de :
  - la mise à jour et l'enrichissement des fichiers ;
  - la prospection et le suivi systématique des clients en Europe et en Afrique ;
  - les résultats des vendeurs.

Ils participeront à la formation et au recyclage des vendeurs africains.

Ces postes conviendraient à des diplômés d'études supérieures ayant une expérience de la vente automobile de 3 ans minimum.

La connaissance de l'Afrique serait appréciée.

Ces postes basés en proche banlieue parisienne nécessitent des déplacements fréquents représentant environ 50 % du temps.

Salaire annuel de base : environ 140.000 F.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à n° 88.794 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Gabon - Scierie Industrielle

ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

Filiale d'un important groupe financier européen, cette scierie industrielle est implantée à 25 km de Libreville. Elle comporte 3 usines dont les effectifs vont doubler à court terme.

Pour seconder son Directeur Technique dans l'ensemble de ses fonctions, nous recherchons un ingénieur diplômé (électro-mécanique) dont l'expérience industrielle (de 5 à 10 ans) lui a permis d'être confronté aux aspects techniques, économiques et humains.

Pour ce poste, auquel sont attachés les conditions et avantages de l'expatriation, nous remercions les personnes intéressées d'adresser CV complet, photo et salaire actuel, sous réf. M 562 Y, à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

AFRIQUE OUEST

CADRE COMPTABLE

DECS

Expérience 5 ans minimum.
Dynamique et efficace.
Avantages expatriés. Libre assez rapidement.

Adresser C.V. détaillé + prétentions.

FIPEC (référence Sonader)
89, rue de la Pompe, 75116 PARIS.

Société recherche
AGRO-ECONOMISTES
SOCIO-ECONOMISTES

Pour travail milieu rural féminin Afrique noire, minimum 5 ans d'expérience, contrat outre-mer.

Ecr. s/n° T025705M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société transports routiers internationaux spécialiste Moyen-Orient recherche
CHEF DE SERVICE
(Homme, âge indifférent)
- Expérience confirmée, langue allemande maîtrisée, anglais apprécié.
- Poste à pourvoir rapidement.
- Lieu de travail Garonor.

Tél. : 865-42-32 (poste 116).

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Entreprise de la région Rhône-Alpes employant en France 900 personnes (330 cadres et maîtrise), ootre notoriété et notre implantation dépassent largement les frontières de l'hexagone.
Nous recherchons notre

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre d'uo élargissement et d'une restructuration de cette fonction, il participera - en homme d'état-major - aux choix politiques de l'entreprise. Il sera le moteur de son évolutioo sociale et du développement de ses ressources humaines.

La maîtrise de ses techniques, son goût pour les contacts humains, son expérience de la négociation avec les partenaires sociaux lui permettront d'assurer sa fonction avec compétence et autorité.
Son activité sera fondée sur un esprit de service et d'assistance à nos «départements» organisés de façon autonome avec leurs unités de production.

Ce sera un homme de métier. 35 ans au moins. Diplômé de l'enseignement supérieur et spécialiste so droit du travail.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 601 M à Jean - Marc DREWNOWSKI, notre conseil, à qui nous avons confié le soin de vous rencontrer. Soyez assuré, comme nous le sommes nous-mêmes de sa plus grande discrétion.



ALGOE
9, bis route de Champagne
69130 ECULLY.

Votre baronnie en Aquitaine

Directeur de notre filiale, vous régenterez effectivement votre baronnie (quand même pas un duché). Avec vos 130 personnes, vous assurerez vos productions, vos ventes et votre trésorerie. Le siège social est à Paris, donc bien loin. Vos produits, eux, sont très marginaux par rapport à ceux des autres unités. Donc, à vous de jouer !

Jouer est une façon de parler parce que l'affaire a du mal à vivre. Son marché est en régression, les relations entre les cadres sont à reprendre. Baron, vous le serez mais démuni comme un gentilhomme de province. Pas d'investissements, des difficultés à joindre les deux bouts. Seul. Pour trouver des solutions avec vos banquiers, vos fournisseurs, vos clients, vos collaborateurs. La survie de cette affaire dépend essentiellement de son nouvel animateur qui devra assurer un passé difficile.

Si vous êtes «gonflé», vous postulez. Ce qui sous-entend que lucidement, vous prenez le risque de gagner ou de perdre. Vous pouvez vous mettre facilement aux techniques : une initiation dans une autre unité vous facilitera les choses. Tout est important dans une affaire à redresser, en Aquitaine comme ailleurs : les relations sociales, l'évolution des produits, la dynamisation commerciale. A vous de risquer l'autonomie, la réussite. Référence 814 542M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Cette filiale industrelle située à POITIERS (300 personnes - 143 MF C.A.) fait partie d'un groupe fabriquant et commercialisant des produits de grande consommation.
Elle recherche soo

directeur de production

pour lui confier dans un premier temps :
- *la responsabilité de plusieurs ateliers de* fabricatioo et cooditionnement,
- l'animation d'une équipe de 100 personnes,
- l'ensemble des programmes d'amélioration de la productivité.

Rattaché au Directeur Général de la filiale, il est destiné à prendre à court terme des responsabilités *élargies. Ce poste conviendra à* un candidat de 35 ans envirm, de formation Arts et Métiers chimie ou équivalent, pouvant justifier d'une expérience industrielle de quelques années dans les produits de grande consommatioo.

La connaissance de l'anglais sera un élément favorisant.

La rémunération, motivante, sera en rapport avec l'importance des responsabilités.

Adresser lettre manuscrite, C.V, photo et prétentions, sous réf. 259 RT à

SCOTI 33 rue le Miromesnil
75008 Paris
Discrétion assurée

média-system

Promouvoir les PMI

Ingénieur de formation, quelques années d'expérience vous ont confirmé dans votre goût d'entreprendre, votre aptitude à promouvoir et convaincre, votre intérêt pour l'économie d'entreprise et la recherche technique, votre sens du concret.

Nous, Organisme de développement Industriel à vocation régionale, recherchons le

DIRECTEUR

de notre équipe de promotion qui devra poursuivre une mission entreprise avec succès il y a 3 ans.

Peut-être, sommes-nous faits pour réussir ensemble !

Le poste est à 150 km de Paris, il comporte des déplacements courts et fréquents ; la rémunération importante sera fonction de l'expérience offerte.

Nous avons chargé le cabinet

jacques r.e. poirier

38 rue de Lisbonne 75008 PARIS de traiter confidentiellement votre candidature. Ecrire sous référence n° 8101 M

Mobil

recrute

pour son **CENTRE DE RECHERCHE** de N.D de GRAVENCHON (Seine Maritime)

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE

(ENSC PARIS, NANCY, LYON, TOULOUSE ou équivalent)
DOCTEUR-INGENIEUR et/ou ENSPM (applications)
Solides connaissances de base en Informatique.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE

Ce poste :
- *nécessite le goût des contacts et une grande facilité d'adaptation,*
- concerne, au départ, le développement des méthodes d'analyses pour évolution, dans la recherche proprement dite,
- offre, suivant aptitudes, de réelles opportunités de progression de carrière.

Prière d'adresser, sous référence No 89518, lettre manuscrite, C.V. et photo à MOBIL OIL Française - Service Central Recrutement - Tour Septentrion 92081 PARIS-LA-DEFENSE 4, CEDEX 9



LEYBOLD HERAEUS SOGEV

Nous sommes la filiale d'un Groupe nternational. *Une de nos activités concerne* la fabrication et la diffusion de matériels d'enseignement scientifique et technique. Pour vendre ces matériels dans le Sud-Est *de la France, nous cherchons un*

CADRE COMMERCIAL

Il s'adresse aux enseignants des lycées, *collèges, écoles, universités et centres de* formation professionnelle, privés ou publics. Autonome sur son secteur, il développe lui-même sa propre clientèle sans avoir de servitudes administratives.

Il est, de préférence, titulaire d'un DUT, soit de Mesures Physiques, soit de Génie Électrique ou d'une licence de Physique. Il a déjà vendu du matériel d'enseignement ou acquis une bonne expérience en électricité ou en électronique.
De toutes façons, nous lui assurons un *stage de formation en France et en Allemagne.* Il doit obligatoirement résider à Lyon ou dans sa région.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. : M 38, à Hélèna REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI SELECTION
49, av. de l'Opéra
75002 Paris

INGENIEUR FABRICATION
région ouest

Nous sommes une filiale française d'un groupe multinational spécialisé dans les équipements automobiles.

Nous recherchons pour une de nos unités (1200 personnes)
L'ASSISTANT DU DIRECTEUR DE FABRICATION.

- Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur de mécanique (A.M. ou équivalent) ;
- Vous avez acquis en usine une expérience même de courte durée de 2 à 10 ans des METHODES ou des fabrications de grandes séries mécaniques ;
- Vous êtes dynamique et vous avez le goût et l'expérience du commandement ;
- Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous offrons :
- de réelles responsabilités
- une rémunération motivante établie en fonction de votre expérience
- des perspectives de développement et d'évolution au sein du Groupe.

Lieu de résidence : VILLE UNIVERSITAIRE DE L'OUEST.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à No 89057 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

DE LA RACE DES DECIDEURS

85.000 +

Vous êtes de ceux qui aiment prendre des responsabilités. Essuyer des tempêtes, mais aussi récolter des lauriers. Bref, un moral d'acier que vous avez déjà mis à l'épreuve ces quatre ou cinq dernières années.

Au départ, une formation supérieure. (BTS, DUT, licence,...) puis, très vite, une prédilection pour l'action commerciale, la gestion, l'organisation.

A 35 ans (environ) vous avez à votre actif quelques beaux succès et vous savez mener une équipe.

Responsable de notre unité de LENS, vous aurez tout à faire.
Commercial : étude du marché régional, recherche d'entreprises clientes, mise en place d'actions commerciales.
Gestion du *personnel intérimaire ; au niveau humain certes, mais aussi* administratif. (Relations avec les organismes sociaux et légaux).
Direction de votre équipe enfin. Car c'est de vous, en grande partie, que dépendront son tonus et sa réussite.
Nous sommes l'un des «Grands» du Travail Temporaire. A ce titre, nous vous ferons bénéficier d'un appui logistique, informatique, publicitaire important.
B. Monet vous fera part de nos ambitions. Ensemble, vous verrez si elles coïncident avec les vôtres. Il vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions ; 9 rue Jacques Bingen - 75017 - PARIS.

MANPOWER

rsog carrières

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ing. ou gestion).
Vous avez environ 10 années d'expérience de l'industrie et un esprit de généraliste. Vous pouvez devenir le

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

d'un groupe industriel performant du secteur métallurgie (siège près de Lille). Directement rattaché au P.D.G., vous prenez en main la gestion des quatre *unités du groupe* (France, étranger). Vous avez à *régler* les problèmes du quotidien (relations bancaires, trésorerie, contrôle gestion, personnel) mais aussi à penser le moyen et long terme (financement investissements, prévisions, développement). La pratique de l'anglais est indispensable ; celle de l'espagnol est un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer C.V. détaillé sous le n° T 025855 M., à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 Paris.

MATERIEL T.P. *BOURGOGNE*

La Direction Technique de la filiale d'un puissant groupe industriel fabriquant du gros matériel de Travaux Publics recherche un

jeune ingénieur calculs

Il sera chargé de concevoir et de mettre en place une méthode de calculs par éléments finis spécifiques et de préparer l'implantation d'un système de conception assistée par ordinateur. Ce poste peut convenir à un jeune ingénieur ayant une première expérience acquise dans un B.E. ou à un débutant motivé par cette application d'avenir.
Une formation GRANDE ECOLE (mécanique essentiellement) est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 866 M (à préciser sur l'enveloppe) au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

CNEH

Nous sommes un organisme parapublic du secteur santé dont une des missions est d'assurer sur l'ensemble du territoire la diffusion d'applications
d'INFORMATIQUE DE GESTION
pour le compte des Hôpitaux Publics.
Nous avons trois agences, à BORDEAUX, LYON, POITIERS, ayant chacune la responsabilité du développement, de la maintenance et de l'implantation de «produits programmes» sur le plan national.
Ces produits sont diffusés sur 3 matériels IBM 370, CII - HB 64, IRIS.
Nous recherchons pour notre agence de

POITIERS

ingénieur informaticien

Formation supérieure
3 à 5 ans d'expérience en informatique

Adresser CV et photo à CNEH,
3 rue Georges Servant
86000 POITIERS

média-system

Important Organisme Social recherche

CADRE

pour direction du service social dont le siège se situe à :
VALENCE

Les candidats devront :
- être titulaires du diplôme d'assistant social ;
- posséder de sérieuses connaissances professionnelles ;
- *disposer de réelles aptitudes à la fonction d'encadrement.*

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. complet et détaillé ainsi que la copie des diplômes universitaires et professionnels sont à adresser, sous double enveloppe à
PIERRE LICHAU
sous référence 2.844, 41, rue P.-Chenevard, Lyon-1er, qui tr.
Rémunération annuelle brute de début : 84 822,89 F.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

296-15-01

MUTUELLE ASSURANCE
DES INSTITUTEURS DE FRANCE (M.A.I.F.)
recherche

LICENCIÉ EN DROIT RÉUNIONNAIS

pour remplir après un stage de six mois dans les services du siège social à NIORT (Deux-Sèvres), des fonctions de rédacteur chargé du règlement des dossiers de sinistres au sein de la délégation départementale de SAINT-DENIS DE LA RÉUNION.

Adresser dans les meilleurs délais demande d'emploi avec curriculum vitae à

M.A.I.F. 209, avenue Salvador-Allende
79038 NIORT Cedex.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	60,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
leader sur le marché international des Équipements Aéronautiques

recherche un

INGÉNIEUR RESPONSABLE SERVICE APRÈS-VENTE

Banlieue SUD-OUEST — **140.000 +**

Au sein du Département Après-Vente de cette Société spécialisée dans l'électronique, il encadrera les Ingénieurs et Techniciens supérieurs (20 personnes environ) qui assurent le Service Après-Vente des équipements électroniques embarqués. Responsable des contacts et des négociations avec les clients, il participera également aux réunions avec les organisations interprofessionnelles.

Ingénieur diplômé d'une grande école scientifique, le candidat retenu (35 ans minimum) devra avoir une expérience dans le domaine de l'électronique et dans une fonction similaire. La connaissance des milieux aéronautiques et des équipements embarqués est souhaitée et l'anglais est indispensable.

Écrire sous référence 162/M à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil



FORD ATTAQUE

Assistant Direction Régionale

Assistant dans l'une des Directions Régionales, vous gérez l'administration des ventes (analyse des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) et surtout vous apprenez à connaître "les problèmes de terrain".

L'homme :
Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, EAP, ESC, Sciences Eco.
Vous maîtrisez l'anglais.
Salaire : Jusqu'à 100 000 F

Conseiller de Gestion

Conseiller de gestion, vous aidez notre réseau de concessionnaires indépendants à mettre en place les **systèmes comptables et de gestion** préconisés par Ford et participez à des études financières en liaison avec les différents services commerciaux.

L'homme :
Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, ESC, Sciences Eco.
Vous avez donné une orientation comptable et financière à vos études et vous avez une première expérience professionnelle similaire.
Vous maîtrisez l'anglais.
Salaire : 100 000 à 110 000 F + voiture de fonction.

Après cette premiére expérience, soit comme Assistant soit comme Conseiller de gestion, nous vous proposerons à terme de prendre en charge l'animation commerciale d'une région et d'évoluer vers des responsabilités d'encadrement.

Dans tous les cas, vos résultats détermineront la rapidité de votre évolution tant en France qu'à l'étranger.

Écrire à FORD FRANCE S.A. Département du Recrutement, 344, avenue Napoléon Bonaparte 92506 Rueil-Malmaison Cédex

---



Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

ingénieurs électroniciens débutants H/F

pour participer à l'étude et réalisations dans le domaine micro-électronique à base de microprocesseurs programmés.

Envoyer C.V. sous réf. 016 LM.
SESA, Direction du Personnel
30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX

AGENCE POUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE
recherche

INGÉNIEUR UNIVERSITAIRE
ou
TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Spécialiste en thermique (isolation, régulation, chauffage).
Pour renseignements aux particuliers (téléphone, courrier).
Disponible rapidement.
Envoyer lettre, tél., c.v. et prét. à A.E.E. Service des Etudes économiques, 30, rue Cambronne, 75015 Paris.

PUBLIC-RELATION, stand. Ecrire M. DONJIN, 149, rue Saint-Honoré (1er) qui transm.

Ingénieur chargé d'affaires

Importante société d'ingénierie, nous recherchons pour traiter d'importantes affaires à l'exportation, un INGENIEUR GRANDE ECOLE ou EQUIVALENT.

Vous serez, en qualité de chargé d'affaires, responsable de projets en entreprise générale concernant bâtiments administratifs ou commerciaux, et responsable des études de faisabilité : propositions et négociations techniques, établissement des prix de revient, négociation aux sous-traitants, gestion du projet, supervision, études et chantier.

L'expérience d'une activité analogue en entreprise ou en ingénierie est indispensable, ainsi que celle de la Direction d'opérations à l'étranger en pays anglophones.

Parfaite maîtrise de l'anglais.

Basé en proche banlieue sud de Paris, prévoyez de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à : tscg carrières - 64 rue La Boëtie 75008 PARIS - sous référence 4067.

emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux

PRESENCE ET GESTION
SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET DE SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE
recherche

- INGÉNIEURS CONCEPTEURS
- INGÉNIEURS ANALYSTES
- ANALYSTES PROGRAMMEURS BASIC, GAP 2

Ayant le sens des responsabilités, l'esprit d'équipe, recherchant l'attrait d'un travail intéressant.

Envoyer C.V. manuscrit et photo 15, chemin Beckensteiner, 69260 Charbonnière.

RECHERCHE POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION DANS LE DOMAINE DE SON INSTRUMENTATION NUCLÉAIRE ET DE RADIO PROTECTION

1) INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

pour la vente d'ensemble électronique. Déplacements fréquents France.

2) INGÉNIEUR EN ÉLECTRONIQUE LOGIQUE ANALOGIQUE

30 ans minimum
Expérience dans la conception et le suivi de réalisation.
Adres. C.V. et photo + salaire actuel à
NOVELEC Grenoble ZIRST 38240 MEYLAN.

OLDHAM FRANCE S.A.
Division Détection de Gaz
Recherche

1 PHYSICO-CHIMISTE
Analyse de gaz

Orienté vers la recherche, les tests et l'amélioration des nouveaux capteurs pour l'analyse des gaz.
Travaillant au sein d'une équipe jeune et dynamique, il sera amené à élargir la gamme des appareils existants par des contacts en France et à l'Etranger avec les Laboratoires et Universités.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Expérience exigée et connaissances en électronique souhaitées.

Candidature par lettre exclusivement avec C.V., *photo et prétentions* à :
M. CK. SMITH-OLDHAM FRANCE S.A.
B.P. 962 - 62033 ARRAS Cédex

LE BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES
recherche
pour le développement de ses services techniques à ORLÉANS-LA-SOURCE :

1) UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

de formation grande école avec une expérience de 3 à 5 ans dans la conception d'appareils à microprocesseurs.

2) UN TECHNICIEN EN ÉLECTRONIQUE

chargé de la mise au point d'équipements et de la maintenance d'appareils, de formation IUT en électronique.

Une expérience d'un à 3 ans dans l'un des domaines suivants serait appréciée :
- électronique bas niveau, basse fréquence ;
- électronique numérique ;
- microprocesseurs.

3) UN INGÉNIEUR SYSTÈME

avec expérience en télé-informatique (terminaux, lignes, procédures) de préférence sous DOS-VSE ou GCOS 64.

4) UN PROGRAMMEUR SYSTÈME

soit avec une formation d'ingénieur système débutant, soit avec une solide expérience d'analyste-programmeur en langage COBOL ou PL1.

5) UN INGÉNIEUR MATHÉMATICIEN

avec expérience en mathématiques appliquées et analyse numérique.

Adresser lettre manuscrite, C.V., références et prétentions à B.R.G.M./D.P.E.L., BP 6009 45060 ORLÉANS CEDEX.

ASSISTANTE ING.
BTS, connaiss. Microprocesseurs Informatique. Pour Province. Tél. 733-20-46.

- VOUS ÊTES JEUNE ET VOUS AVEZ :
- une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP de CO, Sciences PO, etc...) ;
- le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M.E. ;
- une capacité de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commercial.
- VOUS RECHERCHEZ :
- une vie active qui suppose une certaine mobilité.

LE GROUPE BAIL ÉQUIPEMENT
UNE DES TROIS PREMIÈRES SOCIÉTÉS DE CRÉDIT BAIL MOBILIER
recherche :

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

apse, après formation au sein d'une équipe dynamique, à négocier des contrats de crédit bail en aidant les P.M.E. à réscedre leurs problèmes d'équipement.

Résidence : grande ville de province

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Service du personnel, B.P. 35, 22, place Vendôme, 75021 Paris Cédex 01.

Service public
Centre d'études techniques de l'équipement de Bordeaux cherche pr réal. études d'impact.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

possédant B.T.S. protection de la nature ou D.U.T. hygiène de l'environn. Écrire avec C.V., détaillé s/nº 7.981, le *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

FILIALE DU CENTRE DE LA FRANCE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BATIMENT

recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE
DE TRÈS BON NIVEAU

40 ans environ
10 ans d'expérience dans les branches administrative, comptable, trésorerie, personnel et sociale.

Adresser C.V. sous le nº 89.50f. à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

SNR
Société mécanique de précision
4000 personnes, 4 usines
FILIALE RENAULT
ANNECY
recherche

INGENIEUR

Formation : ARTS ET METIERS
pour MISE EN PRODUCTION DE NOUVELLES TECHNIQUES
(préparation, mise au point, aspect économique...)
Débutant ou ayant quelques années d'expérience industrielle.
Possibilité d'évolution dans la Fonction ou dans d'autres secteurs de l'entreprise.
Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. : T à S.N.R. - Service Emploi
B.P. 17 - 74010 ANNECY Cédex

LE CABINET PROSPECTIVE SYNTHESE *COMMUNICATION*
recherche
pour organisme financier de la région Champagne

CHARGÉ DE RELATIONS PUBLIQUES

- Homme de contact et de communication ayant des compétences économiques ;
- *Formation souhaitée :*
  - Ecole de commerce, de journalisme ou équivalent ;
  - Expérience souhaitée relations publiques et stratégies des communications. Economie régionale. Connaissances financières.
- Profil :
  30 ans environ, faculté d'adaptation à des interlocuteurs responsables régionaux. Sens pédagogique. Intelligence rapide. Faculté de synthèse. Souplesse de caractère.

Rémunération en rapport avec formation et expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite indiquant le montant de la rémunération souhaitée, C.V. détaillé, photo récente, avant le 9 MARS 1981 dernier délai à
PROSPECTIVE SYNTHESE ET COMMUNICATION, 35, rue La Boétie, 75008 Paris.

---

chef des ventes

FILATURE PIERRE MAILHE
CASTRES - TARN

spécialisée dans fils haut de gamme, pour industries de la Bonneterie et du Tissage. Deuxième producteur français dans sa spécialité exportant 45 % de sa production sur les marchés à haut niveau de vie, recherche : CHEF DES VENTES.

- chargé de l'étude, l'animation et le contrôle principalement des secteurs étrangers,
- connaissance parfaite de l'allemand et de l'anglais indispensable.
- formation école supérieure de commerce ou équivalent,
- homme de terrain, de négociation à haut niveau, aimant initiative et responsabilité. Présence en clientèle 60 % du temps,
- candidature débutant pourrait être retenue.

Pour recevoir une information détaillée sur cette offre veuillez envoyer votre C.V. et une photo sous réf. 1301-M à

MLM CONSEIL
36 Allées Jean Jaurès
31000 Toulouse
Tél. (61) 62.73.66

CSNCR — CONSEIL

FILIALE DU CENTRE DE LA FRANCE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BATIMENT

recherche

UN INGÉNIEUR DE BON NIVEAU

pour être l'Adjoint technique du Directeur

35 ans environ

Très bon TECHNICIEN, esprit rigoureux et précis, solide bon sens et sens des réalités, il aura à assurer le suivi technique des chantiers.

Ecrire avec C.V. sous le nº 89.292, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Très important cabinet de groupe recherche pour la province

COLLABORATEURS EN DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL

ayant déjà une expérience pratique d'au moins 2 ans, sens des contacts humains et goût du travail en équipe indispensables.
Débutants s'abstenir.
Ecrire à M. HAGEGE, 2 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra

---

CABINETS COMPTAB. (compt. agréé) AIME et ALBERTVILLE (Savoie) rech. COMPTABLES min. D.E.C.S., 2 ans de prat. en *Cabinet, lib. obl. milit. ou jeunes* stagiaires experts-comptables. Ec. s/ nº 386, SUDEM, 17, bd de la Colonne, 73000 CHAMBÉRY.

Société Expertise Comptable recherche pour son bureau de St-Quentin. COLLABORATEUR qualifié. Exper. cabinet souhaitée. Position cadre poss. Avantages sociaux. Écrire avec C.V. et prétentions s/nº 879240 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 à 12 h. 30, de 13 h. 30 à 18 heures au **296-15-01**

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE INDUSTRIEL C.A. 10 MILLIARDS

cherche pour l'une de ses Sociétés, C.A. 1,5 milliard, spécialisée dans l'antipollution et la gestion de services publics, fortement bénéficiaire et en expansion.

Chefs des services administratifs et comptables

HEC, IEP ou équivalent — **240 000 F**

La fonction, du type secrétariat général, englobe la responsabilité de l'ensemble des services administratifs, comptables, personnel, juridique, achats, informatique, gestion-clients, au niveau d'un centre de décision régional. Elle implique de fortes compétences de généraliste dans ces domaines, d'excellentes relations humaines internes et externes, des capacités de management au niveau d'un personnel nombreux et stable. Elle convient à des cadres diplômés d'une grande école de gestion, ayant plus de 10 ans d'expérience.

Deux régions: - Paris (banlieue Ouest) Réf. 23575/M
- Bordeaux Réf. 23576/M

HEC, IEP, ESSEC, ESCP finances-comptabilité

150 000 F

Après une formation au siège et en établissement régional, les fonctions de gestionnaire généraliste évolueront vers des responsabilités similaires aux précédentes. Ces postes, assortis d'un statut très privilégié, conviennent à des cadres administratifs et comptables ayant 5 ans d'expérience, partisans de la mobilité géographique et de la stabilité professionnelle, leur carrière étant liée à des affectations successives dans de grandes villes de province, éventuellement à des missions ou détachement à l'étranger. La pratique de la langue anglaise est demandée. Réf. 23577/M

sélé CEGOS — Adresser lettre man. et C.V. détaillé en indiquant la référence choisie à Marie-José Fourniat qui étudiera votre candidature en toute discrétion. Tour Chenonceaux - 204, rond-point du Pont de Sèvres - 92516 Boulogne.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC

Pour faire face au développement de son activité de **CONSEIL en RECRUTEMENT**

Le Groupe CEGOS

recherche

Un psychologue consultant

Agé de 30 ans minimum, il possédera une formation supérieure solide (université, Psycho-Prat ou équivalent) et aura acquis - soit en entreprise, soit en cabinet - une expérience approfondie de la recherche et de la sélection de cadres de haut niveau.
Détaché éventuellement dans de très importantes entreprises clientes, il devra essentiellement développer une clientèle dans le cadre des activités habituelles de Sélé-CEGOS à Paris ou en Province. La connaissance de la langue anglaise sera très appréciée.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous références 3001/M à Claudine FERRY-CLEMENT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Tunis.

Membre de SYNTEC



recherche son

Contrôleur de gestion

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique en forte croissance, filiale d'un Groupe américain puissant, JOHNSON & JOHNSON. Nos projets d'expansion sont nombreux et impliquent en particulier un renforcement de nos méthodes de gestion. Notre contrôleur de gestion en est, en liaison avec le Directeur Financier, le principal artisan.
Jeune diplômé d'études supérieures (ESC par ex.), vous avez acquis une première expérience du controle de gestion dans une société anglo-saxonne ou évoluant dans un contexte international. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
Vous êtes avant tout un gestionnaire. Vous avez, comme nous, une conception dynamique de la fonction :
- adaptation permanente des systèmes de prévision et de contrôle au développement de la société,
- dialogue suivi avec les principaux responsables.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Michèle DUCHER, CILAG-CHIMIE, 46, rue Lauriston, 75006 PARIS.
Discrétion et réponse assurées.

SODETEG — INGÉNIERIE GÉNÉRALE

Notre activité à l'étranger s'accroît de manière importante.
Nous recrutons des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

qui, à partir du siège situé en Région Parisienne, auront à prospecter et à préparer des offres, à négocier des contrats d'études ou réalisations (y compris clés en main et assistance technique) dans n'importe qu'elle partie du monde.
Ils doivent être spécialisés dans l'un des domaines suivants :

- Études économiques et d'organisation — Économique - Informatique — réf. A
- Développement rural et agro-industrie — réf. B
- Réalisations hospitalières — Plans de santé — Bâtiments — Équipement et Gestion hospitalière. — réf. C
- Installations industrielles — Bâtiments industriels — Industrie pharmaceutique et industries légères. — réf. D
- Complexes radio-télévision — Information et télécommunication. Bâtiments et équipements professionnels. — réf. E
- Installations aéro-portuaires — réf. F
- Enseignement et formation professionnelle — réf. G

Ingénieurs diplômés, ils doivent avoir une bonne expérience dans leur spécialité, être habitués aux négociations commerciales internationales, parler couramment l'anglais et si possible une autre langue.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé et d'une photo, sont à adresser, sous la référence correspondante au poste, à H. De Divonne - SODETEG, 9, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

HAVAS CONTACT

De l'informatique au management...

Notre société est la filiale française d'un important constructeur international de biens d'équipement.
Nous possédons une avance technologique certaine dans la fabrication de nos produits qui incluent les systèmes électroniques les plus sophistiqués.
Pour faire face au développement constant de nos activités, nous recherchons notre

Responsable des Etudes 220 000 F

(140 collaborateurs dont 10 chefs de projets).
De formation INGENIEUR GRANDE ECOLE OU UNIVERSITAIRE, cet homme sera âgé de 35 ans minimum, fera preuve d'un sens aigu de l'organisation ainsi que la faculté d'appréhender les situations avec un certain recul.
Rattaché au Directeur de l'informatique (service de plus de 100 personnes, équipement lourd IBM plus des systèmes décentralisés), il aura un rôle de MANAGER et de CONSEILLER auprès des différents Chefs de projets et sera chargé des études et des développements informatiques.
Mais au-delà des qualités nécessaires à un informaticien de haut niveau et d'une expérience réussie dans la conduite de grands projets réalisés dans un environnement IBM, ce sont celles d'un GESTIONNAIRE et d'un ANIMATEUR d'HOMMES qui sont nécessaires pour réussir dans ce poste (autorité naturelle, sens de la négociation).
Compte tenu de l'ouverture internationale de cette fonction, la pratique de la langue anglaise est indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) sous la référence M 613 en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact à

Communiqué
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

ANALYSE NUMÉRIQUE
APPLIQUÉE A LA MÉCANIQUE ET L'HYDRAULIQUE

Pour prendre en charge le développement de modèles analytiques dans les domaines de l'analyse de contrainte, de la dynamique des structures, de l'hydraulique et de l'interaction fluide-structure, nous souhaitons recruter un

INGÉNIEUR

Sa formation universitaire et une première expérience (2-3 ans environ) lui ont permis d'acquérir une connaissance théorique et pratique des méthodes d'analyse numérique appliquée à la mécanique et l'hydraulique (éléments finis en particulier). *Ses fonctions s'étendront au développement, la qualification et l'entretien de programmes de calculs et à* l'assistance aux utilisateurs de ces programmes.

Notre entreprise — leader dans son activité — intervient en France et à l'étranger.
Son développement assurera à un candidat de bon niveau de larges perspectives de carrière.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous référence 70981 M, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Filiale d'un très important groupe international recherche

Ingénieur technico-commercial

Electronicien ou électrotechnicien, ayant 3 ou 4 ans d'expérience industrielle, chargé de commercialiser :
A L'EXPORTATION,
des biens d'équipement destinés à des chaines automatisées.
Connaissance Anglais indispensable. Italien ou Espagnol souhaité.
Adressez lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 6165 à rscg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS.

rscg carrières

Votre objectif : directeur commercial

Dès la sortie de votre école supérieure de commerce, vous aviez choisi cette orientation de carrière. Une première expérience vente terrain ou études commerciales vous a conforté dans ce choix. Nous vous proposons de poursuivre avec nous et voulons vous confier dès maintenant des missions très précises d'animation.
Vous agirez sur l'une de nos forces de vente, qui avec 80 personnes, couvre la France entière, anime 400 points de vente, assure les démonstrations pour l'application de nos produits très techniques.
Entreprise 100% française, notre notoriété s'est progressivement étendue à l'ensemble de l'Europe. La multiplicité de nos marchés peut vous permettre de prendre un jour la direction commerciale de l'un de nos départements. Votre passage dans notre entreprise ne peut de toute façon que vous être bénéfique.
Michel Collet vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 3236M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Société de Constructions Mécaniques
PARIS SUD
filiale groupe multinational
recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR COBOL

EXPERIMENTE EN TEMPS REEL
(expérience du matériel 64 C II HB appréciée)

La connaissance des progiciels IMS, COGEB et l'expérience de l'exploitation serait un atout supplémentaire.
Le candidat devra rapidement s'adapter au contexte particulier d'un service en plein démarrage.
Sa formation sur matériel 64 C II HB sera assurée si nécessaire.
Sa mission :
participer au développement, à la maintenance et l'optimisation de nouvelles applications en temps réel et occasionnellement contribuer à la bonne marche de l'exploitation.

Adresser CV, photo, lettre manuscrite sous N° 7872 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Importante société de production et de distribution d'équipement du foyer recherche

CHEF DE PRODUITS

Position cadre

Nous aimerions rencontrer un jeune diplômé de formation commerciale fort d'une première expérience réussie de 2 à 3 ans de préférence dans le département marketing d'une société industrielle, sachant gérer de façon autonome l'une de nos lignes de produits.
La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

CHARGE D'ETUDES MARKETING

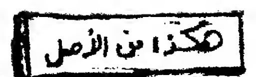
Prévisions de ventes et études commerciales

Le candidat retenu, de formation commerciale, peut être débutant mais il a le goût d'un marketing opérationnel étroitement lié aux activités de la force de vente.
Sa capacité d'analyse, son esprit méthodique et son sens commercial seront des critères décisifs de sélection.
L'allemand ou l'anglais serait apprécié.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 6840 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 Paris qui transmettra.

Plain Champs

هكذا من الأصل



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65.00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17.00	20,00
IMMOBILIER	43.00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43.00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CMC FRANCE — SYSTEMES D'INFORMATIQUE REPARTIE

CMC FRANCE - C.A. 250 Millions de Francs, avec un taux d'expansion dépassant 25 % par an, recherche pour participer à sa progression sur les marchés de l'informatique répartie

INGENIEURS COMMERCIAUX (H. ou F.)

Paris - Orléans

Pour prendre en charge le commercialisation de systèmes transactionnels de gestion. Une expérience réussie de 3 ans ou plus chez un constructeur ou une SSCI est nécessaire. Une *formation supérieure* est un plus. Rémunération attractive (fixe + commissions). Voiture de fonction. Envoyer C.V., photo et prétentions à

CMC FRANCE : - Direction Régionale Paris - 26 rue de Mademoiselle 78000 VERSAILLES,
- ou Direction Régionale Centre - 25 avenue Dauphine 45100 ORLEANS.

INSTRUCTEUR TECHNICO-COMMERCIAL (H. ou F.)

Pour assurer la formation des utilisateurs et *participer à la rédaction de* la documentation. Formation IUT, MIAGE ou équivalent.
Una expérience des mini-systèmes de gestion et le pratique de l'englais sont un atout.
Lieu de travail : VERSAILLES près gare sur ligne Paris-Montparnasse.

Envoyer C.V., photo et prétentions à CMC FRANCE
7 rue des Chantiers - 78000 VERSAILLES.

CGEE ALSTHOM

Première entreprise française exportatrice dans le domaine
recherche
pour ses activités AUTOMATISME ELECTRONIQUE
appliquées à PRODUCTION ET TRANSPORT ENERGIE ELECTRIQUE

INGENIEURS D'AFFAIRES POUR CONDUITE DE RESEAUX
INGENIEURS SYSTEMES POUR CONDUITE DE PROCESS
INGENIEURS DE CONCEPTION ELECTRONIQUE/ELECTROTECHNIQUE
INGENIEURS LOGICIELS MINI/MICROCALCULATEURS
ANALYSTES PROGRAMMEURS MINI/MICROCALCULATEURS
TECHNICIENS ELECTRONIQUE COURANTS FAIBLES

Lieu de travail : région parisienne.

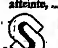
Adresser candidature, CV, photo et prétentions à
R. ANDRY - CGEE ALSTHOM - 13, rue A. Raynaud 92309 LEVALLOIS.

Un directeur du personnel, pourquoi ?

Voilà ce que vont se dire les quelques 800 personnes d'une entreprise de second œuvre bâtiment de la région parisienne. En effet jusqu'ici, les missions habituellement confiées à un Directeur du Personnel ont été réparties entre les différents dirigeants et cadres de la société. Et les choses ne marchaient pas si mal.

Mais voilà, l'entreprise grandit. Et elle n'en a pas fini. Aussi la nécessité se fait-elle sentir à l'équipe de direction, très unie, de rassembler en les harmonisant toutes les activités existantes en matière de relations sociales — auxquelles il conviendra d'en ajouter de nouvelles — sous la houlette d'un vrai spécialiste de la fonction personnel.

Bien sûr au départ il devra jouer le rôle d'un chef du personnel avant de s'imposer comme véritable directeur. Ceci afin de bien connaître la maison et parallèlement de s'y faire reconnaître, de s'y insérer en douceur. Les candidatures seront étudiées avec discrétion par les consultants du cabinet de recrutement Sirca auxquels une lettre détaillée (niveau de formation, nature des expériences, conventions collectives pratiquées, rémunération atteinte, ...) sera adressée sous réf. 801 492 M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

SERI RENAULT INGENIERIE

recherche
pour son DEPARTEMENT MAINTENANCE INDUSTRIELLE

INGENIEUR D'AFFAIRES

Secteur
PETROCHIMIE ou SIDERURGIE

Le candidat aura la responsabilité commerciale, technique et financière des projets. Il animera et coordonera l'équipe pluridisciplineire nécessaire à la conduite de chaque projet.

De réelles possibilités d'avenir seront offertes à tout candidat de valeur qui deviendra le responsable :
- de l'identification des besoins du client dans le domaine de la Pétrochimie ou de la Sidérurgie
- de la définition des actions envisageables et de la stratégie à mettre en œuvre au niveau du département (moyens humains, organisation...)

Il devra :
- être Ingénieur diplômé (Arts et Métiers, Centrale, I.N.S.A....)
- avoir exercé des responsabilités dans le domaine de la maintenance, soit en Sidérurgie soit en Pétrochimie.
- et posséder une expérience de travaux neufs entretien.
- avoir un goût prononcé pour les contacts
- être mobile pour des déplacements fréquents (France et étranger)
- et pouvoir travailler en Anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence M17.03 à :

Séri Renault Ingenierie
Direction du Personnel
SERI RENAULT INGENIERIE
Boite Postale 19 - 2, avenue du Vieil Etang
78390 BOIS D'ARCY

IMPORTANTE SOCIETE

recrute pour assurer la coordination technique d'une ligne de Produits Aéronautiques

INGENIEUR GRANDE ECOLE

+ FORMATION INGENIEUR DE L'ARMEMENT FORTEMENT APPRECIEE

- Ses responsabilités concerneront des équipements pour lesquels il lui sera demandé de :
  - proposer à la Direction Générale de la Société les éléments d'une politique de développement de concepts techniques *nouveaux et en assurer la promotion auprès des utilisateurs*
  - coordonner les activités techniques internes à la Société
  - animer les échanges techniques entre la Société et l'extérieur : donneurs de licence, clients, utilisateurs...
- Des connaissances techniques très larges et très diversifiées acquises sur un programme aéronautiqua (aéronef, système d'armement) constitueraient un atout important.
- Nombreux déplacements notamment à l'étranger. L'anglais courant est indispensabla.
- Ce poste ne peut être confié qu'à un candidat capabla de contacts à haut niveau, et faisant preuve de combativité.
- Lieu de travail : REGION PARISIENNE.

Adresser dossier de candidature avec C.V., photo et prétentions à No 89.519
CONTESSE & Cie
20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Important groupe de sociétés d'ingénierie en TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INFORMATIQUE

FRANCE CABLES & RADIO

Pour promouvoir et développer ses
PRODUITS ET SERVICES NOUVEAUX EN TÉLÉMATIQUE
offre des opportunités de carrière à des :

INGÉNIEURS ET CONSULTANTS

- *Chefs de projets.*
- Ingénieurs d'études et de réalisations.
- Technico-commerciaux.
- Conseil en entreprises.

Si vous avez une expérience de 3 à 8 ans, acquise en partie en S.S.C.I. ou chez un constructeur, et la pratique d'une au moins des techniques suivantes :

- Analyse et conception de réseaux ;
- Procédures de télécommunications, normalisation (X25, X75) ;
- Systèmes et réseaux de commutation de messages ;
- Réseaux à commutation par paquets ;
- Bureautique ;

Adressez votre candidature, avec C.V. et photo, à :
FRANCE CABLES ET RADIO - Direction du Personnel
73, rue de Richelieu, 75002 PARIS
contact : Mme MICHELET au (1) 306-61-43.

Certains des postes à pourvoir nécessitent la pratique de l'anglais.

Ingénieur de Projet Finances/Comptabilité

Filiale d'une multinationale, nous sommes un groupe industriel de 8 000 *personnes implanté dans la banlieue* Nord Est de Paris, et disposant en France de 4 unités de Production.

Notre Direction Informatique, *soucieuse de fournir aux utilisateurs un service répondant aux besoins* croissants de l'entreprise, met en place, avec ses équipes projets, da nouvalles applications de gestion.

Dans le cadre du *développement d'un important système d'information* finances et comptabilité, nous recherchons un **INGENIEUR expérimenté** auquel nous confierons la Direction d'une équipe de conception *et de réalisation.*

Son rôle nécessite une expérience d'environ 5 années, acquise de préférence dans un environnement IBM (*DOS/VSE-CICS/DL1*) *et pourra être facilité par des* connaissances financières et comptables. Il devra également mettre en œuvre des qualités d'organisateur, de manager et de négociateur.

Salaire et perspectives *d'évolution tiendront compte* de l'expérience précédemment acquise et des centres *d'intérêt de chacun.*

Transmettez votre dossier sous référence AB1 à notre conseil qui l'étudiera avec attention en toute confidentialité.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	85,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

directeur de production

IMPRIMERIE D'HÉLIOGRAVURE RÉPUTÉE ET PERFORMANTE (200 p., 105 MF de C.A./an), nous réalisons des catalogues polychromes pour des affaires importantes de vente par correspondance et de distribution...

Nous confions à un **ingénieur (AM par exemple) de 35 ans minimum,** *ayant une bonne expérience* **de la conduite d'ateliers de mécanique de précision, d'électronique ou encore de production alimentaire, la responsabilité technique et opérationnelle (150 p.) de nos moyens de production.**

Il analyse également nos prix de revient, nos coûts... et contribue ainsi à améliorer notre productivité face à une concurrence agressive.

Lieu de travail : 25 km Est de Paris (Autoroute A4).

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3795 LM).

responsable, entretien et travaux neufs, d'un parc d'expositions à Lyon.

Vous avez une formation d'ingénieur, AM, TP ou d'architecte, par exemple, et l'expérience de la direction et de la gestion de chantiers en TCE.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité de 30 MF/an d'entretien et d'aménagement de locaux d'expositions. Vous devez être un gestionnaire rigoureux, un négociateur habile et un décorateur de talent.

Si cette fonction vous intéresse, notre consultant, Mme G. DILL, vous remercie de *lui écrire à Lyon (réf. 673 LM).*



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

SINTRA Alcatel

MONTROUGE

recrute

jeunes ingénieurs informaticiens

POUR DEVELOPPEMENT DE LOGICIELS POUR TERMINAUX GRAPHIQUES INTELLIGENTS.

Adresser votre C.V. et prétentions sous référence M. CO 10
SINTRA ALCATEL - J.F. SILVESTRE
1, Avenue Aristide Briand - 94 ARCUEIL.

INGENIEUR COMMERCIAL

130.000 F. +

Filiale française d'un important groupe multinational d'équipements automobile nous recherchons un

INGENIEUR DE FORMATION MECANIQUE.

Il sera chargé au niveau d'un constructeur :
- d'assurer les contacts commerciaux
- de participer aux relations techniques
- d'assurer les liaisons avec les autres services et Direction du Groupe
- de proposer et suivre les prévisions de vente.

Homme à fort potentiel capable d'assumer des responsabilités plus importantes.

Il aura acquis une expérience de 5 à 10 ans dans des fonctions similaires.

La connaissance de l'industrie automobile serait fortement appréciée.

La pratique de l'anglais pour ce poste est indispensable.

Nous offrons :
- de réelles responsabilités,
- une rémunération motivante établie en fonction de l'expérience,
- des perspectives de développement et d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous no 89047 à CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.



L. E. R. S.

L.E.R.S., Société de Recherche Pharmaceutique du Groupe *SYNTHELABO*, recherche pour son laboratoire de Pharmacotechnie

pharmacien

HF

titulaire, si possible, d'un doctorat de 3ème cycle en galénique industrielle ou possédant une expérience professionnelle antérieure confirmée dans ce domaine, pour :

- la mise au point de nouvelles formulations,
- la préparation des produits destinés aux expérimentations cliniques,
- l'extrapolation des procédés au niveau industriel.

Le candidat exercera ses fonctions dans la section formulation du laboratoire de pharmacotechnie situé dans la proche banlieue Sud de Paris.

Envoyer C.V. + photo au Directeur Administratif et Technique, L.E.R.S., 58 rue de la Glacière 75013 Paris.

média-system

Cii Honeywell Bull

recherche pour son Centre de Calcul et d'Essais, dans le cadre de ses activités d'Etudes de nouveaux systèmes et réseaux (matériel - logiciel - micro-logiciel) des

INGENIEURS SYSTEME

Ils assureront l'installation, le suivi et le fonctionnement optimum de chaque nouvelle version système et assisteront les utilisateurs (ingénieurs d'études). Ces postes, de niveaux de responsabilité différents, suivant l'expérience acquise, s'adressent de préférence à des ingénieurs grandes écoles.

Lieu de travail : Paris - Banlieue Ouest.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 117 M (à préciser sur l'enveloppe) à : Cii Honeywell Bull PC 1F103 - 61/63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20

Les Tourney Pub

---

chef de département énergie

Nous sommes un important Bureau d'Etudes en ingénierie dans les domaines réseaux urbains (eau potable et assainissement) et **énergie** (*liée au chauffage*).

Nous recherchons le Responsable de notre Département **"Energie et Contrôle d'Exploitation"** dont les fonctions seront :

- au niveau commercial, le **développement** des domaines dont il a la charge,
- au niveau organisation et gestion, **l'animation financière** (respect des objectifs et du budget) de son Département,
- au niveau technique, l'**encadrement** des ingénieurs *d'intervention.*

De formation **Ingénieur Grande Ecole** (Mines, Centrale, Ponts...) âgé de 40 ans environ, le candidat aura une expérience de plusieurs années soit au sein d'une société **d'ingénierie**, soit dans une branche **énergie thermique** d'un groupe industriel (industrie pétrochimique par exemple).

Pratique courante de **l'anglais nécessaire.**

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 66.19/DD/362 à ADEQUATION, 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Les Laboratoires HOECHST

recherchent pour leur siège au Pont de Neuilly

1 RESPONSABLE DE SERVICE DU PERSONNEL

réf. 100

VOTRE MISSION :

Rattaché au directeur des relations humaines, vous prendrez plus spécialement en charge la gestion du personnel de l'établissement siège.

POUR REUSSIR IL VOUS FAUT ETRE :

- Motivé par les problèmes humains
- débutant ou avec une première expérience dans *un service du personnel ou de gestion*
- de préférence de formation supérieure (Maîtrise de gestion, école de commerce...)

1 JURISTE

réf. 200

VOTRE MISSION :

Rattaché au directeur administratif et financier vous prendrez en charge la vie juridique de l'entreprise.

POUR REUSSIR IL VOUS FAUT ETRE :

- de formation supérieure (maîtrise de droit avec option droit des affaires), si possible avec une première expérience professionnelle
- apte à rédiger, afin d'assumer fréquemment la préparation de dossiers de réunions ou de conseils.



Adresser photo et C.V. à :
Direction des relations humaines
Laboratoires HOECHST
Tour Roussel Nobel cédex 03
92080 PARIS LA DEFENSE

FOURNITURE POUR INDUSTRIES PARACHIMIQUES
SOCIÉTÉ EN PLEINE EXPANSION
recherche

2 JEUNES CADRES COMMERCIAUX

Ayant une expérience de terrain pour région Paris, Est-France et Lyonnaise.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prét. à RÉGIE-PRESSE, n° T 025.736 M 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.





europhane

Une des principales sociétés d'éclairage, recherche:

UN CHEF DE VENTES EXPORTATION

Basé à Paris, il animera une équipe de 6 ingénieurs technico-commerciaux et de 65 agents.

Anglais courant indispensable; l'usage d'une autre langue sera appréciée.

Une formation supérieure et une expérience de plusieurs années sont requises.

La rémunération, motivante, sera fonction de la valeur du candidat.

RESPONSABLES TECHNICO-COMMERCIAUX EXPORTATION

Ils seront chargés du développement des ventes sur une zone ou une ligne de produits spécifiques.

Anglais indispensable; l'usage d'une autre langue sera apprécié.
Débutant, ou quelques années d'expérience.
Formation supérieure technique ou commerciale.

UN ANIMATEUR DES VENTES EXPORTATION

Il sera chargé de la formation et de l'information du réseau de distribution à l'exportation.
Parfaitement bilingue français/anglais; une 3e langue sera appréciée.

Formation supérieure.
Débutant ou quelques années d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à EUROPHANE, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

SINTRA



ingénieurs radio

Chargés de la conception, *mise au point et développement de matériels pour* radio-communications automatiques.

Bonnes connaissances en émission - réception dans les bandes V/UHF.

Ecrivez nous avec C.V. détaillé à J.F. SILVESTRE sous référence M.B 10
SINTRA ALCATEL - 1, Avenue Aristide Briand - 94117 ARCUEIL.

---

ingénieur technico-commercial

150.000 F + FRAIS + VOITURE

Société française filiale du leader mondial dans le domaine des additifs pour lubrifiants cherche un Ingénieur Technico-commercial.

Il aura pour mission chez les clients qui lui seront confiés :
- **DE NEGOCIER** à tous les niveaux de décision,
- **D'ANALYSER** leurs besoins en lubrifiants,
- **D'ETABLIR** les programmes à réaliser et de concrétiser la vente.

Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire d'avoir au minimum 32 ans, une formation d'ingénieur (chimique, mécanique ou construction navale) et un anglais courant. La connaissance du graissage et de la lubrification et une certaine expérience de la vente sont des atouts supplémentaires.

Ce poste basé à Paris demande une grande disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle sous réf. 16-M à I.C.A. qui transmettra. Discrétion totale et réponse assurées.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



ALLIANCE INFORMATIQUE

GROUPE FRANCAIS D'INFORMATIQUE

Nous assurons l'exploitation des Systèmes Informatiques de Gestion d'un Groupe Pétrolier :

Nous recherchons :

ANALYSTES ANALYSTES-PROGRAMMEURS

pour prendre la responsabilité de la gestion d'application tant en batch qu'en temps réel, puis participer à des développements importants. Les postes à pourvoir impliquent des relations étroites avec les utilisateurs pour avoir une bonne connaissance de leurs besoins et leur assurer une excellente qualité de service.

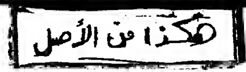
L'exploitation de ces systèmes se fait sur IBM 370/OS, sous IMS et avec un réseau de 300 terminaux. Les langages utilisés sont PL1, DL1.

Les candidats(es) que nous souhaitons intégrer dans nos équipes auront une solide formation de base (type MIAGE) et une expérience de 2 ans minimum acquise de préférence sur des systèmes de gestion de grandes entreprises. Nous assurerons la formation complémentaire nécessaire.

Le lieu de travail est à PARIS LA DÉFENSE (à proximité immédiate du client) avec accès à un restaurant d'entreprise, un club omnisport,...

De larges possibilités d'évolution de carrière sont assurées au sein du GFI (1300 personnes, implantation nationale).

Adresser lettre manuscrite et CV, sous réf. M 023, à Madame AHR, ALLIANCE INFORMATIQUE, Tour Neptune, Cedex 20, 92086 Paris La Défense 1.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS



C.E.S.A.

Centre d'Enseignement Supérieur des Affaires

(HEC - ISA - CFC)

Jouy-en-Josas

recherche un

PROFESSEUR PERMANENT

pour son

département Comptabilité-Contrôle de Gestion

PROFIL :

FORMATION : Grande École de Commerce ou d'Ingénieurs + MBA ou doctorat de gestion. Compétence affirmée en comptabilité analytique. Anglais courant.

EXPÉRIENCE : 2 à 5 ans dans la fonction de contrôle de gestion d'une entreprise. Mise en œuvre dans une unité industrielle d'un système *complet de planification* et de contrôle intégré aux prises de décision.

Rémunération maximum 140.000 F selon expérience.

Poste à pourvoir au plus tard le 15 septembre 1981.

Envoyer curriculum vitae et prétentions au : Doyen du Corps Enseignant, C.E.S.A. 1, rue de la Libération, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

Votre avenir est dans le Marché aux Puces...

RIFA S.A. offre à deux jeunes ingénieurs technico-commerciaux la gestion et le développement de portefeuilles clients.

Nous confierons à l'un le marché de l'informatique, de la péri-informatique et de l'automatisme, à l'autre; l'instrumentation, la mesure et les radios-communications.

Votre réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer vers des fonctions d'encadrement ou de marketing/ vente.

Basé à Paris, vous effectuerez de courts déplacements en province.

Vous avez une formation supérieure en électronique, une première expérience industrielle ou commerciale. Peu importe votre diplôme, c'est votre personnalité qui nous intéresse. L'important, en effet, est que vous soyez un conseiller pour vos clients et un gestionnaire pour votre patron.

Nous sommes la filiale française du Groupe **LM ERICSSON**. Leader dans le domaine des condensateurs dont nous exportons une part importante de notre production, nous avons des projets très ambitieux dans les circuits monolithiques et hybrides.

Merci de nous adresser votre C.V. et rémunération actuelle sous la référence 102114 M (à mentionner sur l'enveloppe) ou téléphoner au : 329.21.82, poste 218, le *mardi 3 mars de 14 h à 18 h.*

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Spécialiste systèmes de développement pour microprocesseurs
PARIS et PROVINCE

Sera responsable des ventes de systèmes dans une zone géographique particulière.

Une connaissance pratique des microprocesseurs est nécessaire, ainsi que le goût des contacts humains.

Toute formation supplémentaire sera assurée par PHILIPS.

Rémunération suivant l'expérience.

Envoyer CV à S.A. PHILIPS
105, rue de Paris 93002 BOBIGNY.



SFENA

DIVISION NAVIGATION INSTRUMENTS

Leader des équipements aéronautiques européens

recherche

ingénieurs électroniciens
ingénieur mécanicien

- *Un Ingénieur* électronicien de haut niveau (ESE, ENSAE, ECP ou équivalent), ayant quelques années d'expérience en électronique digitale et microprocesseurs, pour travaux d'études logiciel et matériel sur calculateurs embarqués. (Réf. I/074)
- Un Ingénieur électronicien pour travaux d'études de dispositifs de télétransmission par VHF, UHF et Hyperfréquences. Connaissances des circuits *digitaux* et des *microprocesseurs* appréciées. (Réf. I/075)
- Un Ingénieur mécanicien Grande Ecole (Arts et Métiers ou équivalent) pour la *conception d'instruments* de bord de haute technicité. (Réf. I/076)

Adresser CV, photo et prétentions sous la référence choisie à SFENA, Gestion des Cadres, B.P. -59, 78141 Vélizy-Villacoublay cedex.

média-system

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche

DIRECTEUR FINANCIER

- Diplômé d'une école commerciale.
- 2 à 4 ans d'expérience professionnelle dans un cabinet d'expertise ou formation similaire, compétences techniques en matière comptable et fiscale.
- Anglais indispensable.

Adresser C.V. sous nº T 025653 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



THOMSON-CSF

ACTIVITÉS SPATIALES

recrutement immédiat à Meudon-la-Forêt et transfert à TOULOUSE dans 2 ans environ

INGÉNIEURS

Position I - II - III A

GRANDES ECOLES (E.N.S.T. - ENSA - ESE)

MISSION :
- Conception.
- Développement.
- Gestion de projets spatiaux.

DOMAINES :
- Télécommunications.
- *Hyperfréquences, antennes.*
- Radar.
- Transmission d'images.
- *Electronique numérique ou analogique.*

Anglais écrit et parlé.

Adresser C.V., photo, rémunération souhaitée (sous nº 88.101), service du Personnel, Département ESPACE-SATELLITES, B.P. 51, 92380 Meudon-la-Forêt.

Administration + Personnel

Office manager

- Le service administratif est composé de 70 personnes regroupant la plupart des services centraux (y compris secrétariat, reprographie etc...).
- La fonction personnel consiste en la gestion des *450 personnes que compte notre société en* France.
- Nous sommes *une société de services employant* un personnel ayant en général une très bonne formation et nous attendons de ce recrutement une amélioration importante de la qualité des prestations rendues par ces services communs, et une meilleure animation de *l'ensemble du* personnel administratif.

Si vous *désirez participer* à ce recrutement, envoyez votre C.V. sous référence 112.21 à :

ONOMA 26, rue de Berri - 75008 PARIS
(confidentialité, réponse assurées)

---

informaticiens consultants

Une importante société internationale d'Audit et de Conseil, basée à Paris, invite deux informaticiens à devenir Consultants dans le cadre de son activité conseil en organisation.

Une expérience d'un minimum de deux ans et la connaissance soit du système IBM 34 et SAP 11 interactif, soit du matériel IBM série 43 ou gamme 370/135 et au dessus, avec la maîtrise CICS et DL1 sont nécessaires.

Les candidats choisis rejoindront une équipe jeune, mobile (voyages en France et à l'étranger) et particulièrement dynamique.

Nous vous prions d'envoyer votre C.V. détaillé en indiquant votre salaire actuel sous réf. 3432-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

INGENIEUR
GRANDE ECOLE :

AM ou équivalent

Importante société pétrolière recherche, pour son Département Technique Marine, *un ingénieur diplômé* d'une Grande Ecole : AM ou équivalent.

Nous lui demandons environ 10 ans d'expérience de chef de bord dans chantier de réparations ou de constructions navales.

Anglais lu, parlé, écrit.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 4064 à rscg carrières - 64, rue La Boëtie - 75008 PARIS.

Discrétion assurée.

rscg carrières

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE
(proche banlieue OUEST), recherche
pour intégrer à son équipe de gestion,
à un poste dynamique,

un INGENIEUR ou un DIPLOME ECOLE de COMMERCE

ayant 2 à 5 ans *d'expérience* réussie chez un constructeur d'ordinateurs ou dans une S.S.C.I. sur des applications de gestion.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 89301 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



Innover dans l'Edition

FLAMMARION recherche un homme capable de créer le poste de **DIRECTEUR GENERAL ADJOINT.**

Nous vous proposons de concevoir les plans de lancement des ouvrages, de coordonner la politique de communication, de monter les opérations promotionnelles et de relations publiques, de réaliser les études de diversification produits/marchés.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et vous avez acquis de solides compétences marketing à un poste de Chef de Groupe de produits.

Vous désirez diversifier vos responsabilités et vous êtes attiré par l'univers de l'édition.

Votre rémunération sera fonction de votre valeur.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1116 M (à mentionner sur l'envaloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

IMPORTANT GROUPE
BIENS D'EQUIPEMENT ELECTRIQUES
recherche pour son Siège à PARIS 8ème

CONTROLEUR COMPTABLE

Travaillant avec l'aide d'un collaborateur, il aura pour mission :
1) de contrôler les comptes des organismes et filiales du groupe,
2) de participer éventuellement à l'étude de dossiers ou à des opérations de restructuration.

PROFIL :
- 35 ans minimum.
- Formation expertise comptable.
- *Expérience minimum* de 5 ans en Cabinet ou dans un service de contrôle comptable d'une Société industrielle.
- Maîtrise de la fiscalité.
- Familiarisé avec les procédures informatiques.
- Esprit de synthèse nécessaire à la présentation de rapports clairs (facilité de rédaction).
- Nécessité de consacrer la moitié de son temps en déplacements en province.
- Connaissance de l'Allemand appréciée.

Adresser obligatoirement : lettre manuscrite + C.V. + photo récente + prétentions à : CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, sous no 89271, qui transmettra.

Il ne sera répondu qu'aux candidatures remplissant les conditions mentionnées.



Votre carrière dans une banque d'affaires

La SOVAC est l'un des tout premiers groupes français de CREDIT. Son développement important repose sur une croissance ordonnée, une gestion moderne et la formation des hommes. Elle se propose de former de :

jeunes diplomés de l'enseignement supérieur

pour les faire accéder, après quelques années, à des fonctions de Direction d'Agence.

Vous serez intégrés dans de petites équipes et formés aux différents produits et services : financements industriels, crédits immobiliers, financements automobile, crédits personnels. Vous deviendrez ainsi progressivement responsables de la gestion et du développement d'une clientèle d'entreprises et de particuliers.

Ces fonctions à double vocation : gestion et commercial, conviendraient à des candidats débutants ou ayant une première expérience professionnelle.

Vous aurez une rémunération fixe intéressante, des avantages sociaux (intéressement, participation) supérieurs à ceux du secteur bancaire, une voiture de fonction. Postes basés à PARIS NORD EST.

Les consultants de CINOREN, chargés de cette recherche, sont à votre disposition pour vous donner une information plus complète. Téléphonez-leur le mercredi 4 mars, au 770.59.09 ou au 523.34.51.

CINOREN, 104 Rue Lafayette — 75010 Paris

cinoren

SOURCES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	78,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,87
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,78
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

directeur de division

MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Une importante entreprise de services, à forte expansion, recherche un Directeur pour sa division maintenance technique (200 personnes).

Il aura en charge : la direction des ventes, le contrôle de la facturation, le contrôle technique de la maintenance industrielle. Il sera responsable *des résultats. Les contrats à traiter s'entendent sur le territoire natio*nal mais sont plus nombreux en région parisienne.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé grande école, ayant acquis l'expérience de la direction d'unités autonomes et d'animation *d'équipes. Il devra avoir le profil d'un dirigeant d'entreprise.* Cette fonction peut déboucher sur un poste de Directeur Général.

Envoyer votre candidature sous réf. 3189 à Média System 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Société Internationale.
leader dans les techniques nouvelles de
REVETEMENT ANTI-USURE
recherche pour sa filiale française en banlieue sud

directeur du marketing

formation Ecole de Commerce, Ingénieur, Administration des Affaires, plus de trente ans, avec expérience dans le marketing des produits de consommation ou des produits industriels consommables.

Responsable d'une équipe de 7 personnes dont deux Chefs de Produit, il sera chargé de mettre en œuvre les stratégies marketing du groupe en collaboration avec la direction générale locale et la fonction marketing Europe en Suisse. Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 760 M (le préciser sur l'enveloppe) au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

sopelem

Groupe français de 1500 personnes, nous concevons, fabriquons et commercialisons principalement des systèmes optiques de haute précision et sommes leader de l'optique instrumentale. Notre Direction Technique à Paris recherche pour

Concevoir, calculer et définir des systèmes d'optique instrumentale

un jeune ingénieur ou universitaire créatif, capable d'assimiler des théories nouvelles et de les mettre en œuvre auprès de l'équipe chargée des prototypes et pré-séries. De bonnes connaissances en *informatique, si possible en électronique et en anglais* sont souhaitables. Votre bon contact et votre esprit d'équipe vous permettront de partager l'ambiance très ouverte et jeune du bureau d'études techniques et de déboucher ensemble sur les réalisations qui nous maintiennent à l'avant-garde de notre technologie.

Jean Bousser vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature — en précisant la rémunération souhaitée — s/réf. 2238M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

PHILIPS

DIVISION SCIENCE ET INDUSTRIE
recherche pour son DEPARTEMENT ANALYSE

UN JEUNE INGENIEUR COMMERCIAL

(ou formation équivalente)

pour la vente d'équipements d'analyse par rayons X, spectrométrie et diffractométrie.

Pour ce poste nous demandons :
— une bonne présentation
— une grande disponibilité et un dynamisme certain
— une aptitude aux contacts clientèle,
— une bonne connaissance de la langue anglaise.

Nous offrons :
— *une formation complète dans une équipe efficace*
— de réelles possibilités d'évolution pour un élément de valeur
— de nombreux avantages sociaux.

Envoyer C.V. à S.A. PHILIPS - Service du Personnel
105, rue de Paris - 93002 BOBIGNY
ou tél. au 830.11.11 poste 405

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

assistante de direction

90 000 +

Le Président d'[illegible] importante Société filiale d'un groupe [illegible]ternational recherche sa Secrétaire-[illegible] de Direction de très bon[illegible] [illegible] sait rédiger, suivre des [illegible] et prendre des initi[illegible] de 32 ans, son exp[illegible] maîtriser totalem[illegible] [illegible]ques [illegible]crétariat. Elle est [illegible] bilingue [illegible]rançais, Anglais et [illegible] [illegible]onible...

[illegible] : Paris 17ème
[illegible] cadre possible.

[illegible]voyer [illegible] manuscrite, C.V. et photo
[illegible] 153 à SODERHU
[illegible]ement Recrutement
[illegible] Boetie - 75008 Paris

Soderhu

SOUPLETUBE
P.M.E. 400 personnes
Fabriquant des emballages métalliques pour conditionnement
recherche

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation supérieure HEC, ESSEC, ESC, etc.

- Expérience souhaitée au sein d'une société d'emballage et de conditionnement.
- Age 30 ans minimum.
- Goût aptitudes et expérience pour des négociations commerciales.
- Langues : allemand nécessaire, anglais souhaité.

La clientèle étant répartie en France et en Europe nécessite des déplacements de courte durée.

Env. C.V. dét. et prétent. au Service du Personnel SOUPLETUBE, Z.A.I., la Marinière, 91032 EVRY

GROUPE FINANCIER

recherche

RESPONSABLE DES ÉTUDES

VÉRITABLE HOMME DE TERRAIN

chargé

- de la conception et de la mise en œuvre de son système d'informations ;
- de l'*animation de son équipe d'analyse* et de programmation (10 personnes).

COMPÉTENCES APPRÉCIÉES

Expérience d'animation.
Expérience bancaire.
Bases de données
(IBM 4341 - *DOS VSE*).

Envoyer lettre manuscrite avec curr. vitae, photo et prétentions sous référence 6849 à : PLAIN CHAMPS. 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

CONTROLLER

Société moyenne, filiale d'un des premiers groupes américains, localisée PARIS NORD, assemble et distribue des équipements électroniques, recherche son CONTROLLER.

Rapportant au Directeur Général, il sera responsable de tous les aspects financiers et administratifs, y compris des moyens informatiques.

Le poste conviendrait à un candidat, 28-35 ans, performant, HEC, ESSEC, SUPDECO, INSEAD, ou équivalent, parlant anglais, ayant une solide expérience dans un contexte financier international, et s'intéressant à une évolution de carrière dans le groupe.

Écrire DANON/STORNO
69, rue de la Goutte-d'Or - 93300 AUBERVILLIERS.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
Banlieue sud (facilités d'accès par autoroute du Sud)
recherche

COMPTABLE TRÈS QUALIFIÉ (E)

Pour :
— imputations en comptabilité générale « charges et produits » (expérience minimum 3 ans) ;
— saisie sur Terminal.

13e mois, 3 × 8, avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.
Facilités de transport depuis la place d'Italie.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à nº 88.972 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Systèmes d'Armes et de Commandement

Notre société occupe l'une des premières places en Europe dans le domaine du conseil et des services informatiques. Deux de nos agences qui *participent à des projets techniquement* très avancés dans le domaine des systèmes d'armes et de commandement recherchent plusieurs

Ingénieurs Informaticiens

Ils ont une expérience de 1 à 6 années dans la réalisation d'applications temps réel concernant les *radars, l'acquisition de télémesures,* les systèmes de tests et de simulation. Ces systèmes opérationnels utilisent des équipements de *la gamme* MITRA, SOLAR et microprocesseurs 6800.

Notre solidité et notre implantation internationale offrent toutes *les garanties pour une évolution de carrière brillante.* Nous désirons nous attacher les services d'Ingénieurs à fort potentiel. Aussi, sommes-nous disposés à leur offrir un niveau de responsabilité *et de rémunération* à la mesure de leurs attentes.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous la réf. SP 1, à Y.-M. DUVAL, CAP SOGETI LOGICIEL - 5, rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE Cedex.

CAP SOGETI LOGICIEL

HAVAS CONTACT

Jeune Informaticien *HF*

Diplômé d'un Institut universitaire ou d'une école d'ingénieurs (IDN, ENSI, ENSHEIT), vous avez acquis une première expérience dans une fonction technique ou étude, et vous souhaitez diversifier et étendre celle-ci dans un contexte évolutif.

Leader français de la distribution pharmaceutique, nous vous offrons de venir assister au sein de la Direction exploitation, le système temps réel CICS, sur le plan HARDWARE, SOFTWARE, et applications. Vous aurez également *pour tâche, de développer de nouvelles méthodes, d'optimiser les perfor*mances des systèmes et la fiabilité des traitements.

L'avenir de cette fonction «support» est ouvert à moyen terme sur des responsabilités au sein d'une des équipes projets ou système et sera préparé dans l'immédiat par une formation soutenue, affectuée dans les services utilisateurs du système temps réel.

Le salaire proposé sera fonction de l'expérience et est susceptible d'attirer les meilleurs éléments.

Si vous êtes intéressé écrivez à notre Conseil en précisant la référence JM5.

Toutes les candidatures seront examinées avec la plus grande attention.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE
filiale d'un puissant Groupe financier du secteur public
recherche pour son DEPARTEMENT FINANCIER

AUDITEUR

diplômé : H.E.C. - ESSEC, Ingénieur, ayant une expérience professionnelle d'audit de 3 ans minimum dans un Groupe important, un cabinet d'Audit ou d'expertise comptable. Cet auditeur sera chargé d'effectuer des missions de contrôle et d'audit dans les services de la Société (ou ses filiales) notamment dans les implantations régionales opérationnelles.
Il pourra ultérieurement accéder à des postes d'encadrement au sein de services fonctionnels ou opérationnels.
Poste basé à Paris, mais déplacements fréquents et parfois prolongés en province, à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 2752 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/OIC TRANS.

LA COMMUNICATION ACTIVE PAR LE JOURNAL D'ENTREPRISE

Vous avez une expérience de journalisme.
Vous êtes un homme ou une femme qui ne se réalise pas seulement dans l'analyse, mais qui désire agir pour faciliter la communication interne :

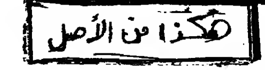
- vous irez à la rencontre du *personnel en unités régionales,*
- vous saurez repérer l'information qui répond aux attentes de l'entreprise dans une perspective de développement des relations sociales.
- vous aurez à gérer des supports d'information.

Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Si vous vous reconnaissez écrivez sous réf. C. 18 (lettre + C.V.) à Danièle GARBIL, RANK XEROX Service Recrutement, 93607 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.

RANK XEROX

Plan Chomics



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Importante société métallurgie
recherche
pour poste ADJOINT à SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

UN CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour :
- gestion et contrôle comptables et administratifs d'entreprises exportatrices du groupe ;
- suivi financier des dossiers d'exportation (crédits spécialisés à l'exportation, assurances Coface).

Sont souhaités :
- diplôme d'enseignement supérieur ;
- quelques années d'expérience dans l'expertise comptable ;
- connaissance de l'anglais et de l'allemand.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à n° 89.376 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

ANSWARE

THOMSON-CSF INFORMATIQUE
recherche
dans le cadre de son expansion

ingénieurs ou universitaires informaticiens diplômés

pour participer au développement de projets industriels sur :
MINI-ORDINATEURS ou **MICRO-PROCESSEURS**

Adressez sous référence DCA 112 S votre C.V. détaillé et prétentions à Françoise TISON
ANSWARE
135 rue de la Pompe - 75115 Paris
Tél. : 502.10.00

INGÉNIEURS INFORMATIQUE
1) DÉBUTANTS
École ingénieurs (options informatique ou ET))
2) 3ANS EXPÉRIENCE
mini en SSCI ou constructeur connaissant micro-ordinateur temps réel, télé-informatique nouv. réseaux (X25 souhaité). Adr. C.V., BRITT France ETT, 12, rue Blanche, PARIS-9°. Tél. pour rend.-vs 526-37-84.

LE BUREAU VÉRITAS
recherche pour la division réglementation, développement et recherches de ses services maritimes

UN INGÉNIEUR
EN CONSTRUCTION NAVALE DÉBUTANT ENSTA ou ENSM
Bonnes connaissances en programmation FORTRAN et BASIC, anglais parlé et écrit pour contrôle de dossiers de stabilité, calculs et études spéciales de stabilité de navires, engins flottants, etc., maintenance et développement des moyens informatiques du département.

Écrire avec C.V., photo et prétentions sous référence n° 6 A, BUREAU VÉRITAS, Service Maritime D.R.D., 31, rue Henri-Rochefort, 75017 PARIS.

LE BUREAU VÉRITAS
recherche pour la division réglementation, développement et recherches de ses services maritimes

UN ASSISTANT D'INGÉNIEUR
diplôme IUT ou de technicien supérieur.

Connaissances en programmation, bonnes connaissances de l'anglais pour le contrôle de dossiers de stabilité et assistance technique de calculs de stabilité de navires.

Écrire avec C.V., photo et prét. sous référence n° 6 B BUREAU VÉRITAS Service Maritime D.R.D. 31, rue Henri-Rochefort 75017 PARIS

SESA

Une des toutes premières sociétés françaises d'ingénierie informatique, premier constructeur européen de réseaux de transmissions de données, réalisateur de logiciels dans des domaines d'applications variées, recherche

ingénieurs logiciels HF débutants et expérimentés

Formation Grande École

Ils interviendront suivant leurs affinités ou leur expérience dans des projets faisant appel eux techniques de : ● commutation de message par paquets ● réseaux de transmission de données ● applications temps réel ● gestion transactionnelle ● bases de données et logiciels de base.
Le développement actuel de l'entreprise offre de réelles opportunités de carrière.

Envoyer C.V. sous réf. 015 LM
SESA - Direction du Personnel, 30, quai de Dion-Bouton, 92806 PUTEAUX

Emplois et Carrières

TRT TÉLÉCOMMUNICATIONS RADIOÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES
recherche

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour le suivi d'affaires et la vente de matériels avioniques en France et/ou à l'étranger.

- Bonnes connaissances en électronique.
- Pratique courante de l'anglais.
- Expérience commerciale indispensable.

Lieu de travail : PARIS SUD.

Adresser C.V. à T.R.T. 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

UNE SOCIETE D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS EN FORTE EXPANSION
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour PARIS, son

CHEF DE RECOUVREMENT CONTENTIEUX

Il sera chargé, avec l'aide d'un Agent Administratif :
- du suivi de l'arriéré clients en liaison avec les agences commerciales et la comptabilité,
- de la remise au contentieux des clients douteux.

Le poste est placé sous la responsabilité directe du Chef Comptable.

Nous recherchons un homme de forte personnalité ayant, au minimum, 3 ans d'expérience dans cette fonction.

Nous souhaiterions également qu'il ait la pratique des contrats chantiers.

Adresser lettre manuscrite, C.V., salaire actuel, *prétentions et photo sous* No 88925 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
filiale d'un très grand Groupe français
recherche

Chef département informatique

responsable d'une équipe de 20 personnes, il devra concevoir un plan informatique et en assumer les applications dans les domaines industriel, commercial et administratif, en vue de l'implantation de méthodes *de gestion nouvelles.*

La fonction exige des responsabilités antérieures au moins équivalentes.

Lieu de travail : Paris dans un premier temps, puis à 100 km de Paris à l'horizon de 2 ans.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2517
EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
recherche pour son ETABLISSEMENT D'EVRY (91000) dans le cadre du programme ARIANE

PLUSIEURS INGENIEURS

DIVISION ETUDES ET DEVELOPPEMENT

1/ *Réf. ED. 81.01*
Département propulsion
- ayant quelques années d'expérience pour exercer des activités dans les domaines :
  - des études de la combustion des moteurs fusées
  - de la modélisation des phénomènes
  - de la définition et de l'exploitation des essais de chambres de combustion.

2/ *Réf. ED. 81.02*
Département Etudes Générales
- ayant quelques années d'expérience
Il sera chargé d'étudier des performances, de trajectoire et de guidage pour :
  - les phases d'avant-projet et de développement des lanceurs
  - les prévisions et les exploitations des vols ARIANE.

3/ *Réf. ED. 80.27*
Département Systèmes électriques
- ayant une expérience industrielle de 3 ans minimum

Il sera chargé de l'étude et du développement sur les véhicules spatieux :
- des systèmes d'alimentation
- des systèmes séquentiels et pyrotechniques
- du système câblage.

Pour ce poste, la connaissance de la langue anglaise est indispensable.

DIVISION QUALITE FIABILITE
- ayant une expérience industrielle (5ans environ), pour :
  - exercer une activité dans le domaine de la QUALITE électronique et mécanique.
  - définition, négociation et gestion des dispositifs QUALITE à mettre en œuvre par les industriels.

La connaissance de l'Anglais est nécessaire et des déplacements sont à prévoir. Expérience QUALITE souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions à :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES
Direction des Lanceurs,
Service du Personnel
Immeuble Helios - rue Baudelaire
91000 EVRY.



SEDOC
SOCIETE EUROPEENNE DE DOCUMENTATION INDUSTRIELLE (Groupe THOMSON)
recherche pour
PARIS et PROVINCE

DES INGENIEURS

électronique, informatique
pour postes

DE REDACTEURS TECHNIQUES

Rédaction de notices techniques sur des équipements *divers à partir d'informations* recueillies chez le constructeur.

Anglais lu indispensable.

Ces postes nécessitant une certaine mobilité, conviendraient à des
INGENIEURS DEBUTANTS OU DES REDACTEURS CONFIRMES.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à J.P. QUENTRIC - SEDOC - Z.I. NORD - B.P. No 6 - 78530 BUC.

CABINET recherche
Ingénieur brevets
(Chimiste, non débutant, libre)

Ecrire sous n° 7971 *le Monde Pub., 5, rue des Italiens,* 75009 PARIS

BANQUE DE DÉPOTS FRANÇAISE
FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche
pour son SERVICE CENTRAL de TRÉSORERIE - PARIS

TRÉSORIER DEVISES

justifiant d'une bonne expérience et parlant l'anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : O.G.B.P. 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS sous réf. 7300 M.

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL A VOCATION INTERNATIONALE
proche banlieue Ouest, recherche pour sa
DIVISION AUTOMATISME

1 TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

Études, essais, mise en route d'automatismes à base d'automates programmables (connaissances en circuits intégrés, *logiques et analogiques et microprocesseurs).*

Titulaire du B.T.S. ou DUT et expérience de 2 à 3 ans dans *un poste similaire.*
Connaissance de l'anglais souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions n° 89.154 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

SOCIETE DE DISTRIBUTION PIECES AUTOMOBILES
Située Sud-Est Paris
Recherche

1 JEUNE COLLABORATEUR COMMERCIAL

Niveau École Supérieure de Commerce ou BTS.
pour assister la direction en marketing et dans la gestion commerciale.
Sens des contacts humains.
Langue allemande indispensable.
Avantages sociaux.

Envoyez C.V. avec prétentions s/réf. 2613 à P. LICHAU SA - BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

---

ingénieur de production

Filiale d'un Important Groupe Français, nos activités concernent la fabrication et la commercialisation de biens de consommation. Nous recherchons un Ingénieur de Production destiné à prendre la responsabilité d'un atelier à feu continu (250 personnes).

De formation Ingénieur en Génie Chimique ou Grande Ecole option Chimie, une expérience de 2 ans minimum de conduite d'atelier est nécessaire.
La préférence sera donnée à des candidats à forte personnalité.

Lieu de travail : 60 km au Nord de Paris.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 43.05/IP/361 à ADEQUATION, 62/64 av. *Emile Zola 75015 Paris.*

Adequation

SFIM
SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
91 MASSY
recherche

INGENIEUR
CONFIRME - POSITION II

Analyste-programmeur temps réel.
Connaissances souhaitées PDP 11 - MITRA MICROPROCESSEURS

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel - B. P. 74 - 91301 MASSY

Publicité Réunies

BRUEL & KJAER FRANCE
Instruments de mesure en Acoustique et Vibrations
recherche

JEUNES INGENIEURS

Diplômés Grande Ecole
avec formation électronique

pour poste
TECHNICO-COMMERCIAL

en *REGION PARISIENNE*

Formation technique assurée en France et complétée par stages au Danemark.
Nous demandons aux candidats :
- solide culture scientifique,
- connaissances souhaitables en acoustique et mécanique des vibrations,
- dynamisme et aisance contacts humains,
- libérés O.M.

Rémunération : Fixe + % *C.A.* + voiture.

Envoyer .CV. détaillé avec photo et prétentions : 38, rue Champoreux - 91540 MENNECY

BUREAU D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
recherche

ÉCONOMISTE - INFORMATICIEN
H/F 65-80.000 F/AN pour

- Interprétation résultats statistiques de branche, suivi de conjoncture, étude financière du secteur (proche de la métallurgie).
- Informatisation des traitements statistiques. Formation : Maîtrise Sciences Eco. ou équivalent + licence ou maîtrise informatique OU expérience 2 ans sur mini-ordinateur. Connaissance matériel WANG 2200 T (BASIC) appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à U.S.T.E.L. - 2, rue Paul-Cézanne, 75008 PARIS

BANQUE PRIVÉE (PARIS-VIIIe)
recherche

CHARGÉS DE CLIENTÈLE GRANDES ENTREPRISES

Il sera demandé à ces collaborateurs :
- de gérer un portefeuille existant de grandes entreprises ;
- de développer cette clientèle.

Les candidats diplômés d'enseignement supérieur devront justifier de très solides connaissances techniques et être susceptibles d'assumer avec aisance des contacts commerciaux de haut niveau.
Une expérience de 5 ans minimum dans une fonction identique est exigée.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. n° T 025.685 M à Régio-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Pharmacien Responsable

Laboratoire pharmaceutique, filiale d'un groupe international recherche pour son siège en Banlieue Parisienne son PHARMACIEN RESPONSABLE, dont les principales attributions seront :
- la coordination du développement des nouveaux produits,
- la mise en forme et la soumission des *données d'A.M.M.;*
- les relations avec les autorités de tutelle.

L'expérience de la fonction est indispensable, ainsi qu'une parfaite connaissance de l'anglais.

Veuillez faire parvenir votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) en précisant *sur l'enveloppe la référence M 609* à



(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA BA

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

arianespace

RECRUTE POUR ·
SA DIRECTION COMMERCIALE D'EVRY

1° - un ingénieur

responsable du Bureau Technique de la Direction Commerciale.

- ayant 5 ans, minimum, d'activité dans le secteur spatial et la pratique courante de l'anglais.

Il sera chargé :
- de la réalisation des dossiers techniques lanceur-satellite
- du contrôle de la configuration de la documentation technique
- de la préparation, des essais et des interfaces lanceur-satellite.

2° - un dessinateur

Niveau IV (études 1 ou 2).

- ayant 1 an minimum de pratique dans le domaine spatial et connaissant l'anglais technique.

Il sera chargé :
- de la réalisation des plans de synthèse et de détail, dans le domaine des applications spatiales,

Envoyer CV et prétentions à :
ARIANESPACE
Direction Administrative et Financière
Rue Charles Baudelaire - 91000 EVRY.

Importante Banque
recherche pour son service

Analyse Financière

Cadre confirmé

De formation HEC, ESSEC, Licence Sciences Economiques, etc... il sera chargé d'animer une équipe de cinq personnes chargées d'études économiques, financières...

Quelques années d'expérience dans une activité similaire sont vivement souhaitées. (Réf. 627 A)

Jeune Diplômé

Débutant ou possédant une première expérience, il aura une formation supérieure. Il se verra confier la réalisation d'études sur des secteurs économiques et des grandes sociétés. (Réf. 627 B)

Lieu de travail : PARIS 2ème.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie à

MEDIA PA
8, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

GROUPEMENT D'ASSURANCES
recherche
pour son département Sinistres

UN TECHNICIEN DU BÂTIMENT T.C.E.
HF

Il sera chargé au sein d'une équipe, de la gestion de dossiers sinistres de la construction à partir de l'exploitation de rapports d'experts.

Le candidat retenu aura au minimum :
- un niveau d'études équivalent à celui du BAC
- une pratique effective de 5 ans de chantiers comme conducteur de travaux.

Aptitude à rédaction.
Poste sédentaire.

Adresser CV, photo et prétentions à n° 2512
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS.

BAHLSEN Production S.A.
recherche pour son siège à Rueil-Malmaison

RESPONSABLE SERVICE COMPTABLE

niveau expertise 130-150 000 F

Rattaché au Directeur Financier, il a la responsabilité d'un service de 7 personnes.
Dynamique, 3 à 5 ans d'expérience, il maîtrise parfaitement la connaissance en secteur industriel des comptabilités générales et analytiques jusqu'aux bilans, ainsi que les questions fiscales.
En outre, le développement rapide des unités de production suppose la capacité d'adapter et de développer un système de gestion très informatisé.
Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 70999 M, à Mlle Marie-Noëlle BODART



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.



MERCEDES-BENZ FRANCE

recherche

CONSEILLERS DE GESTION

pour apporter une aide administrative, financière et comptable auprès de son réseau de concessionnaires.

Les candidats âgé d'au moins 25 ans devront être diplômés d'études supérieures - option gestion comptabilité.

- résidence PARIS
- voiture de service.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
MERCEDES BENZ France
Direction du Personnel - B.P. 100
78150 LE CHESNAY.

BUREAU D'ÉTUDES FINANCIÈRES ET DE CONTROLE COMPTABLE
MULQUIN et ASSOCIÉS
recherche

AUDITEURS EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES

- pour missions France et étranger ;
- déplacements courtes et moyennes durées ;

HEC - ESSEC - ESC - IEP

- DECS apprécié ;
- langue anglaise ou allemande ;
- expérience d'une année en entreprise ou cabinet d'expertise ou service militaire en coopération.

Libre rapidement
Larges possibilités de développement de carrière.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
BEFEC CMS
Département du personnel, 12, rue Margueritte
75017 PARIS, sous référence 3000.

Filiale informatique d'une importante Sté d'assurances recherche un

chef de projet
de haut niveau

pour encadrer une équipe de 15 personnes chargée de la mise en place d'un système comptable et financier en temps réel.

Profil recherché :

- formation supérieure (ingénieur, MIAGE etc...), • 5 à 10 années d'expérience, • connaissances requises : matériel IBM, ASSEMBLEUR, DL/1, • connaissances comptables appréciées.

Envoyer C.V. + photo, sous référence 3263 à

GIE, Service du Personnel
Tour Franklin, Cedex 11
92081 Paris La Défense

média-system

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AÉROSPATIALE
située en région parisienne, recherche

Cadre Administratif

de formation Supérieure, responsable:
- paie informatisée pour 900 personnes.
- contrôle des frais de déplacements.
- organisation des missions (réservation de transports, hôtels, etc.).

Ce cadre aura la responsabilité de l'encadrement de huit personnes.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. sous n° 281/40120. HAVAS CONTACT. 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT



FOSTER WHEELER FRANCAISE
recherche

PROGRAMMEUR
HF

Age 25 ans environ.

Connaissant FORTRAN, COBOL et machine IBM 370.

Possédant un Baccalauréat C ou D et quelques certificats en informatique (Faculté des Sciences ou Conservatoire National des Arts et Métiers).

Parlant et écrivant anglais si possible.

Pour contrat à durée déterminée de 1 an environ.

Adresser candidature manuscrite et curriculum vitae à Sté FOSTER WHEELER FRANCAISE Service Informatique - Boite Postale 214 75024 PARIS CEDEX 01.

Responsable du personnel

110.000 F

Secteur hospitalier - Un établissement privé de la proche banlieue Ouest de Paris, appartenant au secteur hospitalier et prévoyant une croissance importante de ses effectifs dans un proche délai, recherche son Responsable du Personnel. Rendant compte au Directeur, il prend en charge la responsabilité de l'ensemble de la fonction : *recrutement, formation, gestion* du personnel (400 personnes actuellement), législation sociale, liaison avec syndicats et représentant du personnel, information. Ce poste exige de posséder les qualités humaines requises pour la fonction et une première expérience de l'un ou de l'ensemble de ses différents aspects. Envoyer lettre et C.V. complet précisant salaire actuel à C. ROUSSEL - PS CONSEIL 8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Réf. A/228M.

PS Conseil



Jeune ingénieur mécanicien

SOCOTEC REGION PARISIENNE

Le Groupe SOCOTEC (2000 personnes en France *et dans le monde*) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans les milieux de Bâtiment et de l'Industrie. Dans le cadre de notre plan de développement, nous sommes amenés à recruter pour notre Direction Technique, un jeune ingénieur mécanicien. Ingénieur grande école (Arts et Métiers - ENSAM - ECAM - ICAM - ENSM) débutant ou ayant acquis une première expérience industrielle, vous montrerez de l'intérêt pour les problèmes de mécanique appliquée et de R.D.M. Vous assurerez des missions de contrôle technique d'équipements mécaniques et électromécaniques qui vous seront confiées. Des connaissances en informatique seront un atout supplémentaire. Si *cette offre vous intéresse*, adressez votre candidature sous réf. 8101 à P. CANDES Service Emploi et Formation - 3, avenue du Centre 78182 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX.

Importante Société Industrielle engage pour son Centre de Développement de l'Oise

UN TECHNICIEN EN MESURES PHYSIQUES

Diplômé DUT, débutant ou apportant une première expérience.
Le candidat doit aimer le travail en groupe pour pouvoir s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire. Agent d'essai, il participera à la mise au point de produits nouveaux.
Les déplacements sont fréquents. L'anglais technique est indispensable.

Envoyer CV manuscrit s/réf. 1167M à :
SOURCES
16 rue Jean-Jacques Rousseau — 75001 Paris
qui transmettra

Diplômés Etudes Supérieures

Grande Banque privée

recherche pour renforcer ses services financiers et administratifs de jeunes **DIPLOMES ETUDES SUPERIEURES.** (Sciences Po, Droit, Sciences éco...)

Lieu de travail : **PARIS 2ème.**

Merci d'écrire avec CV, photo sous réf. 626 à

MEDIA PA
8, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

---

responsable informatique

Nous sommes un organisme informatique parisien assurant la gestion de 350 établissements répartis sur toute la France.

Le Responsable Informatique que nous recherchons aura pour missions:
- d'assurer le suivi des applications informatiques des établissements (sous-traitance en Batch sur un IBM 370/168),
- d'assurer le transfert progressif sur mini-ordinateurs (actuellement 5 installés, 25 en commande),
- de gérer le site informatique central : acquérir des programmes nouveaux, les adapter, diriger l'équipe (exploitation et études).

Ce poste conviendrait à un homme de 35 ans environ, de formation supérieure (ingénieur ou universitaire) ayant de bonnes connaissances techniques (mini, télétraitement, langages Assembleur et Cobol)

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous réf. 69.07/RI/364 à ADEQUATION, 62/64 av. Emile Zola 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Industrie des matières plastiques - La filiale française d'un important producteur international de produits chimiques et matières plastiques recrute deux Ingénieurs Commerciaux basés à Paris.

Ingénieur commercial confirmé

Il possède une formation technique (mécanique ou matières plastiques) et une bonne connaissance de l'industrie des matières plastiques acquises chez un producteur ou un transformateur. Il est rompu aux *contacts commerciaux.* La clientèle de la Région Parisienne lui est confiée. Réf. A/230M

Ingénieur commercial débutant

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur technique ou commercial ou technicien souhaitant évoluer vers une *fonction commerciale*, il bénéficie d'abord d'une période de formation pratique. Ensuite, il prend en charge une partie de la clientèle parisienne et, la moitié de son temps, prospecte le *Sud-Ouest pour y développer* le volume des affaires. Réf. A/231M

Pour ces postes envoyer C.V. complet précisant salaire *actuel ou prétentions* en indiquant la référence choisie à C. ROUSSEL - PS CONSEIL - 8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16

PS Conseil

Société internationale de service
recherche
pour son bureau de Paris-La Défense

chargés d'études en tarification
H ou F

Les candidats justifieront d'une formation supérieure d'un niveau licence ou maîtrise de préférence en sciences économiques ou gestion.
Une première expérience professionnelle de 1 ou 2 ans sera appréciée.

Qualités requises : esprit de synthèse, capacité rédactionnelle, sens de l'organisation, goût des contacts humains. La formation aux méthodes et techniques de la société sera assurée.

Ensuite les chargés d'études auront la responsabilité de la gestion des dossiers qui leur seront confiés.

Adresser C.V. avec photo et prétentions sous réf. DOSEL *(mentionnée sur l'enveloppe)* à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

I.B.G.
recherchons

JEUNE CADRE

passionné par la micro-informatique, niveau D.U.T., B.T.S. ou équivalent. Bonnes connaissances analyse programmation.

Env. C.V. à I.B.G., 14, place de France, LES FLANADES, 95200 SARCELLES.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LOGEMENTS SOCIAUX
située à PARIS
recherche un

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ÉTUDES ET MONTAGE D'OPÉRATIONS

Une bonne connaissance du financement du logement social (PLA, PAP et RÉHABILITATION) et des procédures administratives sont nécessaires.
Ce poste de cadre nécessite une grande habitude des relations extérieures.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 40124 HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann 75008 PARIS.

Filiale *française*
Société multinationale
n° 1 mondial du pesage industriel
cherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
CHEF DE PRODUIT

- Bonnes connaissances en ÉLECTRONIQUE et ÉLECTROMÉCANIQUE avec formation de TYPE A. et M.
- Première expérience industrielle d'au moins 3 à 4 ans indispensable, si possible en manutention.
- Bonnes notions d'anglais.

Écrire avec C.V. + prétentions sous *référence* TOL 2 à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS 40 bis, av. de Saxe, 75007 Paris.

Importante Société
recherche
pour comptabilité œuvres sociales

COMPTABLES

BON NIVEAU
minimum 2 ans d'expérience

Contrat temporaire 1 an.
Lieu de travail : Paris-9°.
Téléphone 247-50-59.

Filiale française
Société multinationale
n° 1 mondial du pesage industriel
cherche

DIRECTEUR TECHNIQUE
CHEF DE PRODUIT

- Bonnes connaissances en ELECTRONIQUE et ELECTROMECANIQUE avec formation de TYPE A. et M.
- Première expérience industrielle d'au moins 3 à 4 ans indispensable, si possible en manutention.
- Bonnes notions d'anglais.

Écrire avec C.V. + prétentions sous référence TOL 2 à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS 40 bis, av. de Saxe, 75007 Paris.

Importante Société
recherche
pour comptabilité œuvres sociales

COMPTABLES

BON NIVEAU
minimum 2 ans d'expérience

Contrat temporaire 1 an.
Lieu de travail · Paris-9°.
Téléphone 247-50-59.

EMPLOYÉ (E)
pour service

TRÉSORERIE

Bac + anglais indispensable

Envoyer c.v., photo et prétentions
BANK OF TOKYO
4, *rue Sainte-Anne*
75001 Paris.

Bureau d'études
recrute

1) UN INFORMATICIEN ANALYSTE
- 5 ans d'activité sur matériel I.B.M. ;
- expérience I.M.S. indispensable.

2) UN CHARGÉ D'ÉTUDES
3 ans expérience minimum gestion, comptabilité et mini-*informatique PME.*

Ecr. s/n° T025869M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE ASSURANCES INTERNATIONALES travaillant régulièrement dans plus de 40 pays, rech.

HOMME JEUNE

minimum 35 ans, études universitaires, excellent anglais écrit et parlé exigé, connaissance espagnol ou allemand souhaitée. Conviendrait particulièrement à personne ayant expérience substantielle. Crédits documentaires ou aspects financiers des transports maritimes.

Possibilité voyages après stages formation technique.

Ce poste proposé à court terme requiert une excellente éducation, esprit logique et sens des relations humaines tant extérieures qu'intérieures.

Adresser C.V. + photo + prétentions A.M.P. sous réf. n° 2422/NIS 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

TAT — LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES RÉGIONS

RECRUTE

Hôtesses de Bord

LES CANDIDATES DOIVENT NOTAMMENT:

- ÊTRE TITULAIRES DU C.S.S. (Certificat de Sécurité Sauvetage délivré par l'E.N.A.C.)
- PARLER COURAMMENT L'ANGLAIS ET SI POSSIBLE UNE AUTRE LANGUE (ALLEMAND OU ESPAGNOL SOUHAITÉ).
- ÊTRE DE NATIONALITÉ FRANÇAISE OU RESSORTISSANTES DE LA C.E.E.
- AVOIR UNE TAILLE COMPRISE ENTRE 1,60 m ET 1,73 m

DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : 9 MARS 1981

LA COMPAGNIE AÉRIENNE DES RÉGIONS TAT

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo au Service Recrutement P.N.C. B.P. 0237 37002 TOURS CEDEX

P.M.E. dynamique recherche

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Environ 35 ans. Expérience solide comptabilité générale, bilan inclus. Administration et gestion du personnel : Comptabilité analytique, budgets, application sur matériel informatique. Réponse assurée et photo retournée.

Adresser cand. manuscrite, C.V., prétentions et photo, indispensable sous/référence GM2 à I.P.S. BP 53.08.75362 Paris Cedex 08.

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e

recherche

SPÉCIALISTE CRÉDIT DOCUMENTAIRE

5 ans d'expérience minimum

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à : DELORME, N° 850 58, rue de la Victoire, 75009 PARIS, qui transmettra.

Cabinet expertise comptable recherche

ASSISTANT NIVEAU N3

Minimum DECS, études supérieures appréciées, pour surveillance, conseils PME, expertise, possibilité évolution.

Écrire avec C.V., photo et prétentions à

CABINET J.M.

61, r. Cardinet. 75017 Paris.

Centre d'Études banlieue Ouest recrute

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE

Formation : grande école chimie et thèse de Docteur-Ingénieur domaine de la catalyse. Formation complémentaire ENSPM souhaitée.

Env. C.V. et prét. à n° 68.476 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra Paris (1er) qui transm.

CABINET ADMINISTRATION de BIENS (8e) gérance et copropriété recherche

COLLABORATEUR expérimenté

formation juridique et contentieux pouvant accéder à fonction de principal.

Écr. avec C.V. et prétent. s/n° TD25701M à Régie-Presse, 85 bis r. Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE d'ASSISTANCE recherche

CHARGÉS D'ASSISTANCE

Connaissances en mécanique et langues étrangères exigées pour service technique.

Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo à GESA Serv. du pers., 67, bd Haussmann, 75008 Paris.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recrute

DES INGÉNIEURS

ÉLECTRONICIENS INFORMATICIENS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

Pour les divisions suivantes :

- LOGICIEL.
- MATERIEL.
- SYSTÈME.
- MICRO-ÉLECTRONIQUE.
- EXPORT.
- MAINTENANCE.
- SUPPORT.

2 à 5 ANS D'EXPÉRIENCE APTES A DIRIGER ÉQUIPE PROMOTION ASSURÉE RÉMUNÉRATION AU DESSUS DE LA MOYENNE

Envoyer C.V détaillé + salaire actuel sous RÉFÉR. N° 4193 à : PRO MULTIS 47, rue des Tournelles, 75003 PARIS, qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LOGEMENTS SOCIAUX recherche pour son activité de gestion immobilière

UN AGENT ADMINISTRATIF

chargé du suivi des dossiers contentieux des locataires. Une formation juridique et une expérience confirmée de cette fonction sont nécessaires.

Adresser C.V., et prétentions sous N° 040.122 Havas Contact, 156, bd Haussmann, Paris-8e.

T.I.T.N.

Filiale THOMSON CSF INFORMATIQUE recherche

INGENIEUR ÉLECTRONICIEN EXPÉRIMENTÉ

de formation CNAM, pour poste à pourvoir à 40 km Ouest de Paris

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence SHS, 5, rue Gustave-Eiffel 91420 MORANGIS.

Société en pleine expansion recherche pour banlieue Ouest

ANALYSTES PROGRAMMEURS

formation BTS DUT ou équivalence ayant 3 à 4 ans expérience. C.O.B.O.L. Sous DOS-OS apprécié. Anglais souhaité, 5 semaines congés payés.

Adress. C.V. photo et prétentions à CODI 53/66, rue du Général-de-Gaulle. 78300 POISSY.

TECHNICIENS

d'EXÉCUTION expérimentée chauffage, conditionnement d'air. De préfér. de formation MAX-PERRET.

Écrire I.C.E., 58, r. J.-B.-Clément, B.P. 404, 92103 COLOMBES.

S.I. BERTRAND FAURE

usine de

BRIÈRES-LÈS-SCELLÉS 91150 ÉTAMPES

50 KM sud de Paris recherche

PUPITR.-PROGRAMMEUR

IBM 34-MAPICS

une première expérience de programmation est vivement souhaitée, ainsi que la connaissance de langage GAP II. La connaissance du système 34 est nécessaire, ainsi qu'une expérience de pupitrage. Le candidat doit accepter un horaire décalé le matin ou le soir

Restaurant d'entreprise, avantages sociaux,

Écrire ou se présenter à Brières-lès-Scellés, M. LEPAIRE.

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE Région PARISIENNE

CHEF de L'ADMINISTRATION DES VENTES

Formation école de commerce ou ancien officier navigant. Anglais indispensable. Expérience minimum 2 ans dans l'aéronautique de préférence.

140.000 F

Écr. s/référence 288 à SWEERTS B.P. 269 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra

---

PR IMPORTANTE ENTREPRISE SEC.-ŒUVRE PARIS OUEST

ADJOINT

AU DIRECTEUR COMPTABLE

30 ans minimum, bonne formation de base, de préférence bonne expérience comptabilité de chantiers de bâtiment. Connaissance informatique appréciée.

Adresser C.V. + prétentions à A.M.P. sous réf. n° 2410 MS 40, rue Olivier-de-Serres PARIS-15e (qui transmettra).

Entreprise TÉLÉCOMMUNICATIONS recherche

TECHNICIENS ÉLECTRONICIENS

(H. ou F.) débutants ou avec première expérience, titulaire B.T.S. ou D.U.T., Pour :

- ses laboratoires ;
- ses groupes d'essais.

Écrire avec C.V. détaillé à THOMSON C.S.F. Division Faisceaux Hertziens liaisons spatiales, service recrutement, 53, rue Greffulhe. 92300 LEVALLOIS.

TECHNICO-COMMERCIAL

TRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES POTABLES RÉSIDUAIRES

CLIENTÈLE : industries, administrations, bureau d'études.
SECTEUR : partie Ile-de-France + Pays de Loire.
FORMATION : Ingénieur ou technicien supérieur option traitement des eaux.
EXPÉRIENCE EXIGÉE DANS LE TRAITEMENT DES EAUX.

Adr. c.v. + photo + prétent. à

WANSON

B.P. 32 94114 ARCUEIL Cédex.

P.M.E. FAMILIALE LEADER OUTILLAGE TRANCHANT, recherche pour études, entretien et travx. nfs

INGÉNIEUR A.-M.

- Minimum 8 ans expér. en machines-outils, électricité, traitements thermiques.
- Petite équipe à animer.
- Liaisons avec filiales en province (02 et 73).

Envoyer C.V. et prétentions à

SOCIÉTÉ CHALAND

B.P. 54, 93130 NOISY-LE-SEC

Groupe de Presse spécialisée recherche

STANDARDISTE-DACTYLO CONFIRMÉE

Horaire : 9 h/16 h.
Lieu de travail : métro Vaugirard
Envoyer C.V. et lettre manuscrite à Danièle VASSEUR EPROMA 15 sq. de Vergennes 75015 Paris.

COLLABORATEUR ht niveau Écr. M. LAMARQUE 149 rue St-Honoré. Paris 1er qui transmett.

IMPORTANTE ENTREPRISE recherche

INGÉNIEUR

A.M. OU ÉQUIVALENT

Débutant ou qq années d'exp.

pour études et réalisations d'infrastructures de stations de TÉLÉCOMMUNICATIONS

- disponible pour déplacements France et étranger ;
- bonne connaissance de l'anglais.

Écrire avec curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à THOMSON C.S.F. Division faisceaux hertziens, liaisons spatiales Service recrutement, 53, rue Greffulhe 92300 LEVALLOIS.

Importante Société Chimie Industrielle cherche pour compléter équipe

1) Agent techn.-comm.

pour relations avec constructeurs automobiles, contacts et visites, de clientèle.

2) Chimiste compétent

domaine des pâtes P.V.C., colles, produits de revêtements pour carrosseries automobiles. Expér. et spécialisation nécessaires. Adr. C.V. à Sté MIPLACOL, 52, rue de la Concorde, 93270 Sevran.

travail à domicile

Frappe tous styles et documents sur IBM sphère. Travail rapide et soigné. Téléphone : 046-79-98.

Je rédige ou corrige textes littéraires ou autres. Téléphone : 236-88-74.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger :

Australie, Afrique, Amériques, Asie demandez la revue spéciale MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75428 Paris - Cedex 09.

C.V.?

LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE 320 pages 73 de modèles En LIBRAIRIE

secrétaires secrétaires

Contrôle et Prévention

34, rue Rennequin 75017 Paris recherche pour sa

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

SECRETAIRE CONFIRMEE

Ayant formation pratique juridique.

13ème mois - Horaire variable Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à : CONTROLE et PREVENTION sous référence D.A.F. - J.

Très importante société de commerce international située à Neuilly-sur-Seine recherche la

SECRÉTAIRE DE SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Elle :

- a au moins 3 ans d'expérience de la fonction ;
- a une bonne culture générale ;
- parle parfaitement l'anglais ;
- a l'habitude des milieux internationaux ;
- est capable de prendre des initiatives lorsque son patron est en voyage (c'est fréquent).
- Horaires variables. 13e mois. restaurant d'entreprise, avantages sociaux.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo, prétentions s/référence 1188 à SOURCES. 16, rue J.-J.-Rousseau. 75001 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE IMPORT (9e) recherche

SECRETAIRE STÉNODACTYLO

Télexiste, bilingue anglais, expérience dix ans minimum, avantages sociaux, métro Chaussée-d'Antin Adresser C.V. manuscrit sous n° T 028 577 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

SULZER

ENTREPRISE DE GÉNIE CLIMATIQUE recherche pour directeur succursale parisienne

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO

EXPÉRIMENTÉE

Anglais courant nécessaire

Poste situé Carrefour-Pleyel à 93) SAINT-DENIS

Envoyer C.V. manuscr. et prét. Service personnel 16.110 SULZER TOUR AURORE Cedex 5 92080 PARIS-LA DÉFENSE

Important groupe hôtelier recherche pour sa DIRECTION RÉGIONALE

ASSISTANTE

30 ans min., bilingue anglais, bonne sténo. dactylo, bonne présent. et culture générale

Écr s/n° 666 Publicités Réunies 112, bd Voltaire. 75011 Paris

---

Association de logements de Travailleurs migrants recherche pour son SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SECRÉTAIRE BTS

même débutante. Pour seconder secrétaire de direction. Poste évolutif pour candidate motivée, organisée et apte aux Relations humaines.

Salaire départ 4.500 × 13,5

Écrire avec photos réf. 3489 à I.C.A., 3, rue d'Hautevllle 75010 Paris qui transmettra.

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATION DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :

- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans
- les bonnes réponses aux tests.
- La graphologie et ses pièges.
- Les trois types de curriculum vitae. etc.

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

capitaux propositions commerciales

A CÉDER D'URGENCE AFFAIRE BATIMENT 50 PERS. C.A. 600 à 700 000 NF mensuel travaux intérieurs, tout corps état + marchés divers, chauffage, plomberie. Pour traiter 1er contact : 707-15-34.

Prêts hypothécaires P.P. 17 %. Accords immédiats. Rachar. 51, r. Vivienne. 508-04-16.

cours et leçons

JEUNE FEMME bibliothécaire donnerait cours : français, anglais, histoire, géographie, 6e à 4e ou russe, 3e à terminale. Tél. après 19 h : 583-77-98. 5e, 6e, 13e arr. de préférence.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE DE DIRECTION

43 ans, ingénieur avec complément « management », directeur usine (C.A. 150 M F.) secteurs métallurgie et chimie (grande série) relations clients et fournisseurs, recherche poste de direction usine, production, développement, produit, dans importante société ou direction générale P.M.E. Salaire 260.000 F +.

Écrire sous n° T 025.735 M à RÉGIE-PRESSE. 85 bis, rue Réaumur. 75002 Paris.

O.I. 150

+ IDEES RENTABLES

Homme, 30 ans EXPERIMENTE GESTIONNAIRE Excellent organisateur rencontrerait avec plaisir toute personne intéressée pour son travail R.S.V.P.. Le Nat, 37, r. A.-Rozier, 75019.

J.F., 38 ans, licence ès lettres, Formation ISSEC marketing-publicité, cherche poste mi-temps ou temps partiel dans Agence publicité ou Annonceurs région Versailles Paris ou Rambouillet. Écr. s/n° TO25871M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. 42 ans, dynamique en-COURS ETUDES PSYCHO-SOCIAUX. LARGE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE, entreprise secteur social, bonne connaissance anglais, dactylo. intérêt p. recherche prospective étude propositions emploi à partir de mai, mi-temps, possibilité complet durant vacances universitaires.

Écr n° T 025.718 M., R.-Presse. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F 28 ans, licence anglais, 4 ans expérience commerce international, bonne connaissance Extrême-Orient, offre à société dynamique dans le cadre formation intensive attaché commercial export, mission d'études à l'étranger non rémunérée. Téléphone : 880-71-78.

Si vous avez besoin de main-d'œuvre disponible à tout moment, adressez-vous à l'Association Protestante interuniversitaire : 326-77-61.

JURISTE cherche tous dossiers juridiques ou contentieux. Tél. : 257-20-11, heures de bureau.

J.H. 23 ans, DUT fonction pers. + Formation comptable cherche études gestion dans un domaine de la fonction. Écrire s/n° 3192 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune homme D.E.A. EN PHILOSOPHIE expérience enseignement, cherche emploi divers. Écrire M. Packard, 12, rue Péclet. 75015 Paris.

H. 31 ans, D.E.C.S., I.A.E. + juridique, grandes capacités de travail, disponible, déplacements possibles, recherche poste directeur administratif et comptable région : LYONNAISE ou RHONE-ALPES. Écr. n° T 025.718 M., R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre juridique homme 27 ans dess. juriste d'affaires expérience 2 ans droit sociétés, fiscal cherche poste cabinet ou entreprise Paris ou Province. Écrire s/n° 3188 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. P. psychologue trilingue française, anglais, arabe, étudierait toutes propositions. Écrire s/n° 3194 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 23 ans, sérieux, connaissances droit comptabilité cherche emploi stable. Tél. 587-34-65.

MARKETING INDUSTRIEL Dr ingénieur électronicien, grande École, 32 ans, formation sup. économique + certificats mark. industriel, souhaite s'orienter dans cette voie ou fonction commerciale. Connaissances en micro-mini-informatique, hyperfréquence et électronique générale. Écr. s/n° TO25687M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

BILINGUE ITALIEN

Secrétaire comptable commercial, dactylo, expérimentée et compétence, notions d'anglais, très bonne présentation, contrats aisés. Écr. n° T 025.718 M., R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., 28 ans, documentaliste, expérience saisie de données informatiques, bonne dactylo, connaissant l'italien et l'anglais, titres universitaires (doctorat 3e cycle) examine toutes propositions plein ou mi-temps. Écr. s/n° TO25688M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 26 ANS MAITRISE DE DROIT PRIVÉ recherche situation Paris. Tél. : 843-10-66

Philosophe et historien polyglotte, expérience presse, enseignement, relations publiques et étranger. Homme, 30 ans grande disponibilité, étudierait toutes propositions M. GRENON, appartement 58, 28, rue de Paris, 63800 Epinay.

Cadre banque, retraité, 57 ans, dynamique, pouvant voyager, cherche poste temps partiel, étudierait toutes propositions. Écrire s/n° 3203, le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

TRADUCTEUR interprète allem., angl., franc., espagnol, membre S.F.T., étudie ttes propositions. Tél. : 093-02-86/439-52-65.

J. F. 32 ans solide expérience des responsab. dans P.M.E. format. B.T.S. secrétariat direct. rech. poste, réelle collabor. attachée direct. ou profession libér. disponible déplac. pos. 100.000 F/an. Écr. s/n° 1324 M, Régie.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieur diplômé ESTACA, 23 ans, dégagé obligations militaires, cherche emploi dans BE région parisienne, industrie aéronautique de préférence, contacter M. ROUBAIX 9, rue Hémet, 93300 Aubervilliers, tél. : 352-18-48.

LECTEUR-CORRECTEUR 38 ANS Études supérieures, cadre d'édition sér. référ. cherche poste préf. édition. Tél. 589-77-34 ou écrire s/n° 3.202 le Monde Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Coiffeuse D. excell. form. mr par Londres, Genève. Libre rapidem. Mme OUKACI - 52, C.A.B 87410 Palais s/Vienne FRANCE.

J. F. 30 ans, diplôme universitaire, attachée de presse, journaliste, chargée d'information cherche poste à responsabilités, plein temps ou temps partiel Écr n° T 026 733 M., R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

JURISTE 27 ans, licence maîtrise de droit des affaires DESS de juriste d'affaires internationales, 2 ans d'expérience (Chambre de commerce et d'industrie de Paris et syndicat d'employé) recherche poste à responsabilités, cabinet international, entreprises. Écrire . BOUTIN, appart., 492 bis, 78, av. des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

BRÉSIL

cadre ESCP 40 ans résidant Sao-Paulo, profonde connaissance Brésil s'offre à STE. désirant étendre ou créer activité ind. com. ou de service. Anglais et allemand, parlé et écrit Écrire s/n° 3199 le Monde Pub. 5, rue des Italiens. 75009 Paris

J.F. cherche travail, connaissances anglais, yougoslave. Écrire à MOHORCIC, 17 ter, rue Rouget-de-l'Isle, 92800 Puteaux.

formation professionnelle

IFACE

Formation de Formateurs

(stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur ou de conseil dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuée de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'État.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75011 Paris

Tél. 355.39.08 poste 1209

STAGES RÉMUNÉRÉS 1.200 heures

- FERRONNERIE D'ART
- LUMINAIRE

20 ans minimum, motivations sérieuses. Téléph. : 845-01-50.

automobiles achats

PAIE CHER et COMPTANT

R-5, GOLF, 104, BMW

BAYARD. AUTO, 341-44-44, 21, rue de Toul, Paris (12e).

divers

NEUBAUER PEUGEOT-TALBOT

EXCEPTIONNEL !

En mars encore quelques PEUGEOT ou TALBOT AU TARIF DE SEPTEMBRE 80 M. GERARD - 821-60-21.

deux-roues

A VENDRE YAMAHA DTMX 125 JUIN 1980 - 500 km - 5.800 F Access. compris : porte-bagages, casque taille 58 ou 60, antivol. Tél. bur. : 285-72-34 - 8 h-17 h. 61360 EPINAY-SUR-ORGE.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

ALESIA-DIDOT

2 ATELIERS ARTISTES Duplex. 600.000 F. 633-78-87.

MARAIS Authentique imm. XVIIe, diverses surfaces à aménager, haut plafond, greniers, jard. priv. 372-40-18.

URGENT A saisir, 40 m², imm. rénové, asc., 310.000 + travaux. 374-23-23.

5e arrdt

SAINT-MICHEL. Propriétaire vend dble living (3 fenêtres sur rue), poutres, 2 chambres, sur cour, 2 bains, cuis. aménagée, ch. centr. Moquette refait neuf, imm. ravalé 118 m². Prix : 850.000 F. Mardi 14 h à 19 h., 21, r. Harpe.

6e arrdt

SÈVRES-RASPAIL - 354-42-70

220 M2

Caractère - Charme - Soleil.

Montparnasse, Duplex, liv. dble, 2 ch., 120 m² de terrasse, cft. St-Placide Imm. - 222-18-48.

PARC ROYAL - 354-86-10 DUPLEX 100 m² gd standing. **TERRASSE** sur jardin.

Prox. St-Placide 354-85-10 88 m² luxe, asc., box, soleil. **VUE** TOUT PARIS 2 TERRASSES

ODÉON STUDETTE, tout confort, 105.000 F. Tél. 329-84-69.

7e arrdt

54, AVENUE BOSQUET chbre 13 m², 6e étage, ascenseur, 125.000 F. S/pl. mardi 14-18 h. SEFIMA 562-35-05.

DUROC. Etage élevé, S/JARDINS. plein soleil. 2 p., cuis. équipée. moquette raffiné, 450.000 S/place demain 11-18 heures, 74, rue de Sèvres.

9e arrdt

R. PIERRE-SEMARD

210 M2 Magnifique récept. + 3 chambres PROFESS. LIBÉRALES. 2 entrées Tél. : 633-29-17 - 877-38-29.

CONDORCET beau pierre de taille 8 pièces, 195 m², balcon, asc. 1.580.000 F. Tél. 281-33-01.

12e arrdt

BEL-AIR - PORTE-DORÉE Entrée, sé., salon, 2 ch., cuis., w-c, s. bains, chauff. cent., asc., balc. 250.000 F - 307-70-27.

GARE DE LYON Petit 3 Poes, tt cft, 4e étage, calme. 275.000 F - 878-79-55.

AV. GRAVELLE 4 Poes, tt cft, balcon, s/bois. Box. Profess. libérale. 1.150.000 F. Tél. : 348-74-42.

14e arrdt

RÉCENT étage élevé, 4 P. terrasse + loggia 1.380.000 F - Tél. 548-58-16.

METRO : PORTE DE VANVES. Sur square, 4 pièces, 90 m², balcon, 6e, ascenseurs, tt confort, parking sous-sol. Px : 809.000 F. Tél. : 543-77-87 soir.

Porte Châtillon, près facultés. Bel imm. Pptaire vd plusieurs studios, ensolé, cuisine, bains, w.-c., 13 et 28 m². A partir 90.000 F. Refait neuf, 16-19 h, samedi, dimanche, lundi ou 520-13-57, 14, rue Radiguey, Montrouge.

PORTE- D'ORLEANS, 4 poes, sud, 75 m², 6e ss asc. SACRIFIE, tél. : 274-23-23.

15e arrdt

CHOIX DE 4 PIÈCES

E.-ZOLA	1.150.000 F
R. BRANCION	1.100.000 F
MAIRIE 15e	1.000.000 F
R. DESNOUETTES	980.000 F
SÈVRES-LECOURBE	850.000 F

Jean FEUILLADE 566-00-75.

4 P. Tout confort, calme, plein soleil, s/jardin. 850.000 F - Tél. : 579-75-80.

16e arrdt

PASSY ét. élevé, 4 P., imm. pierre de taille 1.380.000 F - Tél. 548-56-18.

CONSEILLER COLLIGNON LUXUEUX APPARTEMENT Double récept. + 8 chambres, SOCIETE AUBRY, 501-88-89.

18e arrdt

GD 2 PIÈCES, cuis., bains, w-c, sans vis-à-vis. Soleil, à rénover. Créd. pptaire - Tél. : 260-26-93.

19e arrdt

Quartier Buttes-Chaumont, 28, rue Ourq. Dans bon imm. Pptaire vend appt 2 poes, entrée, cuis., bains, w.-c., 50 m² + cave. 265.000. Voir 13/15 h. Samedi, dimanche, lundi ou 224-02-86.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY - SAINT-JAMES 240 m² appart. exceptionnel, vaste récept., salle à manger, 4 chambres, terrasse 150 m², chbre de serv., 2 parkings. GARBI — 567-22-88.

NEUILLY SABLONS Luxueux 8 Poes, 2 bns. 200 m², 5e étage sur verdure, soleil, MICHEL & REYL - 265-90-05.

94 Val-de-Marne

St-Maur RER, 2/3 P. 75 m². Gd cft, vue dégagée, 8e ét. Park. 450.000 F. Tél. 290-87-82.

FONTENAY-SOUS-BOIS AVENUE FOCH SUPERBE STUDIO, avec jardin privatif. 250.000. 296-54-70.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRES Louez vos appart. sous 24 heures. Nous garantissons vos loyers. services gratuits. 272-02-82.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 8 ans - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS rech. 1 à 8 p. pr banques et ambassades. Téléph. : 705-54-78.

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 285-11-08.

appartements achats

Jean FEUILLADE, 54, av. de la M.-Picquet, 15e - 566-00-75 recherche Paris-15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

ACHÈTE comptant chez notaire 3-4 Pièces Paris, bon quartier. Mme LEULIER - Tél. 251-38-78 ou le soir : 900-84-25.

Recherche appts 1 à 3 p., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec/ss travaux. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. 873-23-55, même le soir.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, Paris-8e recherche pour sa clientèle étrangère et diplomates, APPTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS. ACHAT OU LOCATION **562-02-37**

appartements occupés

GONCOURT. Dans très bel imm. pierre de taille, ravalé, asc., concierge, 5e ét., 2 p., entrée, cuis., w-c, Poss. bains. Occupé dame seule âgée. Px 150.000. Vr pptaire : mardi de 14 h. 30 à 16 h. 30, 151, rue Saint-Maur.

locations non meublées offres

Paris

TOLBIAC Faculté 3-4 pièces, asc. (sans honoraires). Park. verdure 2.500 F + ch. Tél. 336-17-38.

A LOUER SANS COMMISSION PARIS (16e)

PORTE D'AUTEUIL

Très bel immeuble, pierre de taille, tout confort

STUDIO 22 m² Loyer 1.400 F. Charges 218 F.

STUDIO 58 m² Loyer 2.900 F. Charges 582 F.

2 PIÈCES 74 m² Loyer 3.350 F. Charges 756 F.

2 PIÈCES 74 m² + terrasse privée 176 m² Loyer 4.800 F. charges 786 F.

Pour vis. s'adr. à la gardienne, 126, boulevard Suchet, du lundi au vendredi de 14 h. à 17 h. et samedi de 10 h. à 17 h. Pour renseignements, téléphoner au 589-82-82, heures bureau.

Région parisienne

NEUILLY, avenue du Roule. Bel imm. pierre de t., dble living, 3 chbres, 4.110 F + charges. S.A. LE CLAIR - 359-89-36.

villas

10 KM VERSAILLES

Villa récente 200 m² habitables, séjour 54 m², cheminée, 5 ch., 3 bains. Jardin 800 m². 878.000 F. Tél. 954-68-00.

forêts

MORVAN - Région SAULIEU Bois de chênes 14 ha, 1.200 m³ + 300 m³ divers, bordure route. Société SRMENOU-MARCHAL, 16, r. Carnot, 89200 Avallon. Tél. (86) 34-03-71.

maisons individuelles

Partic. vend MAISON bretonne rénovée à 4 km de Saint-Brieuc, type F4 + garage, buanderie, cour, jardin. Libre à la vente. Prix : 340.000 F. Téléph. : 16 (96) 39-54-66.

bureaux

Loue burx. depuis 100 F/mois

SIÈGE S.A.R.L. ARTISANS CONSTITUTION S.A.R.L. tous services - Tél. : 296-38-74.

VOTRE SIEGE A PARIS VOTRE SIEGE A LONDRES de 80 F à 300 F par mois CONSTITUTION DE SOCIETES G.E.L.C.A., tél. 296-41-13 + 56 bis, rue du Louvre, Paris (2e).

BUREAUX MEUBLES OU SIÈGES DE SOCIÉTÉS

avec secrétariat, tél., télex.

TOUTES DEMARCHES POUR CRÉATION D'ENTREPRISES.

ACTE S.A., 261-80-88 +.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS télex-secrétariat tous services **ASPAC** PARIS-8e 293-80-50 + votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS INSCRIPTIONS R.C.-R.M. DOMICILIATION coût compétitif. AGECO - 294-95-28.

CONSTITUTION DE S.A.R.L. secrétariat téléphonique **TELEX** Domiciliations artisanales et commerciales. Tous services. **355-17-50**

locaux commerciaux

RÉPUBLIQUE

Plein centre Paris, artère principale, 2, bd Magenta, vend murs 930 m² sur 2 niveaux + cave avec 80 m. façade sur 2 rues. Visite tous les jours de 8 h. 30 à 17 heures ou . tél. 200-22-23.

PARIS-12e porte Dorée

cède droit au bail Exceptionnel Façade 60 m./200 m² sur 2 niveaux. Quai couvert pour roulant. Monte-charge 1,5 tonne, chauff. Air comprimé, force. Bur. 300 m. Standard téléphonique 4 lignes, 15 postes. Aménagement décoration 3 ans. Logement gardien 3 pièces. Écr. s/n° TO25531M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

hôtels particuliers

VIIe - SAINTE-CLOTILDE Superbe Hôtel Napoléon III **360 m²** Charme, standing. Dorssay. 548-43-84

NEUILLY URGENT VU DEPART PRIX INTÉRESSANT dans jardin sud 270 m² MAISON état impeccable Cuisine et sanitaires luxueux. Habitation 300 m², grand confort + 100 m² rez-de-jardin.

Claude ACHARD 624-76-97 - 624-53-46.

viagers

Beau studio N.-D.-LORETTES Confort, occupé F. 85 ans. 136.000 F + 1.046 F rente. LODEL, tél. 355-00-44.

Sté spécialiste viagers **F. CRUZ** 8, rue La Boétie Tél. 266-19-00 Prix indexation et garantie. Étude gratuite discrète.

Une meilleure gestion de trésorerie peut augmenter les bénéfices de votre entreprise. Morgan peut vous y aider.

Membre FDIC



Deux de nos spécialistes IMM de Londres chez un de nos clients en Allemagne : P. Muller avec W. Gubert qui dirige IMM à Londres.

Il y a dix ans, le Groupe de Gestion de Trésorerie Internationale de Morgan Guaranty (International Money Management - IMM) innova en aidant les entreprises à améliorer leurs opérations de trésorerie internationale. Depuis, ces opérations sont devenues encore plus complexes et délicates ; et aujourd'hui, la façon de gérer une trésorerie à l'échelle mondiale est le pivot de la rentabilité de l'entreprise tout entière.

Voici comment nous pouvons vous aider.

Le groupe IMM de Morgan continue à être créatif dans ce domaine. Nos spécialistes, installés à Londres et à New York, conseillent de nouvelles techniques qui dépassent de loin le contrôle des liquidités et des risques de change. Nous démontrons comment une meilleure organisation des ressources de trésorerie, intégrées aux autres circuits de l'entreprise, peuvent vous permettre d'optimiser les profits de votre propre trésorerie. Nous vous aidons aussi à mettre en œuvre nos recommandations.

Une analyse complète et objective menée par le groupe IMM se concentrera sur :

La conception. Recevez-vous toutes les informations, internes et externes, dont vous avez besoin ? Quelle est l'efficacité de vos systèmes de prévisions et de budgets ? L'efficacité de vos opérations de trésorerie peut-elle être évaluée séparément de celle des autres secteurs de votre entreprise ?

L'organisation. Quel dispositif sera pour vous le plus efficace ? Comment l'échange des données entre les différents secteurs de votre entreprise doit-il se faire ? Des véhicules financiers particuliers, tels qu'une société de refacturation, sont-ils nécessaires ?

La gestion. Quelle est l'efficacité du contrôle de vos fonds de roulement-pays par pays ? Vos systèmes de gestion de risques de change sont-ils efficaces ? Vos critères d'évaluation de performances favorisent-ils ou freinent-ils votre gestion de trésorerie ?

IMM a déjà travaillé avec plus de 300 directeurs financiers de sociétés. Aujourd'hui, notre approche globale de la gestion de trésorerie reste unique, que ce soit pour conseiller de New York une société américaine ou de Londres une entreprise multinationale d'Europe ou d'Extrême Orient.

Qui peut vous aider ?

Pour en savoir plus sur l'aide que nous pouvons vous apporter, prenez contact avec l'un des bureaux de la Banque Morgan à travers le monde ou avec Walter Gubert, Vice President, Morgan Guaranty Trust Company, 1 Angel Court, London EC2R 7AE.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris, tél : 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

Le Monde

économie

AGRICULTURE

LA CONVENTION NATIONALE DU P.S.

M. Mitterrand s'engage en faveur de l'exploitation familiale des offices et de prix garantis en fonction des volumes de production

Le parti socialiste a tenu samedi 28 février une convention nationale consacrée à l'agriculture. A l'issue de cette rencontre, M. François Mitterrand a fait une déclaration, dans laquelle le candidat à l'élection présidentielle définit la *politique agricole* qu'entend suivre le parti socialiste. Il propose trois objectifs : une mobilisation pour une revalorisation de 15 % des prix agricoles le 1er avril ; le respect intégral du traité de Rome et l'adoption d'une série de douze mesures propres à garantir le revenu et à répondre aux besoins essentiels des agriculteurs.

Après M. Chirac qui s'était adressé au monde agricole le 19 février à Limoges (« le Monde » du 21 février), M. Mitterrand prend à son tour position pour « la promotion et la prospérité de l'exploitation familiale et la mise des agricultures française et européenne au service des peuples afin de réduire la faim dans le monde ».

Cette déclaration du dirigeant socialiste *constitue une victoire* pour MM. Pierre Joxe et Bernard Thareau, l'ancien et l'actuel responsable du *secteur agricole* au sein du P.S., non pas tant sur la ligne défendue car les propositions des socialistes *ne sont pas nouvelles, mais bien* sur la prise en considération par l'ensemble du parti de l'importance économique et politique de l'agriculture en France. D'ailleurs M. Mitterrand a pris soin de préciser que sa déclaration résultait d'un travail de synthèse auquel ont collaboré les membres de la commission agricole, les parlementaires européens, Mme Cresson, MM. Josselin, Pisani et Sutra, ainsi que ses conseillers personnels. Il a *cité MM.* Attali et Bérégovoy.

« Là comme ailleurs, le redressement national est impérieux »

Après avoir cerné l'agriculture française telle qu'elle résulte des chiffres officiels (disparition du quart des exploitations en dix ans, augmentation de la superficie moyenne de 18,8 hectares à 23,4 hectares, deux exploitations à temps complet sur trois, augmentation annuelle de la productivité de 10 % depuis trois ans, diminution du revenu de 0,4 % par an depuis 1976), M. Mitterrand a exposé trois objectifs :

● *« Mobiliser l'opinion pour que le gouvernement français résiste à ses partenaires européens et obtienne les 15 %* [d'augmentation des prix agricoles] *sans lesquels notre agriculture se viderait de sa substance. »*

● *« Appliquer strictement le traité de Rome sous sa triple exigence : préférence communautaire, solidarité financière, unité des prix et marchés, sinon l'Europe se brisera. »*

Après avoir évoqué les importations sans prélèvements aux frontières de la Communauté qui désorganisent le marché, et la substitution par les grandes sociétés, certaines disposant de capitaux publics, d'huiles, de matières grasses et de soja aux productions nationales, M. Mitterrand a déclaré : *« En quoi l'agriculteur breton ou limousin est-il responsable des incapacités de Paris et de Bruxelles ? Ne pouvant jusqu'ici exporter les surplus, on a puni les agriculteurs en inventant la taxe de coresponsabilité. »* Sur l'Europe encore, M. Mitterrand s'est écrié : *« Qu'est-ce que cette soumission de M. Giscard d'Estaing aux prétentions de Mme Thatcher, qui a gagné sur toute la ligne avec la signature de l'accord impossible du 30 mai dernier ? »*

« Partisan du Marché commun agricole, qui ne pourra s'élargir que si sont respectés les préalables posés par les socialistes, je n'en suis que plus libre, a poursuivi le candidat à la présidence, *pour lancer cet avertissement : le laisser-aller, le jeu des influences, souvent extérieures à la Communauté, le manquement aux règles du traité, risquent de remettre en cause l'institution elle-même. »*

Enfin, M. Mitterrand souhaite que soient institués les offices européens de régulation du marché qu'il propose sur le plan national.

● En troisième lieu, M. Mitterrand propose *« une série de douze mesures propres, d'une part, à revaloriser et à garantir le revenu agricole, d'autre part, à prendre en compte les besoins essentiels des agriculteurs »*.

1) Des prix garantis à la production *« par produits ou groupes de produits, tenant compte des coûts de production et du travail. Ces prix seront assurés dans le cadre du quantum, c'est-à-dire de quantités au-delà desquelles ils seront soumis aux règles du marché »* ;

2) Une telle garantie *« suppose une organisation des marchés par offices de produits ou groupes de produits ». « Les interprofessions mises en place par le pouvoir, CNIEL pour le lait, ONIBEV pour la viande, ONIVIT pour le vin, se soldent toutes par des échecs. Il faut les réformer »* ;

3) *« La lutte contre la spéculation foncière par la création d'offices fonciers cantonaux que géreront les agriculteurs eux-mêmes »* ;

4) *« Le respect du statut du fermage et la limitation des cumuls »*, avec aussi la création de baux de carrière pour assurer la sécurité de l'exploitant et de sa famille ;

5) *« Le développement de la recherche agronomique et biologique et de l'industrie agro-alimentaire nationale en coopération avec les organisations professionnelles de l'agriculture »* ;

6) *« La production des consommations intermédiaires* (engrais, protéines) *»* ;

7) *« La réorganisation des circuits de distribution »* ;

8) *« L'extension aux agriculteurs des avantages sociaux reconnus aux autres travailleurs. Toute référence à une surface minimum d'exploitation pour l'application du régime social agricole sera supprimée. »* Les femmes d'agriculteurs bénéficieront d'un statut de conjoint d'exploitant. Effort particulier pour l'instruction et la formation des enfants d'agriculteurs. *« Le doublement de l'aide à leur installation sera décidée »* ;

9) La remise en chantier de l'assiette de cotisations sociales, afin que celle-ci ne *« repose plus sur l'injuste revenu cadastral »* ;

10) L'allégement du trop lourd endettement. *« On réorientera les activités du Crédit agricole vers l'agriculture, l'artisanat et la vie rurale »* ;

11) *« Le réaménagement de l'espace rural en s'appuyant sur la décentralisation régionale et locale »* ;

12) *« L'incitation au développement du mouvement coopératif agricole »* ;

M. Mitterrand a conclu ainsi : *« Les socialistes, qui, dans le passé, ont été les promoteurs de grandes réformes telles que l'office du blé, mis en place par Léon Blum, et le statut du fermage et du métayage de Tanguy-Prigent, ont la volonté de réaliser deux grandes ambitions nationales : la défense de l'exploitation familiale, sa promotion, sa prospérité et le maintien de la population active ; la mise de l'agriculture française et européenne au service des peuples afin de réduire la faim dans le monde. Ainsi nous ferons de l'agriculture une arme de paix. La France est riche de son agriculture, mais elle laisse dépérir ses agriculteurs. Ce serait pour l'avenir une lourde erreur que de sacrifier à des intérêts à court terme ce potentiel considérable. Là comme ailleurs un redressement national est impérieux. »*

« Ne plus perdre un seul actif »

L'engagement du P.S. : « *ne plus perdre* un *seul actif en agriculture* », comme l'a déclaré M. Joxe, nécessitera certainement des transferts financiers importants vers le secteur agricole. « *Le mal est si grand, que les mesures les plus rapides prendront du temps pour renverser la tendance* », a expliqué M. Joxe. La défense de l'exploitation familiale, le maintien de *la population* active en milieu rural, l'aménagement, sont autant de thèmes de campagne défendus par l'ensemble des *courants politiques. S'il est vrai qu'en* dépit du discours, le gouvernement actuel a peu fait pour inverser la tendance de l'exode rural, le moment venu le problème se posera pour le parti socialiste de savoir concilier, tant à Paris qu'à l'Assemblée de Strasbourg, ses choix budgétaires en faveur de l'agriculture, avec ceux des autres secteurs de l'économie.

Quant aux moyens préconisés par le parti socialiste, des offices par produits, des offices fonciers, une politique des prix garantis fondée sur des volumes de production, ils *ne sont précisément, selon M. Bernard* Thareau, que « *des moyens* ». Le délégué national du parti socialiste pour les questions agricoles s'en est pris à M. François Guillaume, le président de la F.N.S.E.A., l'accusant d'avoir déformé lors du récent congrès de la centrale syndicale (*le Monde* du 28 février) les propositions du parti socialiste sur la réforme de la politique agricole commune et les quanta. Selon M. Thareau, la lourdeur du système dénoncée par M. Guillaume ne serait pas pire que la complexité des systèmes actuels de fixation des prix ; mais cette complexité-là est acceptable aux yeux de M. Guillaume « *car elle perpétue les inégalités* ». Quant aux offices fonciers ou de produits, « *nous n'avons pas peur, nous, d'une réelle démocratie locale* », s'est exclamé M. Thareau.

M. Joxe fut quant à lui beaucoup plus brutal : les dirigeants de la F.N.S.E.A., qui se disaient apolitiques, étaient soit des hâbleurs, soit des *menteurs. M.* Debatisse qui se targuait de révolution silencieuse était un hâbleur qui parlait beaucoup et qui a retrouvé le silence depuis qu'il est au gouvernement. M. Guillaume est lui : « *à la fois un hâbleur et un tricheur.* On *n'a pas le droit de tricher comme il l'a fait* ». De fait, que M. Guillaume roule aujourd'hui pour M. Chirac ne semble guère faire de doute. Les *socialistes ont choisi de dénoncer* l'engagement dans les rangs de la majorité des leaders « *apolitiques* » de la F.N.S.E.A., ce qui peut avoir deux conséquences contradictoires : soit les adhérents de la plus grande centrale paysanne resserrent leurs rangs, soit les opposants à la direction actuelle, à l'intérieur mais surtout à l'extérieur relèvent la tête. Réponse le 26 avril. — J. G.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou Dép. —	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou Dép. —	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou Dép. —	SIX MOIS
$ E.-U. ..	5,0550	5,0800	— 170	— 150	— 295	— 265	— 825	— 720
$ can. ...	4,2010	4,2070	— 150	— 110	— 275	— 236	— 650	— 526
Yen (100)	2,3885	2,3940	+ 75	+ 105	+ 175	+ 215	+ 550	+ 630
DM	2,3490	2,3550	— 60	— 35	— 70	— 40	— 10	+ 70
Florin ...	2,1230	2,1280	+ 20	+ 45	+ 88	+ 85	+ 230	+ 300
F.B. (100)	14,3605	14,3915	— 30	+ 85	— 88	+ 90	— 380	+ 210
F.S.	2,5425	2,5495	+ 85	+ 115	+ 160	+ 190	+ 555	+ 680
L. (1 000)	4,8784	4,8870	— 215	— 150	— 440	— 360	—1300	—1095
£	11,0145	11,0360	— 170	+ 75	+ 35	+ 155	+ 885	+1175

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	13 5/8	14 3/8	14 3/8	14 7/8	14 1/8	14 5/8	13 1/8	13 5/8
$ E.-U. ..	15 3/4	16	18	16 3/8	16 7/16	16 13/16	17	17 3/8
Florin ...	9 1/2	10 1/4	10 3/4	11 1/2	10 7/8	11 5/8	11	11 3/4
F.B. (100).	9 3/4	11 1/4	12 1/4	13	13	13 3/4	13 1/4	14
F.S.	6 7/8	7 3/8	8 5/8	9 1/8	8 7/8	9 3/8	8 7/8	9 3/8
L. (1 000).	14 3/4	18 1/4	17	18 1/2	17 1/2	19 1/4	18	19 1/2
£	15 3/4	17 1/4	13 3/8	10 3/8	12 0/8	13 3/8	13	12 3/4
Fr franc	11 7/8	12 3/8	12 1/2	12 3/4	13 1/2	13 3/4	13 5/8	13 7/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

Chez Corning-France grève contre les contrats temporaires

Un conflit du travail a lieu depuis une quinzaine de jours à l'usine Corning-France à Bagneaux-sur-Loing, dans la région de Nemours (Seine-et-Marne). Il a été marqué notamment par l'occupation durant plusieurs jours de l'une des quatre usines de la ville, l'usine D. Ces derniers jours, cette occupation présentait un caractère relativement symbolique puisque les ouvriers grévistes, tout en restant sur place dans les ateliers, n'empêchaient pas les ouvriers non grévistes de venir travailler. De son côté, la direction n'a pas demandé aux pouvoirs publics l'exécution d'une ordonnance prise en référé il y a une semaine par le tribunal de Fontainebleau concernant l'évacuation de l'usine.

Parallèlement, un mouvement de grève de solidarité semble être *suivi par environ* 70 % du personnel (les usines Corning-France emploient environ deux mille personnes à Bagneaux). Enfin, plusieurs manifestations se sont *déroulées* ces derniers jours dans les rues de Nemours.

Le conflit, qui s'accompagne de négociations, a été provoqué par plusieurs motifs. Les employés en grève, *soutenus* par les sections C.G.T. et C.F.D.T., demandent tout d'abord qu'un certain nombre de contrats temporaires soient transformés en embauches définitives. La direction, de *son côté*, fait valoir qu'elle ne peut pas, par des embauches définitives, alourdir une situation de l'emploi « *restée préoccupante* » et que le recours aux *contrats temporaires demeure « la seule voie raisonnable »*. Elle ajoute que cette solution permet, sans arrêter prématurément des activités déclinantes, de lancer des *fabrications* nouvelles et d'attendre les réactions du marché.

Les syndicats, d'autre part, s'inquiètent de la menace de licenciements pesant sur un certain nombre de travailleurs de l'entreprise jugés inaptes par la médecine du travail à accomplir des tâches pénibles ou à effectuer le *travail* au rythme des 3 × 8.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● *Olivetti va prendre une participation dans Data Terminal System (D.T.S.).* — D.T.S. est une société américaine spécialisée dans les caisses enregistreuses électroniques et les terminaux points de vente. Elle détient environ 10 % du marché américain pour ce type de matériels et possède une filiale en Allemagne fédérale.

L'accord avec Olivetti prévoit, moyennant le versement de 10 millions de dollars, que le groupe italien prendra une participation importante, quoique minoritaire, dans D.T.S. et la reprise de sa filiale allemande.

● *Une nouvelle usine à Ajaccio.* — La société MC 2 (matériaux composites), en cours de création, a décidé de s'installer à Ajaccio où elle créera une centaine d'emplois d'ici à la fin de 1983. Elle y installera son siège et une unité de production de pièces en matériaux composites qui sera mise en service sur la zone industrielle d'Ajaccio au milieu de 1982. La prospection de candidatures commencera *dans les deux départements* de la Corse vers la fin de 1981.

Agriculture

● *Manifestations viticoles.* — Le comité régional d'action viticole du Languedoc a décidé de manifester le 7 mars lors de la venue à Montpellier de M. Méhaignerie. *D'autres actions* sont prévues dans le courant du mois, dont la forme n'a pas été arrêtée. Les viticulteurs protestent contre la diminution des revenus, essentiellement due à l'augmentation des importations de vin italien. — *(A.F.P.)*.

Energie

● *Accord de troc entre l'Algérie et la Colombie.* — L'Algérie et la Colombie viennent de conclure un accord commercial portant sur l'échange de pétrole contre des produits alimentaires. La Colombie fournira, pour une valeur annuelle d'environ 150 millions de dollars, du café, du tabac, du riz, du cacao, du sucre, du coton et des bananes, et recevra en échange des hydrocarbures algériens. — *(A.F.P.)*

● *Le Nigéria* va fournir du pétrole brut à British Petroleum pour un montant d'environ 130 millions de dollars afin de compenser la nationalisation des actifs nigérians de la compagnie pétrolière britannique le 1er août 1979. — *(A.F.P.)*

Etranger

● *Grande-Bretagne : poursuite des dénationalisations.* — Le gouvernement britannique se prépare à offrir aux investisseurs privés la *moitié* du capital de la société d'Etat Cable and Wireless, qui assure l'installation et la maintenance des services des télécommunications dans une trentaine de pays. Cable and Wireless dégage régulièrement des bénéfices (660 millions de francs en 1980). — *(A.F.P.)*

Social

● *La C.G.T. et l'élection présidentielle.* — Le syndicat C.G.T. de l'ONIC (Office des céréales) demande à la centrale l'ouverture d'un *« débat démocratique »* sur l'orientation de la direction confédérale. Celle-ci n'a pas répondu à sa demande réclamant la publication, dans l'organe de la C.G.T. d'un texte critique sur les positions récentes des dirigeants.

● *M. Maire pour une « conception pluraliste de l'unité d'action ».* — Le secrétaire général de la C.F.D.T. a déclaré samedi 28 février, à Saint-Lô (Manche) que *« la priorité accordée aux objectifs et la défense d'une conception pluraliste de l'unité sont les deux conditions d'un retour à l'unité d'action ».* M. Maire, qui présidait le congrès régional des militants de Basse-Normandie a estimé qu'il fallait *« être « maso » pour dire que la C.F.D.T. est la responsable de la désunion syndicale actuelle ».* Il en a au contraire rejeté la responsabilité sur la C.G.T. qui, a-t-il dit, *« s'enferme dans une conception trop limitée de l'unité ».* Le leader de la C.F.D.T. tire de ces rapports *difficiles un bilan peu positif. « Ces difficultés ont des conséquences désastreuses pour la combativité. »*

● *Vitry : assises locales pour la solidarité avec les travailleurs immigrés* : des assises locales pour la solidarité et l'amitié entre les travailleurs et les familles de toutes nationalités se sont déroulées samedi 28 février, à Vitry (Val-de-Marne), organisées par les élus socialistes de Vitry, le groupe des femmes Ivry-Vitry, l'Union locale de la C.F.D.T., la LICRA, la Ligue communiste révolutionnaire, le parti communiste marxiste-léniniste, le P.S.U., « Radio-Clameur » et l'association « Rock against police ». Quelque trois cents participants se sont réunis en différents groupes de travail pour étudier les problèmes posés à l'école, aux femmes immigrées, *dans le travail, le logement* et le cadre de vie pour les travailleurs étrangers.

● *Le chômage à Paris : 2 700 demandes d'emploi par jour ouvré,* ce chiffre n'avait jamais été atteint. Le GARP (Groupement des Assedic de la région parisienne) précise que les Assedic ont reçu 56 680 nouveaux dossiers en janvier, soit + 27,6 % par rapport à janvier 1980 (44 421). A la fin de janvier, le total des bénéficiaires était de 232 958 (contre 222 072 fin décembre), soit + 25,4 % par rapport à fin janvier 1980 (185 760).

AFFAIRES

L'aggravation de la crise de la sidérurgie européenne amène les Etats à multiplier leurs aides financières

La crise de la sidérurgie européenne s'aggrave. La dégradation de la *conjoncture* a annulé, en partie, l'effet des mesures de sauvegarde prises à l'automne par la C.E.E. au titre de l'article 58 du traité de Rome. Pour éviter des effondrements spectaculaires, les Etats sont de plus en plus souvent amenés à multiplier leurs aides financières. C'est vrai en Italie, en Grande-Bretagne, mais aussi en France, en Belgique et en R.F.A.

Face à cette situation, la Commission de Bruxelles s'efforce de définir une nouvelle stratégie. Dans une interview à la revue britannique « Metal Bulletin », M. Davignon, commissaire européen chargé de l'industrie, a déclaré que « les chances sont bonnes d'un retour à un système volontaire à la fin de juin », date à laquelle prend fin l'état de crise manifeste. Cet optimisme n'est guère partagé par les professionnels.

Une anarchie suicidaire

De notre envoyé spécial

« Elle a vécu, Myrto, la jeune Tarentine.
Son beau corps a roulé sous la vague marine...
Oiseaux chers à Théthys, doux alcyons, pleurez... »

Tarente. — Pauvre André Chénier ! S'il voyait aujourd'hui Tarente, ce joyau de la colonisation hellénique sur les bords de la mer Ionienne, dont l'admirable musée conserve, après plus de deux mille ans, la trace éblouie !

En 1959, soucieux de procurer du travail aux habitants d'un Mezzogiorno déshérité, le gouvernement italien décida d'y implanter un complexe sidérurgique géant. Aujourd'hui, alimentés en minerai de fer et en charbon par d'énormes cargos que l'on aperçoit ancrés au large, les cinq hauts fourneaux et les cokeries répandent leurs volutes de fumée sur le golfe.

Dans la plus grande aciérie de la péninsule et d'Europe, 21 000 personnes élaborent la quasi-totalité de la fonte italienne et des tôles plates laminées à chaud, avec une production avoisinant 9 millions de tonnes d'acier sur les 25 millions fabriquées en 1980 au-delà des Alpes.

Et pourtant, cette usine ultra-moderne, dont la productivité est une des meilleures de la C.E.E., est en faillite ! Ou, du moins, « était », car le gouvernement italien vient de la renflouer *in extremis*. C'est que la société d'État Italsider (53 000 personnes), dont le principal actif est le complexe de Tarente, faute d'une dotation en capital suffisante, a *dû emprunter massivement* et croule sous le poids d'un endettement énorme, qui lui coûte annuellement 16 % d'un chiffre d'affaires approchant 20 milliards de francs et, s'ajoutant à la chute des cours de l'acier, lui a fait perdre 1,26 milliard de francs en 1979 et 2,5 milliards de francs en 1980.

Depuis des mois, ses dirigeants réclamaient à l'État un moratoire pour ses dettes ou une augmentation de capital assortie de *nouveaux crédits. Faute de les* obtenir, le président, M. Puri, avait donné sa démission en janvier dernier. Allant plus loin, le nouveau directeur général, M. Magliola, « *constatant* » que la trésorerie de la société était asséchée, après le refus des banques de consentir des crédits supplémentaires, annonçait au personnel que la paie de février 1981 serait amputée de 30 % si le gouvernement ne faisait pas un geste. Immédiatement, les syndicats, alliés objectifs de la direction, déclenchaient la grève, et Rome cédait : le ministre des participations d'État, M. de Michelis, a envoyé jeudi dernier un chèque de 140 millions de francs pour assurer la paie intégrale du personnel d'Italsider et annoncé que son gouvernement allait consacrer 30 milliards de francs au redressement financier de la sidérurgie italienne, en subventions et en prêts.

L'Allemagne aussi

La semaine précédente, le gouvernement de Mme Thatcher se résolvait à accorder à l'entreprise nationalisée British Steel Corporation (B.S.C.), en faillite virtuelle depuis deux ans, une aide massive qu'il espère définitive : près de 10 milliards de francs de nouveaux crédits, 28 milliards de francs de mars 1980 à mars 1982, plus l'annulation de 29 milliards de francs de dettes. Vertigineux !

En Belgique, ce n'est un secret pour personne que le Trésor public a dû consentir d'urgence un prêt à la sidérurgie wallonne, Hainaut Sambre et Cockerill, pour lui permettre d'assurer l'échéance du 31 décembre 1980.

En France, les comptes d'Usinor, qui se redressaient au milieu de l'année dernière, sont retombés dans le rouge, Sacilor perd un nouveau milliard de francs en *1980. Les crédits publics pour les* investissements ayant servi à combler les déficits d'exploitation, l'État, qui, depuis le sauvetage de l'automne 1978, rembourse déjà les dettes de la sidérurgie à hauteur de 2 milliards de francs annuels pendant au moins cinq ans, va devoir ajouter de nouveaux milliards aux 4,5 milliards qu'il a avancés en 1979 et en 1980 quasiment à fonds perdus, pour financer ces investissements.

En Allemagne fédérale, ce bastion du libéralisme, la sidérurgie sarroise, à nouveau en difficulté, a obtenu du Land de Sarre et du gouvernement fédéral de Bonn un crédit supplémentaire de 700 millions de francs pour lui éviter un dépôt de bilan.

Cette situation catastrophique est due, on le sait, à une surproduction généralisée face à une sous-consommation non moins généralisée et à une chute des prix, qui a conduit la Commission de Bruxelles à décréter, à l'automne dernier, l'« état de crise manifeste » prévu par l'article 58 du traité de Rome.

Un contingentement de la production a été imposé, avec des réductions trimestrielles progressives (14 %, 20 % et 25 % du 1er octobre 1980 au 30 juin 1981, tandis que des relèvements de prix étaient institués au 1er janvier et au 1er avril 1981.

L'Allemagne fédérale, gardienne du libéralisme, avait exigé que ces mesures prennent fin le 30 juin prochain la Commission espérait, au demeurant, qu'elles suffiraient à réduire l'offre, et donc à relever les prix.

Or, quatre mois avant l'échéance, la conjoncture « replonge » sur les marchés européens de l'acier, avec, en particulier, une nette dégradation de l'économie ouest-allemande. Au début de 1981 on tablait sur la fin d'un déstockage qui avait fait chuter les cours : or les stocks sont toujours trop élevés, car la demande a encore fléchi, notamment dans l'automobile (20 % des achats de métal) et le bâtiment. Conséquence, si l'offre d'acier a pu être réduite, les prix, après un premier relèvement le 1er janvier, sont à nouveau « mauvais », de sorte que le relèvement du 15 avril prochain apparaît compromis. Au reste, les tarifs européens, après une légère *remontée*, restent inférieurs de 20 % aux tarifs intérieurs japonais et de 15 % à ceux des Etats-Unis.

Le jeu du mistigri

Pour ne rien arranger, les pays fortement excédentaires, comme la Belgique et le Luxembourg (18 millions de tonnes de production pour 5 millions de tonnes de consommation en 1979), cherchent désespérément à exporter, notamment des tôles plates, vers la France qui, à son tour, déverse sur l'Italie du Nord ces mêmes tôles produites à Fos. Le gouvernement italien, sur la plainte d'Italsider, que nous retrouvons là, crie à l'invasion, ferme les deux tiers de ses postes douaniers, notamment vers la C.E.E., *ce qui motive actuellement une* action de la Commission de Bruxelles sur plainte des autres Etats. Mais les fabricants de ronds à béton de la péninsule, les fameux Bresciani, n'en continuent pas moins à inonder l'Europe, assurant plus de 50 % des livraisons. Ce véritable « *jeu du mistigri* » provoque, à chaque étape, une dégradation des prix qui, s'ajoutant à une réduction de la production, rend insupportable les frais fixes et naufrage les comptes d'exploitation.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un climat de suspicion s'instaure. Au moment où il est demandé à tous de réduire les capacités, l'Italie estime qu'elle doit satisfaire une consommation encore très vive, la deuxième de la C.E.E., et que déjà importatrice nette d'acier, elle doit défendre son industrie. Ses partenaires, notamment en France, ripostent qu'elle a profité de la protection communautaire pour bâtir assez récemment une sidérurgie nationale, qu'elle pourrait importer davantage, et relèvent que de 1974 à 1980, ses effectifs ont augmenté, passant de 95 500 personnes à 102 000 personnes, alors qu'ils revenaient de 223 000 à 199 000 en R.F.A., de 157 600 à 106 500 en France, et de 23 000 à 14 900 en Belgique, sans oublier bien sûr les 50 000 licenciements en Grande-Bretagne depuis dix-huit mois.

Au niveau des investissements, l'Italie, toujours elle, est accusée de vouloir augmenter sa production de tôles *minces* à *Bagnoli*, près de Naples (mais c'est pour 1984 seulement, répond-elle). Au Luxembourg, l'ARBED qui veut construire un laminoir à froid à Dudelange pour des raisons « *sociales* » disent certains, en réduisant sa capacité à 650 000 tonnes, est suspectée de vouloir doubler cette capacité ultérieurement, tandis qu'en Belgique, malgré une contraction de la production à l'occasion de la fusion Cockerill-Hainaut Sambre, les projets d'extension du laminoir Cariam à Charleroi inquiètent les concurrents.

Sous le feu croisé des revendications et au milieu de ce désordre, la Commission de Bruxelles essaie désespérément de contrôler plus strictement les aides des Etats afin qu'elles ne contribuent pas à augmenter les capacités de production mais les réduisent plutôt. A quatre mois de l'échéance du 30 juin, elle réclame, par la voix de M. Davignon, une stratégie d'ensemble, sachant bien que tout contingentement autoritaire devient inefficace à la longue. Mais qui pourra désigner, comme le suggère M. Magnola, le patron d'Italsider, l'« *arbitre du dernier ressort* » susceptible de fixer une règle du jeu qui s'impose à tous et mettre fin à l'anarchie suicidaire dans laquelle est retombée la sidérurgie européenne ?

FRANÇOIS RENARD.

هكذا من الأصل

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vte Pal. Evry (91) 24 mars - 14 h.
TERRAIN 6 a 50 ca
Cne MONTLHÉRY 91 Lieudit « Les Petits Champs »
MISE A PRIX 40.000 F.
S'adresser : S.C.P. Avocats
Ellul-Grimal-Nouvellon Rouzies
Tél. 077-96-16 - 3, r. Village, Evry 91

Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice de PARIS
LE JEUDI 12 MARS 1981, à 14 HEURES - EN UN SEUL LOT

ENSEMBLE IMMOBILIER à PARIS 19e

à usage industriel et commercial, dix bâtiments A à F
44 à 52, rue BOTZARIS, et 9 à 13, rue HASSARD
1 à 7, rue HASSARD, et 26 à 32, rue du PLATEAU
Les lots numéros 101, 102, 103, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 240, 250, 251, 252, 253, 254, 248, 249, 255, 256, 257, 258, 259, 260 et 261 du règlement de copropriété.
FONDS DE COMMERCE de biscuiterie et pâtisserie fraîche y expl.
OCCUPE

MISE A PRIX : 4.000.000 FRANCS

Savoir : 3.800.000 F en ce qui concerne LES MURS et 200.000 F en ce qui concerne LE FONDS DE COMMERCE.
S'adresser à : Me Jacques KRIEF, avocat à PARIS 16e, 94, avenue Kléber. Tél. 553-23-69 - Me J. LYONNET DU MOUTIER, avocat à PARIS 1er, 182, rue de Rivoli, Tél. 260-48-09 - Me J.-M. GARNIER, syndic à PARIS 5e, 63, boulevard Saint-Germain.
Me J.-Y. GUILLEMONAT, syndic à PARIS, 43, rue de Richelieu.
Au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de PARIS où le cahier des charges est déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente Palais Justice PARIS. Lundi 16 mars 1981 - 14 h. - EN 5 LOTS

PROPRIÉTÉ à BERVILLE (95), RUE DES JORETS

et DIVERSES PARCELLES. 1) MAISON D'HABITATION : Cce 12 a 57 ca. 2) BAT. D'EXPLOITATION : Cce 36 a 48 ca. 3) PARCELLES DE BOIS : Cce 1 ha 22 a 95 ca. 4) PARCELLES DE TERRE : Cce 4 ha 44 a 09 ca 5) PARCELLES DE TERRE : 1 ha 91 a 01 ca. Les 1er, 2e et 3 lots sont LIBRES DE LOCATION. Les 4e et 5e lots sont loués verbalement.

MISE A PRIX : 1) 100.000 F - 2) 70.000 F
3) 7.500 F - 4) 62.000 F - 5) 27.000 F

S'adr. Me LAFON avocat, Paris (8e), 75, boulevard Malesherbes Tél. 293-46-64. Me JUDKOSWKI-KARPIK avocat, Paris, 16, rue de Marignan. Me Nicole MOISAN, avocat, Paris (16e), 48, av. d'Iéna. Me ANNEBICQUE, notaire à MARINES (95). Me M.-T. GUIGNIER, administrateur judiciaire, 36, rue de Courcelles à Paris (8e)

Cabinets de 1) Me Michel PENOT, avocat, 41, av. de St-Cloud, VERSAILLES
2) Me Catherine BLANCHON-FABRE, avocat, 14, r. A.-Chénier, VERSAILLES
3) Me Claude LEGOND, avocat, 13 bis, avenue de Saint-Cloud, VERSAILLES
Vente sur licitation au Palais de Justice de VERSAILLES
le MERCREDI 18 MARS 1981, à 11 heures

MAISON d'HABITATION et DÉPENDANCES

LIEUDIT « LE BOIS DIEU »

COMMUNE d'HERMERAY (78)

MISE à PRIX : 180.000 FRANCS

Rens. auprès des avocats et à l'étude de Me MOTTIER, notaire à HERMERAY

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY
LE MARDI 17 MARS 1981, à 13 heures 30

UNE PROPRIÉTÉ à NOISY-LE-GRAND (93)

avec dépendances, garages et jardin, constituant un ENSEMBLE IMMOBILIER composé de 32 lots (appartements - garages - salle de restaurant) pour une

CONTENANCE DE 9 ARES 63 CENTIARES

2, AVENUE DU BARON LOUIS

MISE A PRIX : 350.000 FRANCS

S'adresser à Me Jean-Claude BOUCTOT, avocat à PARIS 5e, 87, boulevard Saint-Michel - Téléphone : 634-11-42

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de CRETEIL
LE 12 MARS 1981, à 9 h 30 - EN UN SEUL LOT

UN APPARTEMENT à ALFORTVILLE (94)

comprenant : entrée, cuisine, séjour, 2 chambres et w.-c., un local à usage de cave au sous-sol du bâtiment A
62, 62 bis, 64 et 64 bis, rue du MARECHAL-DE-LATTRE-DE-TASSIGNY et rue des CAMELIAS (sans numéro)

MISE A PRIX : 126.500 FRANCS

Pour renseignements, s'adresser à : 1) Me J.-J. TRINQUET, avocat à PARIS 4e, 48 bis, rue de Rivoli, Tél. 271-32-99.
2) Me J. SCHMIDT, avocat à PARIS 17e, 76, avenue de Wagram, dépositaire d'une copie de l'enchère, Tél. : 766-18-69.
3) Me TALON, avocat à PARIS 1er, 20, quai de la Mégisserie
Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL où le cahier des charges est déposé et sur les lieux pour visiter.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



IMETAL - PENARROYA

Distribution d'actions aux salariés

Les conseils d'administration de Penarroya et d'Imétal ont, en application de la loi du 24 octobre 1980, adopté un projet de résolution prévoyant la distribution d'actions en faveur des salariés qui sera soumis à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de chacune des sociétés.

Pour Penarroya et sa filiale, Compagnie française des mines du Laurium, l'effectif concerné comporte environ 3 000 bénéficiaires, ce qui entraînerait, dans la limite légale de 3 % du capital, l'émission de 157 774 actions nouvelles. La répartition de celles-ci s'effectuerait en fonction des règles prévues par l'accord de participation en vigueur dans la société.

Pour Imétal et ses filiales ne procédant pas elles-mêmes à la distribution de leurs actions, le nombre d'agents concernés s'établit à environ 1 400, ce qui entraînerait, par application du plafond de 5 000 F par bénéficiaire, l'émission de 89 000 actions, soit 1,10 % du capital actuel. La répartition de ces actions s'effectuerait en fonction de la rémunération et de l'ancienneté avec un écart ne dépassant pas le rapport de 1 à 3.

Dans les deux cas, les actions émises, jouissance 1er janvier 1981, resteraient indisponibles jusqu'au second semestre de 1984.

B.S.L. (BIGNIER SCHMID-LAURENT)

Dans sa séance du 23 février, le conseil d'administration a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire, avant le 30 juin 1981, afin de proposer à cette dernière, dans le cadre des dispositions de la loi du 24 octobre 1980, la distribution aux salariés de la société et de ses filiales à plus de 50 %, de 5 850 actions B.S.L.

Cela concerne environ 1 400 bénéficiaires qui recevront chacun 4 actions.

VALEO

Réuni le 25 février 1981, le conseil d'administration de la société Valéo a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1980.

Le chiffre d'affaires hors taxe est de 2 223 650 000 F. Il traduit une augmentation de 4,1 % de l'activité en volume.

Les exportations directes qui se sont élevées à 624 000 000 F (+ 28,4 %) représentent 28 % du chiffre d'affaires total.

Les investissements industriels ont représenté 110 589 000 F. Ils ont été couverts en totalité par les amortissements qui ont atteint 110 951 000 F.

Le bénéfice net ressort à 82 800 000 F, en augmentation de 17,8 % par rapport à 1979.

La marge brute d'autofinancement s'établit à 190 683 000 F et représente 8,6 % du chiffre d'affaires.

Le conseil a décidé de proposer le maintien du dividende à 24 F, soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global pour l'action de 36 F.

BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER - O B C

Le conseil d'administration de la Banque O.B.C., lors de sa réunion du 24 février 1981, a procédé à l'arrêté des comptes de l'exercice au 31 décembre 1980.

Le total du bilan s'élève à 1 549 757 971 francs et les dépôts de la clientèle à 1 182 173 183 francs.

Le bénéfice net de l'exercice s'établit à 9 301 445 francs contre 7 143 626 francs l'année précédente, en augmentation de 30,2 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira le 31 mars 1981 d'affecter, compte tenu du report à nouveau, 3 millions de francs à la réserve légale, 2 257 514 francs à la réserve générale et de distribuer aux actionnaires, à titre de dividende, 4 375 000 francs contre 3 150 000 francs l'année précédente.

CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS

L'euromarché

Les émissions en eurofrancs sont presque les seules à être encore possibles

LE secteur de l'eurofranc français est pratiquement l'un des derniers du marché euro - obligataire encore ouvert aux emprunteurs internationaux, et, avec une euroémission de 400 millious de francs, la Banque française du commerce extérieur (B.F.C.E.) se trouve cette semaine en situatiou de quasi-monopole. L'emprunt B.F.C.E., émis à cinq ans d'échéance, est finalement accompagné d'un coupon de 14,50 % c'est-à-dire de 0,25 % plus élevé que celui envisagé à l'origine. Mais la hausse des taux d'intérêt en Allemagne a entraîné dans son sillage des augmentations parallèles à travers toute l'Europe. Seuls les taux belges sont à ce jour demeurés à peu près inchangés. Les autorités les maintiennent encore à leur niveau précédent pour faciliter le placement d'uu emprunt du « fonds des rontes ». Dès que celui-ci sera achevé, il faut s'attendre à voir la Belgique emboîter le pas aux autres pays européens.

Comme cette montée du coût de l'argent n'est pas terminée, le coupon choisi par la B.F.C.E., pour aussi attrayant qu'il soit, reflète une approche prudente. L'émission de la B.F.C.E. est garantie par l'Etat français et sera remboursée en une seule fois à l'échéance. En outre, le débiteur s'interdit tout remboursement anticipé pendant les cinq ans de la durée d'une opération dirigée par un groupe de banques internationales placées sous l'égide de la Société générale. Toutes ces conditions font que la transaction de la B.F.C.E. devrait connaître un grand succès. Il semble que, une fois fois l'emprunt B.F.C.E terminé, ce soit la Swedish Export Credit qui a l'intention de venir lever des eurofrancs français, par le truchement d'une émission dont le C.C.F. prendrait la direction.

Les autres secteurs primaires du marché des euro-obligations sont pour l'instant presque tous fermés. Les taux à court terme sur l'euromark s'étalant à la fin de la semaine dernière de 15,375 % pour les dépôts à un mois à 13,50 % pour ceux à six mois, aucune émission ne peut voir le jour. Le coupon de 10 % que les euro-emprunteurs pourraient offrir pour des placements à dix ans serait nettement insuffisant.

En Suisse les taux à court terme ont dû également suivre la hausse des taux allemands, mais les taux sur les dépôts en francs suisse étant maintenant de 8,25 % pour un mois et de 8,50 % pour six mois, les coupons de l'ordre de 6,50 % que les emprunteurs étrangers proposent pour leurs émissions perdent aussi, et sans jeu de mots, une grande partie de leur intérêt.

L'avenir est donc sombre pour la scène financière internationale. Le marché de l'euromark devrait encore être affecté davantage cette semaine parce que les banques allemandes auront préalablement dû rembourser les 6,5 milliards de DM avancés par la Bundesbank dans le cadre de l'ancien système des avances sur titres (lombard). N'étant dorénavant plus certains ni du taux d'intérêt ni du montant auxquels ils pourront se refinancer, les établissements allemands devront vraisemblablement ralentir leurs opérations.

Un autre *facteur d'inquiétude* outre-Rhin est le financement du déficit du gouvernement fédéral, qui devrait commencer dès ce mois-ci. Le déficit pour l'année en cours étant de l'ordre de 60 à 80 milliards de D.M., l'ampleur du financement requis va peser lourdement sur le marché allemand des capitaux et ajouter à la pression haussière sur les taux d'intérêt en vigueur dans le pays.

Les emprunts de l'E.D.F.

La situation est tout aussi incertaine sur le marché des émissions en eurodollars à taux fixe. Si les taux à court terme sur le dollar ont notamment diminué au cours des trois dernières semaines, il u'est pas du tout évident que cette tendance *soit appelée à se perpétuer.* Henry Kaufman, l'économiste tant écouté de la banque Salomon Brothers à New-York, a une fois de plus souligné, ces dernier jours, que le taux de base *prime rate* des banques américaines après une brève période de détente le ramenant aux environs de 17 % - 17,5 % est condamné à remonter au-delà de son précédent record de 21,50 %. Après les déclarations de M. Paul Volcker (voir ci-contre), tout espoir de voir les taux en dollars diminuer d'une manière continue semble exclu. Cette incertitude empêche les investisseurs de s'engager à long terme. Aussi, malgré la baisse actuelle des taux sur les dépôts en eurodollars à court terme, le lancement de uouveaux euro-emprunts à taux fixe libellés u'en demeure nou pas impossible, mais très aléatoire.

Avec l'E.D.F., qui depuis huit jours à son tour recherche 600 millions d'eurodollars, c'est l'équivalent d'environ 2 milliards de dollars, c'est-à-dire de près de 10 milliards de francs, que la France aura levé sur la scène financière internationale, avant même qus soit achevé le premier trimestre de cette année. Un peu plus des trois quarts de ces emprunts sont en eurodollars, le reste étant libellé en florins, en eurofrancs français, en francs suisses et en unités de compte européennes. Cette statistique ne concerne que les emprunts à moyen terme des débiteurs français ayant reçu un minimum de publicité.

E.D.F. a choisi une fois de plus d'obtenir une ligne de crédit destinée à servir de support à l'émission ultérieure de papier commercial aux Etats-Unis ou de tout autre instrument de subtitution. Dans cette optique, l'objectif u'est plus tellement de tirer sur un crédit bancaire consenti par un certain nombre d'établissements mais de profiter du taux sur le papier commercial émis outre-Atlantique. Ce dernier taux est, en général, inférieur tout à la fois au coût de l'argent prêté directement *(prime rate)* par les banques américaines à leurs meilleurs clients et au Libor, c'est-à-dire au taux interbancaire servi sur les dépôts en eurodollars à Londres. Les sociétés qui émettent du papier commercial que sa nature destine à être placé sur le marché monétaire cherchent en outre à obtenir un crédit bancaire à titre, en quelque sorte, de garantie.

Dans le cas de l'E.D.F., la transaction actuelle est basée sur un eurocrédit à dix ans d'au *moins 600 millions* de dollars *qui* bénéficie de la garantie de l'Etat français. Dans l'éventualité où ce crédit serait utilisé, son taux d'intérêt consisterait en l'addition au-dessus du Libor d'une marge de 0,50 % durant les trois premières années, revenant à 0,375 % durant les sept dernières. Si, en revanche, l'emprunt n'est pas tiré mais sert uniquement de soutien à l'émission ultérieure de papier, le débiteur se devra d'acquitter une commission d'engagement de seulement 0,125 %.

C'est la dixième fois que l'E.D.F. recourt à ce genre d'opération, qui à ce jour lui a permis d'émettre aux Etats-Unis pour environ 1,8 milliard de dollars de papier commercial. Ce dernier est de courte durée, quatre-vingt-dix jours étant généralement la norme, mais son coût est, pour l'instant, inférieur de près de 4 % au *prime rate* des banques américaines et de plus de 1 % au taux sur les dépôts en eurodollars à trois et six mois ouverts à Londres.

Par contre, la courte échéance du papier en question oblige l'emprunteur à constamment remettre en cause chaque transaction née sous cete forme. Il semble que, avec son nouvel eurocrédit, l'E.D.F. espère émettre non plus du papier commercial mais des « euronotes » de durée intermédiaire, c'est-à-dire de neuf mois à cinq ans. L'opération portant sur des euronotes devrait être confiée à Salomou Brothers, alors que, pour le papier commercial, l'E.D.F. s'adresse traditionnellement à la banque Goldman Sachs. Elle pourrait être lancée dès ce mois-ci.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Nouvelle avance des métaux

La hausse du loyer de l'argent est un mal qui se répand désormais en Europe, surtout en Allemagne et en France. L'argent cher risque de décourager le stockage des matières premières, de ralentir l'activité économique. Les places commerciales n'en n'ont pas été affectées outre mesure. Mais, en sera-t-il toujours ainsi ?

Aux Etats-Unis, le stockage des minéraux stratégiques va être encouragé. En France, la période actuelle de dépression des prix pourrait être mise à profit pour renforcer les réserves du stock de sécurité national.

METAUX. — *La reprise s'est confirmée, voire accentuée sur la plupart des métaux, favorisée par la faiblesse momentanée de la livre sterling. Une exception cependant, les métaux précieux sont restés à la traîne, dans le sillage de l'or.*

Nouvelle hausse des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. Les producteurs américains de métal raffiné ont majoré leurs prix. Nombre d'utilisateurs, japonais entre autres, tendent à augmenter leurs achats. Aux Etats-Unis, les stocks de métal détenus par les producteurs se sont accrus de 12 %.

Les cours de l'étain, restés précédemment à l'écart du mouvement de reprise, se sont raffermis dans d'appréciables proportions. Ils retrouvent même leur niveau le plus élevé depuis le mois de janvier dernier. Ce revirement du marché semble être attribué aux achats passés par les industriels dont les stocks étaient revenus en dessous de la normale.

La grève qui paralyse toujours — le mouvement vient d'être reconduit — plusieurs mines australiennes de plomb et de zinc stimule encore les cours de ces métaux sur le marché de Londres.

Le recul des métaux précieux a été général, plus marqué sur le platine, qui s'est replié à 464 dollars l'once troy contre 500 dollars. Les producteurs sud-africains ont réduit le prix du palladium, le ramenant de 200 dollars à 140 dollars l'once troy.

La dépression actuelle des cours du cobalt amènera-t-elle les producteurs à baisser leur propre prix de vente ? Au marché libre, ce métal se traite à 21 dollars la livre poids. Le Zaïre, principal pays producteur, n'a pas actuellement l'intention de réduire son prix fixé à 25 dollars.

DENREES. — *Les fluctuations sont restées dans l'ensemble de faible amplitude.*

Le cacao s'est mis en évidence, enregistrant une reprise sur toutes les places. L'excédent mondial de fèves est pourtant plus important que prévu. N'est-il pas évalué par une firme privée britannique à 100 000 tonnes, soit 8 000 tonnes de plus qu'en décembre 1980 ? La production mondiale atteindra 1 622 000 tonnes contre 1 568 000 tonnes. Quant aux broyages, ils seront également plus élevés à 1 522 000 tonnes en augmentation de 46 000 tonnes sur ceux de 1979-1980. De telles prévisions étaient déjà anticipées par le marché.

Les cours du sucre semblent avoir trouvé un point d'équilibre. La République Dominicaine a vendu 320 000 tonnes de sucre de canne de la récolte 1980-1981. La récolte australienne pourrait dépasser le niveau record de 1977 et atteindre 3,5 millions de tonnes.

Les cours du 27 février

Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 808 (786), à trois mois 830,50 (808,50) ; étain comptant 8 175 (8 880), à trois mois 6 290 (6 025) ; plomb 321 (310) ; zinc 337 (322) ; argent (en pence par once troy) 568 (574) ; aluminium 658 (643) ; nickel 2 850 (2 805). New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 80,55 (82,40) ; argent 12,28 (13,80) ; platine (en dollars par once) 470 (497,30) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) inch. (98,50) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) inch. (385-395). — Penang (en ringgit par kilo) ; 30,59 (30,75).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton mars 88,35 (89,95) ; mai 90,60 (91,65). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) mars 342 (350) ; jute (en livres par tonne) Pakistan, White grade C inch. (219). — Roubaix (en francs par kilo) : laine mars 36,50 (35).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant 60,40-60,50 (56,50-58). — Penang (en cents des Detroits par kilo) : 295,75-296,25 (296,50-299).

DENREES. — New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao en dollars par tonne) : cacao mars 1 950 (1 860) ; mai 2 000 (1 948) ; sucre mars 23,80 (24,40) ; mai 24,30 (24,60) ; café mars 119,05 (121,50) ; mai 122,16 (126,75). — Londres (en livres par tonne) : sucre mars 254 (255,50) ; mai 264 (259,50) ; café mars 1 016 (1 025) ; mai 1 043 (1 052) ; cacao mars 880 (839) ; mai 931 (887). — Paris (en francs par quintal) : cacao mars 970 (958) ; mai 1 005 (990) ; café mars 1 155 (1 158) ; mai 1 162 (1 170) ; sucre (en francs par tonne) mai 3 135 (3 125) ; juillet 3 145 (3 150) ; tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne) mars 208,40 (218) ; mai 227,80 (227,30). — Londres (en livres par tonne) avril 123,90 (123,70) ; juin 127,70 (127,50).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé mars 455 (461) ; mai 466 (474 1/4) ; maïs mars 360 (362) ; mai 370 1/4 (374).

Indices : Moody's 1 133,40 (1 152,40).
Reuter 1 742 (1 711).



Le marché monétaire

Hausse brutale en Allemagne fédérale et en France

COMME on pouvait s'y attendre après la décision, prise le jeudi 19 février à Francfort par la Bundesbank, *de* ne plus consentir automatiquement des crédits de refinancement lombards, mais uniquement au coup car coup à des taux variables, le loyer de l'argent a monté outre-Rhin. Mais il l'a fait avec une violence et une brutalité qui ont surpris, le taux de l'argent au jour le jour passant, en deux jours, de 10 1/2 % à 15 % (et même 20 % par moments), le taux à un mois s'établissant aux environs de 15 1/2 %.

Pour éviter d'asphyxier les petites banques, qui n'out guère accès au marché de l'euromark, comme le font les grandes, la Bundesbank rétablissait dès le mardi 24 février un taux lombard spécial à 12 %, contre 9 % auparavant. Mais, constatant que 8 milliards de marks avaient été « tirés » instantanément, elle suspendait jeudi ledit lombard, ce qui avait pour effet de relancer la hausse du loyer de l'argent après un fléchissement temporaire.

Décidément, les Allemands sont lents à se mouvoir dit-on, mais quand ils le font, c'est brutalement, et sans nuances, l'objectif étant la défense du mark (voir en rubrique marché des changes), quel qu'en soit le prix pour leur économie dans l'immédiat.

Aucune aide ne viendra des Etats-Uuis, où les taux d'intérêt, qui avaient initialement fléchi, se sont raffermis (17 % à un mois) après les déclarations de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale (FED) devant la commission bancaire du Sénat. Non seulement les autorités monétaires américaines u'entendent pas atténuer le caractère restrictif de leur politique, mais elles veulent l'accentuer, même si l'activité économique doit en souffrir : c'est le prix à payer pour venir à bout de l'inflation. Les objectifs retenus en 1981 pour la masse monétaire (M 1 A et M. 1 B) sont abaissés d'un demi point. Les nouvelles fourchettes seront respectivement de 3 % à 5,5 % et de 3,5 % à 6 %.

Bien qu'il espère une baisse des taux, M. Volcker se refuse à pronostiquer leur évolution future et n'exclut pas des tensions brutales. Ses propos sont en contradiction avec ceux de M. Stockman, le nouveau directeur du budget, qui prévoit un taux de base à 10 % fin 1981 contre 19 % actuellement, si le plan Reagan est adopté, mais qui a dû faire machine en arrière, quelques heures plus tard.

L'onde de choc, partie initialement des Etats-Unis et qui vient de frapper l'Allemagne, a atteint également la France, où, pour des raisons monétaires (défense du franc), on s'aligne fidèlement sur la tendance observée outre-Rhin. Mardi après-midi, la Banque de France donnait le signal de la hausse en portant de 11 % à 11 1/2 % le taux de ses pensions coutre bons du Trésor, après l'avoir déjà relevé de 0,25 % la semaine précédente. Le marché ne pouvait que suivre ces indications, accentuant même le mouvement dans la crainte d'une nouvelle poussée en Allemagne fédérale. Le loyer de l'argent au jour le jour passait donc de 11 % à 12 %, la même progression de 1 % étant observée sur les échéauces à un mois (13 %) et trois mois (13 3/4 %).

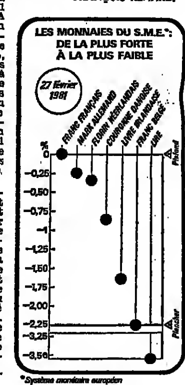
Dans ces conditions, il était fatal que les banques, dont le financement s'effectue en partie sur le marché monétaire et qui suivent, en tout cas, ses indications, relèvent leur taux de base : à la veille du week-end, elles commençaient à les porter de 12,25 % à 13 %. C'est en mars 1980 que ce taux avait atteint le niveau record de 13,25 % pour revenir graduellement à 12,25 % fin juillet 1980.

Sur le front des taux à long terme, la progression des rendements, un instant interrompue, a repris de plus belle. Les indices Paribas sont passés de 14,13 % à 14,28 % pour les emprunts d'Etat de plus de sept ans, de 14,92 % à 15,02 % pour le secteur public et de 15,59 % à 15,80 % pour la moyenne générale du secteur privé, tous records *historiques.*

A l'émission, après le « gros » emprunt Caisse de l'énergie à 14,80 % et sept ans, viennent le Tunnel du Mont Blanc à 15,10 % et le milliard de francs de la Caisse des autoroutes à 15,10, également, tandis que, durant la semaine du 16 au 21 février, l'emprunt de 600 millions de francs du C.I.C. avait battu, lui aussi, des records historiques à 15,20 % nominal et 15,33 % le rendement brut actuariel.

Jusqu'où va mouter cette spirale, qui décote immédiatement les emprunts précédemment émis ? Aux Etats-Unis, Chrysler vient d'émettre à 15,30 % également. Et dire que le « grand » emprunt d'Etat de janvier 1980 était présenté comme une « affaire exceptionnelle » à saisir : il cote aujourd'hui 92 F pour 100 F à l'émission...

FRANÇOIS RENARD.



*Système monétaire européen

Les devises et l'or

Raffermissement du dollar - Baisse de la livre

LE vif repli du dollar vis-à-vis des monnaies européennes après l'annonce des mesures prises par Bonn pour laisser monter les taux d'intérêt outre-Rhin a fait long feu. Dès le début de la semaine dernière, la monnaie américaine, qui, de 5,20 F à Paris et 2,25 DM à Francfort, était retombée respectivement à 4,89 F et 2,08 DM, commençait à se reprendre. Mardi et vendredi, le mouvement s'amplifiait à la faveur des propos de M. Volcker, président du FED, qui ne laissaient présager aucun relâchement de la politique des autorités monétaires américaines, au contraire.

Dans ces conditions, le dollar, à la veille du week-end, dépassait à nouveau 5 F à Paris et 2,13 DM à Francfort.

La médecine de cheval administrée au mark par les autorités monétaires ouest-allemandes, à savoir une hausse brutale des taux d'intérêt outre-Rhin, u'a entraîné qu'une amélioration temporaire, du moins par rapport au dollar.

Au sein du système monétaire européen, en revanche, le mark a vigoureusement décollé vis-à-vis de toutes les monnaies : à Paris, son cour est passé de 2,32408 à plus de 2,35 F, uon loin de son cours pivot de 2,3558 F. Ce u'est pas que le franc soit attaqué — aucune sortie de devises u'est observée, mis à part, peut-être, des marks que la Banque de France avait dû acheter à profusion, précédemment, pour soutenir la monnaie allemande et qu'elle peut revendre sans inconvénient. C'est simplement que la dynamique des taux d'intérêt aidant, le mark reprend une place plus normale au sein du S.M.E. Une nouvelle comme l'annonce d'un déficit de 900 millious de deutschemarks de la balance du commerce extérieur de la R.F.A. en janvier ne lui sera, en revanche, guère favorable.

Le franc belge s'est montré à nouveau très faible, retombant à son cours plancher, ce qui a contraint la Banque de Belgique à renchérir certains taux pour défendre sa monnaie.

Quant à la livre sterling, elle a accentué son recul, bien que le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, actuellement fixé à 14 %, u'ait pas été abaissé, comme la rumeur en courait avec insistance : son cours est revenu de 2,3150 dollars à 2,20 dollars (au plus bas depuis dix mois) et de 11,30 F à 11,04 F à Paris (elle avait touché 11,70 F il y a quinze jours). Selon le ministre britannique du commerce, M. John Biffen, le taux d'escompte serait abaissé lors de la présentation du budget le 10 mars, sous la pression des industriels britanniques.

Sur le marché de l'or, la perspective du maintien des taux d'intérêt à un niveau élevé décourage les spéculateurs, de sorte que le cours de l'once a glissé au-dessous de 500 dollars, revenant de 514 dollars à 489 dollars.

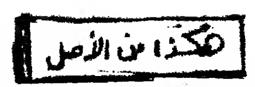
F. R.

Cours moyens de clôture comparés du 21 au 28 février

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York.	2,2000 2,3150	— —	19,9203 20,4918	50,8259 53,1914	46,8165 47,6190	2,8653 2,9717	42,3728 43,7636	0,0974 0,0897
Paris.....	11,0446 11,2970	5,0200 4,8800	— —	255,14 259,57	235,02 232,40	14,3839 14,5022	212,71 212,56	4,8927 4,8654
Zurich....	4,3285 4,3522	1,9676 1,8800	39,1941 38,5252	— —	92,1114 89,5238	5,6375 5,5869	83,3686 82,2757	1,9176 1,8743
Francfort.	4,6992 4,8615	2,1380 2,1000	42,5495 43,0292	108,5641 111,7021	— —	6,1203 6,2407	90,5084 91,9037	2,0818 2,0937
Bruxelles.	76,7800 77,8997	34,90 33,65	6,9522 6,8955	17,7382 17,8988	16,3389 16,0238	— —	14,7881 14,7264	3,4015 3,3549
Amsterdam	5,1920 5,2897	2,3600 2,2850	47,0123 46,8252	119,94 121,54	110,4868 108,8085	6,7621 6,7905	— —	2,3001 2,2781
Milan....	2257,20 2321,84	1626,00 1003,00	204,3861 205,5329	521,47 533,51	480,330 477,6190	29,3982 29,8068	4,3474 4,3884	— —
Tokyo....	461,45 475,03	209,75* 205,20	41,7833 42,0503	106,6073 109,1489	98,1975 97,7142	6,0100 6,0980	88,8771 89,8030	0,2044 0,2045

(*) A Paris, le yen était coté, le vendredi 27 février, 2,389 francs contre 2,366 francs le 20 février.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

2 MARS

Bon début de semaine

La Bourse a confirmé les bonnes dispositions qu'elle affichait vendredi dernier. En effet, les valeurs françaises ont enregistré une hausse de 0,66 %. Cette progression des cours est intervenue dans un marché néanmoins calme, animé presque exclusivement par les achats opérés par les gestionnaires de Sicav-Monory.

A quelques heures de l'entrée en lice du candidat Valéry Giscard d'Estaing à la présidence — candidature tenue pour certaine, — les boursiers se montraient sereins.

A peine manifestaient-ils leurs préoccupations concernant la hausse des taux de base bancaires.

La cotation de la Générale des eaux a constitué l'événement de la journée. En effet, ce titre, « ramassé » depuis le début de l'année, a progressé de plus de 5 % en atteignant 380 F (soit le cours le plus haut de l'année). La communauté financière continue à s'interroger sur l'identité du ou des mystérieux acheteurs et également sur la nomination au conseil d'administration de la Générale des eaux, de MM. Ambroise Roux, P.-D.G. de la C.G.E., et de Jacques Calvet, P.-D.G. de la B.N.P.

Parmi les titres bien disposés on remarquait, en outre, la Générale occidentale (+ 6 %) (au plus haut de l'année), Sagem (+ 5 %) et BP (+ 4 %). Fermeté également du Club Méditerranée (+ 4 %), de Valéo et de la Générale de fonderie (+ 3,5 %). Seb et l'Air liquide à 505 F ont fini la séance en hausse de 3,5 %.

En revanche, CEM a cédé 4 %, Nord-Est 3,5 % et les Papeteries de Gascogne 3 %. Repli de 3 % de Vallourec et de 2,8 % d'Usinor. Les emprunts d'Etat indexés sur l'or ont été faibles.

L'emprunt « 4,5 % 1973 » a cédé plus de 2,5 % à 2 400 F et le « 7 % 1973 » 210 F à 7 640 F.

A Paris, la parité sur l'once d'or cédait 10 dollars à 525,25 dollars et le lingot d'un kilo 700 F à 85 450 F. Repli de 4 % du napoléon à 868 F.

La vie des sociétés

COMPAGNIE BANCAIRE. Le bénéfice net non consolidé s'élève à 99,9 millions de francs en 1980, contre 92,2 millions de francs en 1979 (78,7 millions de francs, plus 13,5 millions de francs de provisions ayant payé l'impôt). Le dividende net reste inchangé à 10 F (15 F global). La distribution a été majorée de 33 % pour l'exercice 1979, du fait d'une attribution gratuite (une pour trois). On sait qu'une autre attribution gratuite (une pour trois) a été décidée, jouissance du 1er janvier 1981. Du fait de l'encadrement du crédit, qui limite l'augmentation des encours, et de la hausse du taux d'intérêt, qui accroît le coût du refinancement, les résultats consolidés du groupe (327 millions de francs en 1979) devraient diminuer de 15 % environ.

VALEO. — Le bénéfice net ressort à 82,8 millions de francs, en augmentation de 17,8 % sur celui de 1979. Cette bonne performance, obtenue en dépit du ralentissement de la production automobile, est due à l'importance des produits du portefeuille (redevances, dividendes), ainsi qu'à l'annulation de certaines provisions pour pertes et charges constituées antérieurement. Le dividende net reste inchangé à 24 F (36 F avec l'avoir fiscal), et le report à nouveau représentera les trois quarts d'une distribution sur les bases actuelles. Un emprunt obligataire de 160 millions de francs à taux variable indexé sur celui du marché secondaire des obligations va être lancé prochainement.

CARREFOUR. — Le chiffre d'affaires de la société est passé, en 1980, de 10,08 milliards de francs à 12,27 milliards, le bénéfice d'exploitation de 496,6 millions de francs à 658,8 millions de francs et le résultat disponible de 177,4 millions de francs à 216,4 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	26 févr.	27 févr.
Valeurs françaises	97,6	98,4
Valeurs étrangères	104	104,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	108,1	108,5

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 25 févr.	11 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27/2	2/3
1 dollar (en yens)	208,85	210,50

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

	20 févr.	27 févr.
Valeurs franç. à revenu variable	902,3	904
Valeurs étrangères	1314,1	1340
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	130,2	130,4
Assurances	220,1	222,2
Banques et soc. fin.	93,6	94,4
Sociétés foncières	148,3	147,3
Soc. investissem. portef.	114,5	116,5
Agriculture	168,8	156,6
Alimentat., brasser., distill.	156,8	157,3
Automob., cycles et leurs équipem.	49,7	49,5
Bâtim., mat. constr., trav. publics	185,4	184,2
Caoutchouc (industr. et comm.)	48,8	49,3
Carrièr. salin., charb.	123,5	122,5
Construct. mécan. et navat.	132,5	131
Hôtels, casinos, thermal.	186	183,2
Imprimeries, papiers, cartons	127,8	128,5
Magasins, comptoirs d'exportation	101,4	102,1
Matériel électrique	137,5	138
Métallurgie const. des prod. métal.	34,8	37,3
Mines métalliques	120,9	119,9
Pétroles et carburants	198,3	198,3
Produits chim. et électro-métall.	148,5	187,2
Services publics et transp.	122,1	123,2
Textiles	105	102,2
Divers	156,1	156,3
Valeurs étrangères	177,8	181,3
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	87,5	86,6
Sociétés	94,5	93,7
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	98,3	97,8
Emprunts d'Etat	98,7	98,2
Emprunts garantis et assimilés	98,2	97,2
Sociétés	98	97,2
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 29 décembre 1961		
Indice général	108,8	108,5
Produits de base	92,7	92,5
Construction	166,7	165,2
Biens d'équipement	101,3	100,7
Biens de consomm. durables	63,3	63,2
Biens de consomm. non durables	85,6	86,6
Biens de consomm. alimentaires	122,2	122,5
Services	179,8	180,8
Sociétés financières	114,4	114,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	219,9	220,1
Valeurs industrielles	97,2	96,8
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	133,3	134,4

BOURSE DE PARIS — 2 MARS — COMPTANT

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	770	772
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	....
Concorde	345	342
Epargne de France	390	....
Financ. Victoire	300	300
France I.A.R.D.	145	145
GAN (Sté Centr.)	741	744
C.A.M.E.	83	84 50
Crédital	106	105
Créd. Gén. Ind.	240	245
Crédit Lyonnais	282	283
Electro-Banque	170	172
Eurobail	145	145
Financière Sofal	364	350
Fr. Cr. et B. (Cie)	146	149
France Bail	285 50	....
Immobail B.I.P.	218	215
Union Habit.	281	....
Un. Imm. France	250	....
Sofragi	285	288 90
Applic. Hydraul.	225	233
Artois	313	310
Comm. Blanzy	401	401
(NY) Contrast.	105	....
(NY) Champex	130	130
Comindus	428	419
Cie Industrielle	301	301
(M) S.O.F.I.P.	50	60 50
Fonc. Lyonnaise	1276	1260
Forges Strasbourg	136	136 90
(Li) F.B.M. ch. fer	70	....
Frankel	355	355
Huard-U.C.F.	108	110
Jaeger	180	175
Jaz	86	89 50
Luchaire	178	170
Métal Déployé	295	307
Nadella	19 60	....
Nodet-Gougis	319	319
Peugeot (act. out.)	132 10	130 10
Publicis	739	726
Safaa	65	....
Sellier-Leblanc	324	320
Waterman S.A.	175	182
Brass. du Maroc	223	....
Brass. Ouest-Afr.	41	41 50
A.E.G.	139	....
Akzo	37 30	37
Alcan Alum	170	....
La Mure	86	....
Métallurgique Minière	154	156
Océanic	28 60	14 90
Pétrofigaz	420	420
Pronuptia	279	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	60	....
Ulinor	220	....
Voyer S.A.	1 45	....
Rorento NV	264	266

HORS-COTE — Compartiment spécial — Autres valeurs hors cote

27/2	Émission Frais inclus	Rachat net
SICAV		
1re catégorie	9686 [illegible]	9246 97
Actions France	160 [illegible]	153 24
Actions-Investiss.	167 [illegible]	160 12
Actions sélectives	207 [illegible]	198 43
Aedificandi	245 71	234 57
A.G.F. 5000	196 10	187 21
Agfimo	304 [illegible]	291 07
Altafi	153 31	140 36
A.L.T.O.	179 [illegible]	171 49
Amérique Gestion	279 [illegible]	266 63
Bourse-Investiss.	197 [illegible]	189
C.I.P.	583 [illegible]	556 89
Convertimo	178 [illegible]	170 16
Cortexa	620 [illegible]	592 90
Creditor	225 75	215 51
Croiss. Immobil.	237 [illegible]	226 90
Dreyfus-France	188 [illegible]	179 60
Drouot-Investiss.	423 [illegible]	404
Energia	203 [illegible]	194 36
Epargne-Croiss.	793 [illegible]	757 48
Epargne-Industr.	326 [illegible]	311 89
Epargne-Inter	406 [illegible]	388 40
Epargne-Oblig.	144 [illegible]	138 26
Epargne-Unie	512 [illegible]	488 80
Epargne-Valeur	262 81	250 89
Euro-Croissance	241 91	230 65
Financière Privée	511 71	488 91
Foncier Investiss.	471 [illegible]	449 88
France-Epargne	267 [illegible]	254 94
France-Garantie	253 [illegible]	248 40
France-Investiss.	240 [illegible]	229 59
Fr.-Obl. (nouv.)	339 [illegible]	323 91
Francic	193 52	184 74
Fructidor	172 [illegible]	164 66
Fructifrance	326 [illegible]	310 65
Uni-Japon	503 54	480 71
Univente	1252 79	1211 59
Valorem	241 34	230 40
Worms Investiss.	407 52	389 04

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
2400	4,5 % 1973	2470	2400	2385	2380
3100	C.N.E. 3%	3095	3100	3091	3080
475	Afrique Occ.	484	486	485 50	477
485	Air Liquide	498	499	499	494
111	Als. Part. Ind.	108 50	108	108	108
380	Als. Superm.	371	372	372	372
118	Alsthom-Atl.	119	120	120 80	....
240	E.J. Lefebvre	240 10	240	240	240
130	E. Saun.-Duv.	130	129 60	129 80	127
540	Essilor	585	570	564	559
245	Esso S.A.F.	239	244 50	246 80	244 50
335	Eurafrance	341	338	338	335
1050	Europe n°1	1049	1046	1046	1031
475	Facom	517	520	525	516
56	Fin. Dév. Ent.	59 40	59 10	59 10	58
70	Nouvelles Gal.	79 90	77 10	78	75 70
290	Olida-Caby	310	315	314 50	308 70
101	Opfi-Paribas	102	102	102	102 20
104	Papet. Gascogne	103 90	100 50	100 50	100 50
119	Paris-France	124	124	124	122 20
107	Pechelbronn	105 10	105	105	103
92	P.U.K.	95 90	94 50	94 10	....
115	— (obl.)	118	115 10	118 10	....
300	U.I.S.	294	295	295	300
161	U.C.B.	161	162 50	162 50	159 20
160	Un. Fr. Banque	169	170	170	168 50
155	U.T.A.	167	168	157 20	168
7 60	Usinor	9 80	9 65	9 55	9 56
33	— (obl.)	94 20	94 10	94 10	94 10
245	Gen. Motors	253 50	257 90	257 80	252
49	Goldfields	50 20	49 30	49 20	48 40
87	Harmony	90 40	83 90	83 50	83 90
8	Hitachi	7 90	7 90	7 80	7 90
265	Hoechst Akt.	264 50	264 50	264 50	263 10
645	Deutsche Bank	644	650	650	644
285	Dome Mines	377 20	368 50	383 90 c	368 c
230	Du Pont-Nem.	246	248	248	244 50
385	Eastman Kodak	391	403	403	400 10
93	East Rand	90	88 80	88 70	88 80
147	Ericsson	146 50	147 50	146 80	145
375	Exxon Corp.	367 80	374	374	370 10
105	Ford Motor	100 10	101 40	101 40 c	101 40 c
230	Free State	231	219 50	215	219 50
88	Gencor	86 80	80	84 20	83 40
320	Gen. Electr.	334 80	334 40	334 40	335
45	Shell transp.	45 30	46 80	46 80	45 90
575	Siemens A.G.	579	579	570	568
79	Sony	83 50	83 90	83 50	83 20
270	Unilever	279 80	279 30	279 80	276
97	Un. Min. 1/10	103 10	103 50	101 50	....
270	Unit. Techn.	280	284 20	284 20	286 80
380	West Drief.	281 80	340 50	339 80	344 80
280	West Deep	261 50	243	240	248
365	West Hold.	340 50	320 50	320 80	326 50
285	Xerox Corp.	287 50	294 50	294 50	281 80
2 70	Zambia Corp.	3 22	3	2 94	3

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS — Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 006	5 057	4 940	5 180
Allemagne (100 DM)	234 [illegible]	235 280	228	240
Belgique (100 F)	14 370	14 379	13 850	14 850
Pays-Bas (100 fl.)	212 760	212 [illegible]	206	217
Danemark (100 krd)	75 [illegible]	76 [illegible]	72 [illegible]	77 500
Norvège (100 k)	91 [illegible]	81 [illegible]	90	94
Grande-Bretagne (£ 1)	11 007	11 [illegible]	10 700	11 300
Grèce (100 drachmes)	9 [illegible]	5 760	....	....
Italie (1 000 lires)	4 882	4 883	4 550	4 950
Suisse (100 fr.)	255	254 [illegible]	247	260
Suède (100 krs)	108 [illegible]	108 [illegible]	104 800	110
Autriche (100 sch)	33 230	33 [illegible]	32 [illegible]	33 800
Espagne (100 pes.)	5 77[illegible]	5 776	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	9 [illegible]	8 [illegible]	8 [illegible]	9
Canada ($ can 1)	4 189	4 204	4 050	4 280
Japon (100 yens)	2 391	2 387	2 290	2 420

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/3
Or fin (kilo en barre)	86000	85500
Or fin (en lingot)	86150	86450
Pièce française (20 fr)	872	868
Pièce française (10 fr)	500 [illegible]	490
Pièce suisse (20 fr)	604	602
Pièce latine (20 fr)	579 [illegible]	570 10
Souverain	760	752
Pièce de 20 dollars	3259 [illegible]	3230
Pièce de 10 dollars	1601	1600
Pièce de 5 dollars	811	....
Pièce de 50 pesos	3415	3365
Pièce de 10 florins	602	605

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 1er-2 mars 1981 a été tiré à 532 676 exemplaires.

Décès de M. Louis Vallon ancien député U.D.R.

Nous apprenons le décès de M. Louis Vallon, ancien député U.D.R.

Parmi les quelques hommes qui ont pu incarner le gaullisme de gauche, Louis Vallon occupe à coup sûr une place éminente.

Un marginal du gaullisme

Né en août 1901 à Crest (Drôme), ce brillant esprit qui, reçu à Polytechnique et à Normale Sup. sciences, avait choisi l'X, avait milité avant la guerre à la S.F.I.O. et avait été nommé par le gouvernement Blum chef des émissions économiques et sociales de la Radiodiffusion. Mobilisé en 1939, prisonnier de guerre, évadé en 1941, il participe à la résistance aux côtés de Pierre Brossolette, rejoint Londres en 1942 et dirige la section civile du bureau central de renseignements et d'action, le service secret de la France libre.

Il combat, également, en Syrie, débarque en Corse, se bat en Alsace et devient, en 1944, directeur adjoint du cabinet du général de Gaulle après avoir siégé à l'Assemblée consultative provisoire d'Alger.

Son gaullisme remuant devient enthousiaste et sa fidélité au général demeurera toujours passionnée.

Nommé, en 1946, directeur des Monnaies et médailles, il participe l'année suivante à la fondation du R.P.F. où il est nommé délégué général pour la région parisienne et secrétaire général de l'action professionnelle, ouvrière et sociale.

Il est un ardent partisan de la « participation », qu'on appelle alors l'« association capital-travail », et qui deviendra le cheval de bataille des gaullistes de gauche. Elu député R.P.F. de la Seine en 1951, battu en 1956, il fonde l'Union démocratique du travail, qui incarne le gaullisme social, avec notamment René Capitant, Yvon Morandat et Jean de Lipkowski.

Elu député de Seine-et-Oise (10e circonscription) en 1962, il est nommé rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, où il s'oppose à maintes reprises au « libéralisme » du ministre des finances, M. Valéry Giscard d'Estaing. C'est à lui que l'on doit « l'amendement Vallon » instituant l'intéressement des salariés dans les entreprises et qui a provoqué des controverses de 1962 à 1966 et se traduira en partie dans les ordonnances de 1967.

Réélu en 1967 et en 1968, Louis Vallon, de plus en plus passionné dans sa défense de de Gaulle s'en prend avec une particulière virulence à Georges Pompidou, qu'il accuse d'avoir provoqué l'échec du référendum de 1969 et le départ du général. Après la publication d'un pamphlet, l'Anti-de Gaulle, *il est exclu, en octobre 1969, du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, puis du mouvement. Louis Vallon ne s'était pas représenté aux élections législatives de 1973 et avait invité à voter pour M. François Mitterrand lors de l'élection présidentielle de 1974.*

Particulièrement vif et enjoué, doté d'une grande mémoire et d'une réelle culture politique, Louis Vallon s'est toujours comporté en marginal du gaullisme, et c'est à lui que de Gaulle avait dit, parlant des gaullistes de gauche, pour lesquels il avait une réelle tendresse : « De bonne bouteilles, mais elles sont rares ! » *Spirituel, jugeant les événements avec un humour parfois grinçant, Louis Vallon ne résistait jamais à un bon mot surtout lorsqu'il était cruel. Ce comportement lui a valu de ne pas remplir sous la République gaullienne un rôle dirigeant plus important.* — A. P.

LA HAUSSE DU DOLLAR SE POURSUIT
NOUVELLE BAISSE DE L'OR

La hausse du dollar, qui avait repris au milieu de la semaine dernière, s'est poursuivie lundi 2 mars. A Paris, le cours de la monnaie américaine est passé de 5 F à près de 5,06 F et, à Francfort, de 2,13 DM à 2,15 DM. L'annonce du déficit commercial ouest-allemand en janvier, le plus lourd depuis trente ans, a déprimé le mark vis-à-vis du dollar, qui s'élève à Tokyo (210,60 yens contre 208,80 yens). En raison de la hausse des taux en Allemagne fédérale, le mark se montre néanmoins très ferme au sein du système monétaire européen, valant plus de 2,35 F à Paris. La livre sterling n'a pas suivi le dollar dans sa hausse et se maintient à 11 F à Paris.

Quant à l'or, il a fortement fléchi en raison du niveau élevé des taux d'intérêt, le cours de l'once chutant de 490 dollars environ à 470-475 dollars.

M. Barre a inauguré le nouveau centre commercial de La Défense

M. Barre a inauguré, lundi 2 mars à midi, le centre commercial des Quatre-Temps sur le parvis de la Défense. Le premier ministre a d'abord assisté à une réunion du conseil d'administration de l'Etablissement public d'aménagement de la Défense (EPAD), au cours de laquelle il a fait le point de l'aménagement du quartier d'affaires dont la création a été décidée en 1958 et qui a été relancé par un conseil interministériel présidé par M. Barre, le 16 octobre 1978.

Puis, en compagnie de M. d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, de M. Papon, ministre du budget, de M. Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat, et de Mme Pelletier, ministre chargé de la condition féminine, M. Barre a parcouru le centre, s'arrêtant longuement au stand de la société de promotion immobilière qui réalise une grande partie des immeubles en construction.

Répondant à M. Brossolette, président du Crédit lyonnais (le principal actionnaire de la société civile du centre), M. Barre a déclaré que la Défense venait « *prolonger la lente et permanente extension de la capitale vers l'ouest* ». « *Seule l'histoire est à même de juger les grandes entreprises*, a-t-il déclaré, *mais nous pouvons dès maintenant éprouver une fierté légitime devant cette œuvre vaste et puissante.* »

Elargissant son propos, le premier ministre a ajouté : « *En dépit des aléas de toutes sortes qui pèsent sur le monde et qui affectent notre pays, en dépit des critiques qu'inspire trop souvent hélas un négativisme systématique, la France sait trouver au plus profond d'elle-même les ressources nécessaires pour faire face aux épreuves et préparer son avenir.* »

(*Lire notre supplément p. 17 à 19.*)

● *M. François Mitterrand* doit se rendre en visite, le jeudi 5 mars, en République démocratique allemande (R.D.A.), dans la région de Rudolstadt, où était situé le camp de prisonniers d'où il s'évada en 1942, indique-t-on au P.S.

M. Edmond Maire : L'élection d'un candidat de gauche serait utile mais pas suffisante

« *Comme syndicat, nous savons que les luttes sociales peuvent imposer des changements même avec Giscard au pouvoir et le patronat tel qu'on l'a* », a déclaré M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., dans une interview au *Matin* du 2 mars.

« *Bien sûr, l'unité d'action intersyndicale, une union des forces de gauche, rendraient les choses plus faciles ; l'élection d'un candidat de gauche rendrait aussi les choses plus faciles, sans pour autant signifier qu'il suffirait de cette élection pour mettre en œuvre les propositions avancées* », a ajouté le leader cédétiste. Pour lui, « *les moyens du pouvoir politique ne suffiront pas pour faire entrer les programmes dans les faits.* [...] *A l'évidence, le passage des propositions politiques à leur mise en œuvre suppose une intervention des forces décisives* [...] *des forces sociales.* »

Sur le terrain des luttes sociales, « *il n'y a que deux stratégies en présence, celle du parti communiste et celle de la C.F.D.T.* », M. Maire considère que les militants socialistes, adhérents à la C.G.T., « *d'une façon générale, sont fidèles à leur organisation* », mais que, en dépit de « *leurs opinions ou leurs déclarations personnelles, leur organisation se situe dans la stratégie communiste* ». D'autre part « *les militants du P.S. qui sont à la C.F.D.T. respectent de même, en général, la stratégie de notre organisation* », ce qui explique, selon lui, qu'il n'y a pas de stratégie du P.S. dans le domaine des luttes sociales.

M. Maire souligne pour s'en inquiéter la « *dérive du parti communiste* », notamment en ce qui concerne son attitude à l'égard des immigrés. Toutefois, il note que le P.C. « *n'est pas encore redevenu dans toutes ses actions un parti totalitaire* », même s'« *il est sûrement capable de le devenir* ». Il y a un moyen, estime-t-il, d'inverser ce processus en faisant appel « *au cœur et à la raison des militants de la C.G.T. et du P.C., mais d'abord de la C.G.T.* »

M. GEORGES SÉGUY : la présence de ministres communistes dans un gouvernement de gauche est une garantie.

Au cours d'une cérémonie célébrant — samedi 28 février — le trentième anniversaire de la mort de M. Ambroise Croizat, ancien secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T. et ministre communiste du travail dans le gouvernement du général de Gaulle, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a déclaré : « *Au moment où l'actualité soulève la controverse sur l'opportunité de la présence de ministres communistes dans un gouvernement majoritaire de gauche, la célébration du trentième anniversaire de la mort d'Ambroise Croizat autorise les syndicalistes que nous sommes à dire que les travailleurs ont toutes les raisons de souhaiter et d'exiger que, dans une telle hypothèse, le gouvernement compte des ministres communistes.* »

Il a ajouté : « *C'est une garantie d'importance pour que les engagements pris soient respectés, pour que de vraies réformes économiques et sociales de type de celles qui figurent dans le programme du quarantième congrès de la C.G.T. soient effectivement appliquées.* »

Et il a conclu : « *Bref, pour que le changement soit réel, en l'état de la situation actuelle, il ne suffit pas de souhaiter, il faut agir. Il faut qu'au soir du 26 avril prochain le poids de la classe ouvrière dans les résultats du scrutin exerce une pression telle qu'il ne sera pas possible de lui refuser sa place, toute sa place, et l'exercice de toutes ses responsabilités.* »

● *La coopérative laitière de Bayeux* est occupée depuis le 27 février par les cinquante-huit salariés. L'activité de l'entreprise devait cesser fin février, mais les travailleurs veulent éviter que l'Union laitière normande (U.L.N.) propriétaire du matériel ne tente de le récupérer. M. Edmond Maire, qui présidait un congrès à Saint-Lô, est venu apporter son soutien aux grévistes. — (A.F.P.)

A Tarascon

LE P.C. LANCE UNE NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE LA DROGUE

(*De notre correspondant régional.*)

Marseille. — Après ses campagnes contre la drogue à Montigny-lès-Cormeilles et à Villeurbanne, le parti communiste vient d'en lancer une nouvelle à Tarascon (Bouches-du-Rhône). Selon le quotidien régional du parti communiste « la Marseillaise », qui rend compte dans son numéro du 1er mars d'une réunion du cercle de la jeunesse communiste de cette ville de dix mille habitants, un bar « situé entre la gare et le pont de Beaucaire » servirait de rendez-vous aux toxicomanes. Deux établissements d'enseignement sont également mis en accusation : le lycée agricole de Rodilhan, dans le Gard, à 7 kilomètres à l'est de Nîmes, présenté comme une « espèce de plaque tournante » où beaucoup de drogués se fourniraient, et le lycée Alphonse-Daudet de Tarascon où, d'après les témoignages recueillis par le parti communiste, « la drogue touche même les classes de cinquième ». Toujours selon « la Marseillaise », une dizaine de noms de revendeurs auraient été cités par les jeunes participants à la réunion. « Seule la police ne semble pas partager ce secret de polichinelle, puisqu'à ce jour aucune action efficace n'a été entreprise », ajoute le quotidien communiste, qui rapporte des propos pouvant au contraire laisser croire que les trafiquants bénéficieraient d'une « protection ».

Pour le responsable du commissariat de police de Tarascon, l'inspecteur divisionnaire Gruffy, ces assertions relèvent de la « plaisanterie ». « Nous avons contrôlé une seule fois l'an dernier, déclare-t-il, un jeune homme de vingt-trois ans qui paraissait avoir recours à la drogue. Conformément aux instructions données par le parquet, il a été dirigé vers un médecin. Le reste, c'est de la politique. »

Le proviseur du lycée de Tarascon, M. Clavier, se dit de son côté « très étonné » par les révélations du P.C. et se borne à constater que « des articles de ce genre fleurissent facilement aujourd'hui ».

A Rodilhan, une affaire banale de drogue a effectivement existé il y a plus de deux ans. « Deux élèves du lycée agricole, explique M. Blachère, directeur de l'établissement, avaient fumé quelques cigarettes de haschisch qu'ils s'étaient procurées à Nîmes. La gendarmerie les a rapidement identifiés, et depuis nous avons été vigilants, mais aucun autre cas n'a été signalé. »

Tarascon est dirigé depuis 1971 par une municipalité socialiste homogène que le P.C. n'a pas mise en cause. — G. P.

A B C D E F G